

COLLECTION DE DOCUMENTS
SUR LE PANGERMANISME
PUBLIÉS SOUS LA DIRECTION DE M. CHARLES ANDLER
Professeur à l'Université de Paris

Le
Pangermanisme
Continental
sous Guillaume II
(de 1888 à 1914)

AVEC UNE PRÉFACE
par
CHARLES ANDLER
Professeur à l'Université de Paris

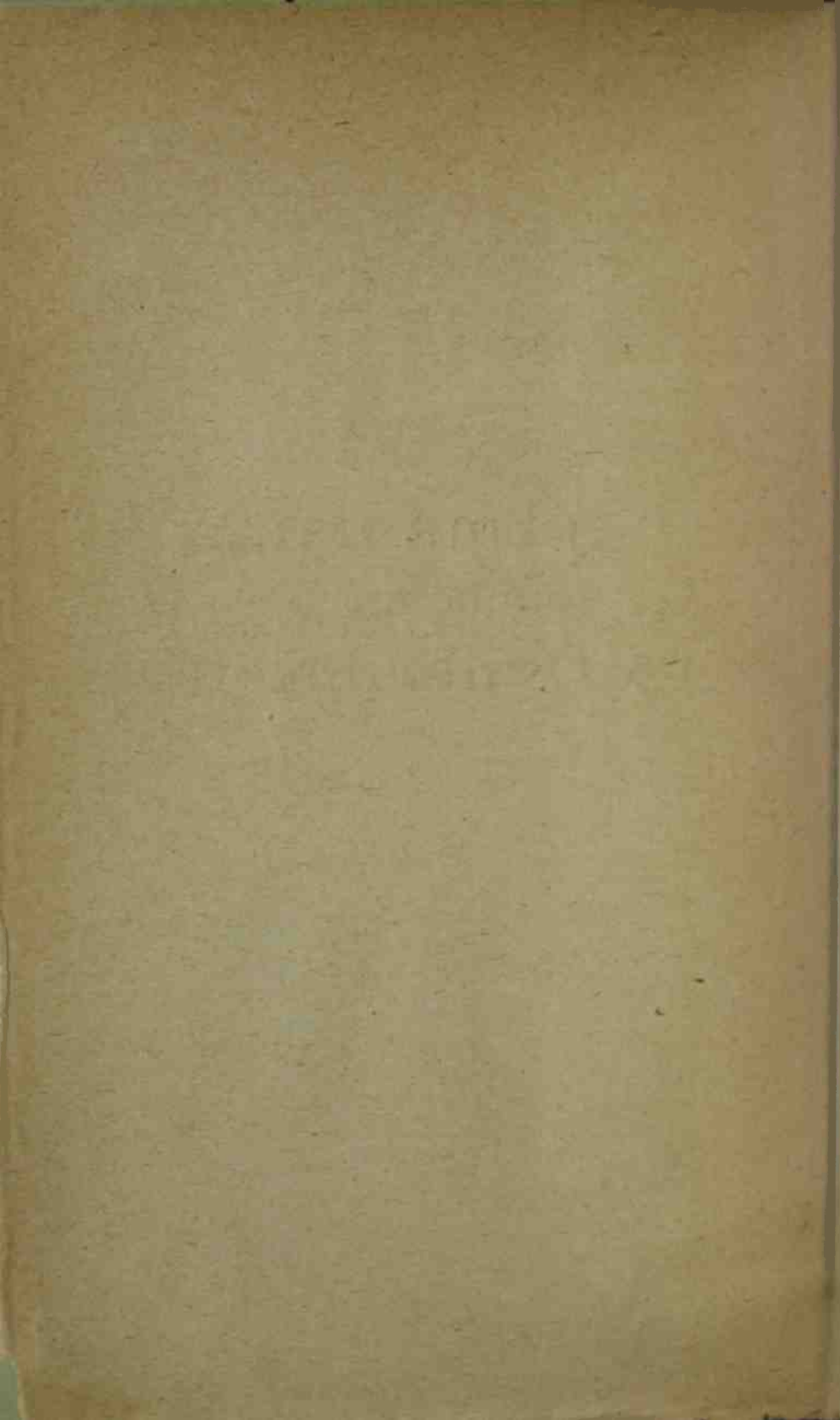
DEUXIÈME ÉDITION



PARIS
LOUIS CONARD, LIBRAIRE-ÉDITEUR
17, Boulevard de la Madeleine, 17
1915
Tous droits réservés

ex libris
P. Jannaccone





Le
Pangermanisme
Continental
sous Guillaume II
(de 1888 à 1914)

A LA MÊME LIBRAIRIE

COLLECTION DE DOCUMENTS SUR LE PANGERMANISME
TRADUITS DE L'ALLEMAND

LES ORIGINES DU PANGERMANISME, 1800 à 1888,
avec une préface de M. Charles ANDLER, 1 vol. 5 00

LE PANGERMANISME COLONIAL SOUS GUILLAUME II,
avec une préface de M. Charles ANDLER, 1 vol.

LE PANGERMANISME PHILOSOPHIQUE, avec une pré-
face de M. Charles ANDLER 1 vol.

*Il a été tiré de cet ouvrage
10 exemplaires
sur papier de Hollande.*

DEP. J. 1319

COLLECTION DE DOCUMENTS
SUR LE PANGERMANISME

PUBLIÉS SOUS LA DIRECTION DE M. CHARLES ANDLER
Professeur à l'Université de Paris

RM50068719

Le
Pangermanisme
Continental
sous Guillaume II
(de 1888 à 1914)

TEXTES TRADUITS DE L'ALLEMAND

par

LOUIS MARCHAND, G. BIANQUIS ET S. COLLETTE

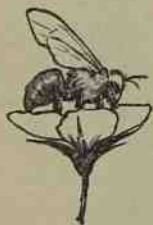
Professeurs agrégés de l'Université

AVEC UNE PRÉFACE

par

CHARLES ANDLER

Professeur à l'Université de Paris



PARIS
LOUIS CONARD, LIBRAIRE-ÉDITEUR
17, Boulevard de la Madeleine, 17

1915

Tous droits réservés

N.ro INVENTARIO PRE 16058

PRÉFACE

LES PLANS EUROPÉENS DU PANGERMANISME DE 1888 A 1914.

Les plans européens du pangermanisme entre 1888 et 1914 ne diffèrent pas de ce qu'avaient imaginé les grands utopistes de la Pangermanie depuis la défaite de Napoléon I^{er} jusqu'à l'avènement de Guillaume II (1). L'Allemagne contemporaine n'a pas été idéologiquement très inventive. Elle aime les réalisations. Bismarck l'avait saturée de gloire militaire. Il avait intérieurement construit l'Empire par l'achèvement de la réforme administrative, financière et sociale. Cette besogne avait exigé largement les vingt années qui précédèrent sa chute. Elle était très ralentie quand vinrent les années où le vieux chancelier déclina. Dans cette fin du régime bismarckien, des mécontentements puissants grondaient; mais c'était le mécontentement du libéralisme progressiste, effrayé par les tarifs douaniers trop élevés, par le pouvoir grandissant des agrariens, par l'étatisme

(1) Voir notre tome I : *Les Origines du Pangermanisme*.

envahissant que nécessitaient les grandes réformes sociales. C'était aussi la révolte des socialistes, impatients d'une loi d'exception qui pesait sur eux depuis dix ans.

Puis, en 1890, Bismarck s'en alla. Il avait voulu retirer au peuple allemand le suffrage universel, qu'il lui avait lui-même octroyé, en 1867, dans la griserie des récentes victoires et quand, par cette concession libérale, il avait compté fanatiser le peuple allemand pour un prochain effort contre la France. Il songeait au contraire, en 1890, à provoquer systématiquement l'émeute socialiste, et comptait, par une répression brutale, parer pour toujours au péril démocratique. « Je ne veux pas, avait dit Guillaume II, pour le début de mon règne, marcher dans le sang jusqu'aux chevilles. — En ce cas Votre Majesté, avait riposté Bismarck, y marchera plus tard bien plus avant. » Ils se séparèrent sur ce désaccord.

On pourrait croire que, par le départ de Bismarck, le mécontentement devait cesser ou changer de camp. Il n'en fut rien. Le peuple allemand est moins sensible aux atteintes que reçoit sa liberté qu'aux déboires de son ambition extérieure. Bismarck parti, il oublia sa poigne vigoureuse et se souvint seulement d'avoir été traîné par lui à la victoire. Ceux-là, parmi les partis politiques qui l'avaient le plus combattu, se montrèrent à présent mécontents des successeurs qui modifiaient son système. Les socialistes, sans doute, continuèrent à se glorifier de sa chute comme d'une victoire. Mais, les partis conquérants d'autrefois, et à côté des conservateurs, d'abord les nationaux-libé-

raux le regrettèrent. Les grands pangermanistes de la période de 1870 à 1890 avaient été anti-bismarckiens. Le pangermanisme nouveau porte le deuil de Bismarck disparu. Pourtant, le programme du pangermanisme a peu varié. L'œuvre qu'un Paul de Lagarde ou un Constantin Frantz avaient reproché à Bismarck d'avoir rendue impossible, les pangermanistes nouveaux, ceux du *Deutsch-Bund*, ceux de l'*Alldeutscher Verband*, les rédacteurs de la *Deutsche Tageszeitung*, de la *Tägliche Rundschau* ou ceux de la *Zukunft* soutiendront qu'elle est devenue impossible par le départ de Bismarck. Et le jour où l'on coucha au pied du *Hirschdenkmal* de Friedrichsruhe la dépouille du grand chancelier, c'est le retour à la tradition bismarckienne qu'ils réclamaient pour la réalisation de ce que Bismarck avait toujours repoussé comme utopique. Il y a là une difficulté. Il faut, pour la concevoir, retracer en gros les linéaments de la situation extérieure de l'Allemagne de 1898 à 1914.

I. — LES CAUSES DU MÉCONTENTEMENT

PANGERMANISTE.

Bismarck est le père du pangermanisme actuel. Non qu'il lui ait fourni aucune idée. Mais il a donné l'exemple de la révolte grondeuse à des hommes qui avaient été gouvernementaux. L'irritation des partis de gauche n'a jamais eu grande importance en Allemagne, si légitime qu'elle fût.

Les progressistes s'étaient toujours terrés avec confusion quand Bismarck, du haut de la tribune, les avaient appelés des « républicains ». Contre les socialistes, on avait la police, l'armée et, mieux encore, leur propre et durable manque de tempérament révolutionnaire. Quand Bismarck se mit à grommeler dans son exil, il sembla à beaucoup que le salut de l'Empire était compromis. Les premiers arguments du pangermanisme, ce sont les murmures du chancelier tombé et révolté contre son maître.

Guillaume II, en 1890, avait appelé le général de Caprivi à la chancellerie de l'Empire, et le baron Marschall von Bieberstein au secrétariat d'Etat des Affaires étrangères. Deux nouveaux venus : 1° un militaire correct, mais trop habitué à la discipline pour contredire jamais son souverain ; 2° le plénipotentiaire badois au Bundesrat, peu initié aux traditions prussiennes, et moins encore aux problèmes de la grande politique européenne. Voilà les hommes sur qui allait peser l'héritage du génie qui avait fait l'Allemagne une. Les Allemands n'en crurent pas leurs yeux. A vrai dire, monarchistes loyaux, ils faisaient crédit au jeune souverain à panache qui prétendait être « son propre chancelier ». Mais le danger n'en était que plus grave pour les destinées de la dynastie, si cette loyauté, déçue dans les satisfactions qu'attendait son orgueil, venait à être saisie de doutes sur la compétence des dirigeants les plus haut placés. Bismarck contribuait à répandre ce doute. Il a aidé à grandir la minorité turbulente et grondeuse qui a fait régner le pangermanisme en Allemagne comme un état d'esprit endémique, et qui

a finalement imposé sa volonté au monarque nerveusement débile et follement vaniteux, capable de longues rancunes et de paroxysmes violents, par lequel a été déchainée la guerre européenne.

Nous aurons, ailleurs, à redire en détail comment les premiers mécomptes de l'Allemagne, sous le règne de Guillaume II, furent des mécomptes coloniaux. Le traité avec l'Angleterre, qui échangeait Helgoland contre le protectorat de Zanzibar (1890); la Convention franco-allemande qui délimitait les frontières du Cameroun et laissait à la France toute la zone litigieuse, furent interprétés comme autant de capitulations. Peut-être l'Angleterre a-t-elle regretté plus d'une fois, depuis, d'avoir cédé le « rocher de porphyre », dont les canons barrent l'estuaire de l'Elbe; et la France a dû restituer, entre la Sangha et l'Oubanghi, en 1912, plus de territoires que l'Allemagne ne lui en reconnaissait en 1894. Plus d'un litige ultérieur s'inspire ainsi du mécontentement dont on prit l'habitude aux premiers jours du règne.

Le mécompte principal venait cependant de la situation européenne. Les transactions coloniales, où l'Allemagne perdait, attestaient un souci anxieux de se ménager les bonnes grâces de l'Angleterre et de la France. La politique bismarckienne avait eu coutume de traiter l'Angleterre avec une indifférence un peu rogue, et de mater la France par des menaces immédiatement hargneuses. Mais ces manifestations touchaient à la politique européenne continentale où Bismarck savait l'Angleterre impuissante, et où il voulait que la France restât paralysée. Il n'a jamais cherché noise ni à l'Angleterre ni à la France en

matière coloniale, trop heureux de les savoir aux prises dans une rivalité qui, en Egypte, à Madagascar et au Soudan, n'était pas encore éteinte. Le mécontentement nouveau qui se dessinait contre Caprivi tendait à exiger de lui, en matière coloniale, la politique agressive qui était celle de Bismarck sur le continent.

Mais sur le continent même, les difficultés se multipliaient. La politique bismarckienne, à l'égard de la Russie, avait été jusqu'en 1878 celle de la vieille Prusse. Il adossait l'Empire allemand à l'Empire des tsars. Même après la brouille survenue au Congrès de Berlin, où Bismarck frustra les Russes du plus clair de leurs conquêtes en Turquie, il était préoccupé de n'en pas venir à la guerre. C'est ce que marquait ce fameux traité de « réassurance » qu'il avait signé avec le tsar en 1884, et qui avait été renouvelé pour trois ans en 1887. Le traité stipulait que l'Allemagne resterait neutre en cas d'agression autrichienne contre la Russie ; et que la Russie resterait neutre en cas d'agression française contre l'Allemagne. Dangereuse convention. Comment savoir, dans ces conflits modernes si complexes dans leurs causes, où est l'agresseur ? Et les intérêts vitaux de la nation ne passent-ils pas avant les considérations moralisantes qui pèsent les responsabilités de l'agression ? Si la politique allemande supposait l'intégrité de l'Autriche, ne fallait-il pas empêcher l'anéantissement de cette puissance, quand même elle eût commis la faute de recourir aux armes la première ? Le baron de Holstein, l'un des hauts fonctionnaires les plus écoutés de la Wilhelmstrasse, en était d'avis ;

et il décida ses chefs. Le traité de réassurance avec la Russie avait, par surcroît, l'inconvénient d'être secret, et ignoré de l'Autriche elle-même. On cachait à l'alliée des tractations qu'on avait faites avec l'ennemi éventuel. « Nous serons compromis comme des hypocrites, si les choses se dévoilent », disait Holstein, non sans raison. Caprivi crut prudent de dénoncer le traité avant qu'il en eût rien transpiré ; et il ne le renouvela pas, quand il arriva à expiration en 1890.

Est-il vrai que Guillaume II ait redouté, cette année de 1890, une attaque immédiate de la Russie contre l'Autriche ? Il est probable que les intrigues autrichiennes en Bulgarie avaient décidé la Russie à laisser entendre qu'elle ne laisserait pas détruire, sans intervenir, le peu qui restait de son œuvre de 1878. Il est sûr que le grand état-major allemand commençait, dans la *Kreuzzeitung*, une de ces campagnes perfides dont il a l'habitude et où les hypothèses de guerre qu'il analyse sont destinées à éveiller dans les esprits l'impression que la guerre est inévitable et qu'il y a danger à la différer. Bismarck, aux derniers jours de son ministère, avait dénoncé la manœuvre dans les *Hamburger Nachrichten* ; et il désignait le coupable, le général de Waldersee, chef du grand état-major, que déjà la rumeur publique considérait comme le futur chancelier de l'Empire. Ces intrigues continuèrent contre Caprivi. Pourtant le tsar Alexandre III avait plus de confiance en Caprivi qu'en Bismarck (1). Comment donc motiver des

(1) En toutes lettres Alexandre III dit à Guillaume II, en 1892.

reproches contre Caprivi, à supposer que la politique allemande fût pacifique? C'est que les mécontents ne la voulaient pas pacifique outre mesure. Ils la voulaient libre d'agir, fût-ce par la guerre, au mieux des intérêts de l'Allemagne. Caprivi était assez soldat pour n'avoir pas des idées très différentes. Mais où étaient ces intérêts allemands? Étaient-ils dans l'Orient proche, aux côtés de l'Autriche? ou dans des entreprises coloniales? Les pangermanistes eussent préféré une audacieuse politique coloniale, provisoirement adossée à la Russie, mais très offensive contre l'Angleterre et contre la France. Caprivi ne croyait pas à ces plans coloniaux. Il ne se refusait pas à toutes les suggestions à l'état-major, pour qui les destinées de l'Allemagne devaient se jouer sur le continent; et il était résolu à soutenir l'alliée autrichienne, dans l'attaque ou dans la défense, de toute la force de l'Allemagne.

Pour l'éventualité d'une guerre contre la Russie, qu'il estimait probable, et que beaucoup, dans son entourage, appelaient de leurs vœux, il était désireux de faire l'apaisement à l'intérieur. Une Pologne irritée et ombrageuse, comme sous Bismarck, lui paraissait un danger. Dans la Pologne allemande, il résolut d'appliquer la méthode autrichienne de tolérance. Il nomma un Polonais, M^{sr} Stablewski, à l'archevêché de Gnesen. Il autorisa les leçons particulières de polonais dans les écoles. Il fit reprendre en Pologne une politique d'expropriation agraire plus

* qu'il avait confiance en Caprivi, mais que toutes les fois que Bismarck lui avait parlé, il avait été convaincu *qu'il le tricherait* » *sic*).

équitable. Depuis 1886, Bismarck avait créé, en Pologne et en Prusse occidentale polonaise, une « Commission de colonisation » (*Ansiedlungs-Kommission*) qui eut mandat d'acheter, pour cent millions de marcks, de grandes propriétés polonaises, qu'on lotissait en parcelles paysannes, pour y installer des paysans allemands. Une Commission générale, sous Caprivi, s'installa à Bromberg, en 1890, qui eut des ramifications dans toutes les provinces polonaises de l'Empire. Ces Commissions expropriaient et morcelaient, pour raison d'utilité publique, les grands domaines. L'Etat, par leur entremise, faisait aux acheteurs de lopins des prêts amortissables par un versement sur le revenu annuel. C'était là ce qu'on appelait des *Rentengüter*. Ne fallait-il accorder le droit d'acheter qu'à des Allemands? Caprivi pensait que les paysans polonais, électeurs et soldats allemands malgré leur langue, ne pouvaient être destitués de ce droit. Ainsi, les petites gens de Pologne, en prenant part à la création des *Rentengüter* contre-carraient les mesures destinées à détruire la grande propriété polonaise. Ils eurent droit au crédit de l'Etat prussien. Littéralement, on « polonisait » avec les finances prussiennes des provinces déjà trop polonaises. Solution qui était la seule équitable, si l'on voulait qu'en Allemagne le droit restât égal pour tous. Son inconvénient était de ne rien changer aux convictions nationales des Polonais. Les paysans de Pologne et de Prusse consentaient à acheter des terres nobles, si tel était le droit reconnu à tous, mais ils n'abandonnaient pas pour cela leur amour de la Pologne. Caprivi avait espéré les gagner en

cessant de les tracasser. Ce ne fut pas le compte des Bismarekiens. Cette duperie, qui multipliait les propriétés polonaises aux frais de la Prusse, leur parut propre, par surcroît, à augmenter l'animosité de la Russie. Comment le gouvernement russe, aux prises avec une population polonaise constamment révoltée, n'eût-il pas considéré avec méfiance la philosophie nouvelle du gouvernement allemand? Ces Bismarekiens teutomanes eussent poussé la servilité envers le tsar jusqu'à persécuter, pour lui complaire, plusieurs millions de citoyens allemands (1).

Ainsi, la politique de Caprivi, par sa modération au dehors et par ses mesures conciliantes au dedans, provoquait d'égales indignations. Les démarches de sa politique intérieure étaient interprétées comme autant de fautes de sa politique extérieure, quand, souvent, elles n'étaient que des précautions en vue de la guerre prévue de lui. Pour les brouillons glo-

(1) Qu'on en juge par cet article de la *Westdeutsche Allgemeine Zeitung*, du 16 juin 1892 :

« La pire chose qui soit arrivée sous Caprivi, c'est le déchirement précipité de tous nos liens avec la Russie... On ne pouvait causer à notre politique extérieure de dommage plus fatal que l'inauguration en Pologne d'une politique prussienne semblable à la politique autrichienne, et qui, pour le cas de guerre, doit faire prévoir aux Russes la formation d'une « légion polonaise » en Allemagne, et qui, pour le cas d'une défaite russe, leur montrait un royaume de Pologne à l'horizon. C'est ce qui a dû amener Cronstadt... Caprivi a empoisonné nos relations avec la Russie au point où la Russie montre le plus de susceptibilité, c'est-à-dire dans la question polonaise. La nomination d'un Polonais à l'évêché de Gnesen n'a pas été seulement une erreur de notre politique intérieure, mais avant tout une faute de notre politique extérieure et une preuve complète que M. de Caprivi n'est pas à la hauteur de ses difficiles fonctions. »

(Cité dans *Zwanzig Jahre alldentscher Arbeit und Kämpfe*, 1910, p. 162.)

rieux qui avaient grandi dans la victoire, l'Allemagne n'avait jamais assez d'ennemis. A les entendre, c'était déjà encourager ces ennemis que d'en ménager un, pour se préparer à en découdre avec d'autres. Or, Caprivi se préparait à des besognes continentales prochaines et, en attendant, ménageait l'Angleterre.

Sa politique étant méconnue, il la fit exposer par un des publicistes les plus distingués du bureau de la presse à la *Wilhelmstrasse*, Julius von Eckardt. Cet écrivain, Balte de naissance, avait rapporté de ses séjours prolongés en Russie, avec une prévention acrimonieuse contre la civilisation russe, une connaissance profonde des mœurs russes et du personnel gouvernemental de la Russie. Ses études d'histoire religieuse le mettaient en mesure de connaître à merveille les difficultés d'ordre religieux qui ne manqueraient pas de créer des troubles graves dans la péninsule des Balkans. C'est cet écrivain russo-phobe que la diplomatie allemande choisit pour convertir l'élite cultivée de la population allemande aux projets du *Neuer Kurs*. Son livre, *Berlin-Wien-Rom, Betrachtungen über den Neuen Kurs und das neue europäische System*, 1892, est encore aujourd'hui le document où l'on peut étudier le mieux les ambitions initiales de Guillaume II et de ses nouveaux ministres.

Cet exposé, écrit dans un style aristocratiquement méditatif et rempli de circonlocutions, affiche tout le latent orgueil de l'hégémonie allemande nouvelle. La nécessité de barrer à la Russie la route des Balkans était affirmée avec force, comme un devoir qui résultait de l'alliance avec l'Autriche. L'indiffé-

rence du philistin allemand libéral pour les querelles rouméliotes était censurée sévèrement ; le vieux programme allemand, qui consistait à appuyer a main-mise autrichienne sur la Serbie, était présenté comme ridicule dans son insuffisance. Il apparaissait brusquement que l'Allemagne poursuivait en Turquie un plan vaste, qui la mettrait probablement aux prises avec la Russie ; et il ne pouvait plus être question de « laisser l'Autriche se tirer d'affaire seule en Orient ».

Cette politique était le renversement de l'ancienne politique prussienne. Depuis Kunersdorf, pas un roi de Prusse n'avait osé affronter la puissance russe. C'était une tradition, renforcée encore par les guerres de 1807 à 1815, d'admettre que la Prusse devait vivre en étroite harmonie avec la Russie ; et la Prusse, en 1850, avait accepté l'humiliation d'Olmütz plutôt que de contrevenir aux volontés du tsar. Cette modeste attitude convenait à un État aussi petit que la monarchie prussienne. L'Allemagne impériale avait d'autres devoirs que lui imposait sa force nouvelle ; et le premier de ces devoirs était de s'émanciper de la Russie. Ambitieuse pensée, et si vaste, que les pangermanistes eux-mêmes restèrent des années à ne pouvoir la concevoir. L'Europe nouvelle, à entendre le théoricien officieux du *Neuer Kurs*, pour ne pas courir le danger de devenir cosaque, ne pouvait que se donner toute à la culture allemande.

A cette besogne, l'Europe entière était conviée. Car à défaut du péril russe, dont le sentiment n'était pas également vif dans les pays limitrophes

de la Russie, un péril, égal pour tous, était imminent d'autre part. Les États-Unis d'Amérique prenaient de hargneuses mesures douanières. Le bill Mac-Kinley créait la barrière de tarifs protecteurs, derrière laquelle allait grandir la redoutable industrie américaine. Comment l'Europe se défendrait-elle ? Il l'aurait fallu solidaire dans la défense. Par malheur, cette solidarité n'existait pas même virtuellement. La Russie était l'ennemie du lendemain. La France, ennemie d'hier, couvait la rancune de sa défaite et fermait ses frontières par les tarifs Méline. L'Angleterre persistait dans son « splendide isolement » et, dès lors, cherchait par un rattachement étroit de son Empire colonial à la métropole, à réaliser un domaine économique autonome et qui pût assez se suffire pour la mettre à l'abri des guerres douanières entre les autres puissances. Il restait l'Europe centrale, représentée par la Triple-Alliance et par une poussière de petits États, échelonnés du cap Nord jusqu'en Asie-Mineure. Dans cette Europe morcelée, la Triple-Alliance militairement dominait ; et dans la Triple-Alliance, l'Allemagne. Mais la satisfaction de la puissance, si elle grisait le peuple allemand, était moindre pour ses alliées. Il était difficile de soutenir que l'« ère allemande » eût amené une autre nouveauté qu'une prodigieuse surcharge d'armements. On ne gagne le cœur des peuples qu'en leur procurant la richesse. Une Union douanière des puissances de l'Europe centrale créerait ce syndicat destiné à défendre commercialement les intérêts de tous les nationaux de la Triple-Alliance. Sa force de rayonnement industriel et finan-

cier serait telle que, forcément, les petits États, la Belgique, la Hollande, la Suisse, les États balkaniques, et peut-être les États scandinaves, seraient attirés dans l'orbite économique de la grande Union douanière de l'Europe centrale. On dissimulait habilement qu'après l'Union douanière, les conventions militaires, sans doute, ne tarderaient guère. Les États-Unis d'Europe se réaliseraient, par l'intérêt de tous ou par la contrainte ultérieure imposée aux plus faibles et, en tous cas, sous l'hégémonie de l'Allemagne.

On ne peut refuser une certaine grandeur à l'immense projet. Par lui, la diplomatie allemande avouait qu'elle reprenait à son compte les visées des pangermanistes antibismarckiens. Et elle agrandissait leur rêve. Car le support de la nouvelle Confédération de l'Europe centrale était élargi de toute l'Italie. Le projet resta sans réalisation immédiate. Toute diplomatie doit sérier les questions. L'Europe méfiante n'était pas prête aux ouvertures que lui faisait, officieusement, l'Allemagne. La guerre contre la Russie n'eut pas lieu ; et l'Allemagne dut consentir aux Russes un traité de commerce favorable en 1894. Caprivi démissionna cette même année et fut remplacé par Hohenlohe.

Les raisons pour lesquelles Guillaume II appela au pouvoir ce vieux prince bavarois, gouverneur général d'Alsace-Lorraine, sont multiples et elles ne sont pas toutes connues. C'avait été un vieil allié de Bismarck, à la fois dans la politique extérieure et dans le *Kulturkampf*. Il avait été longtemps ambassadeur à Paris et s'y était fait une réputation de bon observateur. En Alsace-Lorraine, sa manière dis-

crète, extérieurement affable, rigoureuse et vindicative au fond, s'était fait redouter. Il avait imaginé et conseillé la mesure vexatoire des passe-ports à la frontière française; et cette infraction au traité de Francfort n'avait pas soulevé de protestations du gouvernement français, décidé à ne jamais risquer de guerre que pour des intérêts vitaux. Il était l'homme qualifié, à raison de ce passé, pour faire prévaloir le germanisme en Pologne comme en Alsace-Lorraine, sans engager trop à fond la politique extérieure de l'Empire.

Il était décidé à reprendre sur plusieurs points la tradition bismarckienne. Mais en aurait-il la force? Il revenait de Strasbourg, courbé par l'âge. Il traînait une vieille liaison avec une comtesse von Hedeman dont il avait des enfants naturels (1) et la douceur qu'il éprouvait de ce vieil adultère augmentait encore le nombre de ses fréquentes absences muniçoises. Guillaume II ne se souciait pas de cette sénilité et de cet absentéisme. La force de Hohenlohe était toute dans son passé et dans la grande connaissance personnelle qu'il avait de la diplomatie européenne. Il renoua avec la Russie. Il comptait satisfaire aux ambitions de l'Allemagne nouvelle en se déclarant franchement colonialiste :

« L'Allemagne a besoin de colonies, disait-il, afin de maintenir sa situation de puissance mondiale... »

Il laissa faire Marschall von Bieberstein qui surveillait de près les Anglais au Delagoa, quand, pour

(1) V. le récit de cette liaison, appuyé de récits autobiographiques de la comtesse Hedeman, dans DENISE PETIT. *Ein Blatt der Liebe. Chlodwig, Fürst zu Hohenlohe und seine Freundin* "Alex." 1911.

une émeute de Cafres, ils furent sur le point d'y débarquer. La politique provocatrice des Boers contre l'Angleterre fut encouragée par lui; et Marschall von Bieberstein, de son consentement, rédigea en personne le fameux télégramme de Guillaume II au président Krüger (1896) (1).

Etait-ce de quoi suffire aux appétits des pangermanistes? Marschall von Bieberstein a avoué mélancoliquement, depuis, qu' « on ne les contentait jamais ». Un nouveau ministre des affaires étrangères, le comte de Bülow, persista dans la même voie. Il acheta les Carolines; négocia avec l'Angleterre et les Etats-Unis pour se faire céder les Samoa. L'entente avec la Russie permit de débarquer à Kiaotchéou, à la première occasion où les Chinois, imprudemment, massacrèrent deux missionnaires allemands. Le voyage de Guillaume II en Palestine amorçait le projet d'un chemin de fer allemand de Constantinople à Bagdad. La maussaderie mégalomane des pangermanistes n'en continua pas moins ses manifestations. Il allait de soi que par cette politique brouillonne, qui explorait tous les océans pour y glaner des îles tombées en déshérence, ou qui sur tous les continents du globe cherchait à dépecer l'héritage mal défendu des vieilles puissances, l'Allemagne prenait place au premier rang des ennemis de l'Angleterre. Elle attirait sur elle tout le poids des inimitiés anglaises répartie jusque-là sur la France et sur la Russie. Elle facilitait à la France des alliances

1 Nous aurons à reparler de ces faits dans notre volume sur le *Pangermanisme colonial sous Guillaume II*.

et des ententes qu'elle n'avait pu trouver. Cronstadt avait eu lieu sous Caprivi. Le ministère de Hohenlohe avait vu les visites de Félix Faure à Pétersbourg et du tsar Nicolas II à Paris. Des démarches insidieuses pour amener une action de guerre simultanée de l'Allemagne et de la France contre l'Angleterre pendant la guerre du Transvaal échouèrent. « La France ne se connaît qu'une seule ennemie », avait fait déclarer M. Delcassé à Londres, et cette ennemie, en dépit de Fashoda, n'était pas l'Angleterre. De cette crise, qui pour le Royaume-Uni aurait pu être mortelle, date la cordialité nouvelle entre l'Angleterre et la France.

Quand Hohenlohe, en 1899, céda la place à von Bülow, qu'on fit prince à cette occasion, il avait évité deux écueils; la « vassalité à l'égard de l'Angleterre », qu'on avait tant reprochée à Caprivi; et la rupture avec la Russie qui, sous Caprivi, avait été si proche. Mais il avait récolté la franche animosité anglaise, et, par son projet de Bagdad, se heurtait déjà à la résistance russe. Il sembla avéré aux pangermanistes qu'on avait essayé de la *Weltpolitik*, sans moyens suffisants (1). Bülow résolut de réunir ces moyens, dont le principal était d'augmenter dans des proportions inouïes la flotte allemande.

En cela Bülow venait à la rencontre des vœux de son maître. Guillaume II a peu d'idées et, comme la plupart des Hohenzollern, il a peu travaillé. Mais il a pris goût aux choses de la marine. Il s'en est fait un sport dont il a une réelle connaissance. Il suffisait d'ailleurs qu'il y eût une spécialité d'armements où

(1) V. le comte REVENTLOW, *Deutschlands auswärtige Politik*, 1914.

L'Allemagne était nettement inférieure, pour stimuler l'ombrageuse jalousie de l'empereur. Guillaume II décida que l'Allemagne excellerait dans la marine, comme elle était prédominante militairement. La population du pays augmentait rapidement, comme sa richesse. Dans le surplus d'hommes, comme dans l'excédent des bénéfices que lui apportait chaque année nouvelle, il y avait de quoi subvenir à un renforcement large de ses forces maritimes.

L'Allemagne complétait par là la restauration de sa tradition. Guillaume II n'aime pas la lecture; et les lectures de sa prédilection sont d'un ordre tout populaire. Ses souvenirs historiques sont au niveau de ceux qu'on enseigne aux élèves de seconde dans les gymnases allemands et que répand la *Vaterländische Jugendbucherei* (Bibliothèque patriotique de la jeunesse) de Julius Lohmeyer. Il sait, par les livres du vice-amiral Reinhold Werner, que la flotte hanséatique a conquis Copenhague en 1368 et battu les vaisseaux du roi de France à l'embouchure de la Meuse en 1481; qu'un capitaine hambourgeois, Karpfanger, battit cinq vaisseaux de Louis XIV en 1681. L'historiographie officielle prussienne a continué à présenter l'Empire allemand de 1871 comme une résurrection du Saint-Empire romain, tombé en décadence par l'incapacité des Habsbourg. Ainsi toutes les gloires dynastiques du passé se trouvaient intactes. La tradition de l'Ordre teutonique elle-même était renouée, si l'on recommençait à persécuter les Slaves de Pologne. Une seule gloire manquait; la puissance maritime des Hanses; et, comme un bon écolier prussien, Guillaume II concluait qu'il

fallait la réveiller. Il n'y a pas eu un lancement de cuirassé ou de transatlantique, pas une régates de Brunsbüttel, où ses discours n'aient varié ce *leitmotiv*.

Il fallait à Guillaume II une flotte monstre pour sa *Weltpolitik*. « L'Empire allemand, disait-il en 1896, est devenu un Empire mondial. » Mais que recouvrait cette phrase ? « Formule grandiloquente, a dit Charles Seignobos, pensée confuse (1). » Il faut vérifier dans les discours de Guillaume II le sens de cette pensée changeante. Car, si elle offre des aspects changeants, c'est parce que Guillaume II ne la révèle pas d'abord dans son intégrité :

1° En 1896, il semble faire appel seulement à la fidélité du souvenir chez les Allemands épars sur le globe. Il leur demande de garder la mémoire de la patrie, au lieu de se fondre, comme par le passé, dans les nations où ils s'établissent. Une Grande-Allemagne naîtrait ainsi, non pas politiquement débordante, mais répandue sur le monde par son émigration et par sa civilisation. Ces émigrés ont pour devoir de maintenir des relations économiques et intellectuelles avec l'Allemagne ; et, s'il se peut, de garder leur nationalité. L'Empire, en échange, se doit de leur accorder sa protection. Le germanisme conquiert le monde par lente infiltration. Il faut lui assurer le respect. Guillaume II croit à l'effet moral du déploiement de la force. C'est beaucoup que le pavillon commercial de l'Allemagne se montre fréquemment dans tous les ports du globe. Mais quelques croiseurs modernes ne nuisent pas à

(1) Charles SEIGNOBOS, 1814-1914, Paris, A. Colin, 1915, p. 24.

la considération qu'on a pour lui et ramènent à la raison les mauvais débiteurs, particuliers ou gouvernements, qui narguent les grandes puissances européennes.

2° Il n'y a pas seulement une solidarité des Allemands émigrés et des Allemands de la métropole que la marine allemande, en soutenant le prestige allemand au dehors, maintiendra. Tous les Germains forment une grande famille dispersée et qu'il faut réunir. « *Wir Germanen müssen zusammenhalten.* » Guillaume II veut dire que non seulement l'Autro-Allemagne doit former bloc. Les peuples scandinaves, et aussi les Néerlandais, les Hollandais et les Flamands devront rentrer dans l'unité germanique brisée par l'histoire et qu'il faut rétablir. L'armée allemande en sera le rempart continental. Or, à ces peuples maritimes et colonisateurs, aux Norvégiens, aux Hollandais surtout et aux Belges, menacés tous dans leurs colonies lointaines par des convoitises puissantes, il faut le renfort d'une flotte que l'Allemagne seule peut leur fournir.

3° A ces deux idées, le prince de Bülow, devenu chancelier, en ajouta une troisième. L'entente des grandes puissances navales s'était révélée comme un *concern* efficace pour le partage des territoires encore vacants sur le globe. Le Transvaal et l'Orange n'avaient pas échappé à l'Angleterre, malgré l'appui diplomatique de l'Allemagne. Peut-être l'Europe se retrouvait-elle, comme elle a coutume une fois par siècle, devant une nouvelle liquidation des territoires déjà appropriés. L'Allemagne ne se laisserait pas évincer. Elle n'était plus le « précepteur » hautement

cultivé, mais pauvre, que méprisent dans le salon les gentilshommes élégants. Elle réclamerait sa part de considération. Elle ne laisserait pas s'accomplir une seule conquête au monde sans exiger, par la force, s'il le fallait, une compensation. Ces déclarations, faites d'une façon retentissante du haut de la tribune du Reichstag, promettaient des actes. Ils n'ont pas fait défaut. Ils ont consisté d'abord en des tentatives pour diviser les adversaires et, maladroitement, n'ont réussi qu'à les unir. Aux temps où la rivalité anglo-russe durait encore en Extrême-Orient, et où la guerre du Transvaal venait de démontrer que la plus immense puissance navale elle-même ne peut faire front à la fois au Cap et sur le Pacifique, Stanley avait suggéré au Gouvernement anglais un moyen d'opposer un verrou à l'avance russe en Chine ; c'était d'intercaler entre la zone d'action britannique et la zone d'influence russe une zone allemande. De là ce qu'on appelle la Convention du Yang-tsé-Kiang (1903). Elle prétendait n'enrayer la poussée russe qu'en Chine. La Mandchourie faisait-elle partie du territoire chinois ? Lord Salisbury et lord Lansdowne la déclaraient comprise dans la Convention. Bülow nia avec non moins d'insistance. Il y avait là une de ces obscurités comme la diplomatie allemande aime à les laisser subsister dans les traités, pour se réserver le droit des brusques revirements. Ainsi a-t-il fallu, depuis, préciser avec soin que le Souss faisait partie du Maroc. La politique de Bülow était d'avoir les mains libres à l'égard de l'Angleterre. Dans le privé, il laissait entendre aux journalistes qu'il ne considérait pas que l'Allemagne

eût à être le soldat de l'Angleterre sur le continent.

« Le prince de Bülow n'avait pas lié la politique allemande, dit Reventlow. Il aurait pu à tout instant modifier son appréciation de l'avance russe en Mandchourie et se mettre du côté de l'Angleterre. Il y eut déception et mécontentement dans le Gouvernement britannique à la suite de cette politique allemande de désintéressement à l'égard de la Mandchourie (1). »

Il n'y avait pas désintéressement : il y avait duplicité. Il ne fallait pas conclure une Convention par laquelle l'Angleterre et l'Allemagne se garantissaient leurs sphères d'influence ; ou il ne fallait pas donner l'impression qu'on « pouvait à tout instant en modifier l'appréciation ». Mais l'Allemagne, sous le couvert d'une apparente amitié, laissait la Russie s'enfermer en Extrême-Orient, où le Japon l'arrêterait mieux qu'aucune Convention du Yang-tsé-Kiang, et d'où elle reviendrait, affaiblie par une grande guerre. Bénéfice qui valait bien, pour l'Allemagne, l'inconvénient d'encourir le déplaisir de l'Angleterre. Sur un seul point, Bülow manqua de prévision : il oubliait que sa politique hâterait le rapprochement du tsar et du roi Edouard VII.

Il y eut Moukden et la Révolution russe. Pour longtemps la Russie était militairement désorganisée. L'Austro-Allemagne avança brutalement. On tâta la solidité de l'entente anglo-française par les incidents de Tanger en 1905, d'Algésiras en 1906. Il se trouva que la Triple-Alliance, non plus, n'était pas unanime. L'Italie était franchement hostile à la guerre ; l'Autriche-Hongrie ne la voulait pas faire pour le Maroc. Il fallut donner une satisfaction à l'Autriche : ce

(1) REVENTLOW, *Deutschlands auswärtige Politik*, p. 170.

fut l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine, en 1908. Prudemment, l'Angleterre et la France acceptèrent que le traité de Berlin, signé dans une conférence européenne, fût déchiré sans conférence. Le prince de Bülow s'en alla, cet automne-là, dans une illumination de gloire. Mais peu de jours après, dans l'entrevue de Raconigi, le gouvernement russe et le gouvernement italien fixèrent les limites au delà desquelles on ne laisserait pas humilier la Serbie menacée.

Bülow, dans ses derniers temps, avait eu pour collaborateur au Ministère des Affaires étrangères M. de Kiderlen-Waechter, hobereau souabe, grand fumeur, grand buveur, célibataire de vie déréglée, qui introduisit dans la diplomatie ses mœurs de vieil étudiant au verbe hargneux, et des habitudes levantines d'astuce qu'il rapportait d'un long séjour à l'ambassade de Constantinople. Le sans-gêne, par lequel il fatiguait ses interlocuteurs, le faisait passer pour le vrai élève de Bismarck. M. de Bethmann-Hollweg, arrivé à la chancellerie, ne fut pas de taille à lutter contre le matois et rude personnage. Les Bethmann sont d'une lignée de financiers francfortois, richissimes, et dont la seule gloire avait été ce juriste Bethmann-Hollweg, qui fut un des fondateurs du parti national libéral. Par le chancelier actuel, la famille s'était élevée de la notoriété professorale et parlementaire aux postes de la haute administration où le gouvernement prussien va chercher la plupart de ses ministres. Il était arrivé au pouvoir avec une réputation de fonctionnaire correct et, mieux encore, de penseur très cultivé et habitué aux

lectures difficiles. Il était le Kantien de son ministère, et par là tranchait à son avantage sur la moyenne de hobereaux hauts en couleur et de raie impeccable qui, aux jours de cérémonie, revêtent les escarpins de cour et le fameux habit bleu de Prusse chamarré. Mais il y a quelque chose à quoi un ministre allemand tient plus qu'à la réputation de penseur; c'est à passer pour un « ministre fort ». Il n'y a pas de sottise brutale dont ne soit capable un homme obligé par profession, et pour soutenir la tradition de Bismarck, de ne pas laisser dire ou soupçonner qu'il est faible. Tant que Bethmann-Hollweg eut près de lui Kiderlen-Waechter, on compta sur la brutalité madrée du Wurtembourgeois. La cure de Kissingen n'ayant pas sauvé Kiderlen de ses mauvaises habitudes, Bethmann-Hollweg appela de Rome un diplomate d'ancien régime, réputé pour sa sécheresse incisive et pour l'impertinence parfaite qu'il cachait sous des formes courtoises, M. von Jagow. On le croyait compétent en matière de politique balkanique, tandis que le prince Liechnowski, l'un des plus distingués représentants de la noblesse libérale d'Allemagne, était chargé de gagner l'Angleterre. Lord Haldane vint à Berlin avec des projets conciliants en 1912. Bethmann-Hollweg et Jagow n'écoutèrent que la rumeur qui montait : « Ah ! si nous avions des ministres forts ! » Le général von Bernhardi, dans *Deutschland und der nächste Krieg* (1912), dressait contre les gouvernants un réquisitoire redoutable et leur fournissait un programme précis. Les chefs d'école et les périodiques du pangermanisme multipliaient les mises en de-

meure. Alors, on prit à Bernhardi son programme militaire. Ce fut le fameux impôt de guerre de près de deux milliards. La Confédération balkanique, de 1912 à 1913, ayant eu le tort de vaincre la vieille alliée de l'Allemagne, la Turquie, la trahison des Bulgares et le traité de Bukarest se chargèrent de démontrer à l'Europe de quoi était encore capable l'influence austro-allemande aux Balkans. Et quand, en 1914, la Russie jugea inacceptable pour elle les prétentions de l'Autriche à l'égard des Serbes, Bethmann-Hollweg et Jagow crurent le moment venu de faire voir s'ils étaient ou non des « ministres, forts. » Etre un « ministre fort », c'était, en Allemagne, reprendre les méthodes de Bismarck, mais au service d'une politique élargie, et qui jugeait « ses devoirs allemands et européens », comme l'avait dit autrefois le manifeste officiel rédigé par Julius von Eckardt, d'après « la grande situation allemande et européenne », que la Prusse avait conquise. Cette politique élargie ne pouvait être que pangermaniste.

II. — L'IDÉE D'UNE UNION DOUANIÈRE DE L'EUROPE CENTRALE.

Le pangermanisme est une tradition d'idées, dont on peut faire l'histoire (1). Il est, de plus, un puissant mouvement qui emporte les volontés allemandes,

1) On la trouvera dans notre volume *Les Origines du Pangermanisme*.

même quand elles ne se rendent pas compte du sens où ce courant impétueux les entraîne. La volonté allemande exige de ses gouvernants de ne pas laisser inassouvie sa faim, qui grandit avec la puissance du peuple allemand. Mais les formules de ses revendications, elle les emprunte à cette tradition du pangermanisme doctrinal, élaborée par des penseurs qui ont été eux-mêmes au service de l'immense ambition collective et confuse. Julius von Eckardt l'avait dit dans son manifeste, inspiré de la Wilhelmstrasse :

« Il ne fallait repousser aucun concours utile... Il fallait qu'on prit *entre* les partis une position qui assurât au Gouvernement une indépendance totale vis-à-vis de tous les partis. Il ne restait pas d'autre méthode que de veiller à tous les intérêts qui reposaient sur des besoins réels. »

La part de démocratie qu'il y a dans le fonctionnement des pouvoirs en Allemagne consiste avant tout, de la part des ministres, dans cet art d'écouter les voix qui sortent de la foule, de prendre des idées de toute main, de surveiller les mouvements d'opinion, de se laisser porter par eux, de les endiguer parfois, pour leur rouvrir les écluses à d'autres moments. Il ne faut pas faire trop petite la part des influences doctrinales sur les gouvernements allemands au XIX^e siècle. Toute l'histoire de Prusse et d'Allemagne avant 1870 s'explique par l'immense déception qui vint, par les traités de Vienne et par la réaction de 1818, aux espérances idéologiques et aux ambitions de la nation allemande en 1813. Toute l'histoire bismarckienne depuis 1864 est une série d'emprunts faits par la pratique politique aux solutions doctrinales du libéralisme nationaliste de

1848. Aussi la politique allemande depuis Guillaume I^{er} est un effort pour donner satisfaction à de confus et fiévreux appétits de convoitise, qui ne se définissaient pas toujours, mais qui se manifestaient chaque fois qu'une proie se montrait. Les dirigeants allemands vivaient dans cette même attente, pleins de cupidité et résolus de mettre à profit toutes les défaillances et toutes les divisions des rivaux. Les doctrinaires pangermanistes, qui ont unifié dans un système les velléités éparses de la mégalomanie allemande tantôt sporadique et tantôt répandue sur tout le pays comme une épidémie mentale, furent de ces « concours utiles » dont le régime de Guillaume II était décidé à ne plus se passer, s'il pouvait donner satisfaction par eux à l'opinion publique.

Une des idées qui de longue date hantait les grands théoriciens pangermanistes, depuis Friedrich List, était celle d'une union douanière de l'Europe centrale. Un ministre des Finances autrichien, Bruck, l'avait reprise en 1850. Bismarck, en 1866, l'avait un instant caressée; mais, incertain de l'homogénéité des besoins économiques de l'Autriche et de l'Allemagne, peu confiant aussi dans la correction des services douaniers d'Autriche-Hongrie, il l'avait ajournée. Le mouvement reprit de la force, et précisément en Autriche, quand le *Neuer Kurs* allemand, à l'avènement de Guillaume II, désigna comme son idée directrice la fondation d'un « nouveau système européen », qui naîtrait d'une union douanière superposée à l'alliance militaire entre les monarchies liées par la Triple-Alliance. Un économiste Rhénan d'origine, émigré en Autriche, Alexander von Pecz,

se fit, en Autriche, le vulgarisateur de l'idée aux alentours de 1890. Il la prêchait au Parlement autrichien ; y gagnait les Congrès d'économistes. Les tarifs vigoureusement protecteurs dont les États-Unis avaient ceinturé leur frontière paraissaient fournir l'occasion depuis 1888. Alexander von Peez proposait de clore les frontières maritimes de l'Europe par un tarif équivalent au tarif américain et de maintenir entre les États européens les tarifs, réduits et d'ailleurs différents, qui avaient subsisté jusqu'alors. Réforme inoffensive en apparence, que von Peez présentait avec habileté. L'Europe menacée semblait se défendre solidairement. Aucune arrière-pensée de domination ne paraissait se dissimuler dans ces mesures de commune sauvegarde. Un Anglais, M. Ritchie, président de l'Office anglais du commerce, avait dit le 23 novembre 1897 :

« Quelque appréhension que nous ayons de la concurrence allemande, la concurrence des États-Unis est deux fois plus dangereuse. »

L'outrecuidance américaine, dans les quinze ans qui suivirent, facilita les plans allemands. Le 7 janvier 1901, le secrétaire d'État Lodge avait proclamé :

« La guerre commerciale contre l'Europe a déjà commencé. Elle ne peut finir que par la suprématie commerciale et économique des États-Unis sur le globe entier. »

Adroitement, la science allemande exploitait ces déclarations :

« Notre continent, demandait l'économiste von Waltershausen, serait-il réellement *sénile* au point de ne plus pouvoir se redresser pour une action commune ; ou bien les peuples de ce continent sont-ils aveuglés au point de croire qu'ils sont isolés-

ment de taille à lutter contre le jeune géant qui déjà commence à étirer ses membres, pour étendre bientôt ses bras formidables par-dessus deux océans? »

Mais, si l'union douanière européenne se fondait, au profit de qui se fonderait-elle? Serait-ce au profit des vieilles nations aisées, la France et l'Angleterre? Leurs vieilles relations commerciales, leur situation anciennement privilégiée n'étaient-elles pas protégées pour longtemps par la force de l'habitude et par l'expérience acquise? Le profit de ce *trust* européen n'irait-il pas surtout à la jeune et impatiente puissance industrielle allemande, que la croissance rapide de l'industrie américaine compromettrait ou évinçait avant même qu'elle eût pu prendre racine? Dans le syndicat désormais fermé des nations européennes, que protégerait une commune barrière de douanes, la force tyrannique de l'industrie allemande, débarrassée de la concurrence américaine, n'allait-elle pas s'appesantir plus fortement sur les autres nations de l'Europe? Cette union douanière superposée à une puissante alliance militaire des Etats de l'Europe centrale, ne serait-elle pas *imposée* tôt ou tard aux nations grandes ou petites qui s'y refuseraient?

Officiellement, le gouvernement allemand n'insistait pas, depuis que les ouvertures officielles du manifeste de von Eckardt n'avaient pas été agréées. Pourtant le projet de cette union douanière européenne, qui préparait la prédominance économique de l'Allemagne, tandis que la Triple-Alliance lui assurait la prédominance militaire, cheminait dans les milieux de science et dans les milieux politiques. Mieux en-

core, l'union douanière garantissait seule le renouvellement de l'alliance militaire, qui ne pouvait indéfiniment résister à de graves crises économiques, comme celle qui avait été déchaînée en Italie par la guerre de tarifs avec la France, sous Crispi. Le comte Apponyi ne disait pas sans raison :

« Le talon d'Achille de la Triple-Alliance, c'est sa politique économique... Si l'édifice de la Triple-Alliance doit être assuré de durer, si cette garantie, solide entre toutes, de la paix européenne doit subsister dans toute sa force, il faut, à côté des piliers politiques qui la supportent seuls aujourd'hui, et qui pourraient céder à la longue, lui donner des piliers économiques. »

Tous les projets d'union douanière des Etats européens et surtout des Etats centraux, ont donc pour préoccupation principale de consolider la Triple-Alliance.

L'une des raisons profondes de la guerre de 1914, c'est la résistance silencieuse de l'Europe à ces appels de la persuasion austro-allemande. Mais jusque dans les dernières années la science allemande a renouvelé ses tentatives au service de la *Wilhelmstrasse*. Une étude de Julius Wolf, l'économiste bien connu de Breslau, et intitulée *Das deutsche Reich und der Weltmarkt*, reprenait en 1901 l'idée que von Peez et l'économiste autrichien Philippovich n'avaient cessé d'enseigner avec insistance. On ne cachait point qu'il s'agissait, au fond, d'opposer aux Etats-Unis d'Amérique les Etats-Unis d'Europe, par cette raison péremptoire qu'un vaste domaine d'exploitation est économiquement supérieur aux exploitations restreintes, toutes choses égales d'ailleurs. On cachait seulement que dans ces Etats-Unis d'Europe l'hégémonie appartiendrait forcément à l'Alle-

magne. Pour désarmer les méfiances, on se proposait de faire un début modeste. Julius Wolf parla de « rapprochement », « d'ententes sériees ». Ce ne devait pas être un nouveau blocus continental, dirigé cette fois contre l'Amérique. ni même d'abord une Union douanière. « Une alliance économique souple » (*eine lose wirtschaftliche Allianz*), un groupement de famille entre un certain nombre de peuples, dont aucun ne perdrait son autonomie, même en matière commerciale et industrielle. Provisoirement, il suffisait de pratiquer l'entente toutes les fois que l'occasion s'en offrirait. Les pays économiquement alliés pouvaient mettre leurs institutions (leurs services douaniers, leur contrôle des exportations et des importations, leur service de *clearing*, etc.) à la disposition de l'alliance. Ils multiplieraient dans leurs traités de commerce les clauses qui favorisaient les contractants; ils créeraient des organes communs pour les représenter solidairement dans les pays lointains, où ne s'est pas étendue la concurrence européenne; ils feraient à l'étranger des démarches diplomatiques communes, et, en matière douanière, adopteraient le principe de l'arbitrage international. C'est avec ce programme que se constitua à Berlin, le 21 janvier 1904, le *Mitteuropäischer Wirtschaftsverein*, (Association économique de l'Europe centrale), sous la présidence du duc Ernst-Günther de Schleswig-Holstein, et qui s'autorisait de l'adhésion du prince Herbert de Bismarck, du comte Goluchowski et du comte Etienne Tisza. De notables banquiers, tels que M. von Bilinski, président de la Banque d'Autriche-Hongrie, des industriels, tels

que Georg von Siemens donnèrent leur appui. Si séduisante était l'idée que des étrangers de marque, des parlementaires italiens notoirement libéraux, MM. Luzzatti, Demartini, Napoleone Colajanni, signèrent avec enthousiasme. Un Suisse, M. Sulzer-Ziegler, membre du Conseil National, et qui a tant contribué à réaliser le percement du Simplon, déclara dans un accès de lyrisme :

« Les paroles du professeur Wolf sont comme sorties de mon âme propre. Il nous faut saluer tous les efforts en vue de l'unification. »

Ceux qui ont cru à ce rapprochement pacifique des peuples n'ont pas à rougir de leur crédulité. Ce rapprochement se fera. L'erreur a été de croire qu'il pouvait être poursuivi sincèrement, quand pour les Austro-Allemands il n'était qu'une façon de nous acheminer vers une Union douanière avant-coureuse elle-même d'une alliance politique obligatoire sous l'hégémonie allemande; et quand, selon le vœu de d'Apponyi, il n'était qu'un pilier économique ajouté aux supports militaires et politiques de la Triple-Alliance.

Parmi les publicistes préoccupés des conséquences politiques à tirer de l'idée d'une union douanière de l'Europe centrale, l'un des plus anciens est Paul Dehn. C'était un bismarekien militant, versé dans les choses autrichiennes, et qui, dès 1884, dans un livre intitulé *Deutschland und der Orient*, complété depuis par un nouvel ouvrage, *Deutschland nach Osten* (1888), avait conseillé une alliance totale, économique, politique et militaire de tous les Etats de l'Europe Centrale, grands et petits. Cette confédé-

ration engloberait la Suisse, la Hollande et la Belgique, mais aussi tous les Etats balkaniques, la Turquie comprise. Paul Dehn la concevait tout à fait sur le modèle de la Confédération de l'Allemagne du Nord, forme première de l'Empire allemand. Il n'y manquait ni le parlement douanier, ni le conseil fédéral douanier, esquisses d'institutions qu'on investirait plus tard de prérogatives politiques plus étendues. Comme visée première et principale il avait que cette alliance économique, où seraient compris tous les pays de la mer du Nord au Bosphore, tendait à « consolider notablement la puissance de l'Allemagne » (1). Mais contre qui? et pour quelle éventualité? Pour une éventualité triple: 1° En 1891, le président Harrison s'était plaint que le commerce presque entier de l'Amérique du Sud fût entre les mains des nations européennes. Il pensait que le voisinage et l'affinité nécessairement existante entre les démocraties du Nouveau-Monde appelaient un complément d'organisation. Les deux Amériques devaient former un jour un même territoire économique. Le tarif Dingley, introduit en 1897, était plus étroitement panaméricain qu'aucun de ses devanciers. Paul Dehn concluait de là que l'Europe, obligée d'acheter en Amérique des denrées coloniales, son café, son pétrole, et déjà même sa viande et son blé, ne pourrait plus à la longue payer ces produits agricoles et minéraux avec ses produits manufacturés. Comment ne résulterait-il pas de cette situation les crises les plus graves, le

(1) PAUL DEHN, *Deutschland nach Osten*, 1888, p. 185.

jour où tout l'or européen serait drainé vers l'Amérique sans compensation? 2° La Russie a ouvert en 1902 son Transsibérien. C'est un immense progrès économique, militaire et politique. De part et d'autre de la voie une zone large de cent verstes sera désormais cultivable en blé. Autant dire que la Russie pourra mettre en valeur des terres nouvelles aussi vastes que l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, la Hollande et le Danemark réunis. Il y a plus. L'armée russe aura l'avantage de la vitesse sur toutes les autres armées, et même sur la flotte anglaise, pour atteindre le Pacifique. Grave mécompte au moment où l'Allemagne et l'Angleterre, après avoir réfréné les ambitions du Japon, s'entendaient pour arrêter l'avance impétueuse des Russes contre la Chine. Ainsi, en Extrême-Orient la masse gigantesque de l'Empire russe asiatique grandissait. La Chine s'organisait. Le Japon, fort de sa flotte, de son armée et d'une population ouvrière remarquablement vigoureuse et intelligente, espérait. Les Etats-Unis tendaient les bras par dessus le Pacifique. Les paroles du comte Okouma semblaient se vivifier qui prédisaient que « l'Europe avaient atteint son apogée » et que désormais elle ne pouvait plus que décliner. Mais en Europe il y avait une puissance qui ne voulait pas déchoir : c'est l'Allemagne. Sir Charles Dilke avait affirmé un jour de l'Angleterre que « si elle devait être un jour évincée par une autre puissance, ce ne pourrait être que par une puissance de langue anglaise » (les Etats-Unis). Les Allemands n'admettent pas qu'ils soient évincés par aucune puissance. Dans la croissance même de l'Angleterre, qui n'a pas

cessé, Paul Dehn aperçoit des germes de décadence. L'Empire britannique offre du dehors une surface immense. Par le dedans son armature fléchit. Son émigration, l'exportation de ses capitaux fortifient déjà contre lui le rival anglo-saxon. L'Europe périra-t-elle parce que ses plus robustes peuples dépérissent ? Il y a une chance de la faire durer : c'est cette union douanière européenne, appuyée sur la solide assise des conventions militaires de la Triple-Alliance. Par elle se parachèveront les États-Unis d'Europe, de gré ou de force. La France elle-même serait admise dans la confédération, si elle le veut. Il lui suffirait de renoncer à cette clause de « la nation la plus favorisée », que les deux nations, par l'article 11 du traité de Francfort, s'accordent réciproquement. Il y aura deux sortes de pays : les pays amis de l'Allemagne et les pays ennemis.

« C'est un absurde poncif de traiter l'Autriche et la Suisse, comme nous traitons la Russie et les États, » avait écrit l'économiste Schmoller en 1895.

Il faut des tarifs différentiels pour les États économiquement alliés. A la France de voir si elle trouve son compte à entrer dans l'alliance. Ainsi se constituera en Europe une puissance économiquement et politiquement capable de résister aux formidables agglomérations de l'avenir : à la Fédération des deux Amériques, à la Russie industrialisée jusqu'au fond de la Sibérie, à la Chine réveillée, à l'Austral-Asie unifiée. Mais, devant l'incapacité de toutes les vieilles nations, c'est à l'Allemagne que revenait la mission d'organiser l'Europe défailante.

III. — LES PROJETS D'UNION POLITIQUE
AUSTRO-ALLEMANDE.

Lentement de ces projets d'Union douanière de l'Europe centrale se dégagait la pensée politique dont ils étaient animés : celle d'une Pangermanie économiquement et militairement installée au cœur de l'Europe. Depuis 1895, c'est une série ininterrompue de projets. Nous ne les reproduisons pas tous. Nous évitons d'enregistrer les manifestations des énergumènes. Les pamphlets, dont nous donnons des extraits, prolongent correctement la lignée de Paul de Lagarde et de Constantin Frantz. Qu'on ne se méprenne pas sur la signification de ces brochures anonymes. Le gouvernement allemand, comme il a son service d'espionnage, a son service de propagande. Plus d'un encouragement officieux se dissimule derrière cet anonymat. Ce sont des hommes cultivés qui ont écrit, en 1895, *Deutschland und Mittel-Europa um das Jahr 1950* (L'Allemagne et l'Europe centrale vers l'année 1950); — et en 1899, *Oesterreichs Zusammenbruch und Wiederaufbau* (L'effondrement et la reconstruction de l'Autriche), en 1900, *Deutschland bei Beginn des zwanzigsten Jahrhunderts* (L'Allemagne au seuil du vingtième siècle). Ces hommes ont été très probablement ceux-là mêmes qui ont, depuis, fait leur besogne ouvertement dans les lignes pangermaniques. Ils ont tâté le terrain d'abord, sans dire leurs noms. Mais plus on se rapproche de l'époque contemporaine, plus ces plans, d'apparence utopique il y a vingt-cinq

ans, se rapprochent de ce que l'Allemagne sous nos yeux essaie de réaliser.

Le pangermaniste qui, en 1895, essaie de prévoir ce que sera « l'Europe centrale de 1950 », se dit modéré. Il sait l'outrecuidance des rêveries d'un Kaerger, qui, dans son pamphlet intitulé *Germania triumphans*, voulait annexer à l'Allemagne et germaniser toute la péninsule des Balkans. Il accorderait volontiers à la Russie la libre pratique des Dardanelles, et une base navale, Lemnos ou Mytilène, dans la mer Egée. Mais pour lui la Grande-Allemagne future devrait comprendre, politiquement au moins, la Suisse, le Luxembourg, les Pays-Bas hollandais et belges, l'Autriche-Hongrie. Autour de cette Confédération grande-allemande s'étendrait l'Union douanière où, avec la Grande-Allemagne, participeraient les principautés baltiques détachées de la Russie, les royaumes de Pologne et de Ruthénie reconstitués; la Grande-Serbie et la Grande-Roumanie construites aux dépens des Russes et de l'Autriche. Ce qui perce, dans ce projet, c'est la préoccupation, que l'on trouvait déjà dans Lagarde et Frantz, de parfaire l'œuvre laissée interrompue par Bismarck. Ce ne serait pas diminuer l'Autriche que d'exproprier ses magnats magyars, puis de lui incorporer, par une germanisation violente, une Hongrie désormais régénérée et une Bohême vidée de ses Slaves insurgés. On pourrait aisément lui prendre ses Roumains mécontents, qui gravitent vers Bucarest, si on y rattache par une Union dynastique personnelle un royaume yougo-slave où entreraient, avec ses provinces croates et dalmatiques, toute la Serbie, tout le Monténégro

et l'Albanie. Il en coûtera une guerre certes, et plusieurs interventions militaires. D'un autre côté, la Hollande est nécessaire à la marine allemande. La nécessité de rattacher Anvers au Rhin par un canal oblige à une intervention en Belgique. La France sera-t-elle complice? On peut l'espérer et on la récompenserait par la Wallonie et par la Suisse romande. Mais une France rétive perdrait Nice et la Savoie, la Corse et l'Algérie, cédées à l'Italie; sans compter Belfort, le Sénégal et le Congo que réclamerait l'Allemagne. Il se constituerait de la sorte, dans l'Europe centrale, un peuple de maîtres, dont les citoyens auraient seuls droit à la propriété foncière, aux fonctions publiques, à l'électorat et à l'éligibilité; tandis que ceux des sujets de la Confédération qui n'accepteraient que par la force la nationalité allemande et se refuseraient à en employer la langue, seraient exclus de tous ces droits et paieraient des impôts doubles.

Ce plan, qui suppose une guerre certaine contre la Russie, et peut-être une guerre contre la France, a pour inconvénient de nécessiter le consentement de l'Autriche, et l'Autriche peut s'y refuser. C'est l'éventualité envisagée par le pamphlet sur *l'Effondrement de l'Autriche et sa reconstruction*. Il se peut que les Habsbourg ne pardonnent jamais aux Hohenzollern leur victoire de 1866. La Grande-Allemagne rêvée par les parlementaires autrichiens de Francfort est irréalisable, puisqu'elle ne saurait comprendre deux nations dirigeantes et rivales. Pour se redresser, l'Autriche a laissé prendre le dessus aux Tchèques et aux Hongrois. Il faut donc reprendre contre

elle l'œuvre bismarckienne, et, cette fois, la pousser jusqu'au morcellement de l'Autriche-Hongrie. Il s'agit d'unifier politiquement tout le vaste territoire de langue allemande qui occupe l'Europe centrale, de germaniser en hâte les enclaves slaves, dont la population révoltée tend à construire sur le flanc de l'Allemagne une puissance redoutable et hostile. Comme on ne peut prussifier l'Autriche, et que l'Autriche ne se résoud pas à germaniser les Slaves, on va répartir entre les États d'Allemagne les Slaves les plus rebelles. La Prusse est de taille à assimiler les Tchèques et les Slovaques, si on l'agrandit de la Silésie d'Autriche et de la Moravie. La Saxe assimilera le reste des Tchèques, si on lui donne la Bohême. La Croatie et les ports dalmatiques, Trieste, Pola, Raguse, Cattaro, seront un pays d'Empire militarisé. La Bavière s'accroîtra des pays de l'Inn, de Salzburg, du Voralberg, du Tyrol. Il restera une Haute et une Basse-Autriche, qui, avec la Styrie, la Carinthie, la Carniole, aura cinq millions d'habitants et ne résistera plus aux Hohenzollern. La Galicie, la Bukovine, la Transylvanie serviront à amadouer la Russie et la Roumanie complices. La Hongrie, allégée de Presbourg, de Wieselburg, d'Oedenburg annexées à l'Autriche, aurait la Bosnie, l'Herzégovine, la Dalmatie, sauf les ports, en échange d'une politique désormais germanophile non seulement au dehors, mais au dedans. Comme dans le projet précédent, cette Confédération élargie admettrait deux sortes de droit de cité : Il y aurait le droit civique intégral de citoyen allemand, dont l'octroi supposerait des garanties particulières, et notamment la capacité de

lire et d'écrire l'allemand; et un droit des *protégés allemands* (*Schutzrecht der Undeutschen*) qui, sans éligibilité et sans électoral, assurerait seulement des droits juridiques aux annexés de nationalité étrangère. Symptôme, elle aussi, qu'une telle brochure. Elle trahit plus d'une irritabilité dans les relations austro-allemandes. Des avertissements alors venaient du côté allemand, anonymes, mais qui s'adressaient au bon entendeur. On prévenait les Autrichiens que la tradition bismarckienne, assoupie, ne demandait qu'à se réveiller. On faisait gronder la mente des folliculaires à gages. Puis, quand l'Autriche venait à résipiscence, on revenait à des projets tels que l'*Allemagne au seuil du xx^e siècle*. On faisait appel au concours austro-hongrois pour une guerre prochaine de prestige et de proie. L'Autriche-Hongrie est un pays prolifique et agricole. C'est donc une Pangermanie agricole que préconise le projet. Il faut gagner le prolétariat paysan d'Autriche qui seul encore émigre en Amérique. Contre qui cette guerre? Les prétextes ne manquent pas. Où les Allemands ne sont-ils pas molestés dans le monde? La Russie persécute les Allemands baltes, l'Angleterre tient tous les grands débouchés commerciaux. Une guerre contre la Russie, qui serait suivie à courte échéance probablement d'une guerre contre l'Angleterre, donnerait satisfaction à la fois à l'Autriche et à l'Allemagne. Le peuple allemand reconstitué dans son unité vraie camperait entre la Moldavie et l'Adriatique. Il expulserait de la Cisleithanie toute la population non allemande. C'en serait fait des luttes contre les Sloènes et les Italiens. Des terres sans

nombre s'offriraient à l'émigration du prolétariat rural. L'aptitude de la race allemande à la guerre serait enfin utilisée dans sa plénitude. La Suisse et les Pays-Bas seraient attirés, autant que l'Autriche, par le nouvel Empire unifié, purifié et victorieux.

Ce sont là les plans d'ensemble. Avec méthode, on en examine ensuite le détail. Les principales revues s'y emploient. L'article anonyme des *Grenzboten* intitulé *Holland und Deutschland* (1901) est une de ces monographies que la science allemande, avant-garde de sa diplomatie, consacre depuis vingt-cinq ans aux problèmes de la Plus Grande Allemagne. On fait voir à la Hollande le préjudice qui résulte pour l'Allemagne de ce que son grand fleuve national ait son embouchure en terre étrangère. On lui fait comprendre qu'elle tirerait, elle aussi, bénéfice d'une navigation et d'un trafic commercial unifiés et régularisés par l'identité des tarifs de douane, des codes et de l'organisation. Comment les Hollandais se privent-ils de ces avantages et ne craignent-ils pas d'en priver aussi l'Allemagne ? Ils tiennent à leur indépendance politique plus qu'à un surcroît de richesses ? Mais qui donc leur garantit cette indépendance ? La flotte anglaise est peu de chose comme secours contre l'armée allemande envahissante. Et ce n'est pas seulement son indépendance que la Hollande perdrait dans une telle partie ; ce sont encore ses colonies. Ainsi, par persuasion et par menace, la presse allemande essaie de gagner les petits Etats voisins, avant que le gouvernement allemand en vienne aux *ultimatums*, comme celui qu'il a adressé à la Belgique en 1914.

IV. — LES GRANDES ASSOCIATIONS PANGERMANISTES.

Les pamphlets anonymes sont un procédé familier, mais provisoire, de la publicité officieuse. Ils produisent une courte sensation. Puis l'émotion suscitée s'apaise. Les publicistes ambitieux de jouer un rôle ne se contentent pas de ce rôle anonyme. Ils usent des procédés que fournissent le droit de réunion et le droit d'association moderne. Ils créent des ligues cotisantes et ramifiées sur le territoire ; organisent des *meetings* et des congrès et vont haranguer leurs troupes. Ces procédés ont réussi quand il a fallu fonder l'Allemagne de 1870. Ainsi le *Nationalverein*, à qui l'on doit l'agitation efficace d'où est sortie l'Allemagne bismarckienne, a débuté par des banquets sans nombre et par des réunions publiques. Le parti du Centre, dès Windthorst, et le parti socialiste, dès Lassalle, ont accompli presque toute leur œuvre par des Ligues, racoleuses d'adhésions et organisatrices de réunions publiques, où des orateurs de marque, en quête de célébrité, faisaient largement leurs semailles de harangues.

Le pangermanisme grandit par l'emprunt de ces méthodes. Les années voisines de 1890 connurent en Allemagne une grande ferveur de régénération. En littérature se succédaient les tentatives pour créer une vie d'art nouvelle, socialement et moralement émancipatrice. Le pangermanisme, qui a toujours été

latent en Allemagne et qui a été, durant un siècle, l'inspiration de tout l'enseignement donné dans les écoles allemandes, bénéficia de ce renouveau sentimental et social.

Paul de Lagarde, vers 1870, avait pensé ressusciter un enthousiasme analogue à celui des guerres de 1813 (1). Friedrich Lange prétendit réveiller en 1890 la même disposition religieuse des âmes (*weihevollle Stimmung*). Le *Deutschbund* (Alliance germanique), fondé par lui en 1894, devait être une « *Burschenschaft* des adultes », comme la « *Burschenschaft* de 1817 avait été une mystique et patriotique confédération de la jeunesse studieuse. Cette *Burschenschaft* du commencement du XIX^e siècle s'était créée dans le sentiment que l'Allemagne sortait de la grande guerre, morcelée, humiliée, frustrée de ses libertés. Le pangermanisme prétend faire durer ce sentiment d'héroïque mécontentement. Pour lui, l'Allemagne reste en-deçà de sa destinée. Il ne lui suffit pas qu'elle ait été enivrée de victoires et gorgée de butin en 1870. Les succès de son envahissante industrie, malgré les milliards amoncelés par centaines, ne l'ont pas repue. Mieux encore. Cette force ascendante crée à l'Allemagne de nouveaux devoirs. Elle est tenue d'élargir un succès que lui ont mérité de fortes qualités de race. Ce qui s'affirme par la victoire des armées et de l'industrie allemandes, c'est « l'efficacité décisive du sang ». De cela, il convient que tout Allemand ait la conscience infrangible et orgueilleuse. Un Bismarck a eu ce sentiment et l'a insufflé à

1 V. notre volume des *Origines du Pangermanisme*, préface.

son peuple. Par là, il a fait l'Allemagne. Caprivi est moins Allemand qu'il ne faudrait. Il n'a pas en lui le souffle héroïque qui, par contagion, suscite les héros. Aucun parti au Reichstag ne perpétue la grande tradition. En dehors de la mêlée vulgaire des partis aux prises, il faut que les citoyens fassent la besogne, à laquelle les dirigeants ont failli. Un « grand parti allemand », en dehors du Reichstag, le parti du « germanisme pur », préparerait le « breuvage de salut ». Ce fut là le *Deutschbund*.

Il fut nettement militariste. « Le militarisme allemand est une de nos plus germaniques institutions, » déclarait Friedrich Lange. La faute la plus grave du *Neuer Kurs* sous Caprivi était de ne pas tirer de la vigoureuse démocratie allemande tout ce que peut donner son « goût des décisions belliqueuses ». Une politique étrangère vraiment allemande utiliserait cette force inemployée de la multitude allemande rompue aux armes. Des besognes en Europe même sont urgentes, sans compter les besognes de cette *Weltpolitik* à laquelle l'empereur Guillaume II semble enfin s'être décidé par l'expédition contre les Boxers. Il faut reculer la digue allemande sur le marécage dormant du slavisme polonais ou russe. Il faut coloniser l'Autriche-Hongrie et faire d'elle aussi un rempart contre les Slaves.

« Coloniser » : ce mot est à définir. Il veut dire une véritable « migration des peuples germaniques » (*Germanische Völkerwanderung*), comme celles appelées « invasions des barbares » par les historiens du monde latin. Le peuple allemand, le premier de tous par la qualité, est aussi celui qui se multiplie

le plus. Il faut organiser son émigration. Il n'y a pas lieu de dire ce que sera la politique allemande outre-mer (1). En Europe même, les principes de la colonisation sont à modifier. « Coloniser » veut dire incorporer définitivement à la substance de l'Allemagne les territoires conquis. C'est extirper du sol la propriété des annexés, et enraciner, à la place, le droit de propriété des Allemands immigrés. Poursuivre inébranlablement un vaste plan d'expropriation dans les terres conquises; déporter à l'intérieur de l'Empire les Alsaciens-Lorrains, les Polonais, les Danois du Sleswig, et sur toutes les lisières de l'Empire créer une zone de défense où les Allemands de vieille souche seuls ont le droit de posséder; être enfin « les maîtres » de tout l'acquis nouveau de l'Empire, voilà « coloniser ».

Cela n'ira pas sans conflits. La politique allemande, inspirée d'un « égoïsme massif et légitime », ne les craindra pas. S'il faut des sacrifices à la paix, c'est d'abord aux autres peuples et non pas au peuple allemand à les consentir. « La paix », c'est un mot qu'un gouvernement allemand digne de ce nom retirerait de la circulation pour quelque temps. Il s'agit de fonder la hiérarchie des peuples. Il s'agit de décider d'abord si les races blanches l'emporteront sur les races de couleur; ensuite de décider lequel, parmi les peuples blancs, l'emporte par le don aristocratique de commander, par l'enthousiasme de l'action et par le talent de l'organisation. La « guerre

(1) V. notre volume sur le *Pangermanisme colonial* sous Guillaume II.

tueuse d'hommes », comme disaient les Grecs, peut seule désigner le peuple des maîtres; et quand on songe à la perfection du militarisme allemand, il n'est pas besoin de se demander comment aboutira cette sélection. Le *Deutschbund* a végété sans gloire. Il lui a survécu un journal puissant, fondé par lui, la *Deutsche Tageszeitung* que nous retrouverons; et une foule de périodiques plus modestes, la *Deutsche Zeitung*, les *Deutsche Worte*, où l'influence de Friedrich Lange prédomine, et qui parachèvent la besogne plus bruyamment accomplie par une Société rivale plus puissante.

Cette Société plus notoire, l'*Alldeutscher Verband* (*Ligue Pangermaniste*), est un peu antérieure. Elle aussi est née des ambitions coloniales de l'Allemagne. Un fougueux *condottiere*, Karl Peters, connu pour des prouesses souvent accompagnées de massacres en Afrique orientale, en est le fondateur. L'organisation, imparfaite d'abord, doit la vie à deux hommes qui se sont dévoués pour elle, Ernst Hasse et Adolf Lehr. Ils ont créé pour la Société un périodique, les *Alldeutsche Blätter* (*Feuillets pangermanistes*); une collection annexe de traités scientifiques, le *Kampf um das Deutschtum* (*La lutte pour le Germanisme*), enfin une vaste organisation ramifiée dans toutes les provinces d'Allemagne et d'Autriche, et sur le tronc de laquelle tous les ans on prenait des boutures pour les transplanter en terrain neuf. Des collaborateurs scientifiques en renom étaient appelés à déposer leur témoignage d'experts dans les Congrès annuels. La science allemande n'est pas abstraite. Explorateurs, géologues, géographes, écono-

mistes sont volontiers au service du germanisme militant. La *Ligue pangermaniste*, fondée par des professeurs, des explorateurs, des commerçants, des officiers en retraite, essaya de faire avec ensemble cette mobilisation de la science, chargée de fournir des munitions et des directives à la marche en bataille des ambitions germaniques.

La doctrine de la *Ligue pangermaniste* a évolué, jusqu'à se contredire. Elle n'a pourtant pas changé dans ses méthodes. Exiger l'exploitation à outrance des forces amoncelées dans l'Empire allemand; combattre à outrance les dirigeants qui manquaient de force pour ces grandes aventures de proie : c'est l'inspiration permanente de ses efforts. Un immense changement économique se préparait en Europe, depuis que les États-Unis, outillés industriellement, cessaient d'être un débouché pour l'Europe. La grande circulation commerciale du globe ne passerait donc plus par l'Angleterre, mais par l'Europe continentale. Le commerce d'Orient par Suez et par la mer Noire reprendrait son importance d'autrefois, mais il aurait à approvisionner un Extrême-Orient infiniment plus capable d'acheter. Le Transsibérien rapprochait encore les débouchés de l'Asie orientale. L'Europe centrale serait donc la grande voie du trafic universel; et l'Allemagne mieux que tout autre pays serait en mesure de l'alimenter industriellement. On devine le *leit-motiv* qui revient : Il faut, sous la direction allemande, organiser l'Europe centrale et la mettre, politiquement, en état de remplir les vastes destinées économiques auxquelles la prépare le refoulement par l'Amérique

de toute la circulation universelle des marchandises. La ligue hanséatique d'autrefois, la ligue des villes de l'Allemagne du Sud renaîtront avec une splendeur nouvelle accrue de toute la force industrielle allemande, qui leur avait fait autrefois défaut (1).

Ce territoire de l'Europe centrale, il fallait d'abord l'arrondir. Les premiers théoriciens du pangermanisme songèrent d'abord à le compléter à l'Ouest. Fritz Bley fut, dès 1895, un des plus impatients apôtres d'une annexion allemande de la Hollande et de la Belgique. Pour que l'Allemagne fût un « Empire », au sens économique, c'est-à-dire un ensemble capable de se suffire, comment pourrait-elle se passer de l'embouchure de son fleuve principal le Rhin ? Et entre l'Escaut et la Meuse, ne faut-il pas aussi un canal navigable à des navires de plus gros tonnage ? Si le réseau des communications fluviales allemandes est impossible à compléter sans un assentiment des Hollandais et des Belges, dont la défiance le refuse, il faut donc, de gré ou de force, exiger le rattachement de la Hollande et de la Belgique à la Confédération germanique. Ainsi les grands ports de Rotterdam, d'Amsterdam et d'Anvers seraient au service de leur *hinterland* allemand. Et les grands Empires coloniaux néerlandais et belge, disproportionnés à la taille de leurs métropoles, recevraient du puissant Empire allemand les capitaux de leur mise en valeur, comme ils trouveraient dans l'Allemagne le débouché direct et élargi de leurs denrées

(1) V. notre volume, *Les Origines du Pangermanisme*, p. XIX.

tropicales. Une des routes principales de l'Atlantique, la mer du Nord et le Pas-de-Calais, ne serait plus aux mains uniques de la Grande-Bretagne toute-puissante.

Ce plan, croyait-on, dans les milieux pangermanistes de 1895, était le seul plan d'expansion allemande possible, si l'on voulait canaliser à travers l'Allemagne la circulation universelle qui reflue vers l'Orient. Sur l'autre frontière, si l'on voulait bénéficier du Transsibérien et de l'accès à la mer Noire, il fallait rester en bons termes avec les Russes. On l'a vu, la faute capitale, que Bismarck reprochait à Caprivi, c'est de n'avoir pas renouvelé le « traité de réassurance » allemand avec la Russie. Bien au contraire, c'est une guerre avec la Russie qui semblait probable à bref délai; et ce sont les conceptions empruntées au pangermanisme ancien de Paul de Lagarde et de Constantin Frantz qui semblaient dominer à l'état-major de Berlin, dirigé par le général de Waldersee (1). Il s'en était suivi le rapprochement franco-russe; et la France, régénérée militairement, était entourée d'amis. C'est ce qui rendait plus difficilement réalisable le plan pangermaniste sur la Hollande et la Belgique. La politique initiale de la Ligue pangermaniste, pour tenir tête aux puissances occidentales, inférieures sur terre, mais maritiment prépondérantes, fut donc de demander une augmentation de la flotte. Dès 1897, la Ligue envoie à Hohenlohe une adresse pour demander que la flotte allemande, qui de soi devait

(1) V. plus haut, p. vii.

toujours être supérieure à la flotte russe, fût égale au moins aux deux tiers de la flotte française, le dernier tiers pouvant être compensé par l'aide de la flotte autrichienne. Revendication modeste. Le gouvernement lui-même se chargea des surenchères en 1899. Mais l'appui de la Ligue pangermaniste ne lui manqua jamais.

A cette agitation navale, se joignit l'agitation plus grave sur la question polonaise. Le gage de la bonne entente entre la Russie et la Prusse était une persécution des Polonais entreprise avec un égal acharnement par les deux puissances. Ni la Russie ne pouvait accorder à la Pologne l'autonomie promise par les traités de 1815, ni la Prusse ne pouvait se relâcher de sa politique de germanisation, sans qu'elles fussent suspectes l'une à l'autre. Que l'une de ces deux grandes puissances se relâchât de sa rigueur, elle semblait afficher des prétentions libératrices et quémander les sympathies de toute la Pologne. La complicité ancienne exigeait la continuation du martyre polonais. Caprivi avait pu être polonophile, parce qu'il comptait sur une rupture avec la Russie. Les pangermanistes, pour mériter les bonnes grâces russes, exigèrent des rigueurs renouvelées en Pologne.

La *Ligue pangermaniste*, quand elle commença cette campagne, qui depuis 1894 n'a plus cessé, voyait la force de la résistance polonaise dans la grande propriété foncière aristocratique cultivée par des journaliers agricoles polonais. Par ces grands seigneurs terriens que joignait à leurs paysans un lien encore presque patriarcal, la tradition polonaise

restait enracinée. Il fallait, pour en venir à bout, une guerre offensive, non de massacres, mais d'éviction et qui tout de même exigerait des Allemands « un cœur d'airain sans pitié » (1). La *Ligue pangermaniste* travailla à leur faire ce cœur impitoyable. La loi prussienne est égale pour tous. Les pangermanistes exigèrent d'abord qu'on renonçât à cette égalité des droits à l'égard des Polonais (2). Il y avait deux procédés d'offensive : 1° Il fallait morceler la grande propriété. Pour cela, il fallait d'abord l'exproprier. Des commissions, on le sait, y travaillaient, depuis 1886. Vainement, puisque des paysans polonais pouvaient racheter les lots. Il fallait activer l'expropriation et poser au lotissement des conditions rigoureuses. L'État aurait le droit, en Posnanie et en Prusse occidentale, d'exproprier toutes les grandes propriétés de plus de cent hectares. Il fallait 300 millions de plus, et jusqu'à 500 millions de mark peut-être pour mener à bien l'opération. Les provinces de l'Est manquaient de fonds. C'était donc à l'Ouest à les fournir. A l'Ost-Elbie incombe la défense, l'œuvre positive de refoulement. L'Allemagne de l'Ouest, que l'on défendait, ne pouvait faire moins que de subventionner la défense (3). 2° Une fois détruite la digue de la grande propriété polonaise, il fallait construire la digue de la propriété rurale allemande. Il ne suffisait pas que ces biens-fonds fussent transférés des grands seigneurs

(1) *Alldeutsche Blätter*, 1899, n° 18.

(2) *Ibid.*, « Der Grundsatz der Parität der Nationalitäten muss in der Ostmark aufgegeben werden. »

(3) *Zwanzig Jahre alldeutscher Arbeit und Kämpfe*, 1910, p. 8, 115.

polonais à la classe rurale polonaise. Il était urgent de favoriser artificiellement la colonisation allemande. L'enregistrement n'autoriserait la vente qu'à des propriétaires allemands ou à des Polonais convertis au germanisme. Les banques agricoles n'accorderaient de crédit hypothécaire qu'aux propriétaires allemands. Les caisses de l'État permettraient l'amortissement par annuités modestes. Enfin des syndicats agricoles et des coopératives de production uniraient en faisceau les forces éparses des colons allemands. On ne perdrait pas de temps à vouloir germaniser le polonisme rebelle. On déporterait dans les provinces de l'Allemagne de l'Ouest les ouvriers agricoles polonais sans ouvrage et sans lopin. L'avenir du germanisme en Pologne et en Mazurie serait comme autrefois aux mains vigoureuses du paysan allemand. 3° Mais sans doute on se heurtait toujours à la résistance d'une classe polonaise de moyenne bourgeoisie nouvelle, aujourd'hui nombreuse et aisée, qui a grandi dans les villes. Contre elle, il y avait alors l'école et la police prussiennes. Il y avait la possibilité de ne pas créer un établissement d'instruction, ni une bibliothèque, ni un chemin de fer, ni aucune amélioration qu'au service du germanisme.

Il ne semblait être question ainsi que de la Pologne. Mais le pangermanisme se faisait la main pour d'autres besognes. Déjà en 1899, le Congrès de la *Ligue pangermaniste*, soulevant la question des populations annexées, proclamait :

« Il serait ridicule de contester que l'Empire allemand a été

créé par le peuple allemand et non pas par les Polonais, les Danois et les Français qui y vivent... (1) »

On concluait qu'il serait absurde d'accorder la moindre autonomie à ces Français, à ces Danois, à ces Polonais, intéressés à détruire l'Empire où ils sont entrés contre leur gré. Le Congrès de 1909 traita de la question d'Alsace-Lorraine, et se gaussa de la prétention, qui se faisait jour au Reichsland, de maintenir dans la population une culture bi-lingue. Le surintendant ecclésiastique Klingemann dit les paroles explicites qui sont l'arrière-pensée de tous les Allemands :

« Nos pères n'ont pas voulu reconquérir avec leur sang pour notre jeune Empire un pays frontière de culture hybride; ils ont voulu réintégrer dans l'organisme national une robuste et saine tribu allemande. Les populations et le territoire allemands ne sont pas destinés à fournir un terrain d'expérience pour la possibilité d'une culture bilingue. La langue et la culture allemandes sont un bien trop précieux, pour qu'on ait le droit d'envisager même la possibilité de les compléter par une autre langue et une autre culture. Qu'on fasse ces expériences, si l'on veut, de l'autre côté de la frontière linguistique (2). »

Comme on déclarait sans ambages « non seulement que les Pays-Bas et la Suisse, mais encore l'Autriche et la Hongrie étaient, politiquement et dans leur civilisation, des formations allemandes, et que pareille chose pouvait se dire des provinces russes de la Baltique », la menace pangermaniste s'adressait cette fois à tous les pays voisins à la fois. Tous, si l'état d'esprit pangermaniste se généralisait, devaient s'attendre à un arrachement prochain de leurs provinces de langue germanique; et chacun des

(1) *Zwanzig Jahre alld deutscher Arbeit und Kämpfe*, 1910, p. 70.

(2) *Ibid.*, p. 407.

lambeaux arrachés était menacé de germanisation brutale et complète. C'est que la doctrine, encore tâtonnante en 1895, s'était précisée depuis. Le président fougueux de la *Ligue*, Ernst Hasse, en était devenu aussi le théoricien. Son livre *Deutsche Politik* (*Politique allemande*, 5 vol., 1904-1906) est le manuel du Pangermanisme intégral. Il n'y est plus question de sérier les questions. Il s'agit de résoudre en bloc toutes les questions où est engagé le germanisme. Hasse estime qu'une solution d'ensemble par une grande guerre serait de toutes celle qui coûterait le moins. Un petit nombre de principes certains fixent, dans l'opinion de ce théoricien, à la fois la politique intérieure et extérieure de l'Allemagne, sa politique d'extension sur les frontières et sa politique mondiale.

La tradition fondamentale dont doit s'inspirer une politique allemande, c'est qu'il y a lieu de continuer l'œuvre de colonisation ancienne, qui fut la vocation des Germains. La plus grande œuvre du passé allemand, c'est le refoulement des peuples voisins qui a permis aux Allemands leur installation au centre de l'Europe. Cette œuvre n'est pas achevée. Il est urgent qu'elle soit reprise.

1° Il faut la reprendre d'abord au dedans. Un puissant peuple ne peut tolérer que sa frontière politique soit plus vaste que sa nationalité. Or, sur toutes les lisières de l'Allemagne, des populations étrangères ont réussi à maintenir leur langue, leurs coutumes, leur résistance. Conquises militairement, elles ne sont pas conquises dans leur esprit et dans leur vouloir. Il sied que « l'Allemagne soit aux Allemands ». Friedrich Lange avait indiqué la méthode de ger-

manisation. Il suffit de hâter le rythme de cette conquête juridique et morale. Que les Allemands aisés suivent en foule l'exemple de Guillaume II qui, à Urville, près de Metz, a fait l'achat d'un château et d'un domaine. Deux cent cinquante millions d'achats de terre en Alsace-Lorraine suffiraient pour en expulser les derniers optants. En Slesvig les mêmes mesures sont urgentes. En Pologne, c'est un million de paysans allemands qu'il faut installer tous les vingt ans. Qu'on y envoie les anciens sous-officiers de l'armée, trop nombreux pour les services civils de l'Etat qu'on en surcharge. Le projet de Paul de Lagarde est à reprendre, qui conseillait, sur tous les fronts vulnérables de l'Empire, de rétablir des margraviats militaires. Sur tout le pourtour de l'Allemagne serait établi un *glacis* de la largeur d'une étape, où des colons allemands privilégiés seraient appelés à supplanter la population indigène expropriée d'office. Il ne convient pas que, sur les frontières les plus exposées, l'Allemagne soit habitée par des Français, des Danois, des Polonais. Il y faut des Cosaques d'un nouveau genre, des *feldwebel* et sergents retraités après neuf ans de services et à qui des concessions de terre, comme chez les Romains, serviraient de pensions. Entre le germanisme et ses trois ennemis, le romanisme, le scandinavisme, le slavisme, ce serait là le tampon efficace que l'on pourrait toujours consolider et épaissir, une fois qu'il serait en place.

2° Car les frontières allemandes se déplaceront. L'Allemagne abrite scandaleusement des étrangers sur son territoire; mais, c'est un plus grave scandale, qu'il y ait des Allemands qui vivent encore sous la

domination étrangère. La nationalité allemande, sur plusieurs points, est débordée par la frontière allemande. Inversement, il y a des territoires allemands de nationalité que la frontière allemande n'englobe pas encore. Dira-t-on que c'est la situation de tous les États et que nulle part il n'y a coïncidence exacte des frontières et des nationalités? C'est, en effet, l'état des choses qui résulte des luttes anciennes. Pourtant, toute parcelle de lui-même qu'un peuple unifié n'a pas encore réussi à s'incorporer est un témoin de ses défaites anciennes. Le peuple allemand est résolu à effacer ces preuves de sa faiblesse d'autrefois. Toutes choses changent; et les frontières des États changent aussi. L'Allemagne n'admettra pas que les siennes changent à son détriment. Si des modifications sont fatales, c'est donc seulement au profit de l'Allemagne qu'elles se feront. Un peuple vigoureux ne peut changer que par croissance et non par diminution.

Le pangermanisme sous Guillaume II avait débuté par une protestation violente contre la politique de Caprivi et de Waldersee qui s'attendaient à une guerre allemande contre la Russie. Les velléités des protagonistes étaient alors coloniales. Ils exultèrent quand l'Empereur lança la phrase fameuse : « Notre avenir est sur la mer. » En 1903, treize ans après Peters et Wislicenus, c'est contre cette devise maritime que les pangermanistes tournent leurs attaques. Elle leur paraît impliquer un renoncement en Europe auquel ils ne sont pas décidés. L'Allemagne est puissance continentale. C'est en Europe qu'elle a massé le gros de ses forces pour frapper. C'est donc

en Europe qu'elle doit trouver ses colonies. Le pangermanisme ancien, celui de Constantin Frantz et de Lagarde reprend ainsi le dessus, et le danger de sa prédominance est grand. Car s'il est possible à de grandes puissances européennes de consentir des sacrifices coloniaux sans guerre, il n'en est aucune qui puisse, sans guerre, consentir à diminuer son patrimoine européen.

Ernst Hasse s'en tire en alléguant qu'il ne veut pas amoindrir les grandes nationalités de l'Europe. Les Français, les Italiens, les Yougo-Slaves, les Roumains, les Ruthènes, les Grands-Russiens, les Scandinaves, voilà des peuples à qui son pangermanisme ne contesterait pas le droit à l'existence (1). Ne nous rassurons pas trop vite. Comment garantir l'existence aux Grands-Russiens et aux Ruthènes, si ce n'est en dépeçant l'Empire russe ? Et que faire des Polonais, des Tchèques, des Magyars, des Slovaques, des Slovènes, des Ladins de Rhétie, des Wallons, des Lithuaniens, des Esthoniens, des Finnois ? « Tout cela est cire molle, dit Ernst Hasse, aux mains de l'avenir. » Ces petites nationalités sont impropres à constituer des États.

« Le globe est réparti sans relâche entre les forts et les puissants. Les petits peuples disparaissent. Il leur faut se fondre dans les grands peuples qui les avoisinent (2). »

Dans ce partage, l'Allemagne réclame un agrandissement de son lot, aujourd'hui trop petit. Autrement il n'y aura pas de paix dans le monde. Il est

(1) ERNST HASSE, *Grenzpolitik*, 1906, p. 166.

(2) *Ibid.* p. 169.

digne d'une grande nation de confesser ses ambitions. Les ambitions de l'Allemagne, définies par le pangermanisme, sont les suivantes :

1° L'Allemagne veut réparer la faute des traités de 1815 et de 1871 qui n'ont pas su ramener à la Confédération allemande la Hollande, la Belgique et le Luxembourg ;

2° Elle prétend réparer la faiblesse de Bismarck qui, en 1866, oublia de prendre à l'Autriche-Hongrie la Silésie autrichienne et la Bohême. Ces annexions auraient nécessairement déchaîné sur toute la frontière orientale le conflit violent du germanisme et du slavisme, et alors les erreurs du régime Caprivi en Pologne ne se seraient pas produites. La querelle avec les Tchèques est nécessaire, parce qu'en se généralisant elle hâtera la germanisation de la Pologne ;

3° L'Allemagne ne se résigne pas à avoir sur ses flancs une puissance slave géante qui grandit tous les ans de trois millions d'hommes. Elle demande qu'on lui restitue la frontière réclamée déjà par Paul de Lagarde, celle du troisième partage de la Pologne, et qui donnerait à la Prusse toute la ligne de Grodno à Cracovie, Varsovie comprise. Elle réclame l'autonomie de la Finlande, de la Livonie, de l'Esthonie, de la Courlande, de la Lithuanie et de l'Ukraine. Qu'est-ce à dire, puisqu'on vient de soutenir que les petites nationalités sont impropres à former des Etats durables, et que seule l'Ukraine est assez grande pour devenir une nation capable de se défendre ? Cela veut dire que toutes ces provinces que le pangermanisme, pour masquer l'étendue de

ses ambitions, prétend d'abord détacher seulement de la Russie, il les considère comme une « cire molle » que pétriraient dans l'avenir des mains germaniques ;

4° Il reste la France. Avec elle aussi l'Allemagne a un vieux compte à régler. Elle lui a, par condescendance, laissé Belfort et Montbéliard. Il se peut que les Français ne se persuadent pas encore qu'ils ont plus à gagner à l'alliance allemande qu'à l'alliance russe ou anglaise. Ils affecteront un attachement hypocrite à la lettre des traités le jour où l'Allemagne fera valoir ses droits sur la Hollande, la Belgique et le Luxembourg. Qu'ils sachent alors qu'une guerre où l'Allemagne retrouverait la France sur sa route ne se terminerait pas sans que le royaume d'Arles, la Bourgogne et la Lorraine, entière cette fois, fissent retour à l'Empire des Hohenstaufen reconstitué. Le pangermanisme donne à toutes les nations le choix entre la paix et la guerre. Il leur demande à toutes des sacrifices, puisque la nation allemande seule a du retard à rattraper. Mais il peut faire des concessions aux nations qui l'aideront. Il peut laisser intacte une France résignée. Il consent à ne pas morceler la Russie, si elle se laisse mutiler ; il ajouterait volontiers à la Russie en échange de ce qu'il lui prend, la Galicie polonaise ; il lui ouvrirait l'Asie. Il n'est pas jusqu'à l'Autriche-Hongrie qu'il ne veuille démembrer, parce que la Roumanie et le royaume yougo-slave demandent leur part ; en revanche, il la pousserait jusqu'à Salonique aux dépens des Serbes, des Albanais, des Turcs et des Grecs. Pour l'Allemagne, il faut une

Europe centrale élargie, énorme, allant de la Marne à la Dvina. Plus que jamais, entre la Russie diminuée d'un tiers, une Autriche toute absorbée dans l'assimilation des Hongrois et des peuples balkaniques, une France refoulée jusqu'en Champagne, l'Allemagne serait « au-dessus de tout » et tous ses vœux seraient des ordres pour les nations. C'est là la politique continentale du pangermanisme ;

5° Cela ne veut pas dire que la Ligue pangermaniste n'ait pas, elle aussi, sa *Weltpolitik*. Ernst Hasse n'a pu que l'esquisser dans un dernier volume intitulé *Weltpolitik, Imperialismus und Kolonialpolitik* (1908). Si la « plus grande Allemagne » est, pour lui, d'abord toute l'Europe centrale, il ne s'ensuit pas qu'elle ne soit pas aussi « sur la mer ». Elle y prendra ses points d'appui stratégiques et économiques, et d'abord sur les côtes méditerranéennes. L'Allemagne agrandie procédera comme la Prusse. Invulnérable dans son réduit central, elle saisira des enclaves dans les pays à conquérir. Elle les soudera progressivement au tronc de ses possessions européennes. Des zones d'influence économique seront tendues comme un filet entre les stations navales de l'Allemagne et ses colonies de peuplement. Il convient d'en écarter strictement toute ingérence d'une autre puissance. L'Union douanière de l'Europe centrale est le foyer puissant d'où rayonnera l'action économique allemande. La Confédération militaire allemande, agrandie, poussera en tous sens ses coups de boutoir offensifs. La zone où l'Allemagne prétend être seule maîtresse s'étend à travers la péninsule des Balkans jusqu'au golfe Persique. La *Weltpolitik*

allemande consistera à s'y infiltrer par ses hommes d'affaires et ses colons. Plus tard, ce sera là « la plus grande Allemagne » ; et les choses d'Autriche-Hongrie, de Macédoine, de Turquie d'Europe et d'Asie seront les affaires intérieures d'une Allemagne souveraine jusqu'à Bassorah.

V. — LES PRINCIPAUX PUBLICISTES DU PANGERMANISME

ACTUEL.

Ernst Hasse mourut en 1908. Il avait eu le soin de porter souvent à la tribune du Reichstag les revendications de la *Ligue pangermaniste*. Le Comité directeur, sous son impulsion, persécutait de ses adresses impatientes les chanceliers successifs. Il avait des accointances dans les groupes parlementaires. Le *leader* du parti national libéral, M. Bassermann, le Ministre de la Marine, von Tirpitz, étaient notoirement gagnés à ses idées. Les Sociétés de vétérans, la nouvelle *Ligue navale* du général Keim, les Sociétés coloniales fédérées par le comte Pfeil et le duc de Mecklembourg étaient de tendances toutes pareilles. La *Ligue pangermaniste* ne fut pas affaiblie quand disparut ce chef violent. Les publicistes ne manquaient plus qui, de la chaire universitaire ou dans la presse, reprenaient sans relâche, avec un fanatisme croissant, la même propagande.

Le comte Reventlow, officier de marine en retraite, la reprenait dans cette *Deutsche Tageszei-*

tung, puis dans la *Tägliche Rundschau* d'où des querelles intestines avaient évincé Friedrich Lange. Il représente cette direction du pangermanisme qui, aux premiers jours de Caprivi, se montrait surtout impatient de conquêtes coloniales. Il souhaite donc une flotte allemande renforcée. C'est l'espèce de politique à laquelle le prince de Bülow s'était adonné en entier (1). Politique difficile. Si les Balkans étaient la visée dernière des Austro-Allemands, il y avait à tenir compte de plusieurs autres grandes puissances. La Russie désirait affaiblir la Turquie, mais l'Angleterre tendait à la maintenir, tout en exigeant des garanties contre les massacres de Macédoine et d'Arménie. L'Allemagne pouvait s'entendre avec l'Angleterre en ajournant ses projets balkaniques; mais la guerre contre la Russie passait alors au premier plan, comme au temps de ce Caprivi qu'on avait tant combattu. Par contre, aucune offensive occidentale n'était possible, sans provoquer immédiatement l'entrée en action de l'Angleterre. Il restait une issue : construire des vaisseaux; devenir assez forts sur mer pour que l'Angleterre hésitât à risquer la partie pour la seule satisfaction de sauver la Belgique et la France. L'Allemagne n'avait qu'un bras : son armée invincible. Un second bras lui pousse, sa flotte, depuis qu'elle construit des *dreadnoughts*. Il ne faut donc pas qu'elle adopte jamais ces limitations d'armements que proposait insidieusement lord Winston

(1) Il en sera question plus à fond dans notre volume III : *Le Pangermanisme colonial sous Guillaume II*.

Churchill. Une vassalité de l'Allemagne devant l'Angleterre, comme celle de Caprivi, est impossible depuis Bülow. Mais il convient à présent que l'Allemagne reprenne sa marche en avant, avec « une constance tenace et avec une claire conscience du but à atteindre ».

« Les fruits de notre pénible travail et de nos lourds sacrifices mûriront, » ajoute Reventlow (1).

Loyalement, il reconnaît que c'est une « fable enfantine » que de parler du « Gouvernement allemand bon et innocent » contre lequel se coalisent de « méchants voisins jaloux ». La politique digne d'une grande nation est de poursuivre son avantage propre avec toutes ses forces. L'Allemagne poursuivra le sien, au risque de la plus prodigieuse guerre sur le continent et sur les mers, parce qu'elle est sûre que cet avantage lui a parfois échappé par les fautes de sa diplomatie. Il ne lui échappera plus dès qu'on en viendra à une explication par l'épée.

Albrecht Wirth est une autre sorte d'homme et qui rappelle Paul de Lagarde. Il agit du haut de la chaire universitaire et il multiplie les pamphlets. Mais il a aussi une philosophie de l'histoire (2). Comme Lagarde était un spécialiste de l'Orient sémitique, Wirth est un spécialiste de l'Orient mongol. Sa pensée sur les destinées futures de l'Allemagne s'inspirent de considérations profondes sur les qualités ethniques et sur les qualités

(1) REVENTLOW, *Deutschlands auswärtige Politik*, p. 338.

(2) On la trouvera exposée dans notre tome IV : *Le Pangermanisme philosophique*.

d'organisation qui assurent la grandeur ou amènent la chute des Empires. En regard de Reventlow, qui est le principal théoricien maritime du pangermanisme actuel, Wirth représente nettement la tradition « continentaliste ». Il ne veut certes rien abandonner de la politique navale nouvelle de l'Allemagne, ni de sa politique industrielle. Il s'agit de « broyer l'Angleterre » sous une concurrence d'airain, comme on a broyé la France sous l'artillerie Krupp; et l'Angleterre se doute du danger. Elle voit, près d'elle, grandir le lionceau allemand. Il n'est pas croyable qu'elle le laisse devenir lion, sans organiser une battue contre lui. La guerre est probable et elle exigera une flotte. Mais, à cette puissance navale allemande, Wirth n'attache peut-être pas la même importance que d'autres théoriciens. Une flotte insuffisante ne crée pas à un grand peuple continental des dangers vitaux, mais une situation navale prépondérante ne lui assure pas non plus des avantages de premier ordre. L'Allemagne, au jour du danger, n'est pas, comme Athènes lors des guerres médiques, en situation de s'embarquer tout entière sur ses vaisseaux. Ce n'est pas Trafalgar qui a abattu Napoléon, mais la défaite de ses armées sur le continent. C'est donc sur le continent qu'il importe d'être forts. Et il faut aussi vaincre industriellement l'Angleterre. Mais cette victoire n'est pas la principale. Il faut se garder de développer trop en un pays la ploutocratie industrielle, qui fraternise trop volontiers avec les industries étrangères. Si l'on en vient à la guerre, elle accapare pour un petit nombre de gros fournisseurs tous les bénéfices. Elle

est mauvaise conseillère, parce qu'elle tremble pour ses dividendes. La force d'une nation robuste et prolifique est dans ses paysans, Paul de Lagarde l'avait dit ; et la déduction que tire de là Albrecht Wirth est celle de Lagarde. « Il faut des terres » à l'Allemagne. Il ne fait pas fi des colonies lointaines. Brésil ou Afrique, tout lui est bon, et il ne gémit que sur les occasions perdues. En 1889, des officiers allemands firent un aventureux débarquement au Brésil. Le pays, en pleine révolution, était impuissant. Pourquoi a-t-on désavoué ces brillants pionniers ? Mais l'Europe vaut mieux que le Brésil. Un territoire continu permet de ramasser les forces pour un effort réitéré et progressif. Dans quel sens se produira la poussée germanique ? Elle doit se produire sur tous les points faibles de la position ennemie. Le pangermanisme de Wirth est impatient. Mais, avec le chancelier de Bülow, il estime que l'Allemagne ne peut plus laisser grandir personne sans grandir d'autant. La proie prochaine, ce sont les Balkans et la Turquie. Il y a lieu d'exploiter à fond les amitiés militantes de l'Allemagne, dont l'Autriche est la plus puissante ; mais de veiller aussi à n'être pas dupe. Il vaut mieux conserver la Turquie, que de l'abandonner à ceux qui sont mieux placés actuellement pour le partage. A aucun prix, les Habsbourg ne doivent reprendre la suprématie sur les Hohenzollern. Encore moins l'Italie a-t-elle le droit de s'accroître aux Balkans, sans que l'Austro-Allemagne s'y accroisse. La fortune ne sourit qu'à l'action rapide. Wirth est de ceux qui regrettent que l'Allemagne et l'Autriche n'aient pas profité de

la crise balkanique de 1912 parce qu'elles escomptaient une victoire turque. Il ne nous dit pas qu'elles avaient besoin d'abord d'achever leurs armements. En 1913, la conquête de l'Anatolie lui paraît le paiement que la Turquie devra à l'Allemagne pour son intervention désormais prochaine. Et il n'y a pas de dépenses de guerre, fussent-elles de cinquante milliards, il n'y a pas de sacrifices d'hommes qui doivent arrêter un grand peuple, car ni les dépenses ni les sacrifices ne peuvent tarir sa richesse : ils ne peuvent que stimuler son activité et sa force génésique. Ainsi, la science allemande se met d'accord avec le pangermanisme le plus agressif pour conseiller l'action immédiate et brutale.

Entre les deux écoles en présence, l'école maritime et l'école continentale, désormais le pangermanisme va flotter. Ces deux écoles ne vont pas jusqu'à entrer en lutte. Mais elles préconisent des tactiques différentes. Elles appliquent le levier de la force allemande en des points différents. Paul Rohrbach fut, avec Reventlow, dans ces dernières années, le propagandiste le plus remuant et le plus talentueux de la politique navale. Cet ancien théologien Balte, à la suite de divers voyages en Asie, est devenu un des hauts fonctionnaires de l'Office impérial des colonies. Il s'est signalé, en outre, par une active campagne de conférences à Berlin, et il est collaborateur régulier aux *Preussische Jahrbucher* de Hans Delbrück. Ce qu'il y a de plus grave dans le pangermanisme contemporain, c'est qu'il ait ses racines dans les partis libéraux. Le pangermanisme ancien, celui de Paul de Lagarde et de Constantin Frantz,

avait compté atteindre surtout les milieux conservateurs et religieux. Les deux dangers désormais se cumulent. Le pangermanisme antibismarckien s'adressait à une élite d'intellectuels, de néo-chrétiens ; et l'empereur, dans sa jeunesse, n'y est pas resté étranger. Le pangermanisme anticapriviste faisait de la démagogie dans les milieux de gauche. Il promettait des libertés intérieures en même temps que des proies au dehors ; et c'était de toutes les séductions la plus captieuse. On préparait ainsi les multitudes et la moyenne bourgeoisie à des aventures, en ayant l'air de travailler à leur affranchissement social et politique. Ces libéraux quand ils exagèrent les insuccès extérieurs qu'ils imputent aux hobereaux chargés de conduire la diplomatie de l'Allemagne, donnent à entendre que le peuple allemand ferait mieux ses affaires s'il les prenait en mains lui-même. On jette les multitudes à la curée des fonctions publiques ; mais on déchaîne, en réalité, leur éternel appétit de conquêtes extérieures.

Deux faits massifs servent de point de départ à cette propagande : 1° la prospérité anglo-saxonne : 2° La prodigieuse natalité allemande. La thèse de Rohrbach, c'est que ces deux faits ne seront pas compatibles à la longue. Les Anglo-Saxons se croient sur le point de saisir l'empire du monde. Ni la Chine, ni la Russie ne sont assez organisées pour leur arracher la force avec laquelle ils pétrissent l'avenir. Ne parlons pas même de la France qui, par son infécondité, s'est émasculée elle-même. L'Allemagne laissera-t-elle échapper l'occasion que lui crée la déchéance de la grande rivale

latine ? Cela ne sera pas dit. La natalité allemande créée, en trois ans, un peuple nouveau, grand comme la Suisse : en six ans, une nouvelle Hollande ; en trente ans, une nouvelle Espagne. A quel autre peuple auquel serait dévolue la mission d'arracher à l'Angleterre le sceptre du monde ? « Notre croissance, dit Rohrbach, est un phénomène puissant comme les éléments de la nature (*Unser Wachstum ist ein Vorgang von elementarer Naturkraft*). » Il faudrait le dessèchement français ou une terrible catastrophe pour l'enrayer. Sa jeune vigueur garantit le peuple allemand contre les hontes de la prudence française : son courage et sa capacité préviendront la catastrophe. Il faut à l'Allemagne, pour vivre, une part croissante du marché universel. Elle revendique, pour sa dignité, une part décisive du bien-être conquis par les hommes ; et, pour sa civilisation, une influence dirigeante dans les destinées de l'humanité. Les Anglais, habitués à être seuls riches et seuls dirigeants, se défendront-ils par la force ? Ce sera le conflit mortel. Mais il ne faut plus laisser dire que l'Allemagne est, comme le disait Bismarck, une « nation saturée ». La politique bismarckienne ne lui suffit donc plus. Et comme, selon Clausewitz, la politique et la guerre ne sont que deux aspects d'un même fait social, l'Allemagne appliquera le principe stratégique fameux qui conseille d'« être forts » partout et toujours, mais surtout sur le point décisif.

Le point décisif, pour l'instant, c'est le point le plus vulnérable de l'Allemagne, c'est-à-dire sa puissance navale. La flotte commerciale allemande ne

peut drainer les richesses de l'univers que si elle est protégée par une flotte de guerre capable de tenir en respect la flotte anglaise. Aucune coalition ne peut rien contre l'Allemagne, si ce n'est avec l'aide de l'Angleterre. Et si l'Angleterre est mise en échec, ou du moins si la flotte allemande est assez forte pour que l'Angleterre, en l'attaquant, risque sa suprématie, parce qu'elle prêterait le flanc elle-même à l'attaque d'une tierce puissance, l'Allemagne pourra vivre sans crainte. La politique allemande consiste à éviter provisoirement la guerre avec l'Angleterre, mais, pour le cas où cette guerre serait inévitable, à susciter à l'Angleterre cette troisième rivale, dont l'intervention lui enlèverait la suprématie. Le pangermanisme de Rohrbach réserve aux puissances secondaires de la Triple-Alliance ce rôle d'appoint dans l'agression contre l'Angleterre. Voilà pourquoi il était vain, de la part de lord Winston Churchill et de lord Haldane, de négocier avec l'Allemagne sur une limitation des armements navals. Le fonctionarisme, même le plus libéral, dont Paul Rohrbach représente l'esprit, se refusait à toute concession ; et l'Allemagne en eut-elle fait, elle se réservait d'imposer à ses alliées de la Triplice des armements qui eussent compensé le déficit de la flotte allemande.

En revanche, l'Allemagne se proposait de frapper à son tour l'Angleterre « au point décisif ». Ce point vulnérable, elle ne peut le trouver que sur terre. Or, l'Allemagne est voisine de l'Angleterre par l'alliance turque. Par l'Egypte elle peut prendre à revers la position anglaise tout entière en Afrique. Elle peut menacer l'Inde par la Perse et l'Afghanistan. Le

chemin de fer de Bagdad, greffé sur les voies ferrées de Syrie, permet une concentration rapide sur les deux fronts. Il faut donc consolider la Turquie et l'Autriche par une alliance organique et durable, économique et politique. Cette alliance n'irait pas jusqu'à la fédération des trois États, mais des garanties d'ordre douanier et militaire assureraient l'extension de l'influence allemande dans une zone d'immenses ressources. Ce n'est pas seulement de la métallurgie, des produits chimiques que l'Allemagne exportera dans des proportions décuplées. Elle aura en Mésopotamie et dans les Balkans un grenier d'une incomparable richesse pour sa population croissante. Des exploitations sans nombre s'ouvriront pour les ingénieurs qu'elle a en trop. Des écoles et des universités allemandes évinceront les facultés américaines et les écoles françaises d'Orient. Tout le bassin oriental de la Méditerranée sera tôt ou tard une nouvelle Allemagne. Cela se fera-t-il sans guerre? Il se peut bien, si l'Allemagne est forte. Les guerres ne se sont jamais déchaînées que du fait que l'on a cru l'Allemagne trop faible. Paul Rohrbach, bien avant 1914, est le doctrinaire qui fournit au peuple et au gouvernement allemands les arguments par lesquels ils démontrent que le bon droit est toujours de leur côté, parce que c'est déjà les attaquer que de contester une seule de leurs ambitions de rapine.

En cela il est contredit par le plus élatant des pangermanistes contemporains, Maximilien Harden. Cet enfant terrible du pangermanisme crie sur les toits le sens caché des adresses remises aux ministres

par les Lignes, la signification intime des longues démonstrations et des pamphlets multiples qui se sont succédé depuis vingt ans. Ces manifestes disaient pour la plupart : « Nous acceptons la guerre, si on nous dispute la suprématie. » Harden transpose : « Il nous faut la guerre, sans plus. »

Il serait vain de chercher dans Harden un système. Triton remuant et belliqueux, qui accompagne de ses ébats le navire triomphant de la Germanie nouvelle, il souffle dans des conques d'emprunt, pourvu qu'il fasse du bruit. Il a fait de sa *Zukunft* hebdomadaire une puissance politique, en flattant tous les mécontentements sourds de l'avidité allemande. Tout bon pangermaniste est bismarckien. Harden a commencé sa fortune par des articles sur son pèlerinage chez le solitaire grondant de Friedrichsruhe. Il n'y a pas de chancelier, depuis, qu'il n'ait outragé; mais il a multiplié les banderilles blessantes contre ceux qu'il savait le plus voisins de ses idées et le plus influençables. Voilà le secret machiavélique de ses longues campagnes contre Bülow et contre Guillaume II. Faire honte au chancelier de son inertie et à l'Empereur de sa « timidité », ce fut le procédé facile par lequel il comptait jeter dans les résolutions de folie ces deux hommes faibles et vaniteux. Plus d'un coup de tête depuis Tanger est imputable à des réactions de leur susceptibilité, blessée à vif par les pamphlétaires goûtés du public.

Il y avait deux courants principaux dans la diplomatie allemande depuis Caprivi : un courant francophile et un courant anglophile. Ces deux courants étaient eux-mêmes traversés par les tendances anta-

gonistes d'une russophilie et d'une russophobie qui toutes deux avaient leur tradition. Mais la russophobie l'emportait depuis Moukden, c'est-à-dire depuis que la Russie avait cessé d'être dupe d'une diplomatie allemande qui lui avait conseillé en Extrême-Orient des aventures désastreuses. Dans cette conjoncture, il fallait sérier les plans d'expansion allemande.

Holstein avait conseillé la défiance la plus vigilante à l'endroit de la Russie, mais nettement l'entente avec l'Angleterre. Il n'aurait pas voulu bâtir de flotte puissante. Des sous-marins suffiraient, pensait-il, à faire une guerre de corsaires efficace; et ils n'éveilleraient pas la jalousie ombrageuse de la puissance qui, durant de longues années, par ses plus notables dirigeants, chercha l'amitié de l'Allemagne. On sait, en effet, que Joseph Chamberlain avait pour principal projet de sceller la triple alliance de l'Angleterre, de l'Allemagne et des Etats-Unis. Harden a flirté fréquemment avec ces idées; et le prince de Bülow, qui avait contribué plus qu'un autre, par des discours retentissants et par des armements navals intensifiés, à augmenter la tension entre l'Angleterre et l'Allemagne, y est parfois revenu. Ce qui a empêché les milieux gouvernementaux allemands d'y adhérer pour de bon, c'est la conviction très répandue et formulée par Bismarck dans une réponse ironique qu'il fit faire au journaliste Sidney Whitman :

« Le prince se désole de ce que les relations entre l'Allemagne et l'Angleterre ne soient pas meilleures. A son regret il ne sait aucun remède à cette situation, le seul remède à lui connu, qui consisterait à réfréner l'élan de notre industrie allemande, étant d'application difficile. »

Ce que Harden garda de la politique de Holstein, et ce qui est le legs précis de Bismarck au pangermanisme, c'est son goût des mises en demeure brutales à la France. A coup sur, il désapprouve les piqures d'épingle et les inutiles avanies. Il ne faut pas irriter la France, « sans lui tirer en même temps des flots de sang ». Mais des avertissements prudents, comme ceux de l'ancien chef d'état-major, général von Schlieffen, qui, en 1909, mettait en garde l'Allemagne contre une guerre continentale sur trois fronts continentaux, accompagnée peut-être d'une guerre navale, ne lui procuraient qu'un haussement d'épaules. Dans une période où la Russie pansait ses blessures de Moukden, Harden croyait opportun d'exiger de la France des décisions définitives et entourées de garanties. L'alternative devait lui être posée sans retard de choisir entre l'amitié durable de l'Allemagne et la guerre immédiate. Cette amitié allemande pouvait beaucoup offrir aux Français. Elle leur assurait la tranquillité sur leur frontière de l'Est, où ils prendraient des troupes pour conquérir le Maroc et l'Abyssinie ; la possibilité d'alléger leur budget militaire et de renforcer leur budget naval pour la construction de leur flotte attardée ; l'appui allemand contre une attaque japonaise de l'Indo-Chine ; la suprématie dans la Méditerranée occidentale. Mais l'Allemagne pouvait leur prendre aussi beaucoup. Elle pouvait leur prendre vingt milliards ; les provinces flamandes, lorraines et bourguignonnes, et bon nombre de colonies. Elle pouvait installer un Gibraltar allemand à Toulon. Et que demandait l'Allemagne à la France ? Était-ce seulement ce

renoncement à l'Alsace-Lorraine que Harden, par je ne sais quel besoin de nous humilier, exigeait de nous, quand nous étions toujours observateurs stricts du traité de Francfort ? Est-ce seulement de ne pas travailler à l'encerclement de l'Allemagne ? L'arrière-pensée de Harden est ailleurs :

« La Grande-Bretagne et l'Amérique du Nord, dit-il, tendent à former une communauté d'intérêts. Sur deux Océans, les Anglo-Saxons des deux continents se groupent pour l'unité de vouloir. C'est à eux que demain l'hégémonie de la race blanche échoira, si nous n'apaisons pas les vieux conflits (entre Français et Allemands). Mais nous serions invincibles. Nous le serions par terre et sur mer... Quiconque refuse de réunir ses ressources, les dissipe. »

C'était dire que de certaines puissances, par cela seul qu'elles ne se déclaraient pas amies de l'Allemagne, étaient par elle réputées ennemies. Alors venait la menace, enveloppée de flatteries :

« L'Allemagne a la force massive ; la France a la flamme. Cette flamme peut guider les deux peuples vers une victoire pacifique. Mais il nous faudra l'étouffer dans le sang, si elle ne doit servir qu'à échauffer la colère de nos ennemis. Il nous le faudra dès demain (1). »

Harden nous suppose une étrange faculté d'oublier, s'il croit nous tromper par cette offre d'alliance pour « une victoire pacifique ». A supposer même que la guerre entre la France et l'Allemagne eût pu être évitée par une vassalité de la France, d'autres guerres devenaient possibles que l'Allemagne comptait déchaîner. Dans laquelle de ces guerres comptait-elle sur l'alliance française ? Nous voyons Harden approuver les plans du général Conrad von Hoetzendorf, chef d'état-major autrichien, qui pensait jeter l'armée

(1) V. nos textes, p. 316.

austro-hongroise sur l'Italie, au plus fort de ses embarras de Lybie. Il y a d'autres plans encore, « les plus hauts que puissent envisager des yeux qui jugent avec calme » et qui seraient accessibles aux forces réunies des deux plus puissantes armées du monde (1) ». Harden songe à cette blessure ouverte dans le front de la Triple-Entente, entre le Sinaï et Batoum. En Anatolie, l'alliance des Austro-Allemands et des Turcs peut enfoncer un coin entre les forces disjointes des Russes et des Anglais d'Égypte. Elle peut pousser la Turquie jusqu'aux bord du Nil et du Gange. Mais que l'armée et la flotte de la République, de gré ou de force, collaborent un jour à cette poussée : ce sera l'Europe unie sous l'hégémonie allemande, et capable de tenir tête aux grands Empires qui se partageront le monde de demain, la Russie d'Europe et de Sibérie organisée, la Chine modernisée, les deux mondes anglo-saxons soudés. Le « nouveau système européen » projeté par le *Neuer Kurs*, les plans d'Alexander von Peez et de tous les théoriciens qui avaient proposé la voie plus lente de l'Union douanière de l'Europe centrale seraient réalisés du coup. Un tel avenir, s'il peut se rapprocher de nous, vaut bien une grande guerre.

Cette guerre, encore un coup, est-elle nécessaire ? Pour un Allemand est nécessaire toute guerre qui promet d'être fructueuse pour l'Allemagne. Or, la diplomatie allemande accumule les insuccès. La paix que nous avons est britannique. L'Entente balkanique a fermé aux Austro-Allemands l'accès de la mer Égée.

(1) V. nos textes, p. 337.

L'Allemagne, qui a si longtemps négocié son Bagdad, doit en céder le terminus à l'Angleterre. La Perse méridionale et l'Arabie, c'est l'Angleterre qui va les occuper. Et quelle compensation offre-t-elle aux Allemands ? Pas un port en Asie, pas un dépôt de charbon nulle part, pas une colonie portugaise. Elle offre simplement la paix pour toujours et la limitation des armements. Il faut à l'Allemagne des viandes moins creuses. Voilà pourquoi le pangermanisme intégral devait pousser à la guerre. « Nos épées sauront déchirer vos traités de papier », écrit Harden dès le 10 mai 1913. Et la guerre, quand elle est venue, a été la victoire du pangermanisme.

VI. — L'ACTION DU PANGERMANISME.

On aura un dernier scrupule. On dira que la guerre de 1914 a comblé les vœux des pangermanistes, mais que les pangermanistes ne l'ont pas décidée et qu'il n'avaient pas le pouvoir de la faire. Il est imprudent, répondrons-nous, de se méprendre sur leur influence. Le pangermanisme nous avait paru, pendant une longue paix, une délirante utopie, et pour cette raison il nous paraissait sans danger. Or, nous n'avons pas le droit de mesurer toujours la réalité à notre propre jugement. Il y a des absurdités, vieilles et dénoncées comme telles séculairement, qui n'ont pour elles que la force ; et il y a aussi des absurdités nouvelles qui peuvent prendre de la force. Le pangermanisme est un absurde, mais enivrant idéal pour des Allemands. Voilà vingt ans qu'un pangermaniste anonyme, qui

s'est trouvé être l'explorateur Karl Kaerger, affirmait :

« Des hommes de bon sens savent que la caractéristique de tous les idéals, mais notamment des idéals politiques, est d'être irréalisables. Mais ce serait une politique à courte vue, que d'en condamner l'énoncé. Les idéals désignent les points de direction que doit suivre l'effort politique d'un peuple; et ils ont rempli leur fonction, même si ce peuple vient à être arrêté à mi-chemin par des forces adverses. Car on n'aurait pas fait cette moitié du chemin, si on n'avait espéré atteindre le but intégralement (1). »

Un autre propagandiste militant du pangermanisme, le comte Reventlow, a traité *ex-professo* le problème de savoir *ce qu'il faut entendre par politique pratique* (*Was ist praktische Politik?* 1910) (2). Il allègue avec raison que les termes de possibilité et d'impossibilité ne désignent aucune réalité absolue. Il y a des hommes d'État qui découvrent des voies praticables en des régions qui pour d'autres étaient régions de chimères.

Toutefois, la difficulté essentielle est de savoir l'action immédiate que les plans pangermanistes, chimériques ou non, pouvaient exercer sur les dirigeants. Cette influence immédiate, les organisations et les journaux pangermanistes, l'ont voulue puissamment. « Sans les fautes et sans les désastres de notre politique extérieure, la *Ligue pangermaniste* n'existerait pas, » a dit Reventlow. Elle a été créée pour agiter violemment l'opinion publique; et l'action de l'opinion en Allemagne n'est

(1) *Germania triumphans*, 1894, cité par Ernst HASSE. *Deutsche Grenzpolitik*, p. 154.

(2) On trouvera cet article dans *Zwanzig Jahre alldeutscher Kämpfe und Arbeit*, 1910, p. 446 et suiv.

pas nulle. Elle peut menacer, elle peut flatter le gouvernement. La presse qui la guide peut ruiner le crédit dont le pouvoir a besoin, ou en consolider le soubassement.

Il se trouve que, sous Bismarck, l'opinion publique se désintéressait de la politique étrangère, parce qu'elle faisait confiance aveuglément à son grand ministre; et les résultats de la diplomatie bismarckienne justifiaient cette confiance, quand ils paraissaient au jour. Cette docilité moutonnière, c'est Bismarck lui-même qui l'a désapprise au peuple allemand. Il lui a inspiré les premiers doutes sur les capacités de ses gouvernants. Le pangermanisme est démocratique en ce qu'il prétend faire l'éducation du jugement politique de la nation. Grave danger, si le premier sentiment qui s'éveille dans cette démocratie commençante est l'amertume des appétits déçus. Ce danger est triple : 1^o Il est dans l'*enseignement* même des nouveaux partis pangermanistes : « Toute difficulté et toute question politique ou économique aboutit en fin de compte à une question de force, » dit Reventlow. C'est donc le recours à la force qu'on enseigne sans relâche au peuple allemand mécontent. 2^o Il faut craindre que les gouvernements ne cèdent aux injonctions du mécontentement populaire ainsi amenté par des minorités énergiques. 3^o Ces minorités sont d'abord faibles, sans doute; et leurs journaux ne sont pas d'abord très répandus. Mais ils gagnent en force rapidement, et souvent le gouvernement lui-même les encourage.

« Nous savons que le gouvernement a aimé à user même de ces

faibles organisations commençantes toutes les fois qu'il a pu s'en servir pour ses visées (1). »

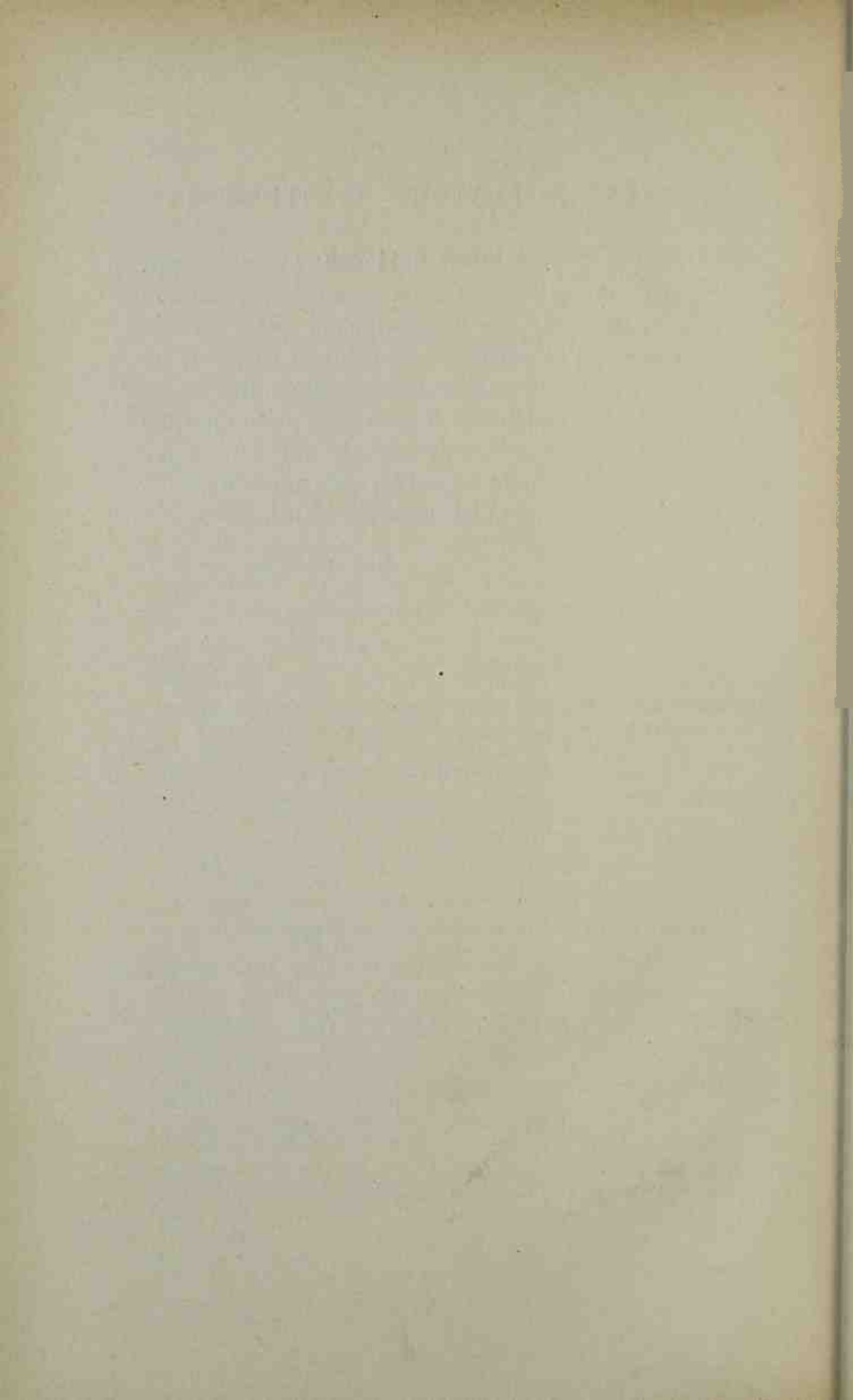
C'est encore Reventlow qui l'a dit et qui le sait. Les dirigeants allemands puisent dans le programme pangermaniste. Ils ont pour principe, disait cet officieux de la *Wilhelmstrasse*, Julius von Eckardt, de « ne repousser aucun concours utile (2). » Mais alors qu'ils semblent emprunter des idées, parfois ils les ont d'abord inspirées. Ils ont par degrés et machiavéliquement préparé eux-mêmes le soulèvement d'opinion auquel ils ont semblé céder.

CHARLES ANDLER.



(1) *Ibidem*, p. 447.

(2) V. plus bas, p. 13.



LE PANGERMANISME CONTINENTAL

SOUS GUILLAUME II

I

JULIUS VON ECKARDT

(1873-1908).

Un officieux de la WILHELMSTRASSE.

JULIUS ECKARDT est un Allemand de Livonie. C'est dire qu'il a grandi dans la haine de la Russie. Sous Alexandre II, avait commencé, dans les provinces baltiques, une besogne de russification qui manqua souvent de doigté. A vrai dire, les Allemands eux-mêmes ne sont dans ces provinces qu'une minorité installée dans les villes et dans les châteaux des grands domaines. Ils ont eu toujours le mépris le plus complet des populations esthoniennes et lithuaniennes qui forment la masse laborieuse et rurale, et qui, peut-être suédoises de souche, même quand elles ne le sont plus de langue, constituent une humanité aussi solide et probablement plus intelligente que les Allemands qui depuis des siècles les gouvernent et les pressurent. C'est là une réalité dont les Allemands des pays baltes n'ont jamais voulu se rendre compte. Ils ont toujours considéré comme abusives les mesures par lesquelles le fonctionnarisme russe soulevait contre eux les populations esthoniennes et lettonnes. Il faut accorder que ces mesures ont eu souvent un caractère tracassier, surtout quand il s'est agi de la russification des écoles. Une foule de familles de l'élite balte quittèrent les provinces de la Baltique pour se réfugier en Allemagne. Julius von Eckardt fut de cette élite.

Il s'était formé à Dorpat. Mais, dès la dix-neuvième année, il avait fait son *iter germanicum* aux principales universités allemandes, comme tout bon étudiant allemand. Il se fixa en Alle-

magne définitivement en 1865. Dès qu'il vit la Prusse, il fut saisi d'enthousiasme. Son impression fut celle d'un métaphysicien qui aurait découvert la loi qui régit l'univers. « L'ordre gouverne le monde ! » s'écria-t-il, en présence de la discipline prussienne. Sans doute, les libéraux prussiens gémissaient sous cette discipline. « Vous ne connaissez pas votre bonheur », leur objectait Julius Eckardt. Il voulait dire que la politique de Bismarck, qui mettait en péril les libertés constitutionnelles et qui édifiait le plus prodigieux militarisme que le monde ait connu, ne froissait pas pourtant les fibres des convictions nationales les plus intimes, comme faisait le Gouvernement russe chez les Allemands de la Baltique. Il oubliait que la Prusse procédait comme les Russes eux-mêmes, mais avec plus de méthode dans l'oppression, à l'endroit des Polonais depuis 1863, et à l'endroit des Danois du Slesvig depuis 1864. Comme presque tous les Allemands, Julius Eckardt était sceptique en matière de politique intérieure. L'ordre lui importait, mais non le droit et la liberté. Dans le radicalisme berlinois d'un Oppenheim, il ne voyait qu'« une forme à la mode du snobisme blasé des grandes villes ».

C'est aux *Grenzboten* de Gustave Freytag que Julius Eckardt fit ses débuts littéraires, en 1866. Il y avait été introduit par une recommandation d'un éminent critique, Julian Schmidt. Moritz Busch, qu'il y rencontra, et qui devait devenir plus tard l'un des *factotums* de Bismarck, lui apparut dès lors comme un des représentants du « réalisme brutal », à qui devait appartenir l'ère qui allait s'ouvrir. L'année 1866 produisit cette effervescence de prussianisme unitaire dont Treitschke fut le théoricien le plus fanatique. Ces nationaux libéraux prussiens, rationalistes et idolâtres de la force, ne se seraient pas fait scrupule de détruire, pour les incorporer à la Prusse, tous les petits États allemands, qu'ils eussent été amis ou ennemis durant la guerre de 1866. Julius Eckardt fut plus bismarckien qu'eux. Il comprit toujours que Bismarck ne songerait pas à fonder un État unitaire qui aurait contre lui tout le conservatisme allemand, à commencer par les dynasties. Le véritable moyen d'unifier l'Allemagne, était de désigner aux États allemands une besogne commune, à laquelle ils s'attacheraient avec un commun enthousiasme. Cette besogne fut la guerre contre la France, en 1870.

Il ne faut demander à aucun Allemand, fût-il un chrétien intègre tel que Julius Eckardt, l'impartialité ou le discernement qu'il faudrait pour établir, dans la guerre de 1870, les responsabilités de Bismarck et de la Prusse. Seulement Julius Eckardt aurait préféré et il a toute sa vie espéré

une autre guerre : une guerre de l'Allemagne contre la Russie; et il a regretté comme une faute l'annexion de l'Alsace-Lorraine. L'histoire lui tiendra compte de ce regret. S'il ne témoigne pas chez lui d'un sentiment plus vif du droit public, il venait de sa compassion, pour des souffrances qu'en sa qualité de Balte, il savait mieux comprendre. Pareillement, son sentiment des misères de la classe ouvrière était profond. Von Eckardt a contribué, par une propagande inlassable dans la presse, à la création de ce *Verein für Sozialpolitik*, qui se réunit pour la première fois à Eisenach en 1872, et où furent élaborées les formules qui, depuis, ont abouti à la législation sociale bismarckienne.

Son journal fut le *Hamburger Korrespondent*. Il en fut le rédacteur en chef après 1870 durant les années où il s'était fixé à Hambourg comme secrétaire du Sénat de cette ville libre. Des articles russophobes le mirent aux prises avec le consul général de Russie. Il dut démissionner. Ses services le firent appeler à la *Wilhelmstrasse*, à Berlin. A côté de Constantin Roessler, il travailla au bureau de la Presse. Il fournissait des articles précieux à la *Provinzial Korrespondenz* que dirigeait l'un des publicistes attirés du régime bismarckien, Ludwig Hahn. Il aida von Hammerstein, de la *Gazette de la Croix*, dans ses campagnes anti-russes violentes. Accessoirement, il multipliait sur la Russie des études de mœurs et des monographies politiques, qui manquaient d'aménité. Il fut infiniment utile dans la période d'après 1881, où le nationalisme moscovite prit le dessus en Russie et où les relations entre l'Allemagne et la Russie se tendirent. Plusieurs fois, on le chargea d'un de ces vastes rapports anonymes où le Gouvernement allemand aime à exposer officieusement sa politique. Le livre que nous utilisons ici : *Berlin-Wien-Rom. Betrachtungen über den neuen Kurs und die europäische Lage* (Berlin-Vienne-Rome. Considérations sur la « Nouvelle Direction » et sur la situation européenne), 1892, est le plus célèbre de ces rapports anonymes. Il définit et justifie les ambitions de Guillaume II à son avènement. On verra que ces ambitions consistent à créer, entre les Etats de l'Europe centrale déjà liés par des conventions militaires, une Union douanière, où adhéreraient peu à peu tous les autres Etats sous l'hégémonie de l'Allemagne.

Julius von Eckardt quitta le service de la Wilhelmstrasse quand, après l'accession de Hohenlohe aux fonctions de chancelier de l'Empire, il fut avéré que la politique russo-phobe, suivie par l'état-major allemand sous Caprivi, était abandonnée. Ses services lui firent conférer la noblesse héréditaire. Puis il fut consul général d'Allemagne à Marseille

et à Tunis, où il entretenait d'amicales relations avec le cardinal Lavigerie et avec le résident général de France, M. Jules Cambon. Il termina sa carrière comme consul général d'Allemagne à Zurich en 1907, et se retira à Weimar, où il mourut l'année suivante.

Il a décrit sa vie dans des mémoires, publiés en deux volumes sous le titre de *Erinnerungen* (1910), et auxquels nous avons emprunté les détails qu'on vient de lire.

1. *La situation de l'Allemagne en Europe après 1870.*

Ce ne fut pas la France seule, ce fut la moitié du monde entier qui prit les armes. Nos voisins, proches ou lointains, nous rendirent responsables d'un état de choses qui était devenu celui d'une préparation générale à la guerre et qui empêchait l'Europe de retrouver jamais le sentiment de la sécurité pacifique. On fit comme si le déplacement d'une *seule* frontière avait mis en question la sécurité de *toutes* les frontières, et appelé sous les armes *tous les Etats*, notamment tous ceux qui avaient une population allemande. C'est *nous* qu'on rendait responsables des antagonismes nationaux qui s'intensifièrent avec un degré d'acuité inouïe, au point de refouler partout les partis de paix et de mettre en question la solidarité des intérêts de la civilisation européenne. De rares voix équitables, qui s'élevaient en faveur du droit de guerre pratiqué par nous, étaient dominées par les clameurs d'un chœur formidable, qui nous reprochait de renier les idées du siècle et de léser le prétendu droit, appartenant aux peuples comme aux individus, de disposer d'eux-mêmes. Cet isolement que le comte de Moltke a décrit dans une formule connue et devenue classique, c'est nous-mêmes, disait-on, qui en étions causes, et nous l'avions amené d'une façon préméditée par l'annexion de l'Alsace-Lorraine.

En particulier, en Russie, un revirement s'était produit dans les esprits depuis 1881.

Ceux-là, parmi les hommes d'Etat de Pétersbourg, qui n'avaient jamais été très nombreux et qui, durant les années critiques de 1866, de 1870 et de 1871, s'étaient placés au point de vue d'Alexandre II, étaient morts ou mis de côté. Ils étaient remplacés par des hommes qui ne semblaient plus rien « savoir de Moïse », je veux dire de l'immense amitié qui avait subsisté entre la Russie et l'Allemagne... Ces hommes d'Etat sans prévention (de Giers, les⁷ deux Schouwaloff, Walijeff) se savaient espionnés et suspectés à chacune de leurs démarches.

Mais l'Allemagne ne se rendait pas compte de ce revirement de l'opinion russe. L'opinion allemande se serait volontiers désintéressée des affaires russes. Elle souhaitait que l'Autriche-Hongrie ne devint pas pour elle, depuis l'alliance austro-allemande, une gêne dans ses relations avec la Russie, et que l'Autriche-Hongrie pratiquât en Turquie une politique aussi désintéressée que l'Allemagne :

Parce que dans les dernières années du régime précédent (c'est-à-dire du règne de Guillaume I^{er}), il n'y avait pas eu de litige avec la Russie, on croyait en Allemagne qu'il ne pourrait plus jamais s'en produire à l'avenir ; et parce qu'il avait été possible, pendant un temps, de laisser l'Autriche-Hongrie pourvoir elle-même à ses affaires orientales, les choses en devaient rester là à tout jamais...

En ce qui concerne la moitié transleithane de l'Empire (d'Autriche-Hongrie), nous ne devons avoir égard qu'aux Magyars, dont les sentiments nous étaient favorables. L'élément slave, allié à des intérêts cléricaux, devait représenter au contraire le « Hœdur » autrichiens (1)... La moyenne des Allemands cultivés continue à considérer la prédominance absolue des libéraux allemands

(1) Hœdur est un dieu du mal dans la mythologie scandinave.

d'Autriche comme la condition la plus indispensable d'un développement intérieur convenable de l'Etat impérial austro-hongrois et, en même temps comme la garantie la plus sûre, sinon la seule sûre, de l'alliance austro-allemande.

Pour cette opinion moyenne des Allemands cultivés et libéraux, la tâche principale d'une politique autrichienne bien entendue consisterait dans une germanisation énergique des Slaves cisleithans. Accessoirement, les hommes d'Etat de Vienne devraient songer aussi à réaliser un certain équilibre entre les deux moitiés de l'Empire et entre les races diverses qui en habitent les provinces non allemandes. Au total, on s'imagine qu'il s'agit pour l'Etat impérial austro-hongrois d'être aussi allemand que possible et de rester avec le magyarisme sur le pied d'une amitié suffisante à maintenir les bonnes relations avec l'Allemagne et avec le germanisme.

La moyenne opinion cultivée en Allemagne admettait comme programme et comme limite de l'action allemande en Orient :

1° La porte ouverte sur les marchés de la péninsule balkanique et des garanties contre le débordement russe;

2° A la rigueur, une mainmise sur la Serbie, qui la faisait entrer dans la sphère d'influence de la puissance et de l'économie autrichiennes.

Les transformations de la Bulgarie ou de la Roumélie du Sud, pensait-on, « ne nous regardent pas, nous autres Allemands »...

Or, la *vieille Prusse*, qui luttait pour les assises de son existence, pouvait considérer la Russie comme une alliée naturelle. Cette Prusse-là était entourée d'ennemis et de jaloux, et l'Empire ascendant des tsars lui fournissait un appui approprié contre l'arrogante monarchie des Habsbourg... Les intérêts de l'*Empire allemand* doivent être

évalués d'après des idées différentes et plus élevées...

Noblesse oblige, et la grande situation que nous avons conquise en Allemagne et en Europe nous impose des devoirs allemands et européens qui n'existaient pas pour la vieille Prusse, tant qu'elle n'était qu'un Etat moyen. Une politique allemande qui ferait de l'alliance russe sa base principale ne vaudrait pas mieux que la politique de la France actuelle, qui est disposée à livrer l'Europe à la Russie, pourvu qu'on lui offre en échange la restitution de l'Alsace-Lorraine.

Berlin - Wien - Rom., p. 15, 31, 38, 39,
40, 59, 89.

2. *Le nouveau système européen, inauguré
par l'avènement de Guillaume II.*

Si nous ne voulions pas une seconde fois faire l'expérience de voir nos amis d'Italie poussés à des desseins de casse-cou par suite d'embarras économiques, il fallait songer à alléger ces embarras par des mesures douanières. Plus que jamais, l'hiver de 1890-91 fournissait des raisons de soumettre à un examen renouvelé l'idée d'abaisser les barrières douanières existant entre les pays de l'Europe centrale. La rigueur nouvelle des tarifs protecteurs russes datait exactement de la prédominance à Moscou du parti nationaliste.,.

Par surcroît, à la même époque, le Bill Mack-Kinley opposait à l'Europe entière une Amérique fortement cuirassée de tarifs protecteurs. Pour se défendre contre la concurrence industrielle des Etats-Unis, il aurait fallu que l'Europe entière fit bloc et se constituât en Union douanière. Par malheur, la France restait à l'écart et l'Angleterre s'enfermait dans son splendide isolement.

Or, que restait-il de l'Europe, si la Russie et la France

suivaient des chemins à part et si l'Angleterre se retirait sur elle-même et sur les marchés de son immense domaine colonial? Il n'en restait que les Etats de l'Europe centrale, et seulement s'ils s'unissaient en un domaine économique assez étendu pour pouvoir suivre une politique douanière indépendante...

S'il était possible de donner à la Triple-Alliance une autre base que celle des nécessités politiques et militaires du moment présent; si l'on voulait lui donner un caractère durable, on ne le pouvait qu'en intéressant économiquement les nations alliées à maintenir le système suivi politiquement par les Gouvernements... Il s'ouvrait alors une perspective qui pouvait être d'une immense signification pour l'avenir de toute notre politique et de notre situation européenne.

L'établissement, pour une longue série d'années, d'une alliance à la fois économique et politique, entre les trois monarchies de l'Europe centrale, pouvait *devenir le point de départ d'un nouveau système européen*. Si les trois Etats dirigeants formaient ensemble un rempart qui, durablement, refoulerait de l'Europe centrale les invasions venues de l'Est ou de l'Ouest, *l'adhésion des autres puissances était à prévoir avec une certitude approximative*. L'Allemagne, par surcroît, allait être en mesure de désarmer l'aversion et la méfiance de ses voisins par une grande entreprise de civilisation (*Kulturveranstaltung*).

Une grande Union douanière, créée sur l'initiative allemande, démontrerait au monde avec une force irréfutable que la fondation de l'Empire allemand avait été une nécessité et un bienfait pour l'Europe. Si nous fournissions la preuve effective que la réunion en faisceau de nos forces nationales nous avait rendus capables de résoudre de grands problèmes de civilisation (*Kulturaufgaben*), on ne pouvait plus nous reprocher que la grande

œuvre allemande de 1870 n'eut conduit qu'à des armements universels, au service militaire universel et à un raffinement de militarisme, qui suçait la moelle des os de tous les peuples...

On pouvait travailler à atténuer cette « tension de la situation » dont de toutes parts on se plaignait. On pouvait démontrer sur un cas concret que nos intérêts coïncidaient avec ceux de nos voisins occidentaux... Car, dans l'état de choses donné, l'expédient des traités de commerce (abhorré jadis des libre-échangistes autant que de leurs adversaires) s'offrait comme une atténuation du protectionnisme, c'est-à-dire du principe de l'égoïsme national dans le domaine économique. Il constituait un progrès dans la voie de la création d'une communauté d'intérêts internationale...

Ainsi l'on pouvait, à la fin de l'année 1890, apercevoir distinctement l'étendue des problèmes que le nouveau régime avait à résoudre. Il s'agissait non seulement de continuer l'« ancienne course » (den « alten Kurs »), mais de découvrir des moyens d'action nouveaux, au cas où les moyens anciens ne suffiraient pas. En ce qui concerne les questions intérieures, il importait d'atténuer les antagonismes traditionnels; et, au lieu d'augmenter le nombre des formules et des mots de passe fatidiques, par lesquels on reconnaît les amis ou les adversaires de la cause de l'Empire, il importait de les diminuer autant que possible. Il ne fallait repousser aucun concours utile; il convenait de ne léser aucun intérêt légitime et, à cet effet, il fallait qu'on prit *entre* les partis une position qui assurât au Gouvernement une indépendance totale vis-à-vis de tous les partis. Ce n'étaient plus des mots, mais des réalités qui devaient décider du jugement à porter sur les choses. Ce n'est pas la faveur des partis, mais la confiance publique dans la compétence et dans l'impartialité de la gestion des

affaires qui devait être la base morale du Gouvernement. L'impossibilité d'un régime parlementaire, au sens d'un gouvernement des majorités, était tout aussi visible à tous les yeux que l'impossibilité de considérer la minorité comme une majorité ou comme l'appui exclusif du Gouvernement. Il ne restait pas d'autre méthode que de veiller à tous les intérêts qui reposaient sur des besoins réels et qui pouvaient se concilier avec l'intérêt public, sans égard aux noms et à l'étiquette des avocats qui défendaient ces intérêts.

Vis-à-vis de l'étranger, il n'y avait *qu'une* seule politique qui pût être suivie avec des chances de succès durable : c'était de *renouveler les alliances* qui avaient assuré la paix à l'Europe et de leur donner une base également acceptable aux gouvernements et aux peuples... Le caractère défensif de la Triple-Alliance qu'il fallait renouveler était certain d'emblée. Si, après avoir été créée pour prévenir la guerre, elle devenait un instrument au service des intérêts de la paix, cette transformation profitait forcément aux fins prochaines de la Triple-Alliance autant qu'à sa position européenne. Rien ne pouvait plus utilement amener cette transformation que l'établissement d'une *organisation douanière ouverte à tous les peuples amis*. Rien ne pouvait mieux affirmer la vocation et la signification de l'Allemagne unifiée que l'initiative d'une telle entreprise de civilisation.

Ce dessein de transformer l'alliance purement politique, fondée par le prince de Bismarck, pour en faire une alliance à la fois politique et économique *qui maintiendrait la porte ouverte à une entente de toute l'Europe centrale*, dépassait le programme du fondateur de l'Empire : cela est évident à première vue. Ce n'était pourtant pas une pensée antagoniste, mais complémentaire de la première.

Berlin-Wien-Rom., p. 106, 108, III.

II

GUILLAUME II

« Les pays dont l'aigle allemande a pris possession, et qu'elle a saisis dans ses serres, sont allemands et resteront allemands. »

(Discours pour la prestation du serment des recrues de la marine [1^{er} mars 1898].)

On ne veut pas ici décrire la vie politique de Guillaume II. On veut reproduire les discours de l'Empereur dont la *Ligue pangermaniste* s'est explicitement autorisée. Ces discours définissent la « plus grande Allemagne ». Ils précisent, en 1900, que des « événements décisifs » ne devront plus se passer dans le monde sans une intervention de l'Allemagne, qui n'est plus disposée à se laisser « mettre de côté ». L'événement où l'Allemagne s'est sentie « mise de côté », en 1900, ne peut être que l'annexion, par l'Angleterre, des républiques du Transvaal et de l'Orange. C'est donc que l'Allemagne elle-même avait des visées sur ces républiques. Par surcroît, en 1898, l'empereur avait fait un voyage en Palestine. Il s'y était proclamé « l'ami de tous les Mahométans ». Il a dit lui-même, à Brandebourg (3 février 1899), que ce voyage l'avait aidé à « faire grandir » l'arbre de l'Empire allemand. Ce n'est plus dévoiler un mystère que de rappeler que le plan du Bagdad et d'une colonie de peuplement allemande en Mésopotamie date de ce voyage.

Ces plans d'expansion supposaient qu'on put écarter les résistances des puissances maritimes européennes, et notamment de l'Angleterre. De là, tant de discours pour réclamer le renforcement des armements navals. Ce que Guillaume II a appris durant sa méditation à Gethsémani, c'est en effet que « tant qu'il y a un péché dans le monde, la guerre sera la règle (*das Gesetz*) entre les peuples comme entre les hommes ».

1. — *Discours pour le vingt-cinquième anniversaire de la fondation de l'Empire allemand* (18 janvier 1896).

La journée d'aujourd'hui, journée de commémoration reconnaissante, comme toute cette année dans toutes ses solennités, est une grande fête de la gratitude et du souvenir que nous gardons au grand Empereur défunt. Sur cette journée est épandue la bénédiction et plane la pensée de celui qui repose à Charlottenbourg et de celui qui repose à la Friedenskirche (1). Ce que nos pères ont espéré, ce qui a fait le contenu des rêves, des chants, des vœux de la jeunesse allemande, l'Empire allemand, il leur a été donné, à eux, les deux Empereurs, de concert avec les princes allemands, de le reconquérir et de le restaurer. Nous avons le droit de goûter avec gratitude les avantages qui naissent de là. Nous avons le droit d'éprouver de la joie de la présente journée. Mais il en résulte aussi pour nous le devoir grave de conserver ce que ces augustes souverains ont conquis pour nous, les armes à la main. *L'Empire allemand est devenu un Empire mondial.* Partout, sur des continents lointains, habitent des milliers de nos compatriotes. Les richesses allemandes, le savoir allemand, l'industrie allemande franchissent l'Océan. C'est par milliards que se chiffrent les valeurs que l'Allemagne fait naviguer sur mer. *Vous avez, Messieurs, le devoir grave de m'aider à attacher fermement à notre Empire d'ici ce plus grand Empire allemand.* Le serment que j'ai fait devant vous aujour-

(1) Charlottenbourg est le mausolée où repose Guillaume 1^{er}, non loin du tombeau de la reine Louise de Prusse. La Friedenskirche contient les cendres de Frédéric III.

d'hui (1) ne peut devenir une vérité que si vous m'accordez votre appui entier, animé d'une pensée patriotique unanime. Je fais des vœux pour que vous m'aidiez avec cette concorde totale à remplir mon devoir, non seulement envers mes compatriotes d'ici, mais encore envers les milliers de nos compatriotes à l'étranger, de façon à ce que je puisse les protéger, quand il le faudra. Je vous rappelle l'avertissement qui vaut pour nous tous : « Ce qui est ton héritage, venu de tes pères, il te faut le refaire par ton effort, afin de le posséder. » Et je lève mon verre en l'honneur de notre bien-aimée patrie allemande, en m'écriant : « A l'Empire allemand, hoch! — hoch! — hoch! (2) »

II. — *Discours de Damas* (8 novembre 1898).

Le 7 novembre, Guillaume II et l'impératrice étaient arrivés à Damas, venant de Beyrouth, à leur retour de Jérusalem. La ville organisa un banquet, le soir, où l'uléma, le cheikh Abdullah Effendi, prononça un panégyrique de l'Empereur et de l'Empire allemand. Guillaume II répondit :

En présence des hommages qui se sont multipliés pour nous, c'est pour moi un besoin de dire, au nom de l'impératrice et en mon nom, toute ma reconnaissance de

(1) L'Empereur avait publié un discours du trône où il renouvelait le serment qu'il avait fait à son grand-père, sur son lit de mort, « de protéger les droits de l'Empire et de ses membres, de maintenir la paix, de veiller à l'indépendance de l'Allemagne et d'accroître les forces de son peuple ».

(2) Ce discours définit « la plus grande Allemagne », et la *Weltpolitik*. Cette politique mondiale consiste à rattacher à la mère-patrie les Allemands des continents lointains. Il ne dit pas par quel lien se ferait ce rattachement.

l'accueil qui nous a été fait; de tout ce qui s'est offert à nous dans toutes les villes de ce pays; de vous remercier avant tout de l'accueil magnifique de la ville de Damas.

Profondément saisi de ce spectacle puissant, émouvant, et remué aussi à la pensée d'être à la place où a séjourné l'un des plus chevaleresques souverains de tous les temps, le grand sultan Saladin, un chevalier sans peur et sans reproche, de qui souvent ses adversaires ont dû apprendre la vraie chevalerie, je saisis avec joie l'occasion de remercier avant tout le sultan Abdul Hamid de son hospitalité.

Puisse le sultan et *puissent les 300 millions de mahométans épars sur le globe, qui vénèrent en lui leur khalife, être sûrs que l'Empereur allemand sera toujours leur ami.*

Je bois à la santé de S. M. le sultan Abdul Hamid (1).

(1) On s'est demandé, non sans surprise, à l'époque, pourquoi l'Empereur allemand s'était déclaré l'ami de tous les mahométans, même de ceux qui n'étaient pas les sujets d'Abdul Hamid. Le pasteur Naumann, qui fut témoin de la scène, nous explique dans son livre *Asia*, 1899, p. 132, l'arrière-pensée de Guillaume II : Il voyait dans le toast de Damas dissimulées de « lointaines et graves possibilités » :

« 1^o Il est possible que le khalife de Constantinople tombe entre les mains des Russes. Alors il y aura peut-être un khalife arabe, à Damas ou ailleurs. Il sera précieux alors de s'appeler un ami non seulement du sultan, mais de tous les mahométans. Et ce titre peut donner à l'Empereur allemand une portion de puissance politique, utilisable contre une politique ottomane russo-phile.

« 2^o Il est possible que la guerre mondiale se produise avant la désagrégation de l'Empire ottoman. Alors le khalife de Constantinople élèvera une fois de plus l'étendard de la Guerre Sainte... L'homme malade se redressera une dernière fois sur sa couche et jettera vers l'Egypte, vers le Soudan, vers l'Afrique orientale, vers la Perse, vers l'Afghanistan et l'Inde cet appel : « Guerre contre l'Angleterre! »... Il n'est pas sans importance de savoir qui le soutiendra sur son lit, quand il voudra pousser ce cri. »

III. — *Discours au banquet de la Diète provinciale
de Brandebourg* (3 février 1899).

Le Président supérieur de la province, le Dr von Achenbach, venait de saluer, par une allocution, l'Empereur et la Diète. L'Empereur répondit :

Mon cher Président supérieur,
Chers Brandebourgeois,

Le discours que nous venons d'entendre a, patriotiquement, et sous la parure d'or de la poésie, tracé l'esquisse des hauts faits de ma maison et l'histoire de notre peuple. Je crois répondre au sentiment de chacun de vous, en disant qu'il y a eu deux circonstances qui ont permis à mes aïeux et à ma maison d'accomplir leur tâche comme ils l'ont fait. La circonstance principale, c'est que, plus que tous les autres princes, et en un temps où de telles pensées et de tels sentiments n'étaient pas usuels, mes aïeux ont senti et représenté la responsabilité personnelle du souverain devant le Ciel. La seconde circonstance, c'est qu'ils ont eu le peuple de la Marche derrière eux.

Si nous nous reportons à l'heure où le capitaine provincial Frédéric I^{er}, nommé prince électeur, échangea son magnifique pays natal de Franconie contre la Marche de Brandebourg, qui était alors dans un état dont les descriptions historiques peuvent à peine nous donner une idée, cet échange est à comprendre en ce sens, que ce souverain sentait en lui une vocation. Il venait dans ce pays que la bonne grâce impériale lui confiait pour y rétablir l'ordre, non seulement parce que telle était la volonté de l'Empereur et son propre plaisir, mais parce qu'il avait la conviction que cette tâche lui était dévolue d'en haut.

Nous pouvons suivre cette pensée chez tous mes devanciers. Les grandes guerres au dehors, l'évolution et la législation intérieures ont toujours été dirigées par l'idée que ces princes étaient responsables du peuple et du pays qui leur étaient confiés.

M. le Président supérieur a bien voulu rappeler notre voyage en Palestine et les actes que j'y ai accomplis. Je peux dire que des impressions nombreuses et variées et qui élevaient l'âme, des impressions religieuses, historiques ou même des impressions modernes, ont passé sous mes yeux. Mais, de toutes les impressions, la plus sublime et la plus saisissante fut, après notre commémoration dans notre Eglise, celle d'être debout sur la montagne des Oliviers et de voir, au pied du mont, le lieu où s'est passé le combat le plus formidable qui ait jamais été livré sur la terre, le combat pour la Rédemption des hommes, et qui a été livré par Un Seul. Ce fait m'a déterminé, ce jour-là, à renouveler en quelque sorte le serment (*den Fahneneid*) qui me lie aux drapeaux de l'Eternel; le serment d'essayer tout ce qui est en mon pouvoir pour assurer l'unité intérieure de mon peuple, et pour écarter ce qui pourrait le diviser...

Je me rappelle un fait qui est d'un haut intérêt pour nous précisément et pour les débuts de l'achèvement intérieur de notre Empire. C'était après les grands et émouvants événements de l'année 1870-71. Les troupes étaient revenues. La joie et l'enthousiasme étaient calmés. Le travail d'autrefois reprenait; la fondation et le développement de la patrie nouvellement conquise devaient commencer. Les trois paladins du grand vieil Empereur étaient réunis pour la première fois pour un repas commun : le grand général, le formidable chancelier et le fidèle ministre de la guerre. Après que le premier verre eut été vidé en l'honneur du souverain et de la patrie, le chancelier prit la parole et, s'adressant à ses

deux compagnons, il dit : « Nous avons atteint tout ce pour quoi nous avons lutté, combattu et souffert. Nous sommes arrivés à la cime de tout ce que nous avons jamais rêvé. Que peut-il encore arriver qui puisse nous intéresser, nous élever l'âme et nous stimuler, après ce que nous avons vécu ? » Une courte pause suivit ; et le vieux conducteur de batailles dit tout à coup : « Il faudrait maintenant voir pousser l'arbre ! » Un silence profond se répandit dans la salle.

Oui, Messieurs ! L'arbre qu'il nous faut voir pousser et dont il nous faut avoir soin, c'est le chêne de l'Empire allemand. Une saine croissance lui est promise, parce qu'il est sous la garde des Brandebourgeois, dans le pays desquels se trouvent ses racines. Il a subi mainte tempête et souvent a failli périr. Mais la souche, la frêle tige, autrefois plantée dans les sables de la Marche, durera, si Dieu le veut, toute l'éternité.

Je ne puis donc aujourd'hui que renouveler le serment d'y contribuer moi-même dans la mesure de mes forces. Même mon voyage en Terre-Sainte et aux lieux saints m'aidera à protéger, à faire grandir, à cultiver cet arbre ; à élaguer les branches inutiles, comme un bon jardinier ; à surveiller les animaux qui veulent en ronger les racines et les détruire. J'espère alors voir l'image de cet arbre superbement développé. Et devant lui se tiendra debout le Michel allemand, la main sur la garde de son épée, le regard tourné vers le dehors, pour le protéger. La paix est sûre qui est abritée derrière le bouclier et l'épée du Michel allemand.

Sans doute, c'est une splendide entreprise de vouloir amener la paix pour tous les peuples. Mais on fait une faute dans tous ces calculs. Tant que dans l'humanité règnera le péché irrédimé, il y aura de la guerre, de la haine, de la jalousie, de la discorde ; un homme cherchera à se procurer l'avantage sur un autre homme. Or,

ce qui est la règle entre les hommes, est aussi la règle entre les peuples. C'est pourquoi nous voulons tâcher, nous autres Germains, à tout le moins de rester solidaires comme un bloc inébranlable. Puisse, sur ce « rocher de bronze » du peuple allemand, très au loin sur les mers et chez nous en Europe, se briser toute vague qui menacera la paix!...

IV. — *Discours à bord du vapeur « Fürst-Bismarck ».*
(17 juin 1899.)

L'Empereur avait assisté à des régates sur la Basse-Elbe, près Hambourg. Au banquet qui suivit, il prononça un discours, dont nous extrayons le passage qu'on va lire.

Depuis qu'il existe un Empire allemand et que notre peuple allemand tout entier, sous un pavillon unique, travaille à atteindre ses fins, depuis que nous savons que par notre union nous constituons une puissance invincible dans le monde, une puissance avec laquelle il faudra compter, depuis ce temps-là nous avons pu maintenir la paix.

Messieurs ! On vient de dire, et j'ai entendu avec reconnaissance, que vous donnez à notre politique une joyeuse adhésion. Mon principe est de découvrir, partout où je le puis, des points d'amorçage nouveaux où nous pouvons commencer des installations que, plus tard, nos enfants et nos petits-enfants pourront parachever en tirant parti de ce que nous leur aurons acquis. C'est avec lenteur que les choses navales et maritimes, quel'importance de la mer et de la maîtrise des mers ont été comprises chez nous. Mais l'intelligence est éveillée à présent; et lorsque chez

les Allemands une idée, une pensée ont pris eu, elles deviennent bientôt une flamme puissante.

Il en sera ainsi là encore. Le peuple allemand est comme un noble pur-sang. Il ne tolère pas qu'on l'approche même à une demi-longueur ; il veut maintenir sa place en tête. Ceci est donc mon vœu : Puissions-nous dans tous nos efforts, puissiez-vous, à Hambourg, dans toutes vos pensées et dans vos aspirations de progrès, marcher à la tête comme par le passé.

V. — *Discours à l'hôtel de ville de Hambourg.*

(18 octobre 1899.)

L'Empereur venait d'assister au lancement du cuirassé *Kaiser Karl-der-Grosse*. Le bourgmestre de Hambourg, Dr Mœnckeberg, lors du banquet qui suivit, porta le toast impérial. L'Empereur répondit :

J'éprouve un plaisir particulier à me retrouver au milieu de vous, en ce jour de commémoration historique (1). Je me sens comme rafraîchi et réconforté, quand je suis baigné par le flot vif et puissant de la vie d'une ville hanséatique.

C'est un acte solennel auquel nous venons d'assister. Nous avons pu confier à son élément un fragment nouveau de la défense flottante de la patrie. Tous ceux qui ont été témoins de cet acte sont sans doute pénétrés de cette idée que ce fier vaisseau pourra bientôt satisfaire à sa destination. Nous avons de lui un besoin urgent. *C'est*

(1) Le 18 octobre est l'anniversaire de la bataille de Leipzig et l'anniversaire de la naissance de Frédéric III.

pour nous une nécessité amère qu'une flotte allemande forte.

Le nom de ce vaisseau nous rappelle la première période d'éclat du vieil Empire et de son puissant protecteur. C'est à cette époque que remonte aussi la plus ancienne origine de Hambourg, quand même la ville n'a été que le point de départ de l'activité des missionnaires qui étaient au service du formidable Empereur. A présent, notre patrie a été unifiée à nouveau par l'Empereur Guillaume le Grand ; et elle est en train de s'épanouir magnifiquement au dehors. Or, c'est précisément dans ce puissant *emporium* commercial qu'on trouve la vigueur et l'énergie que le peuple allemand, par sa discipline, sait donner à ses entreprises. Mais c'est ici aussi qu'on sait mieux qu'ailleurs combien une protection vigoureuse et un indispensable renforcement de notre puissance navale de combat sont nécessaires à nos intérêts extérieurs.

Lentement le sentiment de cette nécessité se répand dans la patrie allemande, qui malheureusement consume trop ses forces dans de stériles déchirements de partis. J'ai du observer avec un chagrin profond combien cheminait lentement parmi les Allemands la curiosité et l'intelligence politique des grandes questions qui meuvent le monde.

Jetons un regard autour de nous. Combien, en peu d'années, le monde a changé de face ! De vieux Empires mondiaux disparaissent ; des Empires nouveaux naissent. Des nations ont apparu brusquement à l'horizon des peuples, et entrent en rivalité entre elles, que le profane naguère avait à peine remarquées. Des productions qui révolutionnent le domaine des relations internationales et le domaine de la vie économique nationale des peuples, et qui, dans les anciens temps, mettaient des siècles à mûrir, s'achèvent aujourd'hui en peu de mois.

Par là, les tâches de notre Empire et de notre peuple allemand ont grandi dans d'immenses proportions. Elles exigent de moi et de mon Gouvernement des efforts insolites et lourds, qui ne peuvent être couronnés de succès que si les Allemands, solidairement et fermement, et sans divisions de partis, se tiennent derrière nous. Mais il faut que notre peuple se décide à faire des sacrifices. Avant tout, il faut qu'il se défasse de cette manie de se jeter toujours, pour la recherche du mieux, dans des scissions de parti plus violentes. Il lui faut cesser de mettre le parti au-dessus du salut de l'ensemble. Il lui faut endiguer son vieux vice, qui consiste à soumettre toutes choses à une critique effrénée. Il lui faut s'arrêter aux limites que lui prescrivent ses intérêts les plus vitaux. Car ce sont précisément ces vieux vices politiques qui sont punis à présent par l'état actuel de nos intérêts maritimes et de notre flotte. Si le renforcement de la flotte ne m'avait pas été tenacement refusé, parfois avec des railleries et des outrages, durant les huit premières années de mon règne, malgré mes instances et mes avertissements, combien nous pourrions plus efficacement pousser notre commerce florissant et nos intérêts outre-mer !

Je n'ai pas cessé d'espérer que l'Allemand se ressaisira virilement... Un grand et puissant amour de la patrie bat dans son cœur. C'est ce dont témoignent les feux d'octobre, qu'aujourd'hui encore cet amour a allumés sur les cîmes des monts et qui doivent aussi commémorer la splendide figure de l'Empereur né un 18 octobre.

Assurément, c'est un merveilleux édifice que l'empereur Frédéric avec le grand Empereur, son père, et les grands paladins de ce dernier, a contribué à élever et qu'il nous a laissé sous le nom d'Empire allemand. Il se dresse dans une splendeur somptueuse, tel que l'ont rêvé nos pères et chanté nos poètes.

Eh bien, au lieu de nous déchirer, comme par le passé, dans de vaines querelles sur la question de savoir comment les différentes chambres, ou salles, ou ailes de cet édifice seront disposées ou installées, puisse notre peuple, embrasé comme par les feux d'octobre d'un enthousiasme idéal, suivre les aspirations de son exemplaire deuxième empereur ! Puisse-t-il se réjouir du bel édifice et contribuer à le protéger ! Fier de sa grandeur, conscient de sa valeur interne, respectant le développement de tous les Etats étrangers, offrant avec joie les sacrifices qu'exige sa situation de puissance mondiale, renonçant à l'esprit de parti, debout, solidaire et dans une discipline serrée, derrière son Empereur, — notre peuple allemand aidera aussi les villes hanséatiques à faire progresser leur grande œuvre pour le salut de la patrie.

VI. — *Discours pour le lancement
du cuirassé « Wittelsbach »* (3 juillet 1900.)

Le prince Rupprecht de Bavière était venu assister au baptême du cuirassé. Au casino des officiers de Wilhelmshaven il avait porté le toast en l'honneur du chef de la marine allemande, Guillaume II. Ce dernier répondit :

Votre Altesse Royale, en baptisant le vaisseau nouveau, a mentionné l'appui que les Wittelsbach ont fourni aux Empereurs allemands. Je voudrais rappeler encore un épisode de l'histoire de nos maisons.

Dans les plaines de Rome, un ancêtre de Votre Altesse Royale, à côté d'un des miens, eut la rare distinction,

à cheval, bardé d'acier, d'être armé chevalier par l'Empereur Henri VII, en présence des escadrons ennemis. Le fait est immortalisé par un tableau sur mon yacht *Hohenzollern*.

Les descendants de ces vaillants princes se sont prêtés une aide mutuelle près de Mühldorf, où un Hohenzollern gagna la bataille pour l'Empereur Louis de Bavière. Comme alors les Wittelsbach et les Hohenzollern ont combattu côte à côte pour le salut de l'Empire, ainsi en sera-t-il désormais et à l'avenir.

Votre Altesse Royale a eu l'occasion, ces derniers jours, d'assister à d'importantes décisions et d'être le témoin d'instantanés historiques, qui signifient une pierre milliaire dans l'histoire de notre peuple. Votre Altesse Royale a pu s'assurer combien les lames de l'Océan battent puissamment le seuil de notre peuple et le forcent, comme un grand peuple, à prendre sa place dans le monde, l'obligent, d'un seul mot, à une politique mondiale.

L'Océan est indispensable à la grandeur allemande. Mais l'Océan prouve aussi (1) que sur ses étendues lointaines, par delà ses rives, il ne doit plus pouvoir se passer de grand événement décisif sans l'Allemagne et sans l'Empereur allemand.

Je ne suis pas d'avis que notre peuple allemand, il y a trente ans, a été victorieux et a saigné sous la conduite de ses princes, pour se laisser mettre de côté dans les grandes décisions extérieures. Si cela arrivait, c'en serait fait une fois pour toutes de notre situation de puissance mondiale; et je ne suis pas disposé à laisser les choses en venir là. Mon devoir, sans plus, et ma plus belle préro-

(1) Il est impossible de découvrir un sens quelconque à cette phrase de Guillaume II.

gative est de recourir aux moyens les plus appropriés et, s'il le faut, les plus rigoureux, pour que cela soit évité. Je suis assuré qu'en cela j'ai derrière moi les souverains de l'Allemagne et le peuple allemand unanime...

LE PRINCE DE BÜLOW

La carrière diplomatique et politique du prince de Bulow est présente à toutes les mémoires. Qu'il nous suffise d'attirer l'attention sur les quatre discours auxquels sont empruntés nos extraits.

Le premier discours date de 1899 et concerne la flotte allemande. Les arguments du Chancelier sont ceux de la *Ligue pangermaniste* elle-même : essor commercial et industriel, accroissement rapide de la population, nécessité d'une *plus grande Allemagne*, aspiration à la *politique mondiale*, besoin de protéger les nationaux allemands et les intérêts allemands à l'étranger. Dès lors, le Chancelier a trouvé sa formule : « l'Allemagne sera le marteau ou l'enclume. »

Le discours du 10 janvier 1900 reprend des arguments analogues, avec une nuance de triomphe qui présage l'heureux développement de la flotte désirée : comme le paquebot *Deutschland* domine par sa taille tous les autres navires, ainsi l'Allemagne est destinée à s'élever au-dessus de tout : *Deutschland, Deutschland über alles!*

Les discours des 10 janvier et 12 juin 1902 définissent la politique prussienne en Pologne. Toujours la même devise : être enclume ou marteau. La Prusse se charge, dans l'espece, d'être le marteau qui frappe rudement sur l'enclume polonaise. A cet effet, toutes les mesures préconisées par des théoriciens pangermanistes tels que Wirth, Lange ou Hasse, sont défendues avec vigueur par le Chancelier comme légitimes et imposées par la nécessité. Sans doute, il ne va pas encore jusqu'à l'expropriation des terres polonaises, ni jusqu'à la dictature militaire à établir dans les Marches de l'Est (Cf. Hasse). Mais il admet le principe d'une germanisation plus ou moins forcée des provinces polonaises, grâce à une nombreuse immigration allemande, grâce à l'appui gouvernemental offert aux paysans allemands, à la bourgeoisie allemande, à la vie intellectuelle allemande en Pologne. On sait que la *Ligue pangermaniste*, mécontente de la politique polonaise

du Gouvernement, est arrivée, au bout de quelques années d'agitation, à faire voter en 1908 la loi d'expropriation des terres polonaises.

Le prince de Bülow a essayé de justifier sa politique intérieure et extérieure dans un vaste ouvrage intitulé : *Deutsche Politik (La politique allemande)*, 1914.

I. — *Fragments du discours prononcé au Reichstag
le 11 décembre 1899,
à propos du projet de loi sur la flotte.*

Il est un point sur lequel il ne saurait rester aucun doute : à savoir que le cours des choses de ce monde s'est orienté d'une manière que personne ne pouvait prévoir, il y a deux ans encore. (*Mouvement.*)

On a dit, Messieurs, que de siècle en siècle avait lieu une grande explication, une liquidation générale, en vue de procéder sur terre à un nouveau partage d'influence, de puissance, de biens. Au xvi^e siècle les Espagnols et les Portugais se partagèrent le Nouveau-Monde, au xvii^e siècle les Hollandais, les Anglais et les Français entrèrent en concurrence, tandis que nous, nous nous cassions la tête en famille (*Hilarité*) ; au xviii^e siècle, les Hollandais et les Français reperdirent, au profit des Anglais, la plupart de leurs acquisitions.

Au cours de notre xix^e siècle, l'Angleterre a développé à l'infini son empire colonial, l'empire le plus vaste que le monde ait vu depuis l'époque des Romains ; les Français ont pris pied dans l'Afrique septentrionale et dans l'Afrique orientale, ont conquis, en Cochinchine, un nouveau territoire, et la Russie a pris en Asie un essor victorieux qui l'a conduite jusque sur les Hauts-Plateaux du Pamir et jusqu'aux rivages du Pacifique.

Il y a quatre ans, la guerre sino-japonaise, il y a un peu plus d'un an, le conflit hispano-américain ont accéléré le cours des choses, provoqué des décisions graves, importantes et d'incalculable portée; ébranlé des empires séculaires, versé des ferments nouveaux et actifs dans l'évolution du monde.

Personne ne peut mesurer dans leur ensemble les conséquences de la guerre qui depuis quelques semaines met l'Afrique australe à feu et à sang. (Cris : *Ecoutez ! Ecoutez !*)

Le président du Conseil des ministres anglais avait déjà dit, il y a longtemps, que la puissance des Etats forts irait toujours se consolidant, tandis que les Etats faibles s'anémièrent toujours davantage. Tous les événements qui se sont passés depuis confirment la justesse de cette parole.

Un nouveau partage de la terre est-il imminent : un partage tel que se le figurait l'imagination du poète (1) il y a exactement cent ans ? Je ne le crois pas, et surtout je ne veux pas encore le croire. Mais, quoi qu'il en soit, nous ne tolérerons pas que n'importe quelle puissance étrangère, qu'un Jupiter quelconque vienne nous dire : « Que voulez-vous ? Le monde est déjà distribué. » — Notre intention n'est pas de porter atteinte à quelque nation que ce soit, mais elle n'est pas non plus de nous laisser marcher dessus, ni de nous laisser mettre de côté, soit dans le domaine politique, soit dans le domaine économique. (*Vifs applaudissements.*)

Il est temps, grand temps, qu'en face d'une situation mondiale essentiellement changée depuis deux ans, nous prenions nettement conscience — à cause de nos perspectives d'avenir qui se trouvent par là notablement modifiées — de l'attitude qu'il nous faudra adopter vis-à-vis

(1) Cf. Schiller, *Le partage de la terre.*

des événements qui se déroulent ou se préparent autour de nous, et qui portent en eux les germes d'une transformation future dans le rapport de puissance des nations entre elles, transformation dont l'effet se fera sentir pendant un temps illimité.

Rester inactifs, à l'écart, comme nous l'avons fait souvent, soit par modestie innée (*Hilarité.*) soit parce que nous étions absorbés par nos querelles intestines, soit par doctrine ; nous perdre dans nos rêves solitaires tandis que les autres se partagent le gâteau : cela, nous ne le pouvons pas, nous ne le voulons pas. (*Applaudissements.*)

Nous ne le pouvons pas, pour cette simple raison que nous avons désormais des intérêts dans toutes les parties du monde, comme l'ont fait remarquer, à la deuxième lecture du projet de loi sur la flotte, M. le député, baron de Hertling, l'honorable député Dr Lieber et M. de Bennigsen, que nous ne voyons malheureusement plus à sa place habituelle.

Le rapide accroissement de notre population, l'essor sans exemple de notre industrie, la valeur de nos négociants, en un mot la puissante vitalité du peuple allemand nous ont entraînés dans le mouvement économique mondial comme dans le mouvement politique.

Si les Anglais parlent d'une *Greater Britain*, les Français d'une Nouvelle France, et si les Russes progressent en Asie, nous aussi nous avons droit à une plus grande Allemagne. (*Bravo! à droite. Hilarité dans les rangs de gauche.*) Je n'entends point par là que nous voulions faire des conquêtes, mais bien que nous prétendons développer pacifiquement notre commerce et multiplier ses points d'appui. Vos rires, Messieurs de la gauche, ne me troublent pas un seul instant. Nous ne pouvons tolérer et nous ne voulons pas tolérer que l'on passe à l'ordre du jour par-dessus la tête du peuple allemand...

Si nous ne pouvons pas nous créer une flotte suffisante pour protéger nos grandes entreprises maritimes, notre commerce, nos nationaux établis en pays lointain (qu'il me suffise de vous rappeler les événements qui se déroulent actuellement au Vénézuëla où sont en jeu, et apparemment en grand danger, de gros intérêts allemands, et où c'est à peine si nous sommes en mesure d'envoyer deux ou trois vieux bateaux-écoles) ; je répète donc que si nous ne nous donnons pas une flotte suffisante pour protéger notre commerce, nos nationaux à l'étranger, ainsi que nos missions (*Ah! ah! à gauche.*) et aussi pour assurer la sécurité de nos côtes, c'est le pays tout entier qui se trouve menacé dans ses intérêts vitaux. Mais pour justifier à l'extérieur, vis-à-vis du monde et de l'étranger, notre résolution ferme et irrévocable de créer une flotte suffisante pour nous défendre, il faut absolument, et d'après l'avis des gouvernements fédérés, en fixer par une loi l'effectif théorique.

Messieurs, ces vingt ou trente dernières années ont apporté à l'Allemagne la prospérité, la puissance, la richesse. La prospérité et la richesse croissante de l'un mécontentent généralement l'autre, ou peuvent susciter l'envie. L'envie joue un grand rôle dans la vie de l'individu et dans la vie des peuples.

On nous envie beaucoup dans le monde, dans le domaine politique comme dans le domaine économique. Il y a des individualités isolées et des groupes d'intérêts, et il y a peut-être aussi des peuples qui trouvent que les Allemands étaient des voisins beaucoup plus commodes à cette époque désormais lointaine où, malgré notre savoir, malgré notre culture, les étrangers nous contemplaient du haut de leur grandeur politique et économique, comme d'arrogants gentilshommes regardent le modeste précepteur de la maison. (*Parfaitement! Hilarité.*) Ces jours d'impuissance politique et d'humilité

économique et politique ne reviendront plus. (*Vifs applaudissements.*) Pour dire comme Frédéric List : « Nous ne voulons plus redevenir les valets de l'humanité. »

Mais nous ne resterons à la hauteur des circonstances qu'en sachant comprendre qu'il n'est point de prospérité pour nous sans la force, sans une armée et une flotte puissantes. (*Très bien! à droite. Protestations à gauche.*) Messieurs, on n'a pas encore trouvé le moyen dans ce monde de triompher de la lutte pour la vie sans une forte cuirasse sur terre et sur mer, surtout s'il s'agit d'un peuple de presque 60 millions d'âmes fixé au centre de l'Europe et qui projette dans tous les sens ses antennes économiques. (*Très juste! à droite.*)

Au cours du siècle prochain, la nation allemande sera marteau ou enclume.

II. — *Fragment du discours prononcé à Stettin le 10 janvier 1900, à l'occasion du baptême du transatlantique « Deutschland ».*

... Ce fut un chemin long et pénible que celui qui, de modestes essais de début, a mené jusqu'à ce fier bâtiment.

Et à mesure que la ligne de navigation Hambourg-Amérique se développait d'une manière de plus en plus gigantesque, à mesure que les quais de Stettin perfectionnaient davantage leur aménagement, notre pays commençait à rattraper ce qu'il avait perdu depuis les jours de la Hanse.

Depuis le déclin de la Hanse, qui périt parce que l'ancien Empire ne l'avait pas suffisamment soutenue, parce que les négociants allemands d'alors ne sentaient pas derrière eux une protection officielle suffisante, l'Allemagne s'était détournée de la mer.

Pendant trois siècles, nous fumes comme ce « Pierre à l'étranger » du vieux récit, qui avait peur de traverser la mer; nous, qui avions autrefois colonisé des pays étrangers, civilisé des Barbares, disséminé nos comptoirs par toute la terre!

Ce n'est que lorsque notre pays eut reconquis son unité politique, grâce à notre grand Empereur et à ses immortels conseillers, grâce à l'esprit de sacrifice et au patriotisme de toutes les races et de toutes les couches de la nation, qu'il se souvint de la vieille devise han-séatique : « Le monde est mon domaine » et qu'il reprit son rang dans la politique mondiale.

Car notre politique maritime présente découle de notre formidable essor économique; lequel était lui-même une conséquence de la création de l'Empire. Dès que le travail allemand eut conquis sa place sur le marché mondial, notre politique extérieure dut marcher de pair avec nos énergies économiques accrues. Notre politique maritime et notre politique territoriale actuelles ont été les résultantes naturelles de ce développement économique.

Aujourd'hui nous prenons de plus en plus nettement conscience de ce fait, qu'un peuple qui se laisse fermer le domaine de la mer représente, dans le grand mouvement mondial, le personnage muet qui, à la scène, recule à l'arrière-plan, tandis qu'au premier plan vivent et agissent les premiers rôles.

L'Allemagne, dont le commerce est monté depuis quarante ans de deux milliards et demi en 1860 à huit milliards et demi en 1897; dont la marine marchande a porté son tonnage, depuis trente ans, à un chiffre quinze fois plus fort; qui, pour le commerce, les voies de communication terrestres et maritimes, est devenu le deuxième pays du monde, l'Allemagne, dis-je, ne doit

pas rester en arrière dans la grande concurrence mondiale, qu'elle soit économique ou politique.

L'Allemagne, qui a confié à l'Océan des biens d'un prix si inestimable et qui, depuis longtemps, n'est plus un pays purement continental prisonnier au cœur de l'Europe, mais au contraire une nation placée au premier rang de la grande concurrence internationale, doit être, sur mer comme sur terre, assez forte pour assurer partout et toujours la paix allemande, l'honneur allemand, la prospérité allemande.

Et si, sur la voie que nous assigne le destin, nous avons à surmonter des obstacles et à franchir des passages dangereux, cela ne nous troublera pas, cela n'abattra pas notre courage. Décidés, tenaces, énergiques, c'est ainsi que nous devons, que nous voulons marcher vers notre but...

.... Et de même que ce vapeur se dressera par-dessus tous les autres, — si nombreux soient-ils qui sillonnent les mers, — puisse à tout jamais, pour tout Allemand, l'Allemagne être par dessus tout, par-dessus tout au monde!...

III. — *Discours à la Diète de Prusse, 13 janvier 1902.*

(A propos de la politique prussienne dans les provinces polonaises.)

.... Voilà, Messieurs, où en sont les choses en Posnanie et en Prusse occidentale. Dans une mesure sans cesse élargie, et au détriment de l'esprit allemand, on voit se développer le nationalisme polonais, qui travaille de plus en plus à la polonisation de nos districts frontières.

En présence d'un tel danger, le Gouvernement royal

n'a pas le droit de se mettre tranquillement les mains dans les poches (*Très bien !*) ; il a au contraire le devoir sacré d'arrêter net cet assaut livré contre l'esprit allemand, et de réunir, de fortifier les éléments allemands, afin d'augmenter leur force de résistance.

Sans doute, Messieurs, il y a tout lieu de regretter que nos provinces de l'Est soient le foyer de luttes nationales. Mais, étant donné que les hostilités ont été ouvertes par les Polonais (*Cris : Ecoutez donc ! Ecoutez ! à droite et sur les bancs des nationalistes libéraux. Rires sur les bancs des Polonais.*) et continuées par eux avec une âpreté toujours grandissante, nous n'avons que le choix entre deux alternatives : ou bien nous laisser vaincre sans la moindre résistance, ou bien défendre notre peau avec la dernière des énergies. (*Bravos à droite et dans les rangs des nationalistes libéraux.*)

Nous ne vivons pas en utopie, pas plus qu'en paradis, mais bien sur cette rude terre, où il s'agit d'être enclume ou marteau. (*Très bien ! à droite et chez les libéraux.*) Nous ne pouvons tolérer que les racines mêmes de la force prussienne se dessèchent et que nos éléments nationaux de la Warthe, de la Vistule et de l'Oder soient débordés et chassés par des éléments étrangers. Car Posen et Bromberg, Dantzig et Thorn sont situés trop près du cœur de la monarchie prussienne et des foyers de la vie allemande.

Je considère la question de nos Marches de l'Est, non seulement comme l'une des questions les plus essentielles de notre politique, mais même comme la question dont la solution déterminera très prochainement l'avenir de notre pays. (*Vous entendez ! Bravo ! à droite et chez les libéraux.*)

C'est la marche de notre politique, ou notre héritage historique qui nous ont conduits dans ces provinces. Leur sol est imprégné du sang allemand, des sueurs alle-

mandes; nous y sommes et nous y resterons (*Bravo! à droite et chez les libéraux*), que cela dérange les autres ou non!

Mais pour nous y maintenir il faut que, sans oscillations, d'une manière calme, ferme et tenace, nous ayons recours à tous les moyens nécessaires au maintien de l'idée politique prussienne, au maintien intégral dans son essence de l'esprit allemand, afin que l'entière communion des provinces de l'Est avec la monarchie prussienne — en tant qu'elles font partie intégrante de cette monarchie — soit assurée à tout jamais, et que la lutte nationale qui se déroule dans l'Est ne voie pas succomber l'élément allemand.

En première ligne nous songerons à retenir, dans toute la mesure du possible, les Allemands déjà fixés dans ces régions, à renforcer leurs moyens de production économique, à empêcher leur émigration. L'essentiel est, pour cela, de continuer dans la voie de cette politique consciente de colonisation où nous nous sommes engagés. L'établissement systématique de paysans allemands dans les Marches de l'Est doit rester à la base du développement de l'esprit allemand dans ces provinces.

L'implantation d'agriculteurs allemands empêchera que la proportion des divers éléments nationaux ne se déplace, dans une plus large mesure encore, au détriment de l'élément allemand; et le relèvement de l'agriculture, au moyen d'une colonisation organisée, ouvrira plus largement ces provinces à l'esprit allemand.

Sans défaillance, nous continuerons à favoriser méthodiquement, et aussi rapidement que possible, la colonisation allemande dans les provinces de Prusse occidentale et de Posnanie; et, dès que les crédits attribués à cette œuvre seront épuisés, nous soumettrons à votre vote de nouvelles propositions de crédits plus importants encore pour l'accomplissement de cette tâche nationale

et civilisatrice. (*Bravo! à droite et chez les libéraux.*)

Messieurs, à côté de cette politique de colonisation, il est absolument nécessaire de protéger et de soutenir les paysans allemands déjà établis dans ces provinces; car beaucoup d'entre eux s'y trouvent dans une situation difficile, dans de gros embarras économiques, et menacés dans leur propriété même que seul peut défendre le crédit de l'Etat.

Tous les efforts accomplis en vue d'affermir la situation du paysan allemand, de développer les syndicats ruraux et les sociétés de crédit, de protéger l'agriculture et de multiplier les moyens de communication peuvent être assurés de trouver auprès de nous un concours énergique...

Et la sollicitude de l'Etat devra veiller également à accroître la prospérité des *villes* de l'Est. Selon leur importance, nous nous efforcerons, plus ou moins, d'en faire des foyers de vie allemande. Il s'est formé précisément, dans ces villes, une bourgeoisie polonaise toute dévouée à son œuvre de « polonisation ». C'est pourquoi il est absolument indispensable d'y créer une puissante classe moyenne allemande, en affermissant les éléments de bourgeoisie allemande qui s'y trouvent déjà établis. Et il faut que cette classe moyenne soit en mesure d'opposer une barrière au danger de la polonisation et qu'elle soit assez résistante pour conserver son caractère allemand ou le reconquérir là où il a été perdu.

Il s'agira notamment, pour le cas qui nous préoccupe, et dans la mesure du possible, d'y fixer les artisans allemands, la petite industrie et le petit commerce, de développer une industrie allemande là où les circonstances s'y prêteront; de fonder des écoles professionnelles et, en particulier, des cours d'adultes; enfin, de construire des maisons de réunion allemandes qui seront des foyers de vie sociale et intellectuelle allemande.

Pour les mêmes motifs, il sera très important de faire également de ces villes des villes de garnison.

Pour ce qui est de l'administration allemande de ces villes, Messieurs, des plaintes se sont fait entendre que je tiens pour non fondées. Je crois que, dans l'ensemble, le fonctionnaire allemand, dans l'Est comme ailleurs, se distingue par ces qualités qui — nous pouvons le dire sans présomption, — ont toujours fait la gloire du fonctionnaire prussien : par son intégrité, sa conscience, son loyal dévouement aux charges qui lui ont été confiées.

Mais je n'hésite pas à dire que nos fonctionnaires de l'Est tiennent une place d'honneur, qu'ils assument des responsabilités particulièrement lourdes dont ils ne doivent jamais perdre la notion... Je considère une nomination de fonctionnaire dans les provinces de l'Est, dans les provinces bilingues, comme une distinction toute spéciale et la perspective d'une carrière particulièrement brillante. Mais je n'y tolère de fonctionnaires que ceux qui ont conscience de cette distinction et le prouvent. De nos fonctionnaires de l'Est, j'exige aussi qu'ils tirent parti sur place, et pendant un assez long temps, des expériences qu'ils ont recueillies sur le pays et ses habitants. C'est surtout dans l'Est qu'il faut éviter de trop fréquents changements de fonctionnaires, à cause de l'esprit de suite nécessaire à toute bonne administration. *(Très bien, à droite et chez les libéraux.)*

Mais, d'autre part, les fonctionnaires ont le droit d'exiger que la vie leur soit rendue supportable. C'est à cette exigence que répond la construction de logements administratifs et d'habitations à bon marché; d'autant plus que, comme vous le savez, il n'est pas facile de se loger dans nos provinces de l'Est. Je considère comme très pratique et souhaitable, pour les petits fonctionnaires et les fonctionnaires moyens, l'acquisition de *leur propre*

terrain et de *leur propre* maison : en s'aidant, par exemple, de la formation de syndicats. C'est là le moyen de donner à ces fonctionnaires le sentiment qu'ils sont chez eux, de décentraliser, de les attacher eux et leurs familles à ces Marches de l'Est; et, pour ma part, je prêterai la main à tout ce qui sera fait dans ce sens.

Messieurs, non seulement pour les fonctionnaires, mais pour tous les habitants de l'Est, il est de toute première importance que soit relevé le niveau intellectuel de nos provinces. C'est la méthode la plus sûre pour arrêter l'émigration que nous déplorons et pour attirer, au contraire, les éléments allemands. Vous savez qu'il a été fait une modeste tentative dans ce sens par la création d'un Musée et d'une Bibliothèque Guillaume à Posen et la construction d'un théâtre, également, à Posen et à Bromberg.

En fait de mesures propres à relever le niveau intellectuel des Marches de l'Est, on envisage actuellement la reconstruction d'un Institut de Chimie à Posen, qui serait le complément de l'Institut d'Hygiène déjà existant, de même que l'ouverture d'une Ecole d'Agriculture et d'une Bibliothèque à Bromberg... On projette également d'accroître le nombre des écoles primaires supérieures de la Posnanie.

Je sais très bien que certains se sont moqués de ces efforts, réputés trop idéalistes, pour affirmer la culture allemande dans l'Est. Mais cette ironie me paraît tout à fait injustifiée. Les Allemands dépérissent là où ils ne trouvent pas de vie intellectuelle, là où ils sont privés de jouissances artistiques et scientifiques. Si l'on veut les voir prospérer, il faut veiller à favoriser le développement des aspects idéalistes de la vie. (*Très bien!*) Cela n'exclut pas qu'on accorde, en outre, la plus grande attention aux problèmes pratiques et économiques dans nos Marches de l'Est.

IV. — *Discours prononcé à la Chambre-Haute de Prusse, 10 juin 1902. (A propos du projet de loi sur la Pologne.)*

L'expansion de la monarchie prussienne nous a forcés à englober dans l'Etat prussien des parcelles, des morceaux, de grandes fractions de nations étrangères. Nos rois ont fait jouir ceux de leurs sujets qui parlaient une autre langue, des bienfaits de la culture allemande et des bénédictions de l'administration prussienne. Dans l'Etat fédératif de Prusse les populations de langue étrangère ont atteint un degré de civilisation inconnu d'elles auparavant et que, livrées à elles-mêmes, elles n'auraient guère pu atteindre. Nous leur avons accordé tous leurs droits civils et tous les droits constitutionnels, au même titre qu'aux autres citoyens prussiens. C'est pourquoi je ne comprends pas comment M. de Koscielski a pu dire, comme conclusion à son discours, que parmi tant d'illusions qui s'étaient évanouies à ses yeux, il se trouvait aussi celle qui lui permettait de voir, dans l'Etat prussien, un Etat constitutionnel. L'Etat constitutionnel prussien existe toujours, même vis-à-vis de nos concitoyens les Polonais. Mais, à vrai dire, il y a une chose que nous ne ferons pas, que nous ne pouvons pas faire, c'est d'accorder leur autonomie à nos sujets de langue et de nationalité étrangères. (*Très bien!*)

Car l'Etat prussien est un Etat unitaire; l'Etat prussien est un Etat allemand, l'Etat allemand par excellence, et il a pour mission historique de soutenir et de favoriser le développement de l'esprit allemand. Nous n'admettons pas de tendances centrifuges, et il n'y a point de place chez nous pour un système fédératif semblable à celui dont rêve sans doute M. de Koscielski.

IV

PAUL DEHN

M. PAUL DEHN s'est fait une spécialité des questions de politique économique, notamment de celles qui intéressent les pays balkaniques et l'Orient. Il a consacré deux importants ouvrages aux relations économiques de l'Allemagne avec ces régions : en 1884, *Deutschland und Orient* (L'Allemagne et l'Orient, 2 vol.), en 1888-1890 : *Deutschland nach Osten!* (L'expansion allemande vers l'Est, 2 vol.). Son bismarckisme lui a inspiré deux volumes : en 1902, *Bismarck als Erzieher* (Bismarck éducateur) ; en 1906, *Wilhelm der Erste als Erzieher* (Guillaume I^{er} éducateur). D'autres ouvrages moins considérables traitent de questions de « politique mondiale » et d'« économie mondiale » ; ce sont :

1898. *Kommende Weltwirtschaftspolitik* (La politique mondiale de l'avenir) ;

1904. *Weltwirtschaftliche Neubildungen* (Nouveaux organismes économiques mondiaux) ;

1905. *Weltpolitische Neubildungen* (Nouveaux organismes politiques mondiaux) ;

1909. *Die Völker Südosteuropas und ihre Probleme* (Les peuples de l'Europe du sud-est et leurs problèmes) ;

1911. *Unter Englands Obermacht* (Sous l'hégémonie anglaise).

M. Paul Dehn est partisan d'une vaste Union douanière qui comprendrait peut-être une Confédération douanière plus étroite, entourée d'une plus large Alliance douanière, tous les Etats de l'Europe centrale se trouvant liés par un système cohérent de traités de commerce et de conventions douanières. On constituerait ainsi un vaste domaine économique fermé par des droits protecteurs vers l'extérieur, ouvert à l'intérieur à une libre circulation des produits industriels ou agricoles des diverses régions. L'Allemagne serait, bien entendu, l'âme de ce vaste organisme économique qui attirerait peu à peu à lui tous les Etats d'Europe (sauf l'Angleterre et la Russie) et les Etats balkaniques les premiers.

Les grands empires de l'avenir paraissent devoir être avant tout de puissants organismes économiques. L'Allemagne devra

mettre sa puissance politique, sa force militaire et sa flotte au service de ses intérêts industriels ou commerciaux. La protection des sujets allemands et des capitaux allemands à l'étranger sont l'une des principales occasions où l'Empire allemand devrait user de son prestige. Il en usera également pour soutenir de tout son pouvoir la politique autrichienne dans les Balkans.

Il se peut enfin qu'une autre grande tâche soit dévolue à l'Allemagne : la tâche d'abattre la suprématie navale de l'Angleterre et de reconquérir pour tous les peuples d'Europe la liberté des mers. Sans se prononcer nettement en faveur d'une guerre contre l'Angleterre, Paul Dehn imagine pourtant une coalition générale de toutes les nations maritimes d'Europe contre « le tyran des mers » ; l'Allemagne pourrait compter dans cette éventualité sur l'appui moral ou effectif de toutes les nations d'Europe et sur l'aide, plus efficace encore, des Etats-Unis d'Amérique. L'Empire allemand, garant des libertés de tous contre la tyrannie d'un seul, deviendrait alors « l'aiguille de la balance politique mondiale ».

I. — *L'Union douanière de l'Europe centrale.*

Les différences qui existent dans l'organisation nationale des finances, des impôts, du système monétaire, et dans les conditions générales de consommation, s'opposent seules au fusionnement économique des deux Empires sous une même administration douanière qui percevrait des droits de douane à compte commun ; ces différences, toutefois, ont constitué des obstacles si infranchissables qu'il faut renoncer à l'idée d'une unification douanière absolue.

Les partisans d'un rapprochement douanier entre les Etats de l'Europe centrale n'auront donc plus à envisager un véritable régime commun de douanes et d'impôts de consommation, mais la création d'un lien plus lâche, soit une Confédération douanière (*Zollbund*) à base poli-

tique, avec une constitution fédérale (Parlement douanier, *Zollparlament*) et une administration commune (Conseil fédéral douanier, *Zollbundesrat*); soit une simple Alliance douanière (*Zollverband*), définie en droit international, et qui ne serait, au fond, qu'une sorte de traité de commerce. On pourrait aussi imaginer une combinaison de ces deux formes, c'est-à-dire une Confédération douanière (*Zollbund*) étroite, définie en droit politique, à laquelle s'adjoindrait, grâce à des traités de commerce, une plus large Alliance douanière (*Zollverband*). Dans la Confédération comme dans l'Alliance, il faudrait laisser à chaque Etat contractant l'autonomie absolue dans l'administration et la perception des douanes, clause importante à cause du rôle croissant de ces impôts dans l'économie nationale. On fixerait, au contraire, en commun un tarif plus élevé pour les droits de douane extérieurs, c'est-à-dire avec les pays étrangers à la Confédération, et l'on se mettrait d'accord au sujet d'un abaissement des droits de douane entre les pays de l'Union, du moins sur les denrées les plus importantes, afin d'en faciliter l'échange. De cette façon, on réaliserait un domaine douanier commun, fermé vers l'extérieur, mais organisé et unifié à l'intérieur.

Si l'on croyait ne pouvoir réaliser d'abord que l'Alliance douanière, les Etats participants auraient à fixer ensemble un tarif extérieur uniforme et un tarif intérieur réciproque. Le premier servirait de protection vers l'extérieur, pourrait être élevé et serait aisé à fixer. Le second établirait des droits de douane relativement bas et accorderait aux Etats contractants des faveurs spéciales, en tenant compte de leurs conditions particulières de production et de consommation agricoles et industrielles. S'il s'agissait d'un vaste domaine commercial où la production et la consommation fussent assez variées et se complétassent heureusement, comme c'est le cas pour l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, toutes les questions

douanières perdraient de leur acuité et de leur mesquinerie, grâce à l'élargissement des débouchés et à la facilitation des échanges résultant de l'équilibre qui se ferait tout naturellement entre les intérêts en conflit. L'agriculture surtout, qui peut se suffire, au moins pour l'essentiel, comme production et comme consommation, serait mieux protégée que par le passé contre le péril commun, contre la concurrence russe et transatlantique; la crainte des mauvaises récoltes ou des famines ne pourrait plus entraver les mesures protectrices. Au demeurant, toutes les différences d'impositions, de système monétaire, etc., seraient laissées intactes à l'intérieur de l'Alliance douanière.

Il est à prévoir que cette Alliance douanière exercerait une vive force d'attraction sur les pays voisins, et bientôt déborderait l'Europe centrale, d'abord au sud et au sud-est, surtout en Roumanie, en Serbie, en Bulgarie, en Grèce et dans l'Empire ottoman, pays essentiellement agricoles où l'on trouve, outre les céréales, en fait de produits du Midi, huiles, coton, matières végétales, tous les éléments d'un commerce lucratif avec les pays industriels de l'Europe centrale. La France même aurait intérêt à entrer dans cette Alliance pour pouvoir lutter efficacement contre la concurrence d'outre-mer dont elle n'a pas moins à souffrir que l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie. Mais il lui faudrait renoncer à la clause, devenue sans objet, de la nation la plus favorisée, ce qui est malheureusement peu probable, étant donnée la tension de ses relations avec l'Allemagne.

Comme cette Alliance douanière ferait preuve du désir d'entretenir avec tous les autres États des relations commerciales actives et empreintes de la plus grande cordialité, comme elle s'efforcerait de concilier les petits conflits d'intérêts nationaux et les conflits plus larges d'intérêts internationaux, d'empêcher les guerres de tarif, désas-

treuses pour tous, et de conserver autant que possible la paix douanière, elle semblerait destinée à conquérir en Europe, dans le domaine économique, la même situation et les mêmes succès que ceux qui ont été atteints dans le domaine politique par l'alliance des Empires centraux. Et, finalement, l'Alliance douanière, tout en tenant compte des intérêts justifiés du protectionnisme, serait en mesure d'assurer à l'échange et au commerce des facilités considérables, impossibles à réaliser, semblait-il, par la politique de traités de commerce suivie jusqu'ici; elle offrirait à son vaste territoire, avec des tarifs douaniers intérieurs plus ou moins bas, les perspectives de cette liberté commerciale que les libre-échangistes allemands (mais non les Anglais) souhaitent amener par d'autres moyens, et qui reste, par elle-même, désirable.

Deutschland nach Osten! Munich et Leipzig,
1888, t. III, p. 181-186.

II. — *La conquête économique des Balkans.*

Il faut compter enfin, parmi les avantages de l'Union douanière, la possibilité de reconquérir économiquement les Etats balkaniques en plein développement qui, depuis la guerre de Crimée, se sont peu à peu laissé conquérir par la concurrence française, après que les produits austro-hongrois (généralement fabriqués ou falsifiés par des juifs) eussent été déclarés « mauvais et bon marché », après que l'Autriche-Hongrie se fût mise à dos les États balkaniques, soit par l'appui donné aux Legrand-Dumonceau et aux Hirsch en Turquie, aux Bontoux et aux créateurs de Banques d'État en Serbie, soit par sa négligence à régulariser sa situation vis-à-vis de la

Roumanie aux Portes de Fer, sur le Danube. Si l'Allemagne veut rapidement prendre pied dans ces Etats au point de vue économique, si l'Autriche-Hongrie veut n'en pas être complètement évincée, il faut que les deux Empires agissent de concert. Si l'on réussissait, sous la conduite de l'Allemagne, à reconquérir les Balkans au point de vue économique, on créerait, du fait de leur adhésion à une Alliance douanière du Centre européen, un grand domaine économique où l'excédent de production industrielle de l'Allemagne et de l'Autriche s'échangerait, de façon profitable à tous, contre l'excédent de production agricole de la Hongrie et des Balkans. De leur côté, les Etats balkaniques se sentiraient enclins à l'unification douanière, où ils apercevraient une sécurité plus grande pour leur autonomie politique que dans l'appui russe, et où ils sauraient leurs intérêts économiques plus avantageusement représentés que dans le commerce avec l'Angleterre lointaine qui les exploite. Tandis que l'Allemagne ouvrirait ses colonies à l'esprit d'entreprise austro-hongrois, elle serait en droit de compter, de son côté, pouvoir employer son excédent de travail et de capital à la restauration économique de la Bosnie et de l'Herzégovine, ce dont elle a été jusqu'ici empêchée par les hauts tarifs protecteurs que l'Autriche-Hongrie a étendus à ces pays.

Ibid., p. 188-189.

III. — *Le commerce allemand et les Balkans.*

La situation de l'Europe centrale vis-à-vis des pays du Sud-Est et particulièrement de l'Empire turc est toute différente de celle de l'Angleterre, toujours et partout préoccupée de son seul intérêt. L'Europe centrale se

trouve dans la situation d'un voisin qui sait qu'il est plus avantageux d'avoir des voisins à leur aise et non indigents et qui est prêt à donner à son voisin inexpérimenté, appauvri et endetté, l'appui efficace de son aide amicale et désintéressée, sachant bien qu'il y a entre eux communauté d'intérêts, et qu'on peut espérer le développement de leurs relations économiques.

Si les puissances se résignaient à reconnaître l'indépendance politique et commerciale de la Turquie, elles y mettraient sans doute la condition préalable que la Turquie reconnût à chacune d'entre elles la clause de la nation la plus favorisée, de façon que la préférence formelle, tout au moins, ne pût être accordée à aucune.

L'Angleterre a de beaucoup la plus large part au commerce d'importation turc; elle a pu, grâce à la voie de mer, peu coûteuse, conquérir sans résistance les marchés balkaniques, tandis que l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie devaient consentir à ce que les chemins de fer turcs, sous l'influence néfaste de leur entrepreneur, le trop célèbre baron Hirsch, restassent de 1874 à 1888, soit quatorze ans, sans connexion avec le réseau de l'Europe centrale, et servissent tout ce temps surtout au commerce anglais. D'après les statistiques turques, les importations de l'année 1905-1906 se répartissent comme suit :

Grande-Bretagne	187 millions de marcs.	
Autriche-Hongrie	124	—
France	50	—
Italie	46	—
Russie	34	—
Allemagne	25	—

Même si la statistique turque est inexacte, il n'en est

pas moins vrai que l'Allemagne vient au dernier rang dans le commerce d'importation de la Turquie.

Les pays balkaniques, même si l'on y comprend la Roumanie, n'entrent jusqu'à présent que pour une part infime dans le commerce d'exportation allemand (environ 2,5 p. 0/0). Les échanges sont pourtant en sensible progression d'après les statistiques allemandes. Le commerce allemand est favorisé par la large propagation de la langue allemande dans les pays du sud-est de l'Europe, non seulement en Hongrie, mais en Roumanie, en Serbie, en Bulgarie, notamment dans les villes et parmi les intellectuels. On va plus loin avec la langue allemande dans tout le sud-est, et même tout l'est de l'Europe, qu'avec aucune autre langue mondiale, parce que c'est surtout par le moyen de l'Allemagne que les peuples de ces pays ont reçu non seulement la civilisation moderne : technique, industrie, organisation militaire, administrative et parlementaire, — mais aussi, à un moindre degré, la culture moderne : idées religieuses, philosophiques, morales et esthétiques. Les Germains ont été leurs bienfaiteurs. Ceci est vrai même pour la Hongrie, bien que les Magyars, méconnaissant ces faits, cherchent à proscrire la langue allemande de l'administration comme des relations sociales, par crainte de la supériorité de la culture allemande et de sa puissance, mais aussi par vieille aversion héréditaire contre la moderne suprématie austro-allemande. Dès que les Magyars sortent de leurs frontières et vont vers le sud-est, ils sont obligés de laisser là leur langue magyare et ne peuvent se servir que de l'allemand. Les Polonais et les Tchèques sont plus haineux encore dans leur germanophobie, mais ils sont, comme les Magyars, trop peu nombreux pour pouvoir supplanter la langue allemande comme langue mondiale dans le Sud-Est européen.

Les intérêts de l'Empire allemand dans le Sud-Est sont

considérables. Plus de 500 millions de mares de capitaux allemands sont au travail dans ces pays, d'après des renseignements officiels. Sans doute, les capitaux anglais et français y sont engagés dans une bien plus large mesure. En 1906, les ports turcs ont reçu près de 800 navires allemands. Les écoles allemandes, établissements de diaconesses allemandes, hospices et hôpitaux allemands, missions allemandes, etc., sont en nombre imposant en Turquie.

Die Völker Südosteuropas und ihre politischen Probleme, Halle 1909 [Angewandte Geographie, III. Serie, 8. Heft], p. 80-83.

IV. — *La politique balkanique de l'Autriche.*

Depuis la guerre de Crimée jusqu'à ce jour, l'Autriche a soutenu l'Angleterre dans toutes les questions concernant l'Orient prochain, pour se voir lâchée, sans loyauté aucune, par l'Angleterre, lors de l'annexion de la Bosnie-Herzégovine. L'Autriche-Hongrie souhaite le maintien et la consolidation de la Turquie d'Europe, mais il ne lui faut pas perdre de vue l'éventualité de l'écroulement final. La possession de la Bosnie lui donne quelque assurance que ses intérêts seront sauvegardés lors de la réorganisation qu'il faut prévoir. Ces intérêts dépendent surtout d'un certain équilibre à établir et à conserver entre les peuples balkaniques. La constitution d'une Grande-Bulgarie ne saurait à tout le moins pas être favorisée par l'Autriche-Hongrie.

Après l'annexion de la Bosnie-Herzégovine, l'Autriche-Hongrie n'a plus à craindre, en cas d'une guerre avec la Russie, d'être attaquée de flanc par une Serbie forte. Tant

que la majorité des Serbo-Croates feront partie de l'Empire austro-hongrois, la Serbie restera un Etat petit et faible. Le danger grand-serbe menaçait l'Autriche-Hongrie non seulement de lui faire perdre des provinces importantes, mais aussi de l'isoler de la mer. La possession de la Bosnie-Herzégovine lui garantit en outre la possession de la côte croate et dalmate et fortifie la situation navale de la monarchie de Habsbourg.

Ibid., p. 93-94.

V. — *Solidarité austro-allemande en Orient.*

Bismarck ne professait pas de sympathie particulière pour la Turquie. Il se préoccupait avant tout de la puissante Russie et subordonnait à cette question toutes les autres. L'année même de sa mort, il disait que l'Allemagne n'avait qu'à rester tranquillement au second plan et à observer ce qui se passerait au premier plan, dans le jeu engagé par les puissances autour de la Turquie.

Après l'écrasement de la Russie, la situation s'est modifiée en divers sens. Par suite du mouvement jeune-turc, il est vrai, l'influence prépondérante de l'Empereur d'Allemagne sur le Sultan et la situation privilégiée des Allemands à Constantinople ont subi une éclipse. Néanmoins le fait subsiste que, parmi les nombreux protecteurs de la Turquie, l'Allemagne est le plus désintéressé, parce qu'elle seule peut intervenir en faveur d'une Turquie forte, armée, voire agressive, sans nuire pour cela à ses propres intérêts. Ce que souhaitent la France, l'Angleterre, l'Italie et la Russie, ce n'est pas une Turquie forte, mais une Turquie protégée par elles, peut-être même garantie par elles, avec une faible armée. Une

Turquie militairement forte augmenterait la puissance de l'Islam et serait extrêmement incommode à la France et à l'Angleterre, car elles en auraient à redouter le contre-coup pour leurs possessions de l'Afrique du nord, l'Angleterre pour l'Égypte, la France pour l'Algérie, la Tunisie, etc.

Dans la crise balkanique de 1908-1909, la politique allemande a pris pour norme son alliance avec l'Autriche-Hongrie. Le 30 mars 1909, le prince de Bülow a déclaré au Reichstag ses sympathies pour le mouvement réformiste turc et sa fidélité à l'alliance austro-hongroise au cas où naîtraient des difficultés ou des complications. Ajoutons que toutes les puissances de la Triple-Entente, mais l'Italie aussi, se montraient disposées à ne donner leur assentiment à l'annexion de la Bosnie-Herzégovine que si l'Autriche accordait à la Serbie des compensations territoriales. Ce n'est pas la Serbie qui s'est abritée alors derrière les puissances, ce sont les puissances qui se sont abritées derrière la Serbie, pour compromettre la situation de l'Autriche-Hongrie dans les Balkans. Si l'Autriche-Hongrie, avec ou sans conférence, avait été seule, elle aurait subi une défaite diplomatique et aurait dû tolérer qu'on portât atteinte à sa souveraineté, vu le groupement des puissances. Dans la conviction qu'une défaite de l'Autriche-Hongrie réagirait défavorablement même sur la situation internationale de l'Allemagne et diminuerait dans la balance le poids des deux Empires, l'Allemagne s'est placée aux côtés de l'Autriche-Hongrie.!

Ibid., p. 94-95.

VI. — *Nécessité de vastes unions douanières.*

Les vastes unions douanières n'existent pas encore, mais malgré toutes les difficultés, il est à prévoir qu'elles se réaliseront, parce que l'idée essentielle en est naturelle, juste et même nécessaire. Une grande union douanière assure à l'industrie de vastes débouchés et supporte plus facilement des entraves à l'exportation, parce qu'elle est plus capable de se suffire à elle-même.

On devrait reconnaître ceci à l'étranger, et d'abord dans les Etats de l'Europe continentale. Il sera nécessaire qu'ils trouvent une forme de rapprochement et d'entente pour la sauvegarde de leurs intérêts communs et sans nuire à leurs intérêts particuliers.

Kommende Weltwirtschaftspolitik,
Berlin 1898, p. 79.

VII. — *L'Allemagne dans la Méditerranée.*

Trop longtemps on s'est désintéressé de la Méditerranée, en Allemagne. Mais depuis l'acquisition de nos colonies d'Afrique orientale et depuis l'établissement de lignes de paquebots subventionnées par l'Etat entre l'Allemagne et le Levant, les Indes et l'Extrême-Orient, un changement heureux s'est produit. Si les puissances les plus directement intéressées continuent à lutter pour l'hégémonie dans la Méditerranée, l'Allemagne de son côté doit tenir la main à ce qu'un certain équilibre soit maintenu, à ce qu'aucune puissance ne s'arroge le monopole commercial ou toute autre prérogative, à ce que la

Méditerranée ne devienne pas une mer anglaise, ou française, ou russe, mais reste européenne, à ce que les pays subalternes et arriérés au sud et à l'est de la Méditerranée ne soient pas absorbés par des empires plus forts, mais aient un développement autant que possible autonome, notamment au point de vue économique.

Ibid., pp. 99-100.

VIII. — *La protection des sujets allemands à l'étranger.*

On se préoccupe beaucoup trop peu des Allemands qui sont à l'étranger, surtout de ceux qui y demeurent depuis moins de dix ans, qui n'ont donc pas encore perdu leur nationalité allemande et n'ont en général pas encore acquis une nationalité étrangère ; on ignore même le nombre de ces Allemands de l'étranger. On ne cherche pas à les retenir ; on leur conseillait au contraire, autrefois, d'acquérir au plus vite une autre nationalité pour ne pas créer d'ennuis à leur première patrie.

Par contre, on tolère que des éléments douteux immigrent constamment de l'est en Allemagne, on leur facilite même la naturalisation, on leur accorde tous les droits civils et politiques sans s'informer de leur origine. Il faudra nécessairement modifier, d'après les besoins nationaux, la loi qui règle l'acquisition et la perte de la nationalité allemande.

Dès qu'un Allemand à l'étranger est menacé ou souffre un dommage, il a le droit de faire appel à la protection de l'Empire, mais sans doute au cas seulement où il a conservé la nationalité allemande. Ce droit appartient d'abord à tout Allemand parmi les 30.000 ressortissants de l'Empire qui vivent à l'étranger, puis à tout Allemand né en Allemagne. On estime à 2 millions le nombre de

ces Allemands. En général on attachera plus d'importance à la qualité qu'à la quantité.

Deux missionnaires allemands ont été assassinés en Chine ; une action de vaste portée en est résultée. A Haïti on a maltraité un négociant allemand. L'Empire est intervenu et même la presse antinationaliste allemande n'a rien osé objecter, bien que, selon elle, le dommage fait à des Allemands isolés n'exigeât pas absolument l'intervention de l'Empire. Une telle opinion ne peut trouver d'écho que dans des cercles qui ont perdu tout sentiment national.

Mais même quand il s'agit d'Allemands qui ont perdu leur nationalité allemande, l'Empire peut, dans certaines circonstances, se voir poussé à prendre des mesures pour les protéger. Si de grandes agglomérations allemandes, d'abord dans des pays exotiques, comme par exemple au sud du Brésil et au sud du Chili, étaient violentées, l'Empire aurait le devoir moral, et par là le droit national, d'intervenir en leur faveur, sans examiner de plus près la question de nationalité. L'exercice de ce droit est sans doute une question de force ; il faut que l'Empire allemand soit en mesure de faire suivre sa protestation d'actes, il faut qu'il dispose des moyens violents appropriés, et des moyens seuls utilisables avec des pays exotiques, c'est-à-dire d'un nombre suffisant de navires de guerre.

Ibid., p. 117-119

IX. — *Protection des capitaux allemands à l'étranger.*

Pour l'émission de nouveaux emprunts au bénéfice d'États étrangers, on devra d'abord exiger des garanties suffisantes, puis poser à ces États la condition qu'ils con-

fieront à des entrepreneurs allemands les travaux publics exécutés à l'aide de l'emprunt, ou qu'ils obligeront tout au moins les entrepreneurs indigènes à n'exécuter ces travaux qu'à l'aide de techniciens allemands, de forces allemandes, de machines et de matériaux allemands...

Le total des capitaux allemands engagés dans des valeurs étrangères ou de façon immédiate dans des entreprises étrangères, est difficile à déterminer, mais il a beaucoup crû dans les dernières années et se compte par milliards. Ce capital allemand à l'étranger représente des intérêts importants et concrets et peut remplir de grandes tâches nationales que, jusqu'ici, les cercles financiers directement intéressés ont négligé de voir. On pourra dorénavant rattraper les occasions perdues, par une activité individuelle ou collective dans le cadre des lois nationales étrangères. Le capital allemand à l'étranger sera employé autant que possible à des entreprises allemandes liées organiquement au travail allemand et à l'intelligence allemande; on en viendra là quand les Allemands de l'étranger auront pleinement conscience qu'ils peuvent compter dans leurs entreprises sur la protection efficace de l'Empire allemand et de sa flotte puissante.

Ibid., p. 131, 132, 133.

X. — *Importance de la flotte.*

La dépense faite pour les constructions navales sert presque uniquement à occuper, à rétribuer et à faire vivre des ouvriers et des fonctionnaires; au moment où l'industrie d'exportation allemande peut craindre de voir s'arrêter sa vente, par suite de la politique protectionniste des pays qui sont ses clients, il semble désirable et

même nécessaire d'assurer à la population toujours croissante du travail et des moyens d'existence.

Marchander au sujet du budget de la flotte, et cela en présence des intérêts allemands si considérables à l'étranger, comme le croient nécessaire des spécialistes autorisés et responsables, c'est une économie à courtes vues et mal opportune. Si ces intérêts doivent être sauvegardés et développés, une flotte puissante est l'organe le plus approprié. Faire figure de grande puissance sans flotte capable de tenir la mer, c'est aujourd'hui plus impossible que jamais. Dès le début de ce siècle, un des successeurs de Washington, John Adams, avait compris la situation actuelle et disait : « Ce que Thémistocle conseillait aux Athéniens, Pompée aux Romains, Cromwell aux Anglais, de Witt aux Hollandais, Colbert aux Français, je l'ai toujours rappelé à mes contemporains et je le répète : les grandes questions de commerce ou de puissance entre les Etats sont résolues à l'aide d'une flotte de guerre ; il faut donc fortifier la flotte par tous les moyens légitimes. Le trident de Neptune est le sceptre des mers. »

Il est imprévoyant ou anti-allemand de vouloir empêcher l'Empire allemand de manifester sa puissance impériale par sa puissance navale et d'intervenir efficacement dans la politique universelle. Quiconque voudrait nager contre ce courant viendrait d'ailleurs trop tard, car l'Allemagne est depuis longtemps engagée dans la politique mondiale, non pour y poursuivre la domination universelle, mais pour s'y assurer la place qui lui revient dans l'économie universelle.

L'Allemagne a d'autres devoirs, des devoirs de politique mondiale, outre celui de défendre ses intérêts nationaux ; et en faisant de la politique mondiale, elle remplit non seulement son devoir national, mais aussi sa mission historique universelle.

Ibid., p. 138-139.

XI. — *La suprématie navale de l'Angleterre.*

La mer est la route du trafic universel et sa liberté absolue pour tous les peuples est la condition indispensable d'un développement heureux du commerce mondial. Tous les peuples ont un droit égal à naviguer sur toutes les mers, et jamais un État isolé n'est justifié à restreindre la liberté des mers, à compromettre l'égalité de droits entre les autres peuples et lui, ni à s'arroger la suprématie sur mer... Ce n'est que très récemment que les États civilisés ont reconnu l'importance capitale de la mer pour leur développement économique et politique. Et tous, à présent, l'Allemagne et les États-Unis en tête, rivalisent de zèle et de sacrifices pour parvenir à la situation maritime qui leur convient légitimement.

L'Angleterre a devancé tous les autres États, soit pour la connaissance de cette vérité, soit pour l'effort pratique. Depuis des siècles, elle a développé en première ligne ses intérêts maritimes et sa flotte, et a fini par conquérir la suprématie sur mer, suprématie dont les cercles dirigeants étrangers n'ont pas reconnu suffisamment ni assez tôt l'importance décisive au point de vue de la politique mondiale... Aujourd'hui encore, l'Angleterre s'arroge et exerce la suprématie sur mer. Elle est au centre du commerce mondial, de la vie économique mondiale, de la politique mondiale, et passe aujourd'hui encore pour la puissance mondiale par excellence, parce qu'elle est la première puissance maritime du monde.

Pendant longtemps, les peuples se sont laissé aveugler et ont célébré l'Angleterre comme l'asile des libertés politiques et économiques, et spécialement du libre-échange, comme le support de tous les progrès et le champion de la civilisation dans toutes les parties du

monde. Il existait alors sur le continent européen de grandes sympathies pour l'Angleterre, surtout chez les libéraux de tous pays.

Ces sympathies ont disparu. Les Anglais mêmes le reconnaissent et se plaignent de l'hostilité qu'ils rencontrent chez les peuples européens, et en demandent la cause.

A en croire les Anglais, l'aversion des peuples du Continent pour l'Angleterre est essentiellement le résultat de la réaction antilibérale en Europe.

C'est un nouvel essai de tromper le public. Car qui donc a rompu d'abord avec les principes et les traditions du libéralisme politique et économique ? Sous Gladstone, ce libéralisme régnait encore. Les Anglais d'alors considéraient que leurs colonies leur étaient à charge, ils affirmaient vouloir se débarrasser de cette charge et rendre l'autonomie à leurs colonies.

Depuis lors, le courant impérialiste qui commença à se faire sentir lorsque Disraeli créa l'Empire des Indes, s'est traduit en actes... Depuis une génération, la plupart des Etats civilisés se sont détournés de l'Angleterre, même au point de vue économique, et sont revenus au protectionnisme, grâce à une évaluation plus juste de leurs intérêts nationaux vis-à-vis de l'Angleterre. L'Angleterre a, depuis des années, réalisé des mesures protectionnistes, sous le masque du libre-échange, sous forme d'interdictions d'importation, de tarifs coloniaux privilégiés, d'impôts d'exportation, etc. Elle s'apprête maintenant à répudier publiquement un système qu'elle a vanté à tous les autres peuples comme le plus avantageux parce qu'elle en tirait les plus grands avantages, et quelle met à présent de côté, parce qu'il ne lui procure plus de profits depuis que les peuples sont devenus plus avisés.

Le protectionnisme et l'impérialisme sont solidaires en

Angleterre. Ils sont étroitement liés et se conditionnent l'un l'autre.

Weltpolitische Neubildungen, Berlin 1915.
(2^{te} Auflage), p. 1, 3, 4, 11, 13.

XII. — *La germanophobie anglaise.*

Les grands esprits de l'Angleterre, dit Schmoller, ont toujours été amis de l'Allemagne, mais le *mob* et la petite bourgeoisie se sont toujours plu à courir sus aux Allemands, et les hommes d'Etat anglais ont toujours préféré une Allemagne faible à une Allemagne forte.

Depuis 1880 environ, une antipathie plus marquée s'est manifestée en Angleterre contre l'Allemagne, et s'est renforcée à diverses reprises. Une première cause en a été la concurrence allemande qui commence à se faire sentir sur le marché mondial; une seconde cause est l'effort colonial de l'Allemagne; une troisième cause, et la plus aiguë, l'accroissement de la flotte allemande...

La situation prépondérante de l'Angleterre dans le commerce mondial n'est pas sensiblement entamée par la France, l'Autriche-Hongrie, ni l'Italie, mais bien par les Etats-Unis et l'Allemagne. La prospérité économique de ces deux Empires équivaut à une perte ou à une diminution de profit pour l'Angleterre. Comme les Anglais voudraient rester en relations pacifiques et amicales avec les Etats-Unis, toute leur haine se tourne vers la concurrence allemande qui ne se laisse plus refréner. Où que se manifeste la concurrence allemande, elle est considérée et stigmatisée comme une offense volontaire au monopole anglais, au commerce anglais, à la navigation anglaise...

Les capacités financières de l'Allemagne sont pour le moment suffisantes à la création et à l'entretien d'une flotte convenable. La flotte de guerre allemande a un

passé bref, mais glorieux, la flottille marchande allemande a un passé ancien et non moins glorieux. Aurait-on perdu en Angleterre tout souvenir de la Hanse? Au reste, Theodor Schiemann pensait que « si jamais le jour (que nous ne cherchons pas) doit arriver, où notre marine aura à montrer ce qu'elle vaut, le monde aura la même surprise que lui a fait déjà éprouver notre armée »....

L'Allemagne, voilà l'ennemi! C'est ce que prêche presque journallement depuis des années la presse anglaise, le *Times* en tête, complètement aveuglée par sa jalousie au sujet de la flotte allemande qui grandit. Pourquoi dépeint-on l'Allemagne comme l'ennemie de l'Angleterre? Parce qu'elle cherche à rendre sa flotte plus forte que cela ne paraît admissible à certains politiciens anglais, dans ce qu'ils croient l'intérêt de l'Angleterre.

De nombreux cercles, en Angleterre, les officiers supérieurs de l'armée et de la marine, et, semble-t-il, le ministère lui-même partagent l'opinion, vigoureusement soutenue par la presse, qu'un destin inéluctable pousse l'Allemagne et l'Empire britannique vers un conflit, qu'une guerre contre l'Allemagne est inévitable et éclatera tôt ou tard, que ce sera en tout cas la prochaine grande guerre que l'Angleterre aura à livrer. Car c'est l'Angleterre qui déclarera la guerre. D'après les déclarations du ministre de l'Intérieur anglais, cela va de soi. Ce sont les Anglais qui pensent à la guerre, et à une guerre d'agression, ces mêmes Anglais qui cherchent en même temps à imputer aux Allemands des intentions agressives, bien que de pareilles intentions n'aient jamais été exprimées par l'Allemagne, ni même par des fractions quelconques du peuple allemand...

Une extrême nervosité s'est emparée des Anglais et les a remplis d'idées de guerre. Ils examinent publiquement la possibilité d'une guerre avec l'Allemagne, possibilité à laquelle on ne veut pas encore croire en Allemagne, et

que l'on redoute d'envisager sérieusement. Cependant les relations se tendent entre les deux Empires, grâce aux provocations anglaises, et il est impossible de fermer les yeux sur les menaces anglaises. Si le danger est inéluctable, soyons sur nos gardes. Dans les attaques et les hostilités de la presse anglaise, l'Allemagne trouve des raisons toujours nouvelles de se préparer avec des efforts croissants à la défensive, si c'est nécessaire, et à la guerre, si on l'y oblige.

Peut-être les Anglais arriveront-ils à une vue plus juste des choses, s'ils reconnaissent que leurs hostilités et leurs menaces contre l'effort que fait l'Empire allemand pour conquérir sa situation sur mer, produisent l'effet contraire à celui qu'ils en attendaient.

L'Angleterre ne déclarera pas la guerre à l'Allemagne à bâtons rompus, elle utilisera une bonne occasion pour terrasser, s'il se peut, sa rivale. Si l'Angleterre ne trouve pas l'occasion propice, la guerre dont on nous menace ne se produira pas...

L'Allemagne ne souhaite pas la guerre avec l'Angleterre, mais ne la redoute pas non plus.

L'Angleterre est en état d'attaquer les côtes allemandes avec un nombre supérieur de navires, mais elle devra se contenter de bombarder ces côtes, car elle ne peut, faute de troupes, essayer un débarquement.

Ce n'est pas toujours la dimension des flottes qui décide. Dans des cas célèbres, on a vu des flottes petites, mais capables, triompher de grandes flottes, grâce à la direction d'amiraux de génie et à l'aide d'équipages bien exercés...

Dans un choc avec la flotte anglaise il est probable que la flotte allemande aurait le dessous, mais non sans avoir fait subir à l'adversaire des pertes sensibles et irréparables... S'ils examinent de sang-froid toutes les circonstances, les politiciens responsables d'Angleterre

fermeront difficilement les yeux aux conséquences graves qu'entraînerait la guerre contre l'Allemagne. Dans cette guerre, l'Angleterre aurait beaucoup à perdre et peu à gagner. Avant tout, l'extraordinaire vulnérabilité de l'Empire britannique serait mise en pleine lumière...

Dans une guerre contre l'Allemagne, les Anglais mettront de côté tout scrupule et ne négligeront rien pour nuire à l'ennemi. Sans aucun doute, ils violeront la neutralité des ports belges et hollandais, et l'Allemagne se trouvera forcée d'assurer ses communications d'outre-mer par Gênes ou par Trieste. Au cas d'une guerre avec l'Angleterre, Trieste acquerrait une grande valeur pour l'Allemagne. Lors des tractations de 1866, on dit que Bismarck a prononcé cette parole : « Trieste restera en tout cas un port allemand. » Cette assertion n'est pas confirmée, mais peut fort bien avoir été faite. Il est vrai que Trieste n'est pas un port de premier ordre, mais la possession en est une question de vie et de mort pour l'Autriche, et l'Allemagne y est intéressée. Les intérêts autrichiens et les intérêts allemands se confondent à Trieste et nécessitent que l'on conserve ce port indépendant à l'égard d'une tierce puissance, quelle qu'elle soit. Trieste paraît être le trait d'union solide qui maintiendra longtemps encore, sous une forme ou sous une autre, l'alliance entre les deux Empires....

Germaniam esse delendam! C'est ce qu'exigeait la *Saturday Review*. Si cette affirmation anglaise contient un parallèle entre Rome et Carthage, d'une part, l'Angleterre et l'Allemagne, d'autre part, on sera tenté de comparer Rome victorieuse à l'Allemagne plutôt qu'à l'Angleterre; Rome était la forte puissance continentale qui finit par triompher, grâce au secours de sa flotte, tandis que Carthage entra dans la lutte, sinon comme une puissance insulaire, du moins comme une puissance avant tout maritime.

Il y a d'autres analogies encore entre Carthage et l'Angleterre. Carthage resta invincible tant qu'elle garda la suprématie sur mer. Dès que les Romains se furent constitué une flotte d'égale puissance, le destin de Carthage fut décidé et sa suprématie navale brisée. C'est quand les Romains reconnurent que toute grande puissance doit être maritime, dit Ratzel, que commença le rôle historique mondial de Rome qui mit fin à la suprématie punique ou grecque.

Ibid., p. 18, 19, 27, 39, 77-82, 83-84.

XIII. — *Solidarité anglo-allemande.*

Il faut que les Anglais apprennent à tolérer que les Allemands se construisent une flotte puissante, conquièrent des colonies, aient une nombreuse flottille marchande, augmentent leur importation, de même que les Allemands, comme le remarque Schmoller dans sa candeur allemande, devront reconnaître que le maintien de l'empire colonial anglais, du commerce anglais, de la grande industrie et de la richesse anglaises vaut beaucoup mieux pour les Allemands que la désagrégation ou la décadence de l'Empire britannique.

Ibid., p. 89.

XIV. — *La flotte allemande.*

L'Allemagne n'aura de paix devant la jalousie anglaise, de garanties pour son commerce maritime, de sécurité contre les attaques ou les surprises anglaises que si elle

se crée une marine bien organisée, bien exercée et forte; de telle sorte que même son plus puissant rival sur mer hésite sérieusement devant l'éventualité d'une guerre offensive, et y renonce finalement. La force excessive de la marine anglaise et la force insuffisante de la marine allemande sont les causes des menaces anglaises et du perpétuel danger de guerre entre l'Allemagne et l'Angleterre.

La flotte allemande, pas plus que l'armée allemande, n'est une arme d'attaque. Depuis plus d'une génération, l'Allemagne a maintenu soigneusement, non seulement envers la France, mais envers toutes les autres nations, sa politique de paix....

Ennemi redoutable, ami désirable; c'est ainsi que l'Empire allemand sert le mieux ses propres intérêts et ceux de la paix universelle....

Si l'on jette un regard d'ensemble sur les nombreuses déclarations de journaux anglais, de spécialistes anglais et de politiciens anglais au sujet de la flotte allemande, et surtout sur les craintes qu'ils expriment au sujet de la puissance navale allemande, sur les suspicions qu'ils tâchent de jeter sur l'Allemagne, afin d'inspirer les mêmes craintes aux autres peuples, enfin sur leurs attaques et leurs menaces contre l'Empire allemand et sa flotte, on est bien obligé d'admettre que les Anglais sont remplis de crainte devant la flotte allemande et, pareils à sir John Falstaff, font sonner leur sabre pour dominer leur frayeur et la dissimuler aux yeux du dehors. C'est sous cette impression qu'ils tâchent de persuader aux autres peuples que la défaite de l'Allemagne serait un service signalé rendu au monde civilisé dans son ensemble.

Ibid., p. 92-93, 94, 96.

XV. — *La tyrannie anglaise.*

Tant que subsiste la domination anglaise des mers, elle peut tenir en échec toutes les puissances maritimes et, dans des circonstances données, leur porter des coups sensibles sans avoir à craindre de résistance vigoureuse, bien moins encore d'attaque.

La Hollande ne pourrait pas conserver son empire colonial, si les Anglais avaient envie de s'appropriier le reste des colonies hollandaises. Elle en est réduite à compter sur la bienveillance de l'Angleterre, elle dépend du bon plaisir de l'Angleterre, elle ressent de façon plus immédiate que personne les conséquences de la suprématie maritime de l'Angleterre....

La suprématie exclusive et unique de l'Angleterre sur mer constitue pour tous les États qui ont un commerce d'outre-mer un impondérable d'insécurité, une épée de Damoclès qui peut tomber à chaque instant et mettre en question leur commerce maritime. Et plus les divers États développeront et seront obligés de développer leurs relations exotiques, plus il leur sera impossible de dépendre d'un bon vouloir impondérable et arbitraire.

Tous les États maritimes ont à redouter la suprématie de l'Angleterre sur mer. Les dangers sont communs et peuvent provoquer une défense commune. Mais les Anglais s'efforceront de diviser leurs adversaires naturels, de gagner à eux un groupe d'États, par des alliances et des promesses, et d'en maintenir un autre groupe dans une neutralité bienveillante, afin de combattre le troisième groupe, le plus dangereux. Car les Anglais espèrent encore poursuivre avec succès, auprès des peuples continentaux, la politique de *divide et impera*, et conserver la haute main sur mer.

Tant que l'Angleterre possède l'hégémonie exclusive et unique sur mer, on peut dire des autres puissances ce que le président Jackson disait un jour des États-Unis d'Amérique, en causant avec un ministre plénipotentiaire de Hambourg : « Il faut que les poules s'estiment heureuses de n'être pas piétinées par les chevaux aux râteliers desquels elles peuvent manger. »...

L'Allemagne ne fait que suivre l'exemple donné par l'Angleterre. Ce n'est pas pour faire la guerre à l'Angleterre qu'elle augmente sa flotte; c'est en considération des événements politiques mondiaux de ces dernières années, qui nous ont appris l'importance d'une flotte pour tout État dont la puissance maritime veut se réaliser ailleurs que sur le papier.

On ne crée pas une flotte par un coup de baguette magique. Il faut, pour la créer et pour la renforcer, bien des années. Même si l'on accélérât encore le développement de la flotte allemande, l'Angleterre n'aurait pas de motifs plausibles d'inquiétude....

Certains milieux anglais contestent à l'Empire allemand le droit de prétendre à une puissance maritime, et insistent sur la situation maritime inférieure de l'Allemagne et l'exiguïté de ses côtes. En réalité, le développement des côtes allemandes est loin d'être restreint. Sans doute, la situation maritime de l'Allemagne est moins favorable que celle de l'Angleterre. Mais les grands progrès de la technique navale ont compensé la différence.

Les droits maritimes d'un État se fondent non seulement sur sa flotte de guerre, mais aussi sur sa marine marchande, et la grande importance de la marine marchande allemande suffit, bien qu'elle n'atteigne pas l'importance de la marine anglaise, à fonder légitimement les prétentions navales de l'Allemagne.

Les ambitions navales de l'Allemagne ne sont pas dangereuses pour les autres États européens du Continent,

au contraire. « Des États qui ont des côtes favorables ou un accès commode à la mer, dit Mahan (1), trouveront avantageux de chercher à assurer leur prospérité et leur expansion par la mer et par le commerce, au lieu de bouleverser ou de modifier les circonstances politiques existantes dans des pays où une souveraineté plus ou moins continue a établi des droits reconnus et a créé une cohérence nationale ou des liens politiques. »

La vérité, c'est plutôt que tous les États du Continent européen ont intérêt à ce que l'Allemagne arrive à la plénitude de sa puissance navale. Une puissance navale suffisante rendra seule possible la concurrence avec les trois grands Empires mondiaux. Si l'Allemagne devait parvenir à l'hégémonie sur le Continent européen, les États intéressés n'auraient rien à craindre pour leur autonomie et auraient beaucoup à espérer pour leur développement économique, car l'union de tous les États continentaux pour la défense commune de leur situation de puissance mondiale ne se produira jamais que par libre adhésion....

Bien que la croyance en l'invulnérabilité de la flotte anglaise qui, depuis longtemps, n'a plus eu l'occasion de donner les preuves de sa valeur, soit notoirement ébranlée, l'Angleterre prétend encore à la suprématie sur mer. Les autres États maritimes ont dû, jusqu'à présent, supporter les conséquences de cette prétention qu'ils n'ont jamais reconnue, qu'ils contesteront sérieusement, et combattront même, s'il le faut, à l'avenir.

En face de la théorie des Anglais sur leur suprématie navale exclusive, en face du fait qu'ils sont en mesure de restreindre, quand il leur plaît, la liberté des mers pour tous les autres États, on voit s'établir entre tous les

(1) MAHAN, capitaine américain, auteur d'ouvrages célèbres sur le rôle des forces maritimes dans l'histoire.

autres États maritimes une communauté d'intérêts qui s'exprimera tout haut dès qu'ils auront amené leurs flottes au point où elles pourront aussi, comme la flotte anglaise, servir pour leur défense, non pas au sens anglais pour la défense d'une hégémonie, mais pour la défense du droit égal de tous contre l'hégémonie navale d'une seule puissance... On craint, en Angleterre, que la croissance des autres nations maritimes ne compromette l'équilibre maritime. Les Anglais entendent l'équilibre maritime dans le sens d'une hégémonie maritime de l'Angleterre. En réalité, l'équilibre maritime ne fera que gagner au développement de nouvelles puissances navales.

Car ce que les Anglais veulent nous faire croire est faux, que l'Océan ne supporte qu'un seul maître. Autrefois, il est vrai, on s'est souvent disputé la maîtrise des mers, et le vainqueur s'efforçait de s'assurer la liberté des mers et d'en priver les autres peuples, au mieux de ses intérêts, soit en temps de guerre, soit en temps de paix. Ces temps-là sont passés. La maîtrise des mers ne peut appartenir durablement à une seule puissance.

Ibid., p. 117-118, 127, 145-146, 152-154.

XVI. — *Les États-Unis contre l'Angleterre.*

Si les cercles dirigeants d'Angleterre devaient tôt ou tard se laisser amener à croire que la flotte allemande est un danger pour la suprématie navale anglaise et qu'il faut la combattre, on apprendrait vite que la situation politique n'est plus aujourd'hui ce qu'elle était jadis, lorsque l'Angleterre opprimait tour à tour les Espagnols, les Hollandais et les Français. Deux puissances se trouvaient alors en présence : l'Angleterre et la nation

qu'elle attaquait. Il n'existait pas d'autres puissances maritimes qui eussent pu venir au secours du plus faible. Une fois la victoire gagnée, l'Angleterre pouvait reconstituer à loisir ses forces affaiblies et asseoir sa domination sans craindre qu'une autre puissance vint la troubler.

Aujourd'hui il y a plus de deux puissances maritimes; à côté de l'Angleterre, maîtresse des mers, et de l'Allemagne, puissance maritime moindre que voudrait anéantir le tyran des mers, il existe encore tout une série d'autres États plus ou moins redoutables sur mer. Il faudrait nommer ici au premier rang les États-Unis d'Amérique qui s'apprentent à devenir une puissance navale de premier ordre et qui atteindront ce but, coûte que coûte... Si les Anglais saisissaient réellement l'occasion de tomber sur la flotte allemande, les milieux dirigeants d'Amérique comprendraient vite qu'ils ne peuvent pas rester inactifs et neutres. La violence faite à la flotte allemande, et surtout à la marine marchande allemande, nuirait non seulement à l'Allemagne, mais aussi au commerce des États-Unis et à leur exportation en Allemagne qui s'élève à plus d'un milliard de marcs par an.

La violence faite à ce bon garçon ne saurait être indifférente aux gens d'affaires américains, elle les toucherait au contraire à l'endroit sensible. Si les États-Unis, toutefois, ne jugent pas à propos de se ranger d'emblée aux côtés de l'Allemagne, afin de n'être pas plus tard écrasés isolément à leur tour par la suprématie navale anglaise, il est hors de doute qu'au cours de la lutte qui entraînera plus ou moins les États civilisés dans le conflit, ils saisiront l'occasion d'intervenir, ne fût-ce que pour entraver la course victorieuse de l'Angleterre, pour lui contester sa suprématie sur mer, pour s'ériger en arbitres et agir eux-mêmes comme maîtres des mers.

Ibid., p. 155-157.

XVII. — *La coalition contre l'Angleterre.*

Le risque qu'il y aurait à attaquer l'Allemagne n'est pas méconnu en Angleterre, du moins dans les sphères dirigeantes. L'Angleterre ne peut compter sur le succès que si elle amène, outre la France, l'Autriche-Hongrie et l'Italie à servir d'auxiliaires aux desseins anglais. Les germanophobes anglais rêvent évidemment de cette possibilité, mais elle demeure dans un lointain infini.

Dans une guerre contre l'Angleterre, l'Allemagne ne se trouverait seule en aucun cas, puisqu'il s'agirait d'étendre encore l'hégémonie anglaise sur mer. Car tous les autres États auraient à craindre le même danger pour leur flotte, de la part d'une Angleterre victorieuse et arrogante... L'Angleterre ne conservera sa suprématie sur mer que tant qu'on ne la lui contestera pas.

En temps de paix elle ne se fait pas sentir, ou tout au plus comme une épée de Damoclès suspendue à la bienveillance de l'Angleterre. Si l'Angleterre était en guerre avec des pays exotiques, cette suprématie deviendrait gênante, voire intolérable, aux autres États. Mais, si l'Angleterre force un rival incommode à la lutte, uniquement pour l'abattre et pour accentuer sa propre suprématie sur mer, elle provoque par là les autres États maritimes, les blesse dans une de leurs nécessités vitales et oblige les plus forts d'entre eux à se demander par quels moyens cette suprématie barbare pourra être limitée ou supprimée. La guerre même désignera ce moyen. Quelle qu'en soit l'issue, l'Angleterre en sortira affaiblie et incapable de continuer avec succès une lutte entreprise contre un seul État et qui se trouverait engagée contre tous les États maritimes, une lutte pour le plus strict exercice de sa suprématie sur mer....

La Grande-Bretagne n'est plus, comme elle l'était il y a un demi-siècle, la seule grande puissance coloniale, le centre de la production industrielle pour le marché mondial, l'intermédiaire et l'expéditeur international du commerce mondial. Ces conditions d'une suprématie navale sont perdues à toujours. Elle ne subsiste que grâce à la supériorité de la flotte et de la marine marchande anglaises. Mais cette supériorité même diminue d'année en année, malgré tous les efforts de l'Angleterre, et ne suffira bientôt plus à soutenir efficacement la prétention anglaise de dominer les mers.

Une guerre pour la maîtrise des mers est-elle inévitable? Il est impossible de répondre par l'affirmative. Cette guerre est impossible, par la simple raison qu'on ne voit pas quelle est la puissance qui serait disposée à conquérir la maîtrise des mers. L'Angleterre détient provisoirement cette maîtrise à cause de ses forces navales supérieures. Tant que ses armements de mer seront réellement supérieurs, on ne pourra pas lui contester la suprématie navale. Mais toutes les puissances maritimes s'efforcent, selon leurs moyens, d'augmenter leurs forces navales, et l'Angleterre ne saurait, à la longue, maintenir sa supériorité dans la concurrence avec toutes ces puissances. Dans un laps de temps que l'on peut prévoir, la suprématie maritime d'une seule puissance fera place à un système d'équilibre analogue à celui qui existe en Europe. Il existe en Europe des nations plus fortes et d'autres plus faibles, mais il n'existe pas de puissance qui prétende à l'hégémonie. Les puissances européennes sont groupées de manière à empêcher que l'une d'elles s'élève à la suprématie, et à maintenir l'équilibre européen. Une évolution analogue va se produire dans le domaine maritime. Elle se développe dans la paix, et toute la question est de savoir si, au cas d'une guerre offensive déclarée par la puissance aujourd'hui prépon-

dérante, cette évolution se trouvera troublée, accélérée ou achevée finalement dans une concurrence pacifique.

Ibid., p. 157-159, 161-162.

XVIII. — *L'Allemagne et la politique mondiale.*

« Les lames de l'Océan viennent battre puissamment le seuil de notre peuple, » disait l'Empereur Guillaume lors des troubles des Boxers en Chine, le 3 juillet 1900, à Wilhelmshaven, au lancement du *Wittelsbach*; « elles obligent le peuple allemand à affirmer sa place de grand peuple dans le monde, elles l'obligent à faire de la politique mondiale. » Et l'Empereur continuait : « L'Océan est indispensable à la grandeur de l'Allemagne. Mais l'Océan nous prouve aussi que nulle décision importante ne doit plus être prise, ni sur ses vastes étendues, ni au delà de ses rives, sans que l'Allemagne et son Empereur aient eu leur mot à dire. »

Un courant porte le peuple allemand vers la politique mondiale, courant qui ne provient pas de forces obscures au service de louches intérêts, mais qui est, au contraire, reconnu par l'Empereur lui-même, exempt de rêveries chauvines, et dont le but est simplement d'assurer, à l'Empire et au peuple, une situation mondiale indépendante et le libre jeu de leurs forces en tout sens.

L'Empire allemand, qui représente la nation la plus répandue dans le monde, doit trouver dans ce fait une nouvelle raison de faire de la politique mondiale... Les relations entre les Allemands de l'étranger et l'Empire allemand sont devenues plus étroites, et si les Allemands établis à l'étranger ne peuvent plus considérer l'Allemagne comme leur vraie patrie, ils l'aiment encore comme une mère-patrie. C'est en ce sens que tous les

Allemands peuvent et doivent se sentir unis. L'Empire allemand n'a pas le droit de renoncer à ses sujets de l'étranger, le peuple allemand n'a pas le droit d'oublier ses compatriotes lointains. Il exigera d'eux, et en obtiendra, la réciproque.

Si jamais devait arriver au pouvoir un parti qui renoncerait à augmenter notre flotte et qui s'abstiendrait de toute espèce de politique mondiale, l'Allemagne aurait à renoncer à ses colonies et à abandonner Kiaou-Tchéou, et se verrait contrainte de restreindre à la portion congrue ses intérêts politiques et économiques d'outre-mer, ainsi que son commerce d'exportation et d'importation, pour ne pas être exposée à l'attaque des autres puissances navales; il lui faudrait revenir purement et simplement à l'idéal de *l'État commercial fermé* qui ne consomme que ses produits et ne produit que ce qu'il consomme; elle serait finalement incapable de se maintenir au rang de grande puissance... Qu'est-ce que la politique mondiale? Il est possible qu'on entende ailleurs par là une lutte pour la domination mondiale. Il n'a jamais été question en Allemagne d'une pareille politique, d'une politique de domination mondiale. Depuis plus de vingt-cinq ans, l'Allemagne pratique une politique de paix, non seulement avec la France, mais avec tous les autres États. Elle s'efforce de tenir son armée prête et de rendre sa flotte puissante, sans jamais vouloir nuire à personne ni menacer personne... La politique mondiale, telle que la comprennent les Allemands, est une lutte pour l'égalité économique et politique de toutes les puissances et de tous les États. Et il est certain qu'on en viendra un jour à reconnaître, chez tous les peuples de la terre, que leurs libertés nationales et leurs intérêts économiques n'ont pas de meilleur garant que l'influence prépondérante de l'Allemagne dans la politique mondiale. L'entrée de l'Allemagne dans la politique mondiale

semble donc de nature à leur assurer un développement pacifique à l'avenir.

La politique mondiale impose à toutes les grandes puissances continentales ou maritimes de graves devoirs. Bismarek a jadis fait de la politique mondiale, avec son incomparable génie. L'Allemagne était alors l'aiguille de la balance européenne. Peut-être arrivera-t-il un jour où l'Allemagne sera l'aiguille de la balance, dans la politique mondiale aussi.

Ibid., p. 164-168.

FRIEDRICH LANGE

M. FRIEDRICH LANGE a débuté par la littérature. Il a été, vers 1880, au nombre des jeunes poètes qui se réunissaient à Berlin autour des frères Hart. Le journalisme l'a absorbé de bonne heure. Rédacteur au *Braunschweiger Tageblatt* en 1876, il devient, en 1881, rédacteur, puis éditeur, de la *Taegliche Rundschau* et fonde en 1896 la *Deutsche Zeitung* et la revue hebdomadaire *Deutsche Welt*. En 1884-1885, il est l'un des fondateurs de l'Afrique orientale allemande. De retour en Allemagne, il se préoccupe surtout de questions scolaires (1889 : fondateur et président du *Verein für Schulreform*; éditeur de la *Zeitschrift für die Reform der höheren Schulen*) et de propagande pangermaniste. Il fonde en 1894 le *Deutschbund* (Ligue allemande); puis en 1902 le *National-Reichswahlverband* (Ligue électorale nationaliste) qui fusionne en 1905 avec le *Reichsverband gegen die Sozialdemokratie* (Ligue impériale contre le socialisme).

Son principal ouvrage, *Reines Deutschtum* (*Germanisme pur*), est un recueil d'articles parus de 1880 à 1893, très augmenté dans la 4^e édition (1904). Sa doctrine du germanisme pur repose sur une théorie de l'inégalité des races et de leur sélection par la guerre, que nous n'avons pas à exposer ici. Nous n'avons extrait que les passages relatifs à l'expansion nécessaire du germanisme en Europe, soit en terre russe, soit en terre danoise ou lorraine, soit en Autriche-Hongrie. La mission du germanisme étant de conquérir et de coloniser des terres étrangères, de préférence sur ses propres frontières, tous les moyens sont bons s'ils sont efficaces.

L'expropriation en grand des terres polonaises, danoises ou lorraines, leur colonisation par des Allemands d'Empire, l'organisation d'un cordon de margraviats militaires aux frontières, sont au nombre des mesures que préconise Friedrich Lange et qui lui paraissent destinées à achever la germanisation des territoires conquis.

Pour sauvegarder les Allemands d'Autriche et endiguer la

marée slave, la seule méthode efficace consisterait à agir fortement sur le Gouvernement de Vienne, à menacer au besoin l'empire vermoulu des Habsbourg d'une intervention à main armée. On sait que le résultat de cette politique de menace fut, en 1899, le retrait des fameuses Ordonnances Badeni qui assuraient des droits égaux à toutes les langues parlées à l'intérieur de la Double Monarchie.

I. — *L'émigration vers l'est.*

Il faut que notre mouvement d'émigration change complètement de front, si nous voulons éviter de grands malheurs à notre peuple. — Nous avons vu d'un cœur léger l'Allemagne, depuis bien des générations, s'étendre vers l'ouest et laisser la porte ouverte à l'est derrière elle. Nous avons trop longtemps suivi cette direction erronée. Beaucoup de cerveaux méthodiques ont alors accueilli l'idée que la culture a une « tendance » à aller de l'est à l'ouest, et que, selon la volonté du destin, les Slaves doivent sans cesse talonner les Germains. Sottise! Nous sommes à nous-mêmes notre propre destin, nous seuls et nul autre; il faudrait nous en souvenir et agir en conséquence. Notre peuple a refoulé les Huns vers l'Asie, bien qu'ils arrivassent comme l'ouragan; il a repoussé le choc des Turcs et endigué la marée slave qui s'était étendue depuis des siècles sur tout le territoire entre l'Elbe et l'Oder. Et c'est à présent que nos forces, tellement mieux organisées, hésiteraient devant ce peuple russe, uniquement à cause de sa masse? C'est une masse, soit; mais ce ne sont pas des hommes, ni des personnalités! Pareil à un lac stagnant qu'entoure le chuchote-

ment mystérieux des roseaux mouvants, ce peuple s'étend sur sa plaine sarmate, pareil aujourd'hui à ce qu'il a toujours été, foule obtuse, sans mouvement et sans histoire, vernis superficiel et ténèbres profondes. Dès qu'elle a trouvé devant elle des hommes, fût-ce des Turcs ou des Japonais, cette race a eu peine à se maintenir, malgré sa bravoure passive et patiente. Sans doute, ce flot est un danger pour notre culture, mais seulement au cas où nous ouvririons nos digues à la légère, comme cela se fait à présent. Autrement, il n'y a pas de danger. Au contraire ; tout acte d'énergie allemande qui reculerait les digues jusque dans cette mer même conquerrait aux Allemands des terres nouvelles et ferait vite de ces terres des terres allemandes. C'est la seule leçon que nous puissions tirer de l'histoire de nos luttes contre les Slaves. Il n'y en a pas d'autre.

Mais, sans doute, il faudra que notre émigration fasse volte-face. Vers l'est ! C'est la devise nouvelle, non seulement sur nos propres frontières, si abandonnées, mais surtout en Autriche-Hongrie. Un de ces politiciens sans courage, qui connaissent l'art dangereux de transformer en sagesse l'impuissance des hommes et des peuples, a dit cette parole qui semble sage : « Si l'Autriche n'existait pas, il faudrait l'inventer — comme rempart contre le slavisme. » Eh bien, je voudrais voir aujourd'hui l'homme qui inventerait en pleine lucidité un monstre politique comme est cette monarchie austro-hongroise, et qui ne se suiciderait pas sitôt après, de dégoût pour son bousillage ! On appelle cela une nation ? ou une patrie ? ou un Etat ? Peut-être est-ce un fossile du temps de la tour de Babel et de la confusion des langues, ou l'intermède dans une pièce dont personne n'a jamais vu les actes principaux, mais ce n'est pas un Etat. Bien moins encore un boulevard du germanisme contre le slavisme. Jadis, peut-être, il a pu passer pour cela, mais depuis que règne la

diplomatie de Taaffe, l'Autriche est devenue un bastion avancé des Slaves, *et bien loin d'être un boulevard du germanisme, elle est le plus grand des dangers qui nous menacent présentement*. La politique d'émigration allemande peut, dès à présent, considérer l'Autriche-Hongrie comme une colonie à demi perdue et qu'il faut conserver à tout prix. Dans l'intérêt pressant de la vie même de notre race, nous ne pouvons supporter que l'Autriche — tant que la conservation intégrale de sa population allemande n'est pas assurée — devienne un État slave.

Reines Deutschum, p. 209-210 (article écrit en novembre 1893).

II. — *L'assimilation par l'expropriation des terres.*

Une véritable politique d'émigration devrait être, pour le dire clairement d'un mot, *une réédition de la migration des peuples germaniques* (1), adaptée aux moyens modernes de communication et d'action diplomatique; ce devrait être une grande œuvre de colonisation, consciente de ses fins et de ses méthodes, et qui mériterait bien d'avoir son ministre particulier, en relation avec le ministère des Affaires étrangères, ou tout au moins son sous-secrétaire d'État, à la tête de fonctionnaires ingénieux et énergiques. Ce ministère de colonisation allemande trouverait d'emblée une grande tâche à accomplir dans l'Empire allemand. Comme la grande propriété foncière — en dépit de tout ce qu'on peut dire en sa faveur — entrave en tout cas la pleine utilisation agricole et horticole de nos terres cultivables et le développement maximum de nos énergies nationales, l'un des objectifs prin-

(1) On sait que les Allemands désignent sous le nom de *migration des peuples* (*Völkerwanderung*) ce que nous appelons les *Invasions des Barbares*.

cipaux devrait être de transformer graduellement la grande propriété en petite propriété rurale. Rien ne serait plus propre à préparer cet état de choses que si l'on donnait au Gouvernement le pouvoir et la mission d'acheter toutes les grandes propriétés vacantes et de les morceler dans les meilleures conditions en petits biens ruraux. Des fermes-modèles établies par l'État et des syndicats paysans obligatoires auraient ensuite à prendre soin que le goût d'améliorer progressivement, par des moyens scientifiques, le rendement du sol et de l'élevage, ne s'éteigne pas. Par là on arriverait déjà à un relèvement social de l'agriculture qui conserverait au pays plus d'une force paysanne.

Mais il faudrait, en outre, qu'un système d'assimilation totale entre en vigueur dans les provinces que nous nous sommes appropriées, grâce au vouloir énergique de notre peuple. Rien n'est plus ridicule que la politique d'assimilation suivie jusqu'à présent. Certaines parties de l'ancienne Pologne et de la Silésie nous appartiennent depuis le siècle dernier, et ne sont pas encore devenues notre bien; elles forment un abcès purulent sur le corps de l'Empire. Je puis comprendre que certains Allemands s'émeuvent, dans leur sentiment de la justice, lorsqu'ils se laissent influencer par la persistance d'une conscience nationale en Pologne, et oublient que ce peuple a démontré avec la même persistance son impuissance politique, méritant par là devant l'histoire le sort si dur des partages brutaux de la Pologne. Mais soit qu'on veuille, par sentiment allemand de la justice, rouvrir la question de l'État polonais unifié, soit qu'on se résolve, pour des nécessités pratiques, à achever par une complète assimilation le partage commencé, de toute manière le moment est enfin venu de savoir ce qu'on veut. Nous avons repris les Pays d'Empire [l'Alsace-Lorraine] par des luttes sanglantes, parce que nous savions qu'ils nous avaient été

volés; mais aujourd'hui encore, après vingt-trois ans, nous gardons devant les Alsaciens-Lorrains l'attitude du policier qui resserre les chaînes d'un prisonnier, puis les desserre un peu pour voir s'il se débat encore. Notre succès extérieur auprès des Danois du Slesvig peut passer pour un peu plus satisfaisant, mais nous aurions vraiment lieu d'avoir assez mauvaise conscience en présence de ce peuple apparenté au nôtre, après que nous avons supprimé, d'une façon qui ne me semble pas tout à fait propre, le paragraphe 5 du traité de Prague. Si l'on embrasse du regard ces quelques assimilations ratées, on ne peut dire qu'une chose : c'est qu'elles ne méritent pas ce nom ; et l'on n'imagine pas, sur la terre de Dieu, un peuple qui puisse unir à tant de vigueur guerrière une si lamentable faiblesse et une telle absence d'intelligence dans ses procédés d'assimilation; nous seuls Allemands en donnons l'exemple. Et pourtant on enseigne dans nos écoles l'histoire des Romains, qui nous montre comment on s'assimile ce que l'on a conquis. Et pourtant nous sommes contemporains des Anglais qui comprennent si admirablement l'art de prendre et de garder. Non, ce que l'on veut, il faut aussi réellement le *vouloir*. Notre sens de la justice peut nous conduire à ne pas convoiter à l'avenir ce qui ne nous revient pas, mais quand nous avons pris, il faut aussi garder notre conquête; ce qui se traduit pratiquement comme suit : une province étrangère ne nous est complètement assimilée que du jour où le droit de propriété des individus allemands s'enracine dans son sol. C'est pourquoi un ministère de colonisation devrait rattraper toutes les occasions qui ont été perdues. Avec beaucoup de prudence, mais aussi avec une résolution inébranlable, il faudrait entreprendre une large politique d'expropriation qui ramènerait peu à peu les Polonais et les Alsaciens-Lorrains à l'intérieur de l'Empire et installerait à leur place des Allemands aux frontières.

Nous nous ferions une loi de pratiquer une stricte équité dans les échanges, mais il faudrait mépriser tous les cris et les lamentations qui ne manqueraient pas de se faire entendre, car nous sommes maîtres dans notre propre maison, et notre premier soin est d'assurer l'existence de notre peuple. Nous pourrions, de cette façon, retenir dans nos frontières plus d'un paysan allemand qui émigre actuellement en Amérique, plein d'amertume envers sa patrie; nous lui rendrions ainsi dix fois service, et cent fois au germanisme. Car, pour les Polonais et les Francillons, nous pourrions leur dire en bonne conscience, ce qui serait d'une ironie frivole et coupable envers nos propres compatriotes : « Si vous ne vous plaisez pas dans l'Empire allemand, vendez votre magasin ou votre terre au Gouvernement qui trouvera vite des amateurs allemands pour les lui reprendre, secouez la poussière de vos pieds et cherchez une autre patrie. »

Grâce à cette politique, nous arriverions à ce que le corps de notre peuple remplisse vraiment et tende sur sa vigueur rebondie jusqu'au moindre pli du vêtement neuf de l'Empire allemand. Nous absorberions sans peine, en les isolant, les résidus récalcitrants de particularisme étranger, et nous triompherions de tous ces frottements inutiles qui alourdissent encore le roulement de notre mécanisme politique et nous donnent, malgré notre bon droit, un air d'opresseurs aux yeux malveillants des politiques étrangers.

Ibid., p. 205-207.

III. — *Les tribulations du germanisme en Autriche.*

Notre peuple n'a-t-il pas conscience qu'un danger menace le germanisme en Autriche? Si fait. Nous possé-

dons une grande Ligue scolaire allemande bien organisée, qui se propose le maintien du germanisme à l'étranger, qui fonde ou soutient des écoles dans les régions menacées, avec l'appui de la Ligue autrichienne du même nom, qui contribue à la formation professionnelle d'instituteurs allemands, etc. Je sais, pour l'avoir vu, combien de zèle allemand désintéressé se dépense dans l'activité silencieuse de cette Ligue, avec quel soin on y observe la lutte non sanglante des peuples qui cherchent à se supplanter l'un l'autre sur le Danube, avec quelle perspicacité on y découvre les points menacés, pour venir en aide à tout ce que les Allemands d'Autriche peuvent avoir de force de résistance innée. Cette Ligue peut beaucoup pour consolider la position morale du germanisme ; elle a déjà beaucoup fait, car dans cette œuvre de miséricorde, la bénédiction est double toujours. Ce n'est pas seulement celui qui reçoit qui sent son courage fortifié par l'idée que ses compatriotes ne l'abandonnent pas ; celui qui donne prend conscience, en donnant, que sa race est une réalité vivante et heureuse. Si nous avions l'orgueil national des Anglais, nous pourrions laisser d'abord les choses suivre tranquillement leur cours, sûrs que, dans cette œuvre d'amour silencieux et persévérant, nous ne perdrons aucun de ceux qui sont les nôtres par l'origine et par la langue. Mais notre amour-propre national allemand n'a malheureusement pas encore acquis cette force. Si nous pouvions, d'autre part, nous offrir le luxe de dire : « Vous qui ne connaissez pas l'orgueil d'être Allemands et qui vous prostituez aux Tchèques, aux Slovénes, aux Italiens et aux Hongrois, allez en paix, nous ne perdons rien en vous perdant, » dans ce cas, même l'appui modeste des Ligues scolaires serait inutile, car, Dieu merci, il ne manque pas de fiers aristocrates du germanisme en Autriche-Hongrie. Mais ce n'est pas

ainsi, malheureusement, que la question se pose. *Dans la grande lutte pour l'existence que les peuples se livrent, sans fracas, il est vrai, mais qui amènera les solutions définitives, le vainqueur sera celui qui unira les plus fortes capacités de travail à la plus grande prolificité.* Tout le reste devra céder là-devant, même au cas d'une supériorité belliqueuse, démontrée dans bien des victoires. C'est pourquoi il ne faut pas seulement *peser* le germanisme, hélas ! il faut aussi le *compter* ; c'est pourquoi — conclusion mélancolique — l'activité dévouée des Ligues scolaires retardera peut-être la ruine du germanisme sur le Danube ; elle ne l'empêchera pas. Car toute cette activité sociale, de quelque nom qu'on la nomme, n'est rien de plus qu'une formation sanitaire de l'arrière, où l'on soigne les malades et les blessés, tandis que sur le front, où la bataille fait rage, les Allemands sont fauchés rang après rang sous les coups des peuples étrangers.

Celui qui, en présence de la lutte des nationalités dans l'Est, se rend compte de ce qu'elle signifie pour notre race et peut dire encore : « Ce n'est pas si pressant, attendons un peu, les choses s'arrangeront, » celui-là est un fou ou une tête légère. Non, il y a péril à différer, un très grand péril. Ce n'est plus dans notre âme seulement que nous souffrirons de ce que souffrent nos frères allemands du Danube ; nous en souffrirons dans notre corps, car c'est réellement un membre précieux qui est arraché à notre corps ; nous en sentirons toujours l'absence et nous ne le remplacerons jamais. C'est pourquoi le baume lénitif des Ligues scolaires ne peut plus rien pour nous ; il nous faut, étant donné notre caractère allemand, l'intervention du Gouvernement impérial. Il faut que nous puissions avoir la ferme confiance que, dans la cohue de ses multiples devoirs, un devoir reste, pour le ministère des Affaires étrangères, question d'honneur et de cons-

ciencia : comment préserver le germanisme, à l'intérieur de l'Autriche devenue slave ?

Mais comment s'y prendrait-on dans la pratique ? Devrons-nous intervenir par la force en Autriche, c'est-à-dire sacrifier la Triple-Alliance ? En aucune façon. Pourvu que nous nous rappelions toujours qu'à l'heure du danger nous n'aurons pas d'amie plus sûre que notre épée, la Triple-Alliance ne saurait nous nuire ; elle peut, au contraire, nous servir. Car tant que nous avons la paix, elle garde sans aucun doute une certaine solidité. Dans cet étrange état de l'Europe, où la paix est à l'encan, où les parties adverses tiennent toujours en équilibre le chiffre de leurs effectifs et ne permettent pas la surenchère, il est aussi pour nous de quelque importance que, grâce à la Triplice, nos effectifs se maintiennent toujours à une jolie hauteur. Laissons donc la Triplice en paix ! Ou bien devrions-nous peut-être gâter un peu moins l'Angleterre par des cadeaux absolument immérités et traiter plus cavalièrement la Russie ? L'un et l'autre ne serait pas un mal, mais n'aurait pas une extrême importance. Car ce qui nous manque, ce dont beaucoup d'Allemands déplorent douloureusement l'absence dans notre politique étrangère, ce ne sont pas des mesures nouvelles, mais un peu plus de tempérament et d'aplomb. Il nous faudrait un Gouvernement qui, en considération de l'abus public et funeste du mot *paix*, mit ce mot hors de la circulation pour un temps ; un Gouvernement qui, bien entendu, éviterait consciencieusement, comme il l'a fait jusqu'ici, les provocations frivoles, mais qui donnerait au monde entier l'impression que, le jour où retentirait, de quelque côté qu'il vienne, le cri de : « *Auf die Messur ! Bindet die Klingen !* », nous répondrions avec toute la célérité possible : « *Sind gebunden ! Los !* » (1).

(1) Expressions du duel à la rapière usité chez les étudiants allemands. L'arbitre donne l'ordre de commencer au cri de

La vérité est que notre Gouvernement travaille, comme nous avons le droit d'y compter, à parer de cette manière à toutes les éventualités de l'avenir. Mais il s'est tellement attaché à n'en pas avoir l'air que l'étranger court le risque de nous sous-estimer cette fois encore.

Ibid., p. 210-213.

IV. — *Que doit être une politique allemande?*
L'Allemagne doit-elle intervenir en Autriche?

Notre Gouvernement devrait s'appliquer à gagner, dans une tout autre mesure qu'il ne l'a fait jusqu'ici, la confiance de tous les partisans loyaux et passionnés du germanisme, car eux seuls nous donneront, à l'heure des décisions belliqueuses, la flamme de dévouement et d'enthousiasme désintéressé qui rendra notre peuple invincible. La diplomatie et la politique demeurent choses d'intelligence; aucun homme raisonnable n'exigera que le peuple puisse voir à tout instant les fils qui font mouvoir sur la scène les personnages et les événements politiques; mais il ne faut pas que puisse être jamais troublée ou ébranlée la confiance des patriotes dans la clairvoyance supérieure et les capacités directrices de ceux qui nous gouvernent. Dès qu'un événement politique est accompli, il faut que tout Allemand soit immédiatement sûr qu'il est issu de ce qu'il y a de meilleur dans la pensée allemande, et qu'il profitera au peuple allemand. Un égoïsme allemand aux poings solides doit marquer de son empreinte tous les actes politiques dès qu'ils arrivent au jour. Le principe suprême de notre politique, au dedans comme au dehors, doit être que les

« Sur le terrain! Engagez les armes! » — Les deux témoins répondent : « Elles sont engagées! Allez! »

plus allemands des Allemands soient satisfaits de tout ce qui se passe, et que les autres se sentent mal à l'aise. Dieu merci, notre situation dans le monde est telle que s'il devient nécessaire de faire quelque part un sacrifice à la paix, c'est aux autres peuples d'abord à le faire, et aux Allemands en dernier. Seuls des cerveaux superficiels ou nébuleux suspecteront cette politique d'être brutale et appuyée sur la force. En réalité, il s'agit ici d'accomplir la plus haute justice, car les décisions sanglantes qu'amène la guerre des peuples sont en même temps le verdict de la Justice universelle sur la valeur de chacun d'eux. Nous nous sommes jusqu'ici montrés dignes dans la paix du verdict de 1870. Nous avons, devant la conscience des peuples, le droit suprême de réaliser pour notre race les conditions nécessaires à sa vie, contre les Russes et les Français, mais aussi contre les Austro-Hongrois, les Italiens et les Anglais. Il faut avant tout que nos frères allemands d'Autriche redeviennent les maîtres dans cette maison qui nous est voisine, car notre victoire sur les champs de bataille français a été leur victoire aussi, et ils ont plus fait pour l'ordre, pour le travail moral et intellectuel dans leur pays d'Autriche qu'aucune des autres nationalités qui maintenant leur empoisonnent l'existence. Mais comme le Gouvernement autrichien semble oublier complètement toute espèce de devoir et de reconnaissance envers ses peuples allemands, il faut que notre Gouvernement, mandataire attitré du germanisme sur la terre, rappelle énergiquement à ses devoirs ce cauteleux voisin, et s'il ne veut rien entendre, rompe avec lui et l'amitié et l'alliance. Oui, il ne faut rien de moins ! L'Autriche décidera ensuite comme il lui plaira ; il ne saurait rien nous arriver, quant à nous, de plus injurieux ni de plus dangereux pour notre peuple, que cet affaiblissement systématique des Allemands d'Autriche, qui se passe sous nos

yeux. La monarchie danubienne, de son côté, serait certaine de sa désagrégation totale dès que nous retirerions d'elle notre main. Et voilà pourquoi je crois savoir que l'empereur François-Joseph ne resterait pas insensible à des injonctions vigoureuses venues de notre ministère des Affaires étrangères, et préférerait finalement une solution pacifique et favorable au germanisme.

Être Allemands, être manifestement Allemands dans toutes leurs résolutions et dans tous leurs actes, ce serait la plus énergique et aussi la plus sage des politiques pour nos gouvernants. La politique calculatrice actuelle refroidit peu à peu même le petit nombre de ceux qui étaient encore chauds à l'origine. Une politique semblable à celle que j'ai recommandée serait la pierre de touche pour bien des partis qui trop aisément se donnent aux yeux de leurs électeurs le lustre d'un semblant de patriotisme; le chiffre des membres de ces partis fondrait, jusqu'à n'être plus qu'un tout petit groupe, car la poussée germanique briserait d'un coup toutes les digues et submergerait tout l'Empire, dès que le Gouvernement ferait loyalement quelques pas à sa rencontre. Nous vivrions alors une heure de plénitude et de force allemandes que notre histoire n'a jamais connue; nul adversaire ne pourrait y résister au-dedans, et nous ne craindrions pas même le monde entier ligué contre nous.

Sur la route de notre pensée et de notre espérance allemandes, nous en sommes arrivés à un point où tous font halte et cherchent à lire sur les traits de notre Empereur ce que Dieu nous destine en lui. Car il est élu pour être notre chef, nous sommes sa suite, et à ses côtés marche notre destin.

Ibid., p. 213-215.

V. — *Les progrès du nationalisme allemand.*

Lorsque vient, pour un peuple, en route vers un incertain avenir, l'instant où la perspective s'ouvre sur de vastes horizons, il faut qu'il en jouisse et oriente vers eux ses chemins. Ces perspectives tout intellectuelles sont naturellement tout au plus des calculs de probabilité, quelquefois de pures rêveries, et il va sans dire que quelque Eugen Richter de l'avenir pourra démontrer par $A + B$ à ses disciples que les « choses se sont passées tout autrement ». Mais un point nous demeure acquis, grâce à cette intelligence croissante des obligations de la politique mondiale, qui marque dans l'éducation des peuples une ascension hors de la vallée des réalités quotidiennes : c'est que la froide raison d'un Eugen Richter perd de jour en jour son influence sur notre peuple et qu'un observateur non prévenu ne saurait nier le développement puissant qu'a pris chez nous le sentiment national. Il y a des preuves nombreuses de cette heureuse transformation. Le zèle, sans doute suspect, avec lequel les ultramontains ont adopté le mot d'ordre nouveau, et le dépit venimeux avec lequel les socialistes tâchent de le proscrire de leur camp, démontrent presque mieux son triomphe que les listes d'adhérents toujours plus nombreuses des groupements nationaux de toute espèce. Mais il est un fait peu remarqué jusqu'ici, semble-t-il, et que je trouve digne de remarque : c'est que la distinction, autrefois générale, entre la presse conservatrice et la presse libérale, a disparu depuis longtemps et que des journaux qui ne faisaient pas jadis cette concession s'intitulent eux-mêmes « presse nationale » par opposition à la « presse antinationale ». Plus de « conservateurs », plus de « loyalistes » ; car on a senti que ces distinctions ne sont plus adaptées à la réalité ; on est

« nationaliste » — différence légère, mais grand progrès, si l'on mesure le chemin parcouru ! Tel est le fruit d'une politique qui nous a menés sur les cimes du nationalisme et nous a ouvert les larges horizons de la politique mondiale.

Ibid., p. 230-231.

[Article écrit en septembre 1900.]

VI. — *Les races de maîtres. — La sélection par la guerre.*

Si dans ce conflit (1) un homme blanc, fut-il d'autre part le plus paisible et le plus philistin des hommes, se décide, malgré tout, pour le progrès, il est destiné à nous accompagner vers les hauteurs. Sinon, c'est que son sang blanc est déjà dégénéré, et il est destiné à décliner et à s'engloutir finalement dans d'obscurs métissages. La destinée de ce dégénéré et de sa descendance se réglera avec celle des races de couleur. Car pour l'humanité aussi, les orages amassent leurs forces dévastatrices sur les hauteurs, c'est-à-dire dans l'âme des plus audacieux parmi les hommes de race blanche, et leurs ravages atteignent les vallées et les dépressions, c'est-à-dire les races de couleur et les métis mal venus... S'il est vrai que la Providence se révèle à nous dans l'histoire, nous savons de certitude absolue que l'esprit dominateur de la race blanche (dont l'action est toujours morale, en dernière analyse, puisqu'elle crée un ordre supérieur) et l'élan qui pousse cette race toujours en avant sont le signe de son élection divine et constituent sa force la plus triomphante. Et nous savons aussi que nous n'allons pas

(1) Il s'agit du conflit de la race blanche et de la race jaune. Écrit au moment de l'expédition de Chine.

aveuglement et au hasard, mais que nous sommes guidés par Dieu, comme nous l'avons été à travers les siècles, lorsque nous nous fions à l'élan qui nous entraîne en avant, en dépit des hommes inférieurs dont le « bon sens » nous conseille la vallée du contentement facile et du bonheur mesquin.

Ainsi donc la race blanche devra s'unir étroitement et se sentir solidaire contre les races de couleur, comme elle l'a fait dans cette expédition contre Pékin qui est si pleine de promesses... Mais que les âmes sensibles ne gaspillent pas avant le temps les larmes de leur émotion devant ce beau spectacle ! Les choses pourront aussi tourner tout autrement ; même entre les peuples blancs, l'épée restera l'arbitre de leur valeur, et cela *de droit* conformément à la vocation que la Providence divine, révélée dans l'histoire, a mise au cœur des peuples blancs. De tout temps la guerre, meurtrière d'hommes, pourra seule attester par des preuves sanglantes quelle famille de peuples ou quel peuple isolé est le plus capable de l'emporter dans la concurrence des peuples aryens. La sélection entre les peuples blancs de valeur analogue ne cessera pas et ne doit point cesser pour la simple raison qu'un peuple subalterne du dehors est dompté par la culture des blancs. L'histoire de l'humanité n'a jamais procédé avec ce schématisme, et il est peu probable qu'elle le fasse à l'avenir, dans le seul but de plaire aux âmes sensibles. Lutte au dedans, lutte au dehors — c'est la devise qui demeure. Et nous pouvons nous y résigner volontiers, car cette vieille parole a gardé toute sa valeur : « Le combat est le père de toutes choses » — des choses mauvaises, mais aussi des bonnes !

Ibid., 235-237.

LA GRANDE ALLEMAGNE ET L'EUROPE CENTRALE VERS 1950

*Grossdeutschland und Mitteleuropa um das Jahr 1950,
Von einem Alldeutschen.*

La brochure anonyme parue sous ce titre en 1893 à Berlin expose point par point quelle devrait être l'organisation d'un Empire allemand qui embrasserait de proche en proche toute l'Europe continentale, à l'exclusion de l'Espagne et de l'Italie, des pays scandinaves et de la Russie. L'auteur qui signe « un Pangermaniste » (*Alldeutscher*) préconise un double système de fédérations concentriques qui grouperait autour du « petit Empire allemand » actuel les Etats destinés à former la *Confédération grande-allemande* (Allemagne, Hollande, Belgique, Suisse allemande, Autriche), puis les Etats de l'*Union douanière grande-allemande* (Confédération grande-allemande, principautés baltes, royaumes de Pologne, de Ruthénie, de Roumanie et de Grande-Serbie). L'Empire allemand actuel jouerait dans la Confédération le rôle que la Prusse actuelle joue dans l'Empire allemand. Des lois strictes réglementeraient l'acquisition et la perte de la nationalité allemande. Certaines prérogatives attachées à cette nationalité en rendraient l'acquisition désirable, vu l'inégalité de droits qui distinguerait les *citoyens* allemands des *sujets* allemands.

L'Union douanière grande-allemande reproduirait les statuts qui sont actuellement ceux du Zollverein allemand.

Ce programme est, à tout prendre, celui de Hasse et de Paul Debu. Il s'appuie constamment sur l'autorité de Paul de Lagarde, de Rodbertus, de Roscher et de Friedrich List. Il s'élève contre la mégalomanie effrénée de l'auteur, anonyme aussi, de *Germania triumphans* (1).

(1) *Germania triumphans*, von einem Grosstdeutschen (l'explorateur Karl Kaerger).

I. — *Ce que doit être l'Empire allemand.*

L'Empire allemand n'est ni un Empire *allemand* ni *le seul* Empire allemand. Dans l'Empire allemand vivent à l'heure actuelle, outre 47 millions d'Allemands, 4 millions de non-Allemands, et en dehors de ses poteaux-frontières noir-blanc-rouge vivent, rien qu'en Europe, 21 millions d'Allemands, dont 2 millions en Suisse, 10 millions en Autriche-Hongrie, 1 million en Russie et 8 millions de Bas-Allemands en Belgique et aux Pays Bas.

Il en résulte pour nous, sans plus, la nécessité d'un développement politique qui tende à rétablir la concordance entre notre domaine linguistique et notre domaine politique, d'abord par la transformation de tout notre Empire en territoire national, grâce à la germanisation de tous les habitants de langue étrangère et de race étrangère ; plus tard, par la transformation de tous les pays de langue allemande, à l'extérieur comme à l'intérieur de nos frontières, en Etat national allemand.

Grossdeutschland und Mitteleuropa um das Jahr 1900, von einem Alldentschen, 2^{te} Aufl. Berlin 1895, p. 5-6.

II. — *Accroissement du peuple allemand.*

L'Allemagne a été de tout temps la mère des peuples. Le peuple allemand a donné à l'Europe ses princes et sa noblesse et ne s'est jamais lassé d'infuser un sang nouveau aux veines vicillissantes des Celtes et des Welsches.

Aujourd'hui encore, il dispose d'une vigueur populaire

inépuisable. Aujourd'hui encore, l'excédent annuel des naissances sur les décès est de plus de 600.000 dans l'Empire allemand. Si nous comptons aussi les Allemands qui vivent à l'extérieur de nos frontières actuelles, nous n'exagérerons rien en évaluant à 1 million l'accroissement naturel annuel du peuple allemand... Et cependant le peuple allemand a été en état de céder dans le même laps de temps (1816-1895) près de 5 millions d'émigrants à l'Amérique, et plus de 1/2 million d'émigrants à l'Europe orientale, soit plus d'Allemands que la Bavière actuelle, le deuxième Etat de la Confédération, ne compte d'habitants.

Les représentants de notre race sont répandus aujourd'hui sur toute la surface de la terre habitée.

Et le peuple allemand manquerait du nombre, de la force et de l'envie qu'il faut pour reculer au sud-est, par voie de colonisation intérieure, les poteaux de sa frontière ?

Ibid., p. 6-7.

III. — *Limites naturelles de l'Allemagne.*

Au nord, la mer est la limite naturelle du germanisme. Depuis l'achèvement du canal de Kiel, il ne lui est plus nécessaire de s'étendre dans le Jutland. Les Danois n'ont donc rien à craindre des désirs d'expansion allemands. Nous les laisserons libres de se sentir plus ou moins membres de la grande famille des peuples germaniques. Leur amitié nous est agréable, leur inimitié peu dangereuse.

La limite naturelle du peuple allemand à l'ouest va des Ardennes aux Vosges et au Jura et atteint le Mont-

Blanc, la pointe où se rejoignent les trois peuples : Allemands, Français et Italiens.

Nous sommes séparés des Italiens par le Mont-Rose, le Simplon, le Saint-Gothard, le Splügen, le Septimer, la Maloggia, la Bernina, le col du Stelvio, l'Ortler, l'Adamello, la Brenta, les Dolomites.

Un regard sur la carte nous permet de constater qu'au sud et à l'ouest, le domaine linguistique du peuple allemand correspond à peu près à ces frontières naturelles, mais non pas son domaine politique.

Au sud-est et à l'est, il n'y a pas de frontières naturelles au développement du germanisme. Aussi le domaine linguistique allemand s'est-il continuellement étendu au sud-est et au nord-est depuis plus de mille ans. Il est impossible qu'à l'avenir l'énergie allemande ne continue sa poussée en ce sens. Jusqu'où ? Qui peut le dire?...

Il faut que le peuple allemand s'élève comme un peuple de maîtres au-dessus des peuples inférieurs d'Europe et des peuples primitifs des colonies....

On n'a jamais vu dans l'histoire qu'un peuple s'arrêtât à mi-chemin comme le peuple allemand l'a fait après ses victoires de 1864 à 1870. L'humeur pacifique des diplomates dirigeants d'Allemagne s'est contentée d'assurer la sécurité des frontières au nord et à l'ouest, peut-être parce que, dans un cas comme dans l'autre, on était forcé pour des raisons militaires de reculer les frontières politiques un peu au delà de celles de la race. Ces deux sortes de frontières ne coïncideront jamais tout à fait. Il sied à un peuple fort de revendiquer, en cas de doute, un peu trop, plutôt que trop peu.

Ibid., p. 7, 8, 9.

IV. — *L'adhésion des peuples à la Grande-Allemagne.*

Il nous semble possible de réunir tous les Allemands de l'Europe centrale en une Grande-Allemagne fédérative, même sans guerres de conquête à l'ouest ni à l'est, dussions-nous pour cela recourir, comme dernier remède, à des événements analogues à ceux de 1866.

Nous n'aurons pas à contraindre les Pays-Bas et la Belgique d'entrer dans la Confédération Grande-Allemande. Ils solliciteront d'eux-mêmes d'y être admis dès que leur autonomie politique ou économique ne sera plus tenable. Il en sera de même de la Suisse, quand l'Italie lui aura repris le Tessin, et la France la Suisse romande. L'armature politique de l'Autriche-Hongrie craque à toutes les jointures. La désagrégation sera imminente dès que le souverain actuel aura fermé les yeux. L'Autriche-Hongrie également appellera les Allemands. Le seul conflit en perspective sera entre la Russie et l'Europe centrale; on ne peut guère l'imaginer résolu que par la force des armes.

Cependant nous le répétons : nous n'avons pas d'intérêt à précipiter tous ces événements. Mais ils viendront sans nous. Soyons armés et prêts dès aujourd'hui.

Ibid., p. 10.

V. — *La Hollande.*

Dès que nos frères de race bas-allemands auront triomphé de leur frayeur presque puérile de « l'annexion par les Prussiens », ils comprendront que l'adhésion de

la Hollande à la Grande-Allemagne est avantageuse aux deux parties.

Le Royaume des Pays-Bas entrant non seulement dans l'Union douanière allemande, mais aussi dans la Confédération pangermanique, avec la plénitude de ses droits, renoncera à entretenir une flotte indépendante, mais organisera un corps d'armée indépendant, en vertu de prérogatives analogues à celles de la Bavière, ainsi qu'une armée coloniale. Il restera en possession de ses colonies et pourra même se charger d'administrer la Nouvelle-Guinée et toutes les colonies allemandes du Pacifique.

La langue officielle restera le bas-allemand (ou hollandais) pour la législation et l'administration, dans l'État, l'École et l'Église. Le haut-allemand ne sera employé que pour les affaires concernant la Confédération. Il est d'ailleurs évident qu'on l'emploiera de plus en plus dans le commerce et dans les sciences, mais volontairement.

Si le Rhin devient, de sa source à son embouchure, un fleuve vraiment allemand, ce sont les villes commerçantes et les ports marchands bas-allemands qui y gagneront le plus.

Une perspective absolument séduisante s'ouvre pour l'avenir économique et politique des Pays-Bas, s'ils veulent devenir membres de la Confédération pangermanique.

Puissent nos cousins bas-allemands renoncer enfin à ce soin jaloux de leur indépendance particulariste que nous autres, Allemands d'Empire, avons aussi connu jusqu'en 1866 et 1870!

Ibid., p. 13.

VI. — *La Belgique.*

C'est aux prétentions des Wallons de langue française, et souvent de sentiments français, que la race basse-allemande des Flamands de Belgique doit de se souvenir aujourd'hui de ses liens avec l'Allemagne intégrale. La conscience renaissante des Flamands accentuera bientôt leur différence d'avec les Wallons, au point qu'il faudra en venir, en Belgique, à un schisme politique. L'heure décisive pourrait être hâtée par une révolution sociale, plus menaçante en Belgique que partout ailleurs en Europe. La dynastie de Cobourg sortira-t-elle victorieuse de cette crise, ou l'évolution historique amènera-t-elle la fusion de la Hollande et de la Belgique? Qui pourrait l'augurer?

Les cataclysmes qui menacent la Belgique obligeront certainement l'Empire allemand à intervenir. D'après l'attitude qu'adoptera la France vis-à-vis de l'Allemagne, le pays wallon, ou Hainaut, deviendra margraviat allemand ou français. Seule la partie flamande de la Belgique est digne d'entrer de plein droit dans la Confédération pangermanique,

Le royaume de Belgique, comme celui des Pays-Bas, renoncerait à sa flotte et céderait Anvers à l'Allemagne comme place forte impériale et port militaire impérial. Mais il conserverait, comme la Bavière et la Saxe, un corps d'armée distinct. Anvers serait reliée au Rhin par un canal de dimensions gigantesques, à Berlin par une voie ferrée extra-directe.

Le Congo belge resterait une colonie administrée par la Flandre. Toutefois la Flandre serait une base bien étroite pour une si immense colonie. La réunion de la

Flandre et de la Hollande n'en apparaîtrait que plus désirable.

Ibid., p. 14.

VII. — *Le Luxembourg*

Le Luxembourg recevra de la Belgique le district d'Arlon où l'on parle allemand ; il demeurera membre de l'Union douanière, deviendra membre de l'Empire allemand (et non pas seulement de la Confédération pangermanique). Il conclura avec la Prusse une convention militaire analogue à celle du Brunswick. Luxembourg deviendra une place forte impériale.

Ibid., p. 14-15.

VIII. — *La France.*

Est-ce à dire que la France et l'Allemagne ne tomberont jamais d'accord sur un compromis pacifique ? Un compromis aux dépens d'autrui, cela va sans dire, comme il sied à des États qui font de la politique réaliste.

On a déjà souvent signalé que la France, aidée de l'Allemagne, pourrait supplanter l'Angleterre en Égypte. Et si les frontières européennes de la France ont absolument besoin d'une rectification, ne pourrait-elle l'obtenir en annexant deux margraviats au nord-est et au sud-est, le pays wallon et la Suisse romande ?

Si l'on en vient au contraire à une guerre décisive entre la France et la Triple-Alliance, sans doute il faudra, pour contraindre la France au repos, donner à la Belgique la

Flandre française (Dunkerque, etc.), à l'Allemagne Bel-fort et les colonies de l'ouest de l'Afrique, à l'Italie enfin Nice, la Savoie, la Corse et l'Afrique du Nord.

Ibid., p. 15-16.

X. — *La Suisse.*

L'autonomie de la Suisse serait surtout menacée par l'éventualité d'une guerre européenne où la France, l'Italie, l'Allemagne, l'Autriche, et peut-être d'autres puissances, seraient engagées. La situation militaire de la Suisse serait alors intenable, sa neutralité une fiction. Elle serait plus menacée encore dans une guerre entre la France et l'Italie, que dans une guerre franco-allemande. Et c'est par les Français, comme chacun sait, qu'elle serait menacée. Ceci amènera la Suisse à s'appuyer sur l'Empire allemand, son rempart naturel. Et l'Empire allemand, pour que sa protection soit efficace, devra choisir une position entre les cols du Mont-Blanc, du Saint-Bernard, du Mont-Rose, du Simplon et du Saint-Gothard, comme qui dirait un vaste camp retranché dans la haute vallée du Rhône.

Il s'ensuit que la cession à la France de la Suisse française jusqu'à Martigny, Fribourg et Bienne, et la cession du Tessin à l'Italie lèsent les intérêts suisses, mais non les intérêts allemands, soit en temps de paix, soit en temps de guerre. L'Allemagne n'a pas besoin de la Suisse, mais la Suisse a besoin de la protection que lui offre l'Empire allemand.

On peut donc laisser à la Suisse le choix entre deux alternatives : entrer telle quelle, ou réduite à ses cantons allemands, dans l'Union douanière allemande et dans la Confédération pangermanique, ou bien faire partie de

l'Empire allemand avec ses droits d'Etat fédéré. De toute manière, on lui permettrait de conserver sa constitution politique et militaire.

Ibid., p. 17.

X. — *L'Italie.*

L'Allemagne ne renoncera jamais définitivement à Trieste... L'Italie ne déplacera jamais sa frontière septentrionale contre le gré de l'Allemagne.

Le sort de la Savoie, de Nice, de la Corse et des colonies si convoitées de l'Afrique du Nord dépendra de la conduite belliqueuse ou pacifique de la France et du traité de paix que l'Allemagne signera avec la France.

L'Italie n'annexera le Tessin qu'avec l'assentiment de l'Allemagne et de la France, le Tyrol méridional qu'avec l'assentiment de l'Allemagne et de l'Autriche.

Si donc l'Italie attache du prix à l'acquisition d'environ 350.000 Italiens du Tyrol, dans la région qui va jusqu'à l'Adamello, la Brenta, Salorno et la Marmolata (Sulzberg et Nonsberg restant à l'Allemagne), il lui faudra cesser enfin de réclamer Trieste et céder à l'Autriche en échange du Tyrol méridional, pour arrondir le territoire, une bande de territoire équivalente dans le Frioul qui n'est qu'à demi italien.

Ibid., p. 18-19.

XI. — *L'Autriche-Hongrie et les Balkans.*

Qui donc voudrait nier que des forces puissantes travaillent sans cesse à la désagrégation de la monarchie de Habsbourg, en premier lieu les Magyars et les Tchè-

ques? Si cela continue, la monarchie de Habsbourg aura à lutter pour son existence, au sein de sanglantes révolutions. Les Magyars et les Tchèques s'en prendront à cette existence même, et le problème est de savoir si, et avec quelle aide, la dynastie de Habsbourg triomphera des rebelles. Tandis qu'en 1849 elle a fait appel aux Russes pour écraser les Magyars, elle évitera certainement à présent de chercher le secours de ce côté. Et ce sera peut-être la tâche de ses alliés allemands d'empêcher l'intervention de la Russie, tant en Hongrie qu'en Bohême. La révolte des Magyars contre la maison de Habsbourg ouvrirait nécessairement la question des nationalités en Hongrie. La situation créée par la présomption magyare amènerait les Croates, les Roumains, peut-être aussi les Polonais et les Ruthènes, à prendre les armes contre les Magyars. L'Empire allemand aurait au même moment à réduire les Tchèques révoltés.....

Si l'Etat autrichien subsiste dans ses données essentielles, il devra, lors de sa réorganisation, tenir compte des intérêts de ceux qui auront contribué à le sauver. Il conviendrait alors de délimiter des Etats nouveaux : la Galicie et la Bukovine seraient détachées de la Monarchie autrichienne. Elles formeraient le noyau des royaumes de Pologne et de Ruthénie, dont la majeure partie du territoire serait à prendre sur la Russie; la Ruthénie demeurerait probablement unie à l'Autriche sous la monarchie de Habsbourg par les liens d'une « union personnelle ».

La Roumanie annexerait les parties de langue roumaine (valaque) de la Hongrie et de la Bukovine. La Hongrie conserverait les villes de Verchetz, Temesvar, Arad, Grosswardein, Nagy-Karoly, Szathmar; la Ruthénie garderait Czernovitz.

Les districts de Cronstadt, Hermannstadt, Mediasch, Schaesbourg, Regen et Bistritz, habités par des Alle-

mands, resteront autrichiens et formeront une enclave en Roumanie sous le nom de margraviat de Transylvanie.

La Roumanie entrera dans l'Union douanière allemande et signera une convention militaire avec l'Autriche.

La Croatie, la Slavonie, la Dalmatie, le Monténégro, la Bosnie, l'Herzégovine et le royaume actuel de Serbie s'uniront dans un Royaume de Grande-Serbie (sud-slave) uni à l'Autriche par les liens de « l'union personnelle ». L'Autriche offrira à l'Italie le Tyrol méridional, en échange du Frioul.

L'Empire d'Autriche — composé de la Bohême (Moravie et Silésie), de l'Autriche (Tyrol, Vorarlberg et Salzbourg, Styrie, Carinthie, Carniole avec la côte, y compris Trieste et le Frioul) — le tout conservant ses constitutions locales ou provinciales — enfin du margraviat de Hongrie placé sous une dictature militaire, — entrera dans la Confédération pangermanique et dans l'Union douanière allemande. L'Empire d'Autriche renoncera, au profit de l'Allemagne, à sa flotte, mais entretiendra une armée de terre où serviront seuls des Allemands.

Si la maison de Habsbourg n'était pas prête ou n'était pas qualifiée pour cette tâche difficile, on pourrait, suivant le conseil de Paul de Lagarde, appeler à cette œuvre des dynasties allemandes de moindre importance. Car « l'Allemagne a trop de princes, l'Autriche trop de peuples ».

Ibid., p. 24-26.

XII. — *La Hongrie.*

La germanisation de 7 millions de Magyars semble plus difficile qu'elle n'est en réalité. Car ces 7 millions ne descendent pas tous des hordes nomades ouralo-altaïques et ougro-turques qui ont émigré dans les pays

danubiens et y ont formé la race magyare... Un million d'entre eux sont d'origine juive. La majorité des Magyars actuels est de sang slave. Deux ou trois de ces prétendus 7 millions de Magyars sont des descendants d'Allemands plus ou moins purs ou croisés. Il s'agit simplement de leur remettre en mémoire leur langue allemande et leur sang allemand. Les vrais Touraniens appartiennent à une race disparue. Plus vite les vrais Magyars disparaîtront, mieux ce sera. (Cf. Lagarde, *Deutsche Schriften*, 4^e éd., p. 102, 112) (1).

Il n'est pas nécessaire d'introduire en Hongrie la culture allemande, ni d'en chasser une soi-disant culture nationale. En Hongrie comme en Bohême, comme en Moravie, tout ce qui existe, en fait de culture urbaine ou rurale, est allemand depuis des siècles. La germanisation de la Hongrie ne sera jamais qu'une renaissance.

Quand Lagarde (p. 112) dit qu'il faut épargner aux Slaves du Sud les tentatives de germanisation, nous sommes d'accord, et nous étendons ce conseil aux Roumains. Si l'on détache de la Hongrie ces deux peuples, les Allemands se trouveront, vis-à-vis des Magyars, dans une situation avantageuse. Mais il faudra que les Slovènes et les Slovaques en passent par la germanisation. Pour des raisons géographiques d'abord. Mais aussi parce que leur chiffre de population est trop minime pour qu'ils puissent défendre leur intégrité nationale contre les États massifs de l'avenir. Sans compter que leur conscience nationale est si jeune, a été éveillée par des moyens si factices, que le renoncement à leur nationalité ne sera pas rendu difficile par des souvenirs historiques ni par une tradition de culture.

Les Slovaques et les Slovènes sont condamnés de toute

(1) Voir dans notre collection le t. I : *Les Origines du pangermanisme*, p. 238 sq.

manière à perdre leur nationalité. La question est de savoir si les Slovaques seront magyarisés ou germanisés, et si les Slovènes seront absorbés par une Grande-Serbie ou par une Grande-Allemagne, à moins qu'ils ne soient jugulés par les Italiens. Il est évidemment de leur intérêt de se rattacher au grand peuple de civilisation tolérante que sont les Allemands. Le peuple allemand n'a pas le droit de renoncer jamais à la Carniole et à Trieste avec sa côte, quel que soit le peuple qui y vive. L'accès de l'Adriatique est une nécessité vitale pour la Grande-Allemagne, et le peuple allemand usera de tous les moyens pacifiques et belliqueux pour se l'assurer.

Ibid., p. 27-28.

XIII. — *Les Dardanelles.*

A notre avis, l'Allemagne n'aurait pas d'intérêt à contester à la Russie la possession de Gallipoli. C'est l'affaire de l'Angleterre et de l'Italie. L'Autriche, et l'Allemagne avec elle, seraient attirées dans le conflit si la Russie s'avisait de fermer de son côté les Dardanelles. Il ne faudrait pas tolérer que la Russie prit pied sur la côte asiatique opposée. Mais avant tout, l'Autriche, la Bulgarie, la Roumanie et la Turquie devraient posséder ou conserver des ports sur la Mer Noire et assurer ainsi — même aux puissances de l'Europe occidentale — le libre accès de la Mer Noire. En outre, l'Autriche devrait acquérir le port de Salonique, le fortifier et en faire un port franc; elle devrait également obtenir la concession du chemin de fer du Danube à Salonique et en fixer les tarifs internationaux.

Ibid., p. 34 35

XIV.— *La Roumanie.*

Faudra-t-il détacher par la force les pays roumains de la Hongrie, de telle sorte que la Russie se trouve *tertius gaudens* dans l'affaire? Nous croyons que la révolte imminente des Magyars contre la maison de Habsbourg offrira à celle-ci la possibilité de s'expliquer pacifiquement avec la Roumanie, l'Autriche obtenant du royaume de Roumanie, en échange de ses territoires roumains, toute une série de très précieuses concessions. N'ayant plus à ménager les Magyars, on songerait d'abord à faire entrer la Roumanie dans l'Union douanière austro-allemande (ou grande-allemande). La Roumanie conserverait son armée, mais conclurait avec l'Autriche une convention militaire. Elle pourrait renoncer à entretenir une flotte et confier ses côtes à la protection de la marine allemande.

La région transylvanienne de langue allemande resterait à l'Autriche sous forme de margraviat de Transylvanie.

Au cas d'une guerre victorieuse contre la Russie, la Roumanie pourrait obtenir la Bessarabie supérieure jusqu'au Dniestr, l'Autriche annexerait la Bessarabie inférieure sous forme de margraviat de Bessarabie, et la transformerait, grâce aux colonies allemandes déjà existantes, en une région frontière purement allemande. Les limites de ce margraviat austro-allemand de Bessarabie engloberaient les villes d'Odessa, Bender, Boro-dino, Formosa, Beni. Ismaïl et la bouche de Soulina. Les colons allemands, établis dans la Russie voisine et dans la Dobroudja, y trouveraient un asile.

Au demeurant, un échange réciproque de population avec les pays voisins amènerait aisément la colonisation exclusivement allemande de ce margraviat.

Cependant des vaisseaux de guerre allemands mouteraient la garde dans la Mer Noire, à l'embouchure du Danube allemand.

La Grande-Allemagne n'a pas d'intérêt à influencer l'organisation des États libres des Balkans : Grande-Serbie, Albanie, Bulgarie et Grèce. Mais il serait avantageux aux deux parties de faire entrer les États balkaniques, ou tout au moins la Grande-Serbie, dans l'Union douanière allemande qui deviendrait ainsi l'Union centrale européenne ; on assurerait ainsi à l'Europe centrale l'indépendance économique vis-à-vis des deux grands empires économiques de la Russie et de l'Angleterre.

Ibid., p. 36-47.

XV. — *La Russie.*

La Russie s'efforce, comme tous les États du centre et de l'ouest de l'Europe, de devenir un État national, tandis qu'elle n'était jusqu'ici un État territorial. Elle veut n'avoir qu'une foi, qu'un tsar et qu'une langue. Et il faut reconnaître que ces efforts ont un plein succès dans sa vaste expansion coloniale vers l'Est. Par delà la Sibérie, et jusqu'au centre montagneux de l'Asie, se forme une seule masse russe homogène. Mais chacun sait que les efforts de la Russie pour s'assimiler aussi ses peuples de l'Ouest, les Baltes et les Polonais, ont complètement échoué. Phénomène explicable, car ces peuples sont depuis des siècles sous l'influence de la culture supérieure de l'Europe occidentale.

On n'arrivera que les armes à la main à détacher ces peuples du colosse russe. Mais il peut supporter l'opération qui ne ligotte aucune de ses artères essentielles. La Russie, allégée des provinces baltiques protestantes et

les Polonais catholiques romains, se développera plus facilement dans le sens d'un *saint* Etat national, d'un Etat grec-orthodoxe, au lieu de s'épuiser en vaines tentatives pour s'assimiler un pays occidental, de race, de religion et de culture étrangères.

Partant de ces considérations, nous arriverons aux conditions suivantes que poserait à la Russie une Europe centrale victorieuse :

La Russie conservera l'accès au golfe de Finlande, mais elle cédera la Finlande à la Suède, les provinces baltiques et la Grande-Pologne à la Grande-Allemagne, la Bessarabie à l'Autriche et à la Roumanie; elle conservera Gallipoli ou une île près des Dardanelles, ainsi que l'Afghanistan et le Beloutchistan, c'est-à-dire l'accès à l'Océan Indien, au cas où elle aurait déjà conquis ces provinces dans une guerre contre l'Angleterre et l'Italie.

Les provinces baltiques deviendront des duchés indépendants — Esthonie, Livonie, Courlande et Lithuanie — et recevront, sous la domination de princes thuringiens protestants, des constitutions qui tiendront compte à la fois de la culture allemande et de la langue slave de la majorité de la population, et introduiront un régime bilingue dans la législation et l'administration, l'Eglise et l'école; elles renonceront à entretenir des armées ou des marines, recevront des garnisons allemandes, des postes, des télégraphes et des chemins de fer allemands, et pour le reste deviendront membres de l'Union douanière grande-allemande, mais non de l'Empire, ni de la Confédération pangermanique.

Le mot de Lagarde vaut pour l'Allemagne orientale tout comme pour les Balkans : nous serons d'autant mieux préservés contre le géant moscovite que nous aurons à nos côtés un nombre plus grand d'Etats autonomes et vraiment indépendants.

C'est la raison qui nous amène à proposer, outre la

fondation d'un royaume de Pologne, celle d'un royaume de Ruthénie absolument indépendant.

Ibid., p. 38-39.

XVI. — *Royaumes de Pologne et de Ruthénie.*

La Pologne et la Ruthénie entreraient dans l'Union douanière, mais non dans la Confédération grande-allemande. La Pologne, toutefois, pourrait conclure des traités avec l'Empire allemand, et la Ruthénie avec l'Empire autrichien, traités par où elles renonceraient à avoir des armées propres et accueilleraient dans leurs forteresses des garnisons allemandes ou autrichiennes.

L'une et l'autre recevraient des postes, télégraphes et chemins de fer allemands, et s'engageraient à accueillir et à installer chez elles les Slaves et les Juifs émigrés de Grande-Allemagne. Elles jouiraient, au surplus, d'une législation et d'une administration toute polonaise et toute ruthène, n'accorderaient qu'aux seuls colons allemands, présents et à venir, une constitution communale, ecclésiastique et scolaire allemande et leur donneraient les mêmes droits civils et politiques (propriété foncière) qu'aux autres citoyens....

Les *latifundia* de Pologne et de Ruthénie sont les territoires que l'on peut donner aux agriculteurs polonais, tchèques, slovaques et même magyars auxquels l'acquisition de terres sera interdite en Grande-Allemagne. Et si des immigrants allemands veulent profiter de l'absence de service militaire en Pologne et en Ruthénie, ce sera tout profit pour tout le monde.

Ibid., p. 40, 41.

XVII. — *La Grande-Allemagne.*

Elle se composera d'une Confédération grande-allemande et d'une Union douanière grande-allemande.

La Confédération grande-allemande sera formée de :

1. L'Empire petit-allemand actuel, y compris le Luxembourg ;

2. Les Pays-Bas (Hollande et Belgique) ;

3. La Confédération suisse-allemande ;

4. L'Empire d'Autriche.

L'Union douanière grande-allemande sera formée de :

1. La Confédération grande-allemande ;

2. Les Principautés baltiques ;

3. Le royaume de Pologne ;

4. Le royaume de Ruthénie ;

5. Le royaume de Roumanie ;

6. Le royaume de Grande-Serbie.

Ibid., p. 42.

XVIII. — *La Confédération grande-allemande.*

Les lois de la Confédération seront faites par la Chambre des États (*Staatenhaus*) et la Chambre des Nationalités (*Völkerhaus*).

La *Chambre des États* se composera de 58 membres du Conseil fédéral (*Bundesrat*) allemand et d'un nombre correspondant de représentants des Pays-Bas, de l'Autriche et de la Suisse.

La *Chambre des Nationalités* se composera de 58 délégués du Reichstag allemand, de 58 délégués des représentations populaires (Chambre des députés, deuxièmes Chambres, etc.), des États fédérés de l'Empire petit-allemand, et d'un nombre correspondant de représentants des Chambres impériales ou populaires des Pays-Bas, d'Autriche et de Suisse.

La présidence de la Confédération grande-allemande reviendra à l'Empereur d'Allemagne.

La présidence de la Chambre des Etats et la direction des affaires fédérales reviendront au *Chancelier* que nommera l'Empereur.

La Confédération aura qualité pour construire, acheter et administrer des chemins de fer sur tout le territoire de la Confédération.

La marine de guerre de la Confédération sera un organisme unique placé sous le haut commandement de l'Empereur d'Allemagne.

La langue officielle de la marine fédérale sera le bas-allemand (*plattdeutsch* ou hollandais).

L'armée fédérale se composera de l'armée impériale de l'Empire allemand et des armées secondaires des Pays-Bas, d'Autriche et de Suisse.

Entre les circonscriptions militaires de la Confédération, il existera une libre circulation. Le maréchal fédéral sera l'Empereur d'Allemagne. Il aura le droit de créer des forteresses et des ports de guerre sur le territoire de la Confédération et au dehors, et de les garnir des divisions militaires fédérales qu'il lui plaira d'y poster.

Les dépenses de la Confédération seront couvertes par les recettes propres de la Confédération, les recettes proportionnelles de l'Union douanière et des subventions des Etats membres de la Confédération.

On s'écartera sur les points suivants des usages impériaux actuels :

A l'intérieur de la Confédération, on distinguera entre *sujets* et *citoyens* allemands.

Les sujets de la Confédération allemande seront les sujets (sujets d'Empire) des Etats actuels de la Confédération.

Les citoyens allemands seront les sujets qui feront profession d'être Allemands devant les autorités administratives supérieures, et qui fourniront la preuve qu'ils possèdent la langue allemande, orale et écrite.

Le droit de cité allemand ne se perdra pas par un séjour hors du territoire fédéral. On n'y renoncera librement qu'avec l'agrément de la Chambre des États. Mais on pourra en être privé par les tribunaux, par suite d'indignité nationale.

La circulation sera libre à l'intérieur de la Confédération. L'immigration venant des autres régions de l'Union douanière ou de l'étranger ne sera permise, en règle générale, qu'à ceux qui rempliront les conditions nécessaires à l'acquisition du droit de cité. La Chambre des États statuera sur les cas exceptionnels.

Seuls, les citoyens allemands auront à l'avenir :

1^o L'électorat et l'éligibilité dans tous les ordres de représentation (commune, État, Empire, Confédération, etc.);

2^o Le droit de servir dans l'armée et dans la flotte;

3^o Le droit d'exercer des fonctions judiciaires;

4^o Le droit d'acquérir des propriétés par d'autres voies que l'héritage (achat, échange, etc.).

Quiconque aura négligé d'acquérir avant 21 ans le droit de cité allemand paiera des impôts publics directs doubles.

La propriété foncière ne pourra être léguée qu'à des ascendants, des descendants et des collatéraux du premier degré (frères, sœurs, neveux, nièces).

A défaut d'héritiers de cette espèce, la propriété foncière passera aux mains de l'État. Celui-ci ne pourra vendre des biens qu'à la Confédération, à l'Empire, aux communes ou à d'autres personnalités civiles, mais il pourra les donner partiellement en fermage héréditaire à des particuliers, pourvu qu'ils soient citoyens allemands.

Les fidéicommiss seront réduits à des propriétés de faible étendue; on créera des biens de famille inaliénables de la dimension d'une ferme.

Le droit d'héritage des propriétés mobilières sera frappé de droits élevés et progressifs à mesure que le degré de parenté s'éloigne.

La progression de l'impôt sur le revenu sera portée à 10 o/o du revenu total.

Tous les articles de consommation de luxe, en particulier la bière, le vin, les spiritueux et le tabac seront soumis à des droits de consommation élevés.

L'assurance contre la vieillesse et l'assurance contre le chômage relèveront de la Confédération.

Ibid., p. 44-46.

XIX. — *Traits fondamentaux de la nouvelle Union douanière grande-allemande.*

Les pays appartenant à l'Union douanière formeront un seul et même territoire au point de vue douanier...

La législation de l'Union douanière sera fixée par des décisions concordantes de la Chambre des États et de la Chambre des Nationalités de la Confédération grande-allemande, augmentées de députés des pays de l'Union douanière extérieurs à la Confédération, en nombre proportionnel à leur chiffre de population. L'Empereur d'Allemagne pourra opposer son veto aux résolutions des deux assemblées et le Chancelier sera chargé d'accomplir les décisions ratifiées par l'Empereur.

Le Chancelier sera aidé dans cette tâche par une Commission (la Chancellerie de l'Union douanière) dont les fonctionnaires seront nommés par l'Empereur. Au demeurant, les États de l'Union douanière exécuteront les lois de l'Union douanière par l'intermédiaire de leurs propres fonctionnaires fédéraux, impériaux ou nationaux.

Les recettes provenant des douanes, déduction faite

des frais de perception, demeureront recettes communes de l'Union douanière.

Ces recettes serviront d'abord à entretenir la flotte de guerre de la Confédération grande-allemande. Le reste sera distribué au prorata du chiffre de population entre la Confédération et les autres États de l'Union douanière.

Les États, qui n'appartiendront pas à la Confédération, renonceront à entretenir des vaisseaux de guerre pour leur compte.

Les États qui n'appartiendront pas à la Confédération seront autorisés, dans la règle, mais non point obligés à entretenir des armées nationales.

Ibid., p. 46, 47.

XX. — *La Pangermanie de l'avenir.*

La Confédération grande-allemande sera un État national allemand qui embrassera la grande majorité des Allemands vivant en agglomération en Europe. Cet État ne sera pas exclusivement habité par des Allemands, mais il sera exclusivement dominé par des Allemands.

L'excès annuel d'un million de naissances dans le peuple allemand sera presque entièrement conservé à l'intérieur des frontières de la Confédération et servira à l'œuvre de colonisation à l'est et au sud-est; les Allemands ayant seuls le droit d'exercer tous les droits politiques, de servir dans l'armée et dans la marine et d'acquérir des propriétés foncières, retrouveront le sentiment qu'ils ont eu au moyen-âge, d'être un peuple de maîtres. Ils toléreront volontiers les étrangers qui vivront parmi eux pour y accomplir les besognes manuelles inférieures. Ceux des habitants non allemands de l'est et du sud-est qui n'émigreront pas au delà des mers ou dans les pays

slaves voisins seront disséminés dans tout le territoire de la Confédération et employés dans l'industrie plutôt que dans l'agriculture. Car, dans l'agriculture, l'initiative du paysan allemand prédominera. La plupart des grandes propriétés foncières seront transformées en propriétés familiales paysannes. Les journaliers slaves et magyars ne trouveront d'emploi agricole que sur les rares grandes propriétés foncières qui subsisteront.

Des droits de douane élevés protégeront l'agriculture de la Confédération et de l'Union douanière. Celle-ci formera un domaine économique fermé, de dimensions suffisantes, qui pourra subsister indépendamment des autres domaines économiques, pourvu qu'il ait sur d'autres continents des territoires de colonisation et de culture.

Dans les États de l'Union douanière qui ne feront pas partie de la Confédération, ressuscitera le domaine économique allemand qui a existé au moyen âge à l'est et au sud des pays allemands.

Des réformes du droit agraire et du droit de succession auront pour effet de restreindre le grand capitalisme et égaliseront les différences trop abruptes de propriété et de revenu. Les salaires s'élèveront. Sans bouleversement violent de l'ordre social et économique, les plus graves de ses maladies se trouveront guéries.

Une population allemande grandira, bien nourrie, saine, prolifique, forte et consciente de sa force, patriote aussi; un peuple capable de transmettre, pendant des siècles encore, à l'humanité future tous les trésors de la culture allemande : une heureuse et satisfaite Pangermanie!

Ibid., p. 47-48.

L'EFFONDREMENT

ET LA

RECONSTRUCTION DE L'AUTRICHE

(1899)

Österreichs Zusammenbruch und Wiederaufbau.

L'auteur anonyme de cette brochure, parue en 1899 dans la collection des tracts de la *Ligue pangermanique*, expose avec âpreté les motifs qui rendent inévitable la désagrégation de l'Autriche-Hongrie. Son plan consiste à « reconstruire l'Autriche sur des bases allemandes », autrement dit à incorporer à l'Empire allemand toute l'Autriche de langue allemande, avec la région de Trieste et Cattaro, indispensable chemin de l'Adriatique. Le germanisme unifié au cœur de l'Europe, répandu de la Baltique à l'Adriatique, de la Memel au Pas-de-Calais, songerait alors à déborder l'Europe et à entreprendre la colonisation des continents lointains.

La doctrine de la déchéance de l'Autriche et de sa dissolution nécessaire est un des points les plus contestés du dogme pangermaniste. Toutes les solutions, des plus radicales aux plus conservatrices, ont été, tour à tour ou simultanément, esquissées et préconisées.

I. — *Déchéance de l'Autriche.*

La Monarchie austro-hongroise est à la veille de la catastrophe. Bien des circonstances y ont contribué; mais les premiers responsables sont la dynastie, puis l'oligarchie des familles qui dirigent l'État, les jésuites, et l'amour du compromis passé au rang de raison d'État. Si la Monarchie a continué jusqu'à ce jour son semblant d'existence, elle le doit à la patience de ses sujets allemands, à son armée et à son alliance avec l'Empire allemand. Mais cette patience est à bout. Même les piliers de fer de l'armée vont crouler. Et l'Empire allemand sent son alliance avec l'Autriche slave comme un insupportable traité léonin.

Sans doute, l'écroulement prochain de la Monarchie danubienne n'est pas un événement dont se réjouisse l'Empire allemand, alors que l'œuvre de sa construction interne n'est pas achevée. Mais la diplomatie allemande ne réussira pas à retarder cet écroulement, même d'un âge d'homme. Elle devra s'estimer satisfaite si elle peut suffisamment prémunir l'Empire allemand contre cette éventualité, grâce à des préparatifs militaires et à des alliances avec d'autres puissances, et si elle réussit à retarder l'événement jusqu'au moment favorable.

Il faudra inévitablement alors continuer la guerre de 1866. Il faut que les pays danubiens soient délivrés une bonne fois de la malédiction d'une existence hybride. Il faut rompre complètement avec le droit politique du passé. La guerre est le meilleur fondement pour la création de formes politiques nouvelles, pourvu que le contenu de ces formes soit adapté aux nécessités de l'évolution organique. Or, il n'y a pas le moindre

doute que ces conditions ne soient des conditions allemandes.

L'Autriche devra être reconstruite sur des bases allemandes. L'Autriche à demi allemande deviendra un membre entièrement allemand du nouvel Empire de race germanique.

L'œuvre que la maison de Habsbourg n'a accomplie qu'à moitié d'abord, puis n'a plus su du tout accomplir, la germanisation des pays autrefois membres de la Confédération germanique, les Hohenzollern, alliés aux autres familles régnantes d'Allemagne, devront et pourront la mener à bien.

(Esterreichs Zusammenbruch und Wiederaufbau,
Munich 1899, p. 3-4.

II. — *Partage de l'Autriche-Hongrie.*

Le but doit être *l'union politique de toute l'Europe centrale de langue allemande* et l'acquisition du *chemin de l'Adriatique*.

Ce but sera d'autant plus facilement atteint qu'on saura utiliser des tendances déjà existantes. Ces tendances sont, en Autriche-Hongrie, le développement du dualisme jusqu'à la complète autonomie politique et économique de la Hongrie, la séparation de la Galicie, de la Bukovine et de la Dalmatie. qu'on enlèverait à la Cisleithanie ; autrement dit on se bornerait à rattacher à l'Empire allemand les pays d'Autriche qui ont autrefois fait partie de la Confédération germanique.

Ibid., p. 5.

III. — *Condamnation des Habsbourg.*

Il ne faudra pas toucher aux conquêtes des années 1866 et 1871, en ce sens du moins qu'on ne contestera pas aux Hohenzollern leur rôle dirigeant dans l'Empire allemand, rôle qui se fonde sur l'extension de leurs domaines. Les Habsbourg devront, soit disparaître entièrement de la liste des maisons régnantes, soit transporter leur centre de gravité à l'est, c'est-à-dire se borner au Royaume de Hongrie et aux pays adjacents. Dans tous les cas, l'Autriche renoncera au rang de grande puissance, et les pays d'Autriche se contenteront de jouer dans la politique mondiale le rôle que jouent les États allemands moyens. Comme ceux-ci, ils auront tout avantage à être membres d'un Empire allemand fort et puissant.

Ibid., p. 8.

IV. — *Organisation de la Grande-Allemagne.*

Il ne faut pas que la Prusse seule, comme État particulier ou comme chef de la Confédération, trouve son avantage à la refonte générale. Les royaumes d'Allemagne et leurs dynasties doivent avoir, comme la Prusse, un intérêt à l'agrandissement de l'Empire. La Prusse présidant la Confédération y trouvera toujours en outre son intérêt, comme chef de la Confédération, pourvu que les droits impériaux soient suffisamment garantis dans les nouveaux pays de l'Empire et que le rôle dirigeant dans l'État allemand soit définitivement transféré de l'Allemagne du Sud à l'Allemagne du Nord.

En tenant compte de ces considérations, on arrive au projet suivant :

La Prusse recevra la *Silésie* et la *Moravie* et enserrera ainsi l'État nouveau...

La Saxe recevra la *Bohême*... La Bavière recevra la *vallée de l'Inn*, vieille terre bavaroise (1369-1799) et les régions de *Salzbourg*, du *Vorarlberg* et du *Tyrol*...

La côte, avec la pointe sud de la Dalmatie (Raguse, Bouches de Cattaro, Spizza), avec les ports de Trieste, de Pola et de Cattaro, formera un pays d'Empire (*Reichsland*) allemand, organisé comme zone frontière militaire et administré par un statthalter militaire impérial allemand...

Le reste, comprenant la *Haute et Basse-Autriche*, la *Styrie*, la *Carinthie* et la *Carniole*, formera un royaume d'Autriche ou de l'Est (*CEsterreich* ou *Ostreich*) indépendant, avec une population de 5.300.000 habitants, et pourra devenir un État moyen et viable, de la grandeur de la Bavière actuelle et d'un caractère essentiellement allemand; ce pays pourra conserver la plupart des institutions impériales qui existent à Vienne. Il se choisira un roi parmi les maisons princières non régnantes d'Allemagne...

Les *contingents militaires* de Prusse, de Bavière et de Saxe s'étendront aussi aux pays nouvellement annexés. La Prusse conclura avec le royaume d'Autriche une convention militaire sur le modèle de la convention wurtembergeoise ou badoise. La *flotte de guerre* autrichienne se fondra dans la flotte allemande. Pola et Cattaro deviendront ports militaires de l'Empire. La *poste*, le *télégraphe*, le *téléphone* seront cédés à l'Empire... L'Empire expropriera tous les chemins de fer autrichiens à voie normale et les administrera comme *chemins de fer impériaux*.

L'Empire aura le droit d'*exproprier* les propriétaires

fonciers. Il n'usera de ce droit que contre les familles anti-allemandes de la haute noblesse... Ces biens d'expropriation seront administrés en partie comme domaines impériaux et colonisés par des fonctionnaires ou des fermiers allemands, en partie morcelés en propriétés rurales allemandes... Dans les pays anciennement autrichiens, on distinguera entre les droits civiques pleins accordés aux Allemands et le statut protecteur (*Schutzrecht*) accordé aux sujets non allemands. A 21 ans, tout sujet pourra acquérir ses droits civils et politiques, en faisant preuve de ses connaissances en langue allemande. Il sera alors soumis au service militaire et aura le droit de vote... Les nouveaux pays allemands prendront place dans l'Union douanière. Ultérieurement, on introduira l'égalité dans la perception des impôts directs et indirects.

Ibid., p. 9-12.

V. — *La Hongrie*

La forme future à donner à la Hongrie est d'une toute particulière importance. Il va sans dire que ceci dépend essentiellement de l'attitude amie ou hostile que prendra la Hongrie en face de l'Allemagne, au moment de la transformation de l'Autriche. Connaissant le désir qu'ont les Magyars d'acquérir une pleine autonomie politique, on peut admettre qu'ils saisiront l'occasion de conquérir cette autonomie avec l'appui de l'Allemagne. On leur céderait, en outre, la Bosnie, l'Herzégovine et la Dalmatie, sauf les districts de Raguse, de Cattaro et de Spizza. La Galicie et la Bukovine pourraient échoir à la Russie ou

à la Roumanie, selon le point de vue qu'adopterait cette dernière dans le conflit qu'il faut prévoir.

Ibid., p. 12.

VI. — *L'avenir du Germanisme unifié.*

On ne contraindrait pas la Hongrie à entrer dans l'Union douanière. Cet accord peut et doit reposer sur le libre agrément des deux Etats contractants.

Si la Hongrie entre dans l'Union douanière allemande, elle pourra, en renonçant à sa flotte, confier à l'Empire allemand le soin de ses intérêts d'outre-mer et s'acquitter envers l'Empire en lui accordant un prélèvement supplémentaire sur les recettes douanières communes...

Pour l'Italie, la désagrégation de l'Autriche sera une tentation d'essayer une action sur l'Adriatique. Mais quand elle se sera convaincue que la possession de Trieste et de Pola est une question vitale pour le puissant Empire allemand, l'Italie préférera conclure un accord avec lui et se contenter de la cession du Trentin.

Le point le plus délicat est l'attitude de la Russie. On ne réussirait cette vaste réorganisation contre le gré de la Russie que dans un moment où la France et l'Angleterre seraient en guerre. Mais il serait conforme à l'intérêt bien entendu de la Russie et à la dignité de l'Allemagne qu'on pût régler la question à l'amiable. La Galicie, et peut-être même Constantinople, pourraient être le prix du consentement russe... La réunion forcée de l'Autriche à l'Empire allemand serait le digne prix des sacrifices que l'Allemagne a consentis durant trente ans pour son armée de terre. Sur cette base élargie, elle pourrait ensuite, avec l'aide de sa flotte, conquérir et

consolider, dans la vie économique mondiale, la situation qui lui est nécessaire pour durer dans les siècles à venir.

« *Notre avenir est sur l'eau.* » Mais notre présent est entre l'Adriatique et la Baltique, entre la Memel et le Pas-de-Calais.

Seul le germanisme unifié au cœur de l'Europe est capable des grandes tâches lointaines qui nous attendent dans d'autres continents.

Ibid., p. 13-14.

VIII

L'ALLEMAGNE AU DÉBUT DU XX^{me} SIÈCLE

*Deutschland bei Beginn des 20^{sten} Jahrhunderts
von einem Deutschen.*

Ce livre anonyme, paru en 1900 par les soins du *Militär-Verlag*, de Berlin, contient, après une étude psychologique et morale du peuple allemand, qui prête un peu à sourire, une critique serrée de la tradition bismarckienne en politique étrangère et les linéaments d'une politique nouvelle qui tendrait à réaliser l'Allemagne intégrale : *Alldeutschland*.

Les grands rivaux de l'Allemagne, France, Angleterre, Etats-Unis et Russie, sont passés en revue et sommairement jugés au point de vue de leur force militaire et de leurs capacités d'expansion mondiale. L'Autriche allemande, sévèrement appréciée, est sommée de rentrer au plus tôt dans le giron de la Germanie. L'auteur expose les raisons pour lesquelles l'Allemagne doit souhaiter l'extension de ses frontières en Europe, et ne pas craindre la grande guerre qu'il faudra déchaîner dans ce but. Nous connaissons quelques-unes de ces raisons : accroissement trop rapide de la population allemande, insuffisance du domaine colonial allemand, déperdition de forces causée par l'émigration allemande à l'étranger. L'argument économique (nécessité pour l'Europe centrale de se constituer en domaine économique unifié, fermé par de hauts tarifs douaniers) est emprunté à Paul Dehn. D'autres raisons plus spécieuses se déduisent logiquement des principes bismarckiens : si la guerre victorieuse de 1870 a fait l'unité de l'Empire allemand, une nouvelle guerre victorieuse (contre l'Angleterre, la France ou la Russie) pourrait faire l'unité de la Grande-Allemagne qui engloberait l'Autriche allemande, la Suisse allemande et les Pays-Bas, sans compter de larges bandes de territoire russe ou français qu'on organiserait en margraviats militaires aux frontières.

Une guerre victorieuse, enfin, suivie d'acquisitions territoriales, enrichirait l'Allemagne, au point de lui permettre le luxe de vastes réformes sociales. L'Allemagne, ainsi devenue l'Eldorado de l'Europe, exercerait sur les peuples voisins une irrésistible attraction et verrait grandir sa force avec son prestige.

Qu'on note la nuance spéciale de ce pangermanisme : il ne demande pas à assimiler des peuples de race hétérogène, mais trouve juste d'exproprier et d'expulser les habitants des frontières pour constituer à l'Allemagne un glacis de propriétés rurales allemandes : il se borne à revendiquer pour siens les Allemands d'Autriche et, à un moindre degré, les Suisses et les Hollandais ; il désire et espère la guerre, d'où sortira l'avenir de l'Allemagne intégrale.

I. — *Le peuple allemand est un peuple jeune.*

Tous les traits du caractère allemand indiquent la jeunesse, l'enfance. Physiquement et moralement, ce peuple est encore enfant, avec les défauts aimables et fâcheux de l'enfance. C'est surtout en le comparant aux Anglais ou aux Français que je suis frappé de cette naïveté enfantine des Allemands, et surtout de cette facilité à se laisser mener dès qu'ils sont convaincus et qu'ils ont confiance, de cette incompréhension totale des raisons de convenances et des calculs d'intérêt. C'est là notre idéalisme, bien précieux, mais qui est une faiblesse redoutable, tant que la raison claire n'est pas assez forte pour dominer. Nous sommes restés jeunes, incroyablement jeunes et nous commençons à peine à mûrir un peu. Le Père Didon a donc bien raison d'expliquer les lacunes du caractère allemand par de la barbarie et de la jeunesse, et non par de l'hyperculture.

Il est clair qu'une race pareille a toute son histoire devant elle et non dans le passé.

Deutschland bei Beginn des 20. Jahrhunderts, von einem Deutschen.
Berlin, 1900, p. 29-30.

II. — *Le pangermanisme et l'émigration.*

Nous avons vu avec quelle vigueur augmente la population de l'Empire; l'accroissement annuel atteint 800.000 âmes à présent, nous le verrons dépasser un million. Que faire de ces masses humaines? Où les mettre puisque l'Allemagne commence à être surpeuplée? L'industrie, même en admettant qu'elle poursuive son brillant développement, pourra-t-elle employer tous ces bras? Et si elle les occupe, est-il bien désirable que nous devenions ainsi un État purement industriel? Rien n'est plus fragile que l'industrie; notre situation est tout autre que celle de l'Angleterre, protégée par la mer.

Non, quelle que soit notre satisfaction en face des progrès de l'industrie allemande, quels que soient l'attachement et l'estime que nous professons pour nos petits débuts coloniaux du xix^e siècle, qui peuvent être l'école d'un temps nouveau et plus glorieux, nous n'échappons pourtant pas au souvenir profondément triste et décourageant de cette douloureuse histoire qui est celle de l'émigration allemande. Nous ne nous faisons pas illusion : les masses d'émigrants que nous avons perdus et que nous perdrons encore, malgré nos colonies, sont un morceau du corps de l'Allemagne que nous perdons irrémédiablement au profit d'autres peuples, voire de nos adversaires. La force vitale si exubérante de la nation engendre tant d'hommes qu'il faut nous attendre, au xx^e siècle, à une nouvelle sécession qui arrachera au pays

une masse de splendide énergie germanique pour la mettre au service de nos rivaux et de nos adversaires.

A ce mal, nous, n'apercevons qu'un remède efficace : l'extension de nos frontières en Europe. Si utiles que nous semblent nos colonies, si ardemment que nous voulions travailler à leur prospérité, nous restons convaincus qu'à la longue l'élargissement de nos frontières européennes apparaîtra incomparablement plus nécessaire à notre avenir national que toutes les colonies du monde. Il s'agit de créer de la place pour un Empire de nation germanique qui comptera cent millions d'habitants, afin que nous soyons en mesure de tenir tête à des masses comme la Russie ou les États-Unis. Pendant des siècles, nous avons perdu infiniment de précieux sang allemand. Il est temps de démontrer à tout Allemand qu'il vaut la peine de rester au pays, qu'il y a de la place pour lui. Il faut dorénavant devenir incroyablement avarés et chiches de sang allemand, il faut chercher de toute manière à le garder pour la patrie. Ce que l'Angleterre n'a jamais pu faire, ce que la France a cherché en vain, et d'ailleurs sans raison, dans les guerres du moyen âge : s'étendre aux frontières et créer un domaine solide et fermé, nous le pouvons aujourd'hui, si nous le voulons.

Ibid., p. 115-116.

III. — *Le pangermanisme et l'agriculture.*

Nous pouvons donner à notre agriculture un puissant regain de vie si nous arrivons à étendre nos frontières en Europe. Les parties de l'Autriche qui nous revindraient sont fertiles et la culture y est extensive en comparaison avec l'Allemagne; on y récolterait des monceaux de céréales sur les mêmes terrains qui rapportent

peu, faute de culture intensive. Sur nos frontières de l'est et de l'ouest, nous serions également en mesure, si nous livrons la guerre pour l'Allemagne intégrale, d'exiger des cessions de territoires; nous peuplerions alors ces territoires de paysans allemands, soit en créant des *Rentengüter* (1), soit en fondant des colonies militaires, après avoir fait table rase de la population étrangère et des charges qui grèvent son sol... Il serait certainement possible de créer en Europe un vaste domaine économique fermé, se suffisant à lui-même et capable, grâce au progrès de l'industrie, de supporter de forts droits protecteurs sur les produits agricoles. Dans les territoires nouvellement acquis et partiellement vierges encore, l'agriculture se développerait avec une rapidité tout américaine et l'industrie supporterait facilement les droits protecteurs que désirent les agriculteurs allemands à l'heure actuelle, mais qui sont impossibles pour le présent à cause de l'exiguïté de notre domaine économique. A l'intérieur de ce domaine protégé, si l'on a pris soin d'assurer des communications suffisantes à bas prix, les prix s'égaliseront d'eux-mêmes, ce qui profitera aussi à l'agriculture de l'Allemagne pangermanique (*Alldeutschland*); si les prix devaient baisser, par suite de la concurrence des territoires annexés (Autriche, Marche de l'Est, Marche de l'Ouest) les paysans allemands de l'ouest de l'Elbe ne seraient pas en plus mauvaise posture qu'ils ne le sont actuellement en face des propriétaires de l'Est. Cette difficulté existe dès aujourd'hui, dès aujourd'hui on y remédie, et une fois l'Allemagne pangermanique fondée, on s'arrangera pour que les Allemands seuls en profitent. Est-ce une utopie?

Ibid., p. 155-156.

(1) On appelle *Rentengüter* les propriétés polonaises, rachetées par l'Etat prussien et qu'il cède à des colons allemands contre une *rente* annuelle d'amortissement.

IV. — *Le pangermanisme et les réformes sociales.*

Une politique énergique et large de réforme sociale aurait une répercussion importante sur notre politique étrangère, disons mieux sur l'avenir national de l'Allemagne. Nous ne croyons pas pour l'instant à une renaissance intérieure, même sans parler d'une réforme sociale. Mais si cette réforme se fait, elle aura de l'action au delà de nos frontières; une grande réforme sociale attire, plus encore qu'un succès politique, les regards de l'étranger; c'est la meilleure propagande. Nous avons vu en Europe l'effet des prétendues réformes sociales anglaises et françaises des XVIII^e et XIX^e siècles; nous voyons aujourd'hui encore quelle force d'attraction exerce sur les déshérités d'Europe la soi-disant liberté américaine; nous avons admiré, et d'autres avec nous ont admiré tous ces pays l'un après l'autre, et des millions d'Allemands se sont jadis enthousiasmés pour la France; le prestige est une puissance. Nous avons besoin de ce prestige et de cette puissance, beaucoup plus que la France ou l'Angleterre n'en ont jamais eu besoin, car sur nos frontières vivent des millions d'Allemands que nous devons tout naturellement nous efforcer de ramener à nous. Plus nous progresserons socialement, plus nous nous rapprocherons socialement des Anglo-Saxons, plus aussi notre autorité aura de poids en Europe et plus nous verrons croître notre force d'attraction sur les Allemands qui vivent hors de l'Empire. Il est évident que cette attraction peut nous servir, même si nous ne l'employons pas immédiatement, pour créer l'Allemagne pangermanique, et ces sympathies peuvent nous être très utiles dès maintenant dans les affaires les plus infimes de notre politique étrangère...

Dès à présent, les Allemands d'Autriche, qu'on dresse systématiquement à la stupidité, à l'indolence et à la plate servilité, regardent avec envie vers l'Allemagne, où l'atmosphère sociale est relativement pure. Il nous faut arriver à ce que même les socialistes d'Autriche, voire de Suisse et des Pays-Bas, jettent sur nos institutions des regards d'envie; nous y arriverons grâce à des réformes sociales et économiques. Lorsqu'il sera prouvé que l'ouvrier allemand d'Allemagne est plus heureux que l'ouvrier allemand d'Autriche ou d'ailleurs (ce qui est déjà le cas presque partout, mais nous sommes trop honnêtes et trop modestes pour le souligner), quand on pourra voyager gratis sur les chemins de fer allemands, ce qui n'est possible nulle part au monde, les déshérités allemands qui vivent hors d'Allemagne céderont à l'attraction qui jusqu'ici n'était faite que de patriotisme et ne dirigeait vers nous que les regards nostalgiques des Allemands cultivés et fortunés de l'étranger. Voilà ce que nous appellerions une politique de grand style.

Il est vrai seulement que des réformes aussi radicales que celles que nous avons esquissées et que nous désirons sont chose difficile, et l'on peut se demander si nous sommes actuellement en état de les réaliser, même sur une modeste échelle; car notre premier devoir est de défendre ce que nous avons si péniblement acquis; il faut avant tout assurer notre *existence* nationale par de forts armements; il est légitime que le *bien-être* des pauvres mêmes ne soit venu qu'en deuxième ligne parmi nos préoccupations. On nous épie de toutes parts en Europe, à peine si nous pouvons nous mouvoir; une vaste réforme sociale serait présentement une opération malaisée; il faut avant tout porter sans faiblir le poids de nos armements. La tension politique européenne, qui est essentiellement dirigée contre nous, nous rend difficile de nous organiser socialement comme il serait sage de l'être, en

vue de notre politique nationale future, de notre avenir national. Cette circonstance doit nous incliner aussi à ne pas trop remettre l'heure d'une grande échéance européenne, à ne pas chercher à l'éviter trop longtemps. Un homme d'État qui saurait voir grand et voir loin, devrait se dire : « Si nous cherchons, grâce à une grande guerre européenne, pour laquelle nous sommes mieux prêts qu'aucun des peuples continentaux d'Europe, à fortifier notre position et à l'asseoir solidement pour tout l'avenir, le temps viendra ensuite d'une réforme sociale de grand style. » Prenons un exemple hypothétique pour être compris : si nous réussissions à vaincre l'Angleterre et à accomplir, au moyen des nombreux milliards que nous lui arracherions, une vaste réforme économique au profit de nos classes inférieures, quelle situation serait la nôtre alors ! Quelle exaltation de l'idée nationale en deçà et au delà des poteaux frontières peints en noir, blanc et rouge ! D'autres variantes sont possibles. Nous avons seulement voulu bien marquer que le développement, même social, des peuples est déterminé, ou peut se déterminer, pour une bonne part, par la guerre, et qu'une réforme sociale serait infiniment plus facile à réaliser à la suite d'une grande guerre victorieuse que dans la situation gênée et réduite où nous nous trouvons. C'est pour des raisons sociales autant que nationales ou politiques qu'il ne faut pas cesser de songer à la guerre ; puissent les dix ou vingt premières années du ^{xx}^e siècle nous l'apporter, car nous avons besoin d'elle !

Ibid., p. 189-191.

V. — *Le pangermanisme et l'unité allemande.*

Étant donné le caractère allemand, il est très invraisemblable qu'un Gouvernement, même fort, et même prêt à employer la dictature (que nous préférions éviter) réussisse à faire progresser la nation vers plus d'unité, par des voies paisibles et pacifiques. Dans l'état présent des choses, des tentatives unitaires profiteraient aux forces centrifuges, et tout d'abord aux cours et courrettes. *Une nouvelle période de progrès vers l'unification n'est possible que grâce à une grande et courageuse politique qui aboutirait à des guerres victorieuses, et si possible, à un accroissement territorial de l'Empire ; à ce moment-là, le mouvement unitaire se produira de lui-même.*

Ibid., p. 202.

VI. — *La guerre utile et efficace.*

Nous pouvons dire, en somme, que les aptitudes guerrières toutes spéciales de notre nation doivent suggérer l'idée d'employer notre armée, une fois encore au xx^e siècle, pour l'achèvement de l'œuvre allemande. La guerre est, de nos jours, plus humaine et plus efficace qu'autrefois. La guerre de Trente ans n'a pas eu, à beaucoup près, des résultats égaux à ceux de 1870-71, bien qu'elle ait causé mille fois plus de misères et de souffrances ; de même la guerre de Sept ans. Quant aux pleurnicheries de M. de Bloch et de M^{me} de Suttner au sujet des horreurs de la guerre moderne, ce sont des inepties auxquelles nous répondrons par la statistique :

or, cette statistique montre que deux ans de paix nous coûtent en Allemagne plus de morts violentes (suicides, accidents, meurtres) que ne nous en a coûtées toute la guerre de 1870-71, la guerre sans exemple. La vérité, c'est que la guerre est devenue plus humaine, mais qu'étant plus rare, elle est plus sensible aux peuples amollis, désaccoutumés d'elle. C'est pourquoi elle a plus d'effet, et une politique belliqueuse habile obtient plus, par quelques mois de guerre, qu'on n'obtenait jadis par des années de luttes qui dévastaient les pays. Raison de plus pour qu'un homme hardi et aventureux se serve sans peur de ce moyen, si le jeu en vaut la chandelle.

Ibid., p. 206-207.

VII. — *Programme d'expansion pangermanique par la guerre.*

Résumons :

Nous voyons un peuple profondément sérieux, parfois en proie à de vagues désirs et à des doutes sur sa propre force, mais soutenu par un rare idéalisme allant jusqu'à la chimère; un peuple mieux doué que nul peuple au monde pour ce qui est du zèle, de l'amour du travail, de l'ordre et de l'ambition intellectuelle; nous le voyons, après avoir acquis une modeste existence nationale, agiter pour la première fois et comme en rêve les ailes de son génie. Grâce à une longue habitude et au labeur de ses aïeux, ce peuple est plus complètement dans la main de son Gouvernement que nul autre peuple au monde, et pour peu que ce soit la volonté de son Gouvernement il est plus capable que tous ses voisins d'accomplir des hauts faits pacifiques ou guerriers. Mais politiquement arriéré, très jeune de caractère, ce peuple

aime, dans son entêtement puéril, à faire de l'opposition à ses dirigeants et à s'enivrer d'idées d'indépendance, bien qu'il soit loin d'être mûr et capable de se gouverner, bien qu'il ait en politique autant de naïveté touchante et d'absence de jugement, qu'il a d'autre part de capacités et de valeur, dès qu'il est conduit avec sérieux, bienveillance et fermeté.

C'est donc sur les monarques allemands, sur les Hohenzollern seuls que repose tout l'avenir de l'Allemagne, sur une maison régnante où la fraîche spontanéité, l'énergie et le génie sont plus abondants que dans aucune autre dynastie connue.

Après des siècles de stagnation, l'Allemagne entre dans une époque critique et décisive de son existence. Inachevée à l'intérieur comme à l'extérieur, elle enferme les possibilités d'un développement surprenant, comme aussi celles d'arrêts ou de reculs qui nous rejetteraient certainement, frêle et hésitante comme est la nation, dans la misère d'où nous sommes à peine sortis.

Il faudra peu à peu nous familiariser avec l'idée que nous devons sortir de notre attitude modeste et expectante, car un peuple ne dure que s'il grandit. La Russie a pour étoile son panslavisme, l'Angleterre sa *Greater Britain*, l'Amérique son panaméricanisme; confessons un peu plus vigoureusement notre pangermanisme, si timide encore et si académique. Gardons-en la pensée, même si des lustres doivent se passer avant qu'elle se réalise; ne l'abandonnons pas : elle contient tout notre avenir.

Pour le moment, l'heure de la grande expansion n'a pas encore sonné. Ni les Allemands d'Autriche, ni ceux de Suisse et des Pays-Bas ne sont mûrs pour rentrer dans le sein de leur bonne vieille mère, la Germanie. Mais ceci changera au xx^e siècle, en Autriche au moins, à coup sur. Certaines personnalités devront encore mourir ou

disparaître, avant que l'Allemagne puisse mettre la main sur les ruines de l'État des Habsbourg, mais ce moment viendra certainement ; il faut qu'il nous trouve prêts. Il est possible qu'il s'impose à nous, qu'il se présente inopinément, avant que nous ayons pu réfléchir, car des soulèvements intérieurs des peuples non allemands d'Autriche sont toujours possibles ; il nous faudra alors prendre position, il faudra nous battre ; ce sera la plus rude et la plus difficile épreuve de notre force, et l'avenir en dépendra.

D'autre part, notre essor commercial et industriel entraîne, sans aucun doute, de nouveaux et graves dangers... Si notre industrie et notre commerce continuent de se développer au xx^e siècle comme ils l'ont fait depuis la fondation de l'Empire, *nous tenons pour inévitable une grande guerre contre l'Angleterre au xx^e siècle*, et nous estimons qu'il faut tendre toutes nos fibres pour être armés et prêts à soutenir *seuls* cette lutte...

Le besoin d'une réforme sociale va de pair avec notre développement industriel. Le fameux « enrichissez-vous » de Louis-Philippe n'a pas arrêté la Révolution ; il est vrai que notre état actuel n'est pas comparable à celui de la France, mais les vagues de la première Révolution ont déferlé si loin et si largement dans l'Allemagne du Sud et du Centre qu'il faut tenir compte de l'état d'esprit qu'elles ont créé chez cette fraction du peuple allemand. Ce qui était pour la France vieillissante un excès insensé, enferme pour nous des germes qui, bien cultivés et utilisés avec fermeté, sont capables de moissons neuves et saines. De plus, nous avons besoin d'une réforme sociale pour marcher socialement aussi à la tête de l'Europe, pour exercer une attirance et une fascination, et pour paralyser la funeste force d'attraction des États-Unis, qui nous ont pris au xix^e siècle des millions de nos fils robustes, braves et capables...

Grâce à notre jeunesse et à nos capacités de développement, grâce à notre remarquable force militaire, bien des choses sont possibles : nous pouvons créer un Empire allemand qui compte cent millions d'habitants, nous pouvons devenir « l'Europe », et dominer les mers par surcroît.

Rester dans notre état actuel, c'est impossible. Il faut grandir. Dès aujourd'hui, les nations voisines nous donneraient assez de prétextes pour en appeler à la force des armes, si nous le voulions. Toute guerre est évitable, de même que tout peut être une occasion de guerre; nous pourrions apprendre cela de Bismarek, qui a su se mouvoir avec virtuosité entre ces deux pôles, s'approchant tantôt de l'un, tantôt de l'autre. *Pour nous, la grande occasion de guerre, occasion durable et suffisante, git dans ce fait que, depuis la fondation de l'Empire et le développement de la force allemande, les Allemands de tous pays ont été opprimés et molestés sous tous les cieux; c'est ainsi que le monde perfide et jaloux a répondu à notre résurrection.* En Russie, en Autriche et au delà des mers ont commencé immédiatement ces persécutions contre les Allemands que la nation indolente et indifférente a jusqu'ici supportées sans émoi, mais que nous ne pourrions tolérer à la longue sans nous déconsidérer. Il nous faudrait être passionnément convaincus que l'avenir est au peuple qui a foi en lui-même et qui éclate en clameurs furieuses et unanimes, dès qu'un étranger ose toucher à l'un de ses fils...

Nous ne gravirons un degré nouveau de notre évolution que par une guerre contre l'Europe. La France, comme la Russie, et peut-être l'Angleterre, s'opposeront à la création d'une Allemagne pangermanique; l'Autriche ne dira pas grand'chose, parce qu'elle est trop impuissante; il faudra alors faire éclater toutes nos mines et réaliser avec vigueur l'idée pangermaniste; tout ira bien alors.

Une politique habile et à larges visées saura diviser la lutte et faire les guerres l'une après l'autre; autant que possible, il faut abattre les adversaires un à un. Pour la France et la Russie, ce sera impossible, elles marcheront ensemble; mais nous sommes en mesure de les affronter, d'après l'opinion de nos militaires. Même la coalition de Kaunitz qui faisait trembler Bismarck dans sa vieillesse, ce qui fut immédiatement remarqué et utilisé à Vienne, même cette coalition pourrait être vaincue par les moyens dont nous disposons, à condition que nous nous élevions sans scrupule et sans hésitation à un emploi plus énergique encore de la violence dans la guerre...

L'Allemagne pangermanique ne sera possible, qu'une fois la grande puissance slave, la Russie, complètement battue et réduite par nous. Lorsque les armées allemandes victorieuses camperont de la Moldavie à l'Adriatique, il sera possible *d'expulser simplement de Cisleithanie la population non allemande*, en la dédommageant, il est vrai; mais il faudra faire table rase et faire alors de la *colonisation allemande*. Dans des circonstances si exceptionnelles, nous n'hésiterions pas à prendre à la France comme à la Russie de larges bandes de territoire que nous organiserions en *marches* sur nos frontières de l'est et de l'ouest. On ferait de l'évacuation de la population étrangère dans ces régions (qui auraient la plus vaste étendue possible), et sans doute aussi de son indemnisation par le gouvernement vaincu, une condition de la paix. Alors nous coloniserions. *Voilà comment nous nous représentons l'élargissement de nos frontières en Europe, et notre population au si rapide accroissement en a besoin comme de pain*. C'est à peu près ainsi que nous pourrions procéder à l'avenir dans toutes les tractations, et nous nous créerions par là un puissant empire fermé, parfaitement indépendant au point de vue économique, et qui deviendrait la base d'une cohésion natio-

nale impérissable, d'une imposante force nationale. Au cours de cette gigantesque opération, nous inviterions les Allemands qui vivent trop loin de nos frontières pour que notre expansion les rejoigne jamais, c'est-à-dire les Allemands de Hongrie, de Transylvanie, de l'Amérique du Nord, de la Russie centrale et des Provinces baltiques (au cas où nous ne les conquerrions pas) à rentrer dans leur patrie, nous les installerions dans les Marches comme les rois de Hohenzollern l'ont fait si souvent pour les Allemands que les satrapes du Vatican chassaient autrefois de leurs terres. *Telle serait notre politique nationale, telle serait notre réponse à la germanophobie si impudemment déclarée partout*, parce que nous avons osé devenir majeurs à l'intérieur de nos modestes frontières. Un peuple qui a supporté l'incendie du Palatinat, un peuple à qui les Tchèques, depuis les jours des Hussites, ont créé des difficultés sans fin, un peuple que tous les Slaves, Russes ou Polonais, haïssent et harcèlent de concert, a, de par Dieu, *le droit* d'agir ainsi, selon des procédés sommaires, mais certainement plus humains que ceux qu'il nous a fallu subir au temps de la guerre de Trente ans et sous Napoléon.

Et même s'il ne s'agissait pas d'une vengeance, si nous ne demandions pas réparation pour des torts anciens qui font que, par exemple, des centaines de localités prussiennes paient encore aujourd'hui des impôts de guerre qui datent des temps français, le crime de s'opposer au développement de l'Allemagne est si grand, que les moyens les plus tranchants suffisent à peine à y répondre. *Nous avons besoin d'espace en Europe si nous voulons être et rester une grande puissance et un peuple*; l'évolution naturelle nous pousse dans cette direction, et nous n'estimerions pas sage de reculer devant les conséquences extrêmes de cette exigence. Sans doute, nous créons par là un droit de guerre nouveau, un nouveau droit des

peuples ; mais qu'importe, à présent qu'on ne fait la guerre qu'une fois en cinquante ans ? On peut parfaitement modifier, c'est-à-dire perfectionner chaque fois le droit des gens selon ses besoins. Nous pensons d'ailleurs que quiconque entreprendra une guerre, à l'avenir, fera bien de ne tenir compte que de son intérêt propre et non d'un prétendu droit des gens ; on fera bien d'agir sans aucun scrupule et sans avoir égard à rien ; ceci est vrai également d'une guerre avec l'Angleterre, et les clauses de la paix devront être tout autrement dures et efficaces que celles du traité de Francfort lui-même. On n'arrive à rien autrement, et plus impitoyable est le *ex victis*, plus grande la sécurité de la paix qui y succède ; dans l'antiquité, on détruisait complètement les peuples vaincus ; aujourd'hui c'est matériellement impraticable, mais on peut imaginer des conditions qui se rapprochent beaucoup d'une destruction totale.

Ibid., p. 208-214.

IX

L'ÉCRIVAIN ANONYME DES « GRENZBOTEN »

L'article anonyme paru en 1901 dans les *Grenzboten* (Messagers de la frontière) sous ce titre : *Holland und Deutschland* (1) émane probablement, comme tous les articles anonymes de cette importante revue, d'une plume très autorisée. Il dédie aux Hollandais la démonstration brutale de l'impuissance de la Hollande et de la vanité de sa neutralité garantie par les traités. S'il est vrai que la Hollande et ses colonies soient perpétuellement à la merci d'un coup de main, pourquoi ne pas assurer l'avenir en se rattachant au puissant Empire allemand ? L'Allemagne offrirait généreusement à la Hollande les avantages de l'Union douanière, la protection de son armée et de sa flotte, les bénéfices inappréciables de sa culture supérieure. La Hollande conserverait son autonomie politique intérieure et certaines prérogatives formelles : elle deviendrait une deuxième Bavière à l'intérieur de l'Empire allemand. L'auteur ne dissimule pas les avantages que l'Allemagne trouverait à cette combinaison : possession du « Rhin allemand » jusqu'à ses embouchures, mise en commun de deux empires coloniaux dont l'un, celui de l'Allemagne, ne vaut rien, tandis que l'autre, celui de la Hollande, est d'une grande valeur. Mais il tient à présenter comme un devoir moral et comme une nécessité vitale le don volontaire de soi-même qu'il somme la Hollande de faire à l'Empire allemand.

(1) *Grenzboten*, t. 60, 1901, p. 145-157, 199-212, 260-272.

Les deux axiomes sur lesquels s'appuie, avec une lourdeur naïve, cette démonstration, sont très caractéristiques de la mentalité officielle moyenne en Allemagne : 1^o les traités de neutralité sont faits pour être violés par les Etats forts; 2^o les petits Etats n'ont ni conscience nationale, ni honneur national à défendre; des considérations d'intérêt matériel et de prospérité économique doivent toujours suffire à les déterminer.

L'Allemagne, évidemment, juge les grands Etats d'Europe d'après elle-même, et les petits d'après ses propres petits Etats : Hanovre, Hesse ou Nassau, qui furent serviles et sans vergogne, quand la Prusse les eut annexés.

I. — *Impuissance de la Hollande, vanité des traités de neutralité.*

On n'imagine pas de guerre européenne où le belligérant à qui la Hollande, comme Etat souverain, offrirait son concours, ne ferait pas mieux de refuser cette alliance, comme complètement dénuée de profit. Quand on conclut un marché, il faut avoir quelque chose à offrir. Or la Hollande, non seulement ne peut rien donner, elle doit encore tout demander. Son alliée aurait à prendre sous sa protection le territoire hollandais lui-même, comme aussi les colonies hollandaises, sans rien recevoir qui ressemble à un équivalent. Ou bien la Hollande serait-elle disposée à payer cet équivalent en sacrifiant ses droits politiques souverains ou en livrant ses colonies d'outre-mer? Dans les deux cas, elle céderait avant la guerre le prix même qu'elle espère de la guerre. Telle est la malédiction spéciale attachée à cet état

hybride où s'est réfugiée la Hollande désarmée : il la protégera aussi mal, en cas de guerre, qu'un manteau de papier dans l'ouragan.

Et les traités ? En temps de guerre, les paragraphes de tous les traités de neutralité volent au vent comme des lambeaux de papier, et il se pourrait que la Hollande, au cours de la guerre qui viendra tôt ou tard, avant même d'avoir fait entendre sa voix pour rappeler les garanties inscrites sur ces flocons légers, voie ses provinces continentales, tout comme ses lointaines colonies, occupées par l'une ou l'autre des puissances belligérantes. Car celles-ci ont besoin, tant que la lutte fait rage, de points d'appui et de ressources, et à la conclusion de la paix, de gages acquis par la force des poings, et qui leur serviront d'atouts.

Die Grenzboten, t. 60, p. 154-155.

II. — *Importance du port d'Emden.*

Ce n'est pas l'établissement d'un port de guerre sur la Knok qui préoccupe l'opinion indépendante en Hollande, ce sont les préparatifs que fait le Gouvernement allemand pour transformer la ville d'Emden en un grand port de commerce, et pour gagner ainsi un plus large accès à la mer, que ces dernières années nous ont rendue si familière.

L'élargissement et l'approfondissement du port d'Emden, en même temps que la multiplication des écluses, ont été les premiers actes par lesquels le gouvernement a insufflé quelque énergie à cette ville endormie dans ses souvenirs ; ensuite vint le percement du canal de l'Ems

à la Jahde, destiné à amener vers Emden le transit de l'Oldenbourg. Le Gouvernement hollandais a vu ces mesures avec une placidité que rien ou presque rien n'a pu troubler et y a trouvé, par vieille habitude, une explication satisfaisante. Le gouvernement de Hanovre, lui aussi, avait jadis essayé de soustraire la ville à son enlèvement obstiné, mais tout était resté dans les vieilles ornières.

Puis vinrent les années 1880-90 avec le merveilleux essor commercial et industriel qui plaça l'Allemagne au deuxième rang des puissances dans ces domaines. Emden, malgré l'amélioration de son port, n'eut aucune part à cet essor; tout au plus parlait-on de quelques bateaux de plus pour les pêcheries de harengs. Mais le gouvernement ne perdait pas de vue le cours de l'Ems et le Dollard. Tandis que le commerce allemand se poussait hardiment dans le monde et s'y faisait une place plus grande tous les jours, il était impossible que, sur le sol natal, l'*hinterland* de ce fleuve fût plus longtemps exploité par un commerce étranger. La Frise orientale s'était toujours considérée comme la suite naturelle du pays westphalien de l'Ems, et c'est dans cette pensée que le bailliage d'Aurich avait été placé, immédiatement après l'annexion du Hanovre, sous l'administration des chemins de fer de Munster. La conséquence rigoureuse était d'amener par le canal de Dortmund à l'Ems une relation plus étroite encore entre la côte frisonne et le pays qui se trouve derrière.

Ibid., p. 156.

III. — *Le Rhin allemand.*

La communication avec l'Elbe ou la construction du canal dit de l'Intérieur (*Mittellandkanal*) favoriserait sans doute grandement les intérêts des pays de l'Ems, pas plus cependant que ce ne serait le cas pour l'Elbe ou la Weser; d'autre part, ce canal n'a rien à voir avec les intérêts hollandais. Ceux-ci se réduisent à deux questions, dont la première est facile à résoudre. Inutile de perdre beaucoup de paroles à démontrer que la région industrielle rhénane et westphalienne exporterait par la nouvelle voie fluviale un fort pourcentage des produits qu'elle fabrique en masse et qui, jusqu'à présent, descendaient le Rhin; c'est déjà un fait partiellement accompli. Quant à la seconde question, il s'agit moins, pour le moment, de savoir si une forte quantité des produits du Midi se laisseraient détourner du Rhin vers l'Ems, que de l'attitude qu'il est grand temps que le Gouvernement prenne à ce sujet.

Le Rhin est de tous les fleuves allemands le plus commerçant. mais tandis que son cours supérieur et moyen est bordé de pays allemands, ses embouchures et la plus grande partie de son cours inférieur sont en territoire étranger. Non que ceci doive exciter un désir légitime de conquête, mais ceci fait naître à bon droit l'idée de réduire au minimum, par d'autres moyens, les désavantages qui résultent de ce fait. Tant que l'Allemagne a été morcelée et divisée, et que le royaume de Prusse, qui y était le plus directement intéressé à cause de ses provinces occidentales, a eu devant lui d'autres besognes plus grandes et plus importantes, on n'a pas pu songer à contrebalancer la prépondérance commerciale

de la Hollande par le percement de canaux. C'est ainsi que cet État a exploité l'avantage de sa situation; et on peut d'autant moins le lui reprocher, si l'on ne tient compte que de considérations matérielles, que personne ne pouvait prévoir que l'organisation politique de l'Allemagne dût jamais changer.

Ibid., p. 157.

IV. — *La médiatisation de la Hollande.*

Germania farà da se, comme les Italiens le disaient autrefois, si orgueilleusement, de l'Italie. Mais elle le fera en réalité, et sans vouloir jeter de la poudre aux yeux. Est-ce à dire que nous nous passerons d'alliés? Non, mais les alliés les plus forts viendront à nous naturellement, et ce sera une démonstration de plus de cette vérité, que la force attire la force. Nous pouvons nous passer d'alliés faibles; que les Hollandais se le tiennent pour dit! Toutefois nous aurons de l'ouvrage, même pour les plus faibles, s'ils font preuve de bon vouloir. La nouvelle récente, d'après laquelle la Hollande songerait à fortifier notablement sa flotte, est sans importance pour l'Allemagne. S'il n'y a là-dessous d'autre intention que de la tenir prête à donner un secours tout mécanique en cas de guerre, à peu près comme les armées et les flottes de la Triple-Alliance sont obligées à se secourir mutuellement, dans des circonstances très définies, ce projet ne peut nous servir de rien.

Ce qu'il nous faut, ce n'est pas un traité qu'une saute de vent emporte, c'est une fusion sanctionnée par une loi acceptée par les deux peuples. L'Allemagne et la Hol-

lande sont solidaires dans la prospérité comme dans la ruine; l'une a autant d'intérêt que l'autre à leur conservation à toutes deux. C'est le principe que devrait exprimer le premier paragraphe de la loi d'union. Tout nous y pousse : la même situation et le même peuple, le même esprit et la même langue, les mêmes tendances pratiques et idéales, mais surtout la situation désespérée de la Hollande.

D'où vient donc cette résistance intérieure, si difficile à vaincre chez les Hollandais? Qu'est-ce qui s'oppose et objecte des fantômes de raisons au geste qui les jetterait sans réserve dans les bras de la puissante Allemagne? Rien d'autre que la résistance à l'esprit d'ordre uniforme et sévère qui a été celui de leurs de Ruyter et de leurs Orange, et que leurs voisins allemands ont canalisé à présent dans la règle fixe et durable, dans le système uniforme pour tous. Au temps de sa floraison et de son éclat, cet esprit de révolte a plus d'une fois précipité la Hollande dans des crises graves. Il a été plus tard l'une des causes de la décadence de la puissance hollandaise et la cause unique de sa profonde déchéance. Maintenant encore, à la veille de l'heure qui sera décisive pour l'existence même des Pays-Bas, ces puissances travaillent à obstruer le seul chemin qui monte.

Si les Hollandais veulent s'unir à l'Allemagne, ils ont devant eux les perspectives suivantes : d'abord l'égalité économique, sur les bases d'un traité établissant l'Union douanière; secondement, l'autonomie politique à l'intérieur; troisièmement, l'alliance avec l'Allemagne pour toutes les questions extérieures, alliance garantie par une loi astreignante pour les deux États. Est-il si difficile de choisir? Si la Hollande compte encore sur l'immunité que lui assure sa situation de neutre, il pourra lui en coûter des choses essentielles, à quoi il lui faut tenir, plus d'autres choses auxquelles il serait fou de tenir. Remettre

librement aux mains d'un plus fort la direction de ses affaires politiques extérieures rapporte toujours de l'honneur; mais renoncer, par un esprit de défi incompréhensible et de fierté mal justifiée, à la liberté de sa vie économique et à l'autonomie de sa législation, entraîne non seulement le dommage, mais encore la honte à sa suite.

Ibid., p. 271-272.

FRITZ BLEY

M. FRITZ BLEY, publiciste, romancier et polygraphe, né à Quedlinburg, en 1853, a derrière lui une carrière de journaliste et de fonctionnaire colonial. Ses voyages l'ont conduit en Italie, en Grèce et dans les pays scandinaves, mais aussi aux Etats-Unis et dans le Venezuela. Editeur, en 1885, de la *Kolonialpolitische Korrespondenz*, il a été, de 1887 à 1888, chef de la station d'Usungula (Afrique orientale allemande). De 1897 à 1898, il est rédacteur en chef de l'*Ostpreussische Zeitung*; en 1905, il fonde la revue *Zeitfragen* (Questions de ce temps), puis la *Deutsche Volkskorrespondenz*. Son œuvre comprend des romans, des poèmes, de la critique d'art, des monographies d'histoire naturelle, enfin des écrits polémiques sur des questions de politique coloniale et d'expansion pangermanique. Ces derniers seuls nous intéressent ici. Deux questions sont au centre de ses préoccupations : la germanisation de la Hollande et la germanisation des Etats boers de l'Afrique du Sud. Il a publié sur ces sujets les ouvrages suivants :

1891. *Deutsche Pionierarbeit in Ostafrika* (Le Travail des pionniers allemands en Afrique orientale) ;

1896. *Die Weltstellung des Deutschtums* (La Situation mondiale du germanisme) ;

1897. *Die alldeutsche Bewegung und die Niederlande* (Le Mouvement pangermaniste et les Pays-Bas) ;

1897. *Sudafrica niederdeutsch* (L'Afrique du Sud, pays bas-allemand) ;

1900. *Die Buren im Dienste der Menschheit* (Les Boers au service de l'humanité) ;

1901. *Der Burenkrieg in Wort und Bild* (La Guerre des Boers par la parole et par l'image).

Fritz Bley a été, en 1896, l'un des fondateurs de la *Ligue pangermanique* (*Alldentscher Verband*) dont il a adopté le programme. Son ouvrage sur *La Situation mondiale du Germanisme* proclame, d'une part, l'excellence universelle et reconnue du peuple allemand, dans tous les domaines de la pensée et de l'action ; d'autre part, l'insuffisance du territoire et de la situation politique et économique qui lui sont échus. Il indique qu'à l'avenir trois grands empires se partageront l'univers : l'Empire britannique, l'Empire russe et l'Empire de l'« Europe centrale » (c'est-à-dire austro-allemand).

Il est du devoir de l'Allemagne de se constituer sans retard un vaste domaine économique de système douanier unifié, protectionniste au dehors, libre-échangiste au dedans, et qui englobera peu à peu tous les Etats de l'Europe centrale : Allemagne, Autriche-Hongrie, Suisse, Belgique, Pays-Bas, France peut-être, Etats balkaniques et Turquie.

Alors naîtra le « siècle allemand », ère de prospérité et de civilisation sans égale dans l'histoire. Pour mener à bien cette œuvre, il faut achever de détruire l'ancien idéalisme allemand philosophique, internationaliste et chimérique, et faire éclore une nouvelle culture de l'esprit, qui soit nationale, historique, allemande.

Dans les ouvrages relatifs aux Pays-Bas, la thèse essentielle de M. Fritz Bley est celle de l'unité nécessaire des peuples bas-allemands et de leur fusion également nécessaire avec les peuples de Haute et Moyenne-Allemagne. Pour des raisons à la fois ethniques et linguistiques, il est donc indiqué de rattacher à l'Empire allemand la Hollande entière, la Belgique, même wallonne, la Flandre française, le Luxembourg. L'auteur ne dissimule pas, d'ailleurs, que l'Allemagne y trouvera, par la possession totale du Rhin et de la côte de la mer du Nord, un notable avantage économique et politique.

I. — Pourquoi l'Allemagne a besoin des Pays-Bas.

Le mouvement pangermaniste aux Pays-Bas doit être envisagé à trois points de vue entièrement différents :

1° Il s'agit d'abord de conclure, puis de développer dans un sens politique, une alliance économique et politique éternelle entre l'Empire allemand et l'Autriche-Hongrie d'une part, les Pays-Bas d'autre part. Une alliance de cette espèce est affaire au libre droit des parties contractantes et ne regarde ni la France, ni l'Angleterre, ni personne au monde.

Si la France, cependant, avec ou sans l'Angleterre, choisissait cette alliance pour prétexte d'une déclaration de guerre, elle rendrait au mouvement pangermaniste le même service qu'elle a rendu à la cause allemande en 1870. Un second Waterloo serait pour nous le bienvenu ; de toute façon, tenons notre poudre sèche !

L'univers sait que l'Allemagne ne veut pas et ne cherche certainement pas la guerre avec la France. Mais si la France commet l'infamie de provoquer une fois encore la guerre contre l'Allemagne, il n'y aura de paix possible qu'autant que toute la Flandre française aura été restituée à la Belgique, et tout le Luxembourg à l'Allemagne ;

2° Il s'agit, secondement, du mouvement linguistique d'unification du bas-allemand (*alldietsch*). Le monde bas-allemand tout entier réclame la fusion des dialectes bas-allemands, grâce à une orthographe commune. Ceci aurait une influence incalculable sur le sentiment d'unité raciale chez les habitants des Pays-Bas, d'Allemagne et d'Autriche. La circonstance heureuse qui a rapproché les populations basses-allemandes des populations hautes-allemandes depuis la Réforme, puis qui a fait, depuis 1870, leur union politique, nous fournirait la base sur laquelle les Pays-Bas, à leur tour, pourraient être rapprochés de la vie de l'Empire, d'une manière honorable et pour leur plus grand profit intellectuel. C'est la Haute-Allemagne, d'ailleurs, qui y gagnerait le plus ;

3° Car nous voulons, troisièmement, rajeunir la vie

entière du peuple allemand dans la miraculeuse jouvence du tempérament bas-allemand. Il faut que le regard de l'Allemagne se tourne de nouveau vers la mer, et au delà des mers, si nous ne voulons pas nous momifier dans notre mesquine existence bourgeoise. Par surcroît, la côte maritime est le point où naissent les orages de la politique allemande.

Die alldeutsche Bewegung und die Niederlande, p. 6.

II. — *Projet d'union germano-hollandaise.*

En Hollande, c'est une considération de la raison; en Flandre, c'est la débordante gratitude du cœur qui pousse à l'alliance avec l'Allemagne. La Hollande a besoin de nos colons et de notre situation de grande puissance pour ses domaines d'outre-mer qu'elle est incapable de défendre et de développer, à elle seule. Nous avons besoin de ces terres nouvelles hollandaises, déjà profondément fumées de sang allemand, comme complément indispensable de notre domaine économique. Nous avons besoin, sur le Rhin allemand et jusqu'à son embouchure, du libre trafic que la résistance sourde de la Hollande nous rend malaisé. Une union douanière, une armée et une marine communes, la première étant commandée en allemand, la seconde en hollandais, une gestion commune de nos colonies, inspirée de la prudence et du sens pratique hollandais : tel est l'objet de l'alliance germano-hollandaise. Si la Hollande n'était qu'une puissance continentale, cette alliance ne serait possible que du jour où l'Allemagne imposerait

par la force ses justes prétentions. Mais, comme le vaste domaine colonial de la Hollande s'effrite et se trouve de plus en plus menacé, les négociants de l'Amstel et de la Meuse se rapprocheront de nous dans leur propre intérêt. Quand les intérêts sont à ce point réciproques, l'accord ne peut manquer de se faire. Ne nous méprenons pas à cette haine qui se manifeste si souvent en Hollande contre tout ce qui est allemand... Cette germanophobie tient essentiellement à ce que les Hollandais ont mauvaise conscience; ils ne comprennent pas eux-mêmes comment le puissant Empire allemand a pu si longtemps supporter patiemment et sans résistance que la petite Hollande lui verrouille la porte de son plus beau fleuve.

Ibid., p. 7.

. — *Le Luxembourg.*

Dans les pays que les vicissitudes du sort ont plus ou moins séparés de l'Empire, et qui ont été le plus exposés à la contamination des mœurs françaises, le particularisme semble avoir pris une forme plus ignoble qu'ailleurs : les Suisses, les Hollandais, les Belges et même les Luxembourgeois ne se considèrent plus comme des ressortissants de l'une des nombreuses tribus germaniques, mais croient former des « nations » ! Qu'on y songe : la grande nation luxembourgeoise ! Il est vrai qu'elle possède aussi un chant national qui correspond à la grandeur de ses pensées :

Nous resterons ce que nous sommes,
Nous ne voulons pas être Prussiens !

.
Les Prussiens déclinent l'honneur d'enseigner à ce

petit présomptueux les éléments de la saine politique, mais l'histoire se chargera un jour, puisqu'il ne sait pas ce qu'il veut, de lui enseigner ce qu'il doit...

Du point de vue de la saine raison, il n'y a plus qu'un espoir pour le grand-duc de Luxembourg et pour les champions de l'unité luxembourgeoise : la prochaine guerre franco-allemande ! Si, comme on peut l'espérer, la France est battue, la Flandre française actuelle jusqu'à Dünkirchen (Dunkerque) et Boonen (Boulogne-sur-Mer) sera annexée à la Belgique, qui cédera en échange la région haute-allemande d'Arlon et de Bouillon au Luxembourg...

Quant à savoir si la « neutralité du Luxembourg » et la fameuse « indépendance de la Belgique » sont des causes dignes du vaillant peuple des Pays-Bas, c'est ce que je livre au jugement des Hollandais et des Flamands qui conservent au cœur le souvenir de leurs de Witt, de leurs Tromp, de leurs de Ruyter, de leurs Artevelde et de leurs Jan Breydel, de leurs Gueux et de leurs orangistes. En vérité, il s'écarterait mieux aux Luxembourgeois, au lieu de chanter leur puéril : « Nous resterons ce que nous sommes », de se souvenir de leur tâche historique, de regarder vers les sources de leur vie et de chercher la guérison dans la vertu de l'hymne pangermaniste :

Quelle est la patrie de l'Allemand ?
Ce doit être l'Allemagne intégrale !
O Dieu, du ciel jette les yeux sur nous
Et donne-nous un vrai courage allemand
Pour l'aimer bien et fidèlement.

Ibid., p. 12, 16, 17.

IV. — *La Belgique.*

Aujourd'hui encore, il y a en Belgique environ 50.000 Moyens-Allemands, sans compter, bien entendu, les Allemands d'Empire établis dans le pays. Rien que dans le Luxembourg belge, on compte 21 communes avec 40.000 Hauts-Allemands. Le domaine linguistique haut-allemand a été autrefois beaucoup plus étendu, ainsi que le prouve nettement la survivance de neuf communes haut-allemandes dans la province de Liège... Meyen écrit dans son histoire de la ville de Bastogne, p. 35 : « Très anciennement, c'est-à-dire au xvr^e siècle, voire même jusqu'au xviii^e siècle, la langue allemande était généralement parlée dans cette ville. » Il en est de même pour Verviers.

Le passé du pays wallon a été, sans nul doute, allemand. Les noms de lieux déjà le disent. Lüttich (Liège) que les Flamands modernes appellent d'un nom limbourgeois, Luik, au lieu de Ludik, s'appelait autrefois Ludeke. Borgworm (en français Waremmé), Bitsingen (en français Bassenge), Kruisworm (en français Corswarem), Eben-Emaal, Herstappe, Wouteringen (en français Otrange), Ordingen (en français Ordange), Rukkelingen (en français Roclenge) et, à l'est de la Meuse, Daalhem, Sint-Maartens-Voeren, Sint-Pieters-Voeren, 's Gravens-Voeren (en français Fouron-Saint-Martin, Fouron-Saint-Pierre, Fouron-le-Comte), Sippenaken, Remersdaal, Mouland, Teuren, etc. parlent distinctement d'un passé allemand.

Le waëlique (*waëlich*), fortement teinté de germanisme, n'est pas du tout équivalent aux dialectes du nord de la France; qu'on le compare un peu au patois cham-

penois ! Il n'a rien de commun non plus avec le français que parlent en Belgique les classes dirigeantes qui se disent wallonnes (*wallonisch*)... Les Waliens du district prussien de Montmédy, à moins d'avoir appris le français, sont à peine capables de comprendre tel ou tel champion du « mouvement wallon » parlant le français de Paris. Avec les Waliens bas-allemands (*Dietschwalen*) de Liège, ils se comprennent parfaitement dans leurs idiomes respectifs.

Ibid., p. 37-38.

V. — *La Flandre française.*

Nous ne pouvons quitter les Flandres sans donner une pensée aux pays flamands perdus, l'Artois et la Flandre maritime que Louis XIV nous a brutalement ravies comme il nous a ravi l'Alsace-Lorraine. Ce beau pays des bords de la Manche, avec environ cent communes parmi lesquelles Dünkirchen (Dunkerque), Kassel (Cassel), Grevelingen (Gravelines), Hasebruuk (Hazebrouck), Bruukburg (Bourbourg) et Sint-Winosksbergen (Saint-Vinox) est resté flamand jusqu'à nos jours. Mais même l'intérieur du pays, au delà de Boonen (Boulogne), avec les villes de Vimille, Sint-Omaars (Saint-Omer), Kales (Calais), Rijssel (Lille), Kamereyk (Cambrai), etc., n'a qu'un vernis français très superficiel. La population continue à penser et à parler flamand.

L'apparence physique de ces trois quarts de million de Flamands, leurs yeux bleus, leurs cheveux blonds, leurs corps élancés et leur haute taille ne laissent aucun doute sur le pur sang allemand de cette race magnifique. Ils se sont vaillamment défendus contre les « méchants, vils et

sots Français » et leurs prétentions. Les Français eux-mêmes ne se sentent pas chez eux dans ce pays. Henri Baudrillart écrit dans la *Revue des Deux-Mondes* d'août 1882 : « Il nous est arrivé à nous-même de nous sentir un peu étranger dans ces campagnes. »... Toutes les mesures coercitives de la Terreur et des deux Empires n'ont pas réussi à extirper de la Flandre maritime le dialecte bas-allemand (*dietsch*). Baudrillart dit dans l'article cité : « Comment pourtant ne pas apprendre notre langue à ces jeunes *Français* (*sic*) ? Le pourrait-on sans une sorte de trahison nationale ? Nous avons lieu de regretter de n'avoir pas appris la langue française, depuis Louis XIV, à nos paysans d'Alsace. La leçon doit nous servir. »

Cette découverte vient trop tard. Et elle part de prémisses radicalement fausses. Car les recherches de Baudrillart sur « les populations rurales en France » prouvent de façon irréfutable, s'il est encore besoin de preuve, que les Flamands du nord-ouest sont très supérieurs à toutes les populations rurales de France, et que leur fusion avec les Français, inférieurs de corps et d'esprit, amènerait la dégénérescence de leur race. Mais si la Flandre maritime doit être réunie tôt ou tard à la Flandre occidentale et si l'on reprend aux Français comme c'est le bon droit, ce que la rapine brutale de Turenne a arraché aux Flandres, c'est alors qu'on entendra la France entière pousser des cris, comme après la reprise de l'Alsace-Lorraine ! Cependant il y a une distance incommensurable entre la population haute-allemande des Pays d'Empire, toujours prête à renoncer à sa personnalité, et la loyauté basse-allemande inébranlable de cette partie des Flandres. Les Français frétillements et la tranquillité de granit de ces Flamands des côtes ! Héros du Walhalla, ne crevez pas de rire !

La « civilisation » française n'a jamais connu de plus

rudes rebuffades que dans ce pays où l'on a coutume de dire à un rustaud bête et maladroit : « O gey, Walekop ! » (1) Et comment ce peuple oublierait-il qu'à toutes les époques, la culture, la science et l'art flamands ont été éminemment supérieurs à la culture, à la science, à l'art français !...

Les Français connaissent si bien cet état d'esprit que, pendant la guerre franco-allemande, les chefs d'armée refusaient de mener au combat des troupes des Flandres françaises contre les Allemands. Ils avaient pour cela de bonnes raisons. Car la population des départements du Pas-de-Calais et du Nord s'est réjouie ouvertement de toutes les victoires allemandes. Les préfets durent employer une extrême rigueur pour prévenir la révolte menaçante. Faidherbe, en 1871, n'osa pas avancer au nord-ouest parce qu'il craignait la population du Nord...

Courage ! cette race de la Flandre maritime ne deviendra française, ni par la violence, ni par la ruse. Napoléon III a essayé de la ruse, et depuis il est d'usage dans tous les partis d'agir sur les Flamands par des manifestes électoraux en langue flamande, comme les Bas-Allemands d'Amérique sont travaillés par les yankees à l'aide de discoureurs bas-allemands. Mais les Flamands ne sont pas pour cela devenus Français ; ils n'écoutent que leur tête dure.

En vérité, il est temps qu'en Allemagne on se souvienne de ces frères séparés. Le poing allemand a cinq doigts : les Flamands, les Boers, les Hollandais, les Hauts-Allemands, les Bas-Allemands... Mais le poing allemand peut se serrer et frapper, quand la colère le fait frémir. Et où qu'il frappe, l'herbe ne repousse plus.

Ibid., p. 60-61, 62-64.

(1) Va donc, tête de Wallon !

VI. — *Le devoir pangermaniste.*

Nous sommes, sans conteste, les meilleurs guerriers du monde ! Deux siècles durant, la force allemande étaya l'Empire romain vermoulu ; car des Allemands seuls ont pu briser la robustesse primitive des Allemands. Dans sept batailles qui sont des batailles de nations — dans la forêt de Teutobourg, aux Champs Catalauniques, à Tours et Poitiers, au Lechfeld, à Liegnitz, sous Vienne, contre les Turcs, et à Waterloo — nous avons sauvé la civilisation européenne.

Nous sommes le peuple le plus capable dans tous les domaines du savoir et des beaux-arts !

Nous sommes les meilleurs colons, les meilleurs marins, et même les meilleurs négociants !

Et cependant nous n'avons pas du monde la part d'héritage qui nous revient, parce que nous ne voulons pas apprendre à tirer de l'histoire des enseignements salutaires.

N'ont-ils pas assez duré, la honte de notre race et l'abaissement volontaire de notre peuple, et la violence faite à l'esprit allemand par la France, par Rome, par l'Angleterre, par les Slaves et par les Huns, et l'abandon de notre domaine allemand ? Ne veut-on pas enfin comprendre en Allemagne que tout le malheur de notre histoire, depuis mille ans, a découlé de ce goût fatal qu'ont les Allemands pour les billevesées internationales ? Ultramontanisme, socialisme international, cosmopolitisme et autres vocables étrangers qui désignent des tendances non allemandes : que sont-ils, sinon les formes diverses de cette erreur de tendance qui nous rend si incompréhensibles à l'étranger ?

Je vois flamboyer la colère sur le front de plus d'un bon Allemand qui lit ces lignes ; j'entends qu'on m'objecte nos victoires et le sérieux sanglant avec lequel nous avons obtenu qu'on prenne garde à notre épée et qu'on respecte notre race. Tant pis pour nous, si nous ne savons pas garder, et chaque jour conquérir à nouveau, ce que nous avons acquis à la pointe de l'épée dans un accès de colère sainte ! Nous n'avons pas encore appris, à l'exemple des Anglais, des Russes et des Américains, ou même des Huns, des Slovènes et des Slovaques, à marcher en tête de notre propre histoire ; distraits et rêveurs, nous flânons à sa suite. L'idée que l'Empire allemand n'est pas la conclusion, mais le début de l'évolution de notre race, cette vérité qu'on peut toucher du doigt n'est pas encore devenue le bien commun de tous les Allemands ; elle demeure l'apanage d'un petit groupe d'hommes cultivés, j'entends par là non des érudits au cerveau biscornu, mais des hommes de cœur et d'intelligence.

Pour la grande masse qui, au fond du cœur, est encore particulariste et pense par tribu et non par race, l'idée pangermaniste n'apparaît encore que comme une locution chimérique et une vaine rêverie.

Die Weltstellung des Deutschtums, Munich, 1897. (*Der Kampf um das Deutschtum*, fasc. I, p. 21-22.)

VII. — *L'idéalisme allemand.*

Si nous jetons un regard d'ensemble sur la vie allemande à l'époque qui nous a valu par toute la terre le

titre d'honneur — ou, si l'on veut, le sobriquet — de poètes et de penseurs, le contraste allemand entre une vigueur intellectuelle quasi divine et une totale impuissance politique semble s'expliquer par un défaut inhérent à notre plus belle supériorité. Nous apparaissions comme le peuple de la pensée pure, comme des géants de l'abstraction. Sans aucun doute, l'importance mondiale du germanisme réside pour une part dans ce fait. Quoi qu'aient pu produire les peuples étrangers dans ce domaine, il est incontestable que les Allemands ont le mérite d'avoir les premiers ordonné et tressé en couronne, grâce à un lien d'unité intérieure, les diverses branches du savoir. Les plus grands artistes parmi les historiens, comme Niebuhr, Ranke ou Mommsen, les cerveaux créateurs et constructeurs en géographie, comme Ritter et Humboldt, les constructeurs de système, en sciences naturelles, comme Liebig et Helmholtz : tous étaient des Allemands, que n'atteignent même pas un Macaulay ou un Darwin. Les divines consolations de la musique, qui s'élève jusqu'au séjour des bienheureux et descend jusqu'aux ombres pâles de la nuit, nous révélant toute l'énigme de l'existence : seul un Beethoven pouvait nous en faire don. Il est aussi superflu de parler de la profondeur de la philosophie allemande que de rappeler que le plus humain de tous les poèmes humains, le *Faust* de Goethe, est aussi le plus allemand de tous. Une école d'art, comme celle de Winckelmann et de Mengs, détachée de la terre, et qui cherche sa patrie dans un monde lumineux de formes pures, ne pouvait naître que sur le sol allemand. Mais la faiblesse que constitue une telle tendance, morbide pour un art qui se nourrit du monde réel des apparences, nous donne la clé de l'énigme : l'idéalisme allemand, ainsi qu'on a nommé, avec une fierté légitime, cette tendance de l'esprit allemand à s'élever au-dessus de la réalité quotidienne, n'est que la réaction

courageuse contre la contrainte imposée à ce même esprit par le cours de l'histoire.

Le grand élan nostalgique qui, à la fin du siècle dernier, emportait vers le rêve céleste et bienheureux d'une humanité idéale, tous les esprits avides de liberté, ne naissait que du dégoût qu'inspirait l'état lamentable et désespéré de la vie allemande d'alors. La flétrissure imprimée à l'amour-propre allemand par la guerre de Trente ans était trop brûlante encore dans le sang de la quatrième et de la cinquième génération; les princes et la noblesse avaient été, pour la plupart, trop profondément avilis par la servitude étrangère, le bourgeois allemand avait trop pris l'habitude de vivre isolé, pour que les esprits cultivés du XVIII^e siècle aient pu reconnaître dans le sentiment populaire la source de régénération. « La bassesse n'avait jamais eu autant de génie », est-il dit avec raison dans les *Souvenirs du prince de Talleyrand* à propos du Congrès d'Erfurt. C'est pour cela que la pensée allemande s'est enfoncée dans les profondeurs de son propre esprit, de son propre cœur, a voulu pénétrer l'essence et la quintessence des choses; et il nous faut être reconnaissants à notre destinée pour le précieux trésor que le génie allemand a trouvé dans ces profondeurs. Jamais, tant qu'il y aura des Allemands, on ne renoncera à explorer avec sérieux et hardiesse les plus profondes et les plus hautes questions, ni à donner une forme d'art et de poésie à leur contenu le plus intime.

Mais, d'autre part, l'histoire nous enseigne que ce bien suprême de l'humanité, l'idéalisme allemand, ne se conserve que dans l'écorce robuste du développement national.

Cette vérité a été reconnue en Allemagne aussi, avec une douleur mêlée de regrets, du jour où le cosmopolitisme et le mépris de la pensée politique ont amené la

domination tyrannique de la France et, avec elle, la mort des arts et des sciences.

Seul un peuple fort, respecté dans le monde entier, peut préserver de la destruction l'art et la science. La façon la plus sûre de servir les fins de l'humanité, c'est de travailler à l'élaboration de notre personnalité nationale et de lui donner toute sa force de rayonnement cristallin. Un peuple qui, comme le peuple allemand, a conscience d'être le représentant de si hautes pensées humaines, n'est pas destiné à périr, ni à former le mortier avec lequel des peuplades étrangères et inférieures construiront leur Etat national, donc non allemand, donc, selon nous, hostile au véritable développement de l'humanité.

Ibid., p. 22-23.

VIII. — *Les grands Empires de l'avenir. — Nécessité de l'Union douanière pour l'Europe centrale.*

Si l'on examine toute notre histoire et l'état économique du monde moderne, on en déduit avec nécessité cette conséquence irréfutable que l'Allemagne, l'Autriche, l'Italie, les Balkans, la Hollande, la Belgique et la Suisse, et si possible encore les pays scandinaves, devraient, eux et leurs colonies se joindre dans une Union douanière commune, libre-échangiste ou mitigée au dedans, fortement protectionniste au dehors, si tant est qu'ils veuillent préserver contre les gigantesques Empires russe, anglais et panaméricain leur existence économique, et le pain quotidien de leurs peuples...

Nous empiétons sur l'avenir en nous représentant comme accomplie l'évolution économique de ces trois

grands Empires. Mais l'évolution amènera vite la Plus-Grande-Bretagne, qui représente 17 o/o de la surface de la terre et 21 o/o de sa population, à former un domaine fermé par des barrières douanières vers l'extérieur, ouvert au dedans par des tarifs abaissés. La même évolution amènera l'Amérique, qui représente 22 o/o de la surface de la terre et 7 o/o de sa population, à former un empire analogue, exclusif lui aussi. Et quant à la Russie, qui sans la Chine embrasse déjà 16 o/o de la surface de la terre et 7 o/o de sa population, on ne peut se représenter sans vertige la situation, écrasante pour tous, qui sera la sienne après la soumission complète et l'absorption du Nord de la Chine.

Que peuvent faire les États de l'Europe centrale contre le poids écrasant de ces gigantesques Empires, si ce n'est de s'unir de leur côté — avec ou sans la France — et de rassembler autour d'eux tous les États plus petits qui servent de complément, de débouchés ou d'escalas à l'activité économique de l'Europe centrale, et qui sont, par la race, trop différents de l'Angleterre ou de la Russie pour se joindre à ces deux Empires géants?

La nécessité de cette politique économique a été reconnue en France depuis longtemps. Le *Constitutionnel* a vigoureusement fait campagne, dès 1894, pour qu'on oppose à l'Union douanière panaméricaine une Union douanière européenne. Mais tant que le peuple français, hypnotisé par l'idée de revanche, restera aveugle et sourd, il est inutile de compter les Français, en matière de politique future, comme un facteur sérieux ni pondérable.

Les puissances de la Triplice, au contraire, sont poussées par leur passé à rouvrir de force la vieille route commerciale de Byzance et de l'Asie-Mineure, que les Turcs ont strangulée au xvii^e siècle. Tout le territoire de la Turquie actuelle et les pays balkaniques for-

ment l'hinterland indispensable de la Triplice et sont propres à accueillir une part de l'excès de population allemande et autrichienne. On peut y ajouter, comme territoires exotiques, les colonies allemandes et, ce qui est plus important, les colonies hollandaises et l'Afrique du Sud; bref, nous réussirions ainsi à former un groupe de peuples et de pays qui pourrait poursuivre son développement dans une paix relative et vivre sa vie intellectuelle et matérielle... Dans les Pays-Bas, la nécessité reconnue de ce groupement économique de l'Europe centrale est un des facteurs les plus agissants du mouvement pangermanique.

Ibid., p. 17-18. 19-20.

IX. — *La perfidie anglaise.*

Comme toujours sans scrupule, dès qu'il s'agit de son avantage, l'Angleterre utilisa le traité de Paris, en 1815, non seulement pour empocher Malte et Ceylan, mais aussi pour frustrer l'Allemagne du fruit de ses victoires. Sans se soucier de ce que Blucher eût sauvé à Waterloo l'armée de Wellington, l'Angleterre soutint les prétentions de la France et empêcha la réunion, demandée par le prince de Hardenberg, des Pays-Bas et de la Suisse à l'Allemagne, prit Heligoland à son alliée victorieuse et en s'annexant la Colonie du Cap, alors purement boer, étrangla l'avenir de la race basse-allemande dans l'Afrique du Sud. C'était fort conséquent, du point de vue de la politique anglaise. Qu'on songe à ce que serait devenue l'Allemagne, si elle avait pu, unie aux Pays-Bas, utiliser au profit de sa situation mondiale l'essor immense que la navigation à vapeur a donné aux relations maritimes

au cours de ce siècle, au lieu d'abandonner ce rôle à l'Angleterre... Pour l'Angleterre il n'y avait pas de plus grand danger, en effet, que de voir l'Allemagne, augmentée des Pays-Bas, revenir à son ancienne situation maritime. Elle agit avec beaucoup de logique et de vraie sagesse anglaise en interdisant à nouveau cet avenir à son alliée de Waterloo. Pourquoi avons-nous été assez fous pour nous y prêter? Quand arrivera-t-on enfin, en Allemagne, en Autriche, aux Pays-Bas et dans l'Afrique australe, à chasser des yeux le sommeil et à comprendre les leçons qui ressortent si clairement de cet aspect de l'histoire anglaise?

Ibid., p. 14.

X. — *L'antagonisme anglo-allemand.*

Les victoires de Königgrætz (Sadowa) et de Sedan n'ont laissé à l'Angleterre aucun doute sur ce fait que l'Allemagne est résolue à rentrer de toute sa vigueur dans la concurrence des peuples. Mais on ne s'est adapté que lentement, de l'autre côté du Canal, à prendre les choses comme elles sont. La confiance dans une vieille alliée éprouvée, la myopie des peuples continentaux sont encore trop enracinées à Downingstreet et à Lombardstreet. Ne voit-on pas là combien il est aisé d'hypnotiser la France par l'idée de la revanche, au point qu'elle reste les yeux fixés sur la trouée des Vosges et en oublie presque tous ses autres devoirs? Bien entendu, l'Allemagne se trouve aussi privée, par cette attitude de la France, de presque toute sa liberté de mouvements. Elle

est forcée de faire des sacrifices énormes pour sa défense et se trouve notablement détournée de ses tâches économiques. Malgré tout, et malgré le gaspillage de forces qui est le complément fâcheux, mais inévitable, de notre paix armée, l'industrie allemande a lutté pied à pied avec l'industrie anglaise. Le commerce allemand a augmenté, au cours des treize dernières années, de 1.300 millions de marks, le commerce anglais a subi une baisse de 800 millions de marks. Il faudrait qu'on fût aveugle, en Angleterre, pour ne pas reconnaître qu'après la Russie, la Grande-Bretagne n'a pas de pire ennemie que l'Allemagne. Les Indes et la grande industrie sont les deux points vulnérables de l'Angleterre. La Russie en Afghanistan ne fonce pas plus consciemment sur les premières que l'Allemagne ne menace la seconde... L'Angleterre a donc les meilleures raisons pour s'opposer en toute occasion à la colonisation allemande, au progrès du commerce allemand et de l'industrie allemande. Le lui reprocher, c'est puéril de la part des Allemands. Sans doute, cette candeur est dépassée encore par de braves hommes d'État qui cherchent dans les eaux anglaises le salut de l'avenir allemand. Ne nous méprenons pas un instant sur notre situation. Aussi sûr que toute notre histoire nous a conduits au pangermanisme, aussi sûr que le mot d'ordre immédiat de notre politique doit être : consolidation de notre domaine économique dans l'Europe centrale et outre-mer — aussi sûrement aussi tout homme d'État anglais doit nous combattre, s'il sert les intérêts de son pays. Que la diplomatie de Downingstreet continue à voiler soigneusement ces ambitions britanniques et tâche, avec son astuce ancienne d'attirer, sur le terrain des pays continentaux qui serviront les fins britanniques, cela va de soi. Mais un homme d'État allemand qui croit encore, après toutes les expériences de l'histoire, pouvoir s'appuyer sur l'Angleterre, devrait

être un phénomène impossible à rencontrer ou même à imaginer.

Il n'y a qu'un prix dont nous pourrions acheter, non pas le respect et l'amitié de l'Angleterre, mais son alliance : le retour à l'ancien état de honteux morcellement, d'impuissance politique et de misère économique qui a régné dans la patrie allemande au XVIII^e siècle et qui menace à nouveau l'Empire allemand et les Pays-Bas, au cas où la question pangermanique ne serait pas bientôt réglée à fond.

Ibid., p. 15-16.

XI. — *Pangermanisme économique et linguistique.*

L'idée pangermanique (ou mieux pan-allemande, *alldeutsch*, puisque le mot Germanie est d'origine celto-romaine) est beaucoup plus facile à réaliser que l'acte de fer accompli par Bismarck quand il réunit les peuples moyen-allemands. Car nous ne nous proposons pas de rassembler sous un même sceptre, par la force des armes, tous les États allemands (ou germaniques, puisque ce terme inexact est d'un usage courant). Notre but est simplement l'alliance, consolidée par des traités politiques, de tous les États germaniques, pour la constitution d'un domaine économique suffisamment vaste et autonome, et pour la défense des intérêts communs de notre race. Si l'on reconnaît, dans les pays scandinaves, la nécessité d'une telle union, la main allemande se tend volontiers et de tout cœur. Mais qu'on n'attende pas de nous des bassesses !

Disons en passant que notre situation est tout autre à l'égard des Pays-Bas. Avec eux aussi nous désirons conclure une alliance politiquement définie, et non pas former un État unique. La grande différence entre eux et les Scandinaves, c'est la question de langue. Nous voulons bien, ce qu'on ne semble pas avoir compris en Hollande, ou ce qu'on ne réussit pas à se représenter, par défiance de nous, admettre la langue hollandaise écrite pour y fondre nos dialectes bas-allemands, mais bien entendu sans renoncer au haut-allemand comme expression littéraire supérieure... Au demeurant, nous devons tendre, comme l'a proposé Leibniz, à faire du haut-allemand l'expression scientifique et en quelque sorte le sanscrit de tout le monde germanique... J'ajoute que ce vœu trouve un accueil favorable dans le monde scientifique scandinave.

Ibid., p. 39-40.

XII. — *Le Siècle allemand.*

On trouvera à présent toutes naturelles les exigences que proclame le petit groupe des fidèles de l'idée nationale, au sujet de la vie intellectuelle allemande. Si l'examen des choses anglaises nous a amenés à réclamer pour nous aussi la nécessité de manifester jusque dans l'apparence physique de notre peuple le génie allemand, de développer dans l'art et dans la sociabilité les qualités latentes qui dorment en nous, notre propre évolution allemande corrobore parfaitement ces vœux. Personne ne les a exprimés à son peuple de façon plus belle, plus claire et plus chalcureuse, personne n'a donné à son peuple un exemple plus splendide et plus radieux de ces

qualités que Bismarck et Goethe, ces deux pôles de l'esprit allemand. Ce laisser-aller, cette habitude de se présenter en manches de chemise, avec des façons de commis voyageur, tout ce dont je me suis si amèrement plaint — et je n'en retire pas un mot — tout cela n'est nulle part plus détesté que dans la société allemande bien élevée. Le mépris de la forme, qui a été quelque temps un article de foi du germanisme intransigeant, est un défaut dont la morale de notre race semble avoir définitivement triomphé. Être gauche passe à bon droit pour un signe de sottise ; car, dans le monde des réalités, *l'extériorité* qui passait jadis pour indigne de l'esprit profond des penseurs, ne se laisse pas impunément négliger. Toutes choses tendent à aider le génie allemand à trouver son expression tangible ; et il s'agit ici d'utiliser systématiquement toutes les vellétés bonnes. Le grand domaine des exercices physiques, des jeux et des sports relève de cette idée ; il faut que tout cela devienne purement allemand, afin que le peuple lui-même apprenne à se contempler comme l'image d'une race incarnée. Le sentiment d'appartenir tous à une grande communauté sociale doit pénétrer tous les actes des Allemands, sur tout le globe. Dans les paroles et dans la musique, dans la sculpture et les monuments, dans la décoration du foyer et des lieux publics, il faut que la vie allemande, si riche, si florissante, soit fondue en un grand ensemble qui forcera l'univers à l'admiration et à la subordination volontaire.

Il faut que l'originalité personnelle se manifeste au dehors dans cette activité libre qui fait si gravement défaut à la vie allemande. Alors le sens commercial s'éveillera de lui-même, et le savoir mort sera précipité de son trône orgueilleux aux pieds de la capacité saine. Les classes créatrices de valeurs gagneront en considération et l'épouvantail ridicule d'un orgueil bureaucra-

tique qui se sent en opposition avec les forces agissantes de la vie nationale sera abattu, en même temps que toute l'enflure des formules et la platitude courtisane. Les Allemands, ayant appris à travailler eux-mêmes aux destinées de leur peuple, reconquerront l'estime personnelle de l'adversaire, estime qui leur a été si souvent refusée par ce qu'ils ne savaient pas se respecter eux-mêmes.

Le siècle au seuil duquel nous sommes pensera par nations, et par États. C'est pourquoi l'idée de la culture sera transvaluée. Si, à la fin du dernier siècle, ce qu'on appelait les beaux-arts constituait presque l'unique mesure pour la culture des individus supérieurs, si, jusqu'à nos jours, on a considéré la domination sur les forces de la nature comme le but presque unique de la civilisation humaine, c'est un nouveau critérium qui maintenant entre en vigueur : la culture politique. Notre jeunesse exige impérieusement, comme condition préliminaire à toute culture, la faculté, non seulement de connaître le passé de notre peuple, mais de lui rendre justice, et de découvrir les liens délicats qui unissent les pensées mourantes du passé, les forces agissantes du présent et les germes naissants de la vie allemande à venir. Il n'est pas besoin d'être prophète pour annoncer que cette conception née d'un sentiment personnel et exclusif, mais qui tend à une activité créatrice, conquerra lentement et sûrement les masses.

Alors nous serons sans inquiétude au sujet de toutes les questions de détail qui concernent la vie allemande. La direction rationnelle de notre émigration, la protection vigoureuse des Allemands à l'étranger, les problèmes ouvriers — qui ne peuvent être résolus que dans un sens national, car il n'y a pas de communauté d'intérêts entre des ouvriers allemands et des nègres ou des Chinois, — les différences confessionnelles, toutes les questions,

toutes, se résoudront d'elles-mêmes, dès que le bon sens, dès que la nature auront repris leurs droits dans la vie politique allemande, dès que le peuple aura réappris à vivre, à penser, à agir comme peuple. Depuis l'Empereur jusqu'au simple maçon ou cultivateur, chacun collaborera à l'édification méthodique de l'Etat pangermanique, dès qu'on aura reconnu de quelle source ont découlé dans notre malheureux passé tous nos maux, tous ! C'était le manque de volonté. Une seule chose nous a fait défaut, une seule chose peut nous guérir : le vouloir national, dur, trempé, inflexible, sans scrupule !

« L'histoire universelle, voilà le tribunal des peuples » (1).

Ibid., p. 46-48.

(1) Citation d'un vers de Schiller.

ERNST HASSE

ERNST HASSE n'est pas le fondateur de la *Ligue pangermaniste*, mais il est l'homme qui lui a donné la vie et l'illustration. Avant lui, l'explorateur Carl Peters, en 1886, avait réuni un *Congrès général allemand pour l'avancement des intérêts allemands outre mer*; et il avait projeté de créer une Ligue permanente pour l'étude et la défense de ces intérêts. Elle ne se fonda point. Des travaux coloniaux et de fréquentes absences en Afrique empêchaient Peters d'accorder une attention suffisante à sa besogne de propagande en Europe. En 1890, le traité qui cédait à l'Angleterre le protectorat de Zanzibar, en échange d'Heligoland, souleva dans l'Allemagne de l'ouest et du sud une violente émotion. Beaucoup de patriotes crurent acheter trop cher le rocher de porphyre à l'entrée de l'Elbe. Ils se réunirent à Francfort-sur-le-Mein, le 28 septembre 1890, sous la présidence du professeur Wislicenus, de Leipzig. Mais pour reconnaître la priorité des efforts de Carl Peters, ils fusionnèrent avec la société languissante qu'il avait créée et lui en offrirent la présidence. Ce fut l'*Allgemeiner deutscher Verband*, fondé le 9 avril 1891.

Cette société végéta comme la première, et pour les mêmes raisons. A la place du vigoureux pionnier qui, absorbé par ses campagnes d'Afrique, ne pouvait la présider, il fallait mettre un organisateur convaincu, et qui put donner tous ses instants à l'œuvre de propagande. Il se trouva en la personne du professeur Ernst Hasse, directeur des services de statistique de la ville de Leipzig. Cet assembleur de chiffres était un conducteur d'hommes. Ce classeur de fiches amoncelait dans son esprit des rêves prodigieux de conquête allemande. Avec l'aide du Dr Adolf Lehr, il fit de la Ligue de Peters une organisation puissante, remuante et redoutée. Il lui donna sa revue, les *Alldeutsche Blätter* (Feuilles pangermanistes). Il fit convoquer des Congrès annuels dans les principales villes

allemandes. Dès 1902, il imagina pour l'association, qui eut ses ramifications dans toute l'Allemagne et dans toute l'Autriche, son nom nouveau d'*Alldeutscher Verband* (Ligue pangermaniste); et comme il était député au Reichstag, toutes les décisions des Congrès pangermanistes étaient portées aussitôt à la tribune de la principale Assemblée parlementaire allemande, ou soumises, sous forme de pétitions insistantes et réitérées, au chancelier de l'Empire, que ce fût Hohenlohe ou Bülow.

Ce titre de *Pangermaniste*, donne à son association, l'entouré. Il eût préféré « pan-allemande. » Il a dit en toutes lettres :

« Nous autres Pan-Allemands (*Alldeutsche*) n'avons rien de commun avec les Pangermanistes (*Pangermanisten*). Les Pan-Allemands que nous sommes n'attachent d'importance qu'au sentiment de la solidarité de tous les Hauts et Bas-Allemands à l'intérieur des frontières de notre Empire. Le pangermanisme englobe aussi les Scandinaves et les Anglo-Saxons, et selon des écrivains tels que Gobineau et Chamberlain, il comprend même les Latins mélangés de Germains. Les aspirations pangermanistes, à mon avis, n'ont pas d'importance pratique pour un avenir prévisible (1) ».

Il n'en est pas moins vrai que cet Empire, dans les frontières duquel Hasse veut que tous les Allemands se sentent solidaires, c'est toute l'Allemagne et toute l'Autriche, unies militairement, mais aussi douanièrement et par une alliance organiquement insérée dans les Constitutions des deux pays.

La *Ligue pangermaniste* est issue de préoccupations coloniales. Nous les retrouverons dans un autre recueil. Ernst Hasse a fixé pour elle une politique européenne. Il a déposé cette doctrine dans un grand ouvrage, intitulé *Deutsche Politik* (Politique allemande), et dont la première partie, intitulée *Heimatpolitik* comprend à elle seule quatre volumes; I. *Das deutsche Reich als Nationalstaat* (L'Empire allemand comme Etat national, 1905); — II. *Die Besiedlung des deutschen Volksbodens* (Le peuplement du territoire allemand, 1905); — III. *Deutsche Grenzpolitik* (Politique d'extension des frontières allemandes, 1906); — IV. *Die Zukunft des deutschen Volkstums* (L'Avenir de la Nationalité allemande, 1907). Un dernier ouvrage, *Weltpolitik, Imperialismus und Kolonialpolitik* (Politique mondiale, impérialisme et politique coloniale, 1908) sera analysé dans un autre recueil.

1) Voir le recueil recapitulatif publié par la Ligue pangermaniste sous le titre de *Zwanzig Jahre alldeutscher Arbeit*, 1910, p. 129.

L'objet précis de la politique préconisée par Hasse concernait : 1^o la germanisation intensive de la Pologne, du Slesvig et de l'Alsace-Lorraine, non point seulement par l'extirpation de la langue polonaise, française ou danoise, mais par l'expropriation de la population polonaise, alsacienne-lorraine et danoise : — 2^o l'intensification des armements navals et la construction de canaux intérieurs capables d'amener les navires de guerre du plus fort tonnage de l'Elbe à la Jaldie et de la Jaldie à l'Ems ; — 3^o une politique étrangère, capable de mater à la fois la Russie, la France et l'Angleterre, en divisant ces puissances, selon les procédés bismarckiens ; — 4^o un contrôle constant des actes personnels du monarque. Les attaques d'Ernst Hasse ont été plus d'une fois une gêne pour le chancelier de Bülow. Mais finalement, c'est la Ligue pangermaniste qui l'emportait. Le comte Ernst Reventlow a raison de dire : « Tout à coup vint le revirement ; et tout à coup une grande partie des revendications de la Ligue pangermaniste furent satisfaites. » Il veut dire que le Gouvernement céda à ses mises en demeure. Il céda d'abord en matière coloniale : de là les litiges marocains. La guerre de 1914 montre que les plans continentaux du pangermanisme, la création de l'Union douanière de l'Europe centrale, l'annexion de la Belgique et de la Hollande, l'invasion de la Pologne et de la Péninsule balkanique sont devenus également le programme du Gouvernement allemand.

I. — *Germaniser, c'est un droit.*

Si la présence d'une minorité de 6 à 7 o/o d'habitants qui ne parlent pas l'allemand est un des principaux obstacles au développement national de l'Empire allemand, il est naturel d'examiner avant tout comment on pourra *germaniser* cette minorité. Léopold de Gerlach n'a-t-il pas dit : « Le devoir d'un État est d'augmenter le nombre de ceux de ses sujets qui sont dominateurs, et de diminuer le nombre de ceux qui sont soumis. Il faut germa-

niser contre la Pologne, protestantiser contre Rome. » Et Treitschke est de cet avis, quand il écrit : « Il est clair que l'État doit tâcher de pénétrer les peuples qu'il s'assimile d'une même langue et d'une même culture. » Il pense même qu'une nationalité ne peut pas être tolérante.

Nous ne nous ferons pas ici l'avocat de cette germanisation forcée, pas plus que de cette protestantisation forcée. Nous pensons qu'il suffira de laisser s'accomplir pacifiquement et librement la germanisation nécessaire des minorités... Sans doute, on aurait le droit strict d'exiger par la force la germanisation de ces minorités. Nous ne nous placerons pas sur le terrain des sciences naturelles pour rappeler que tout organisme doit absorber ou éliminer le corps étranger qui s'y est introduit ; nous ne ferons appel qu'à la justice internationale. De tout temps et en tout lieu, les États grands et puissants ont assimilé, souvent par des moyens rudes, les minorités nationales à l'intérieur de leur propre population, et nous voyons aujourd'hui de grands peuples se vouer à cette tâche, comme les Anglo-Saxons et les Russes, mais surtout les Yankees, sans parler de peuples plus petits, comme les Magyars. Or, le peuple allemand a cédé, au cours d'un seul siècle, le XIX^e, six millions d'hommes au peuple yankee, c'est-à-dire l'équivalent de la population de la Bavière, second État de la Confédération germanique ; il les a vus s'engloutir dans un peuple étranger et, dans le même laps de temps, a cédé un million d'hommes aux peuples slaves de l'est et du sud-est, sans compter le demi-million éparpillé à travers le monde et perdu pour la nationalité allemande ; ce peuple allemand, plus que tout autre, a le droit de récupérer environ la moitié de ses pertes en germanisant des étrangers...

Les Polonais allemands ne sont slaves que par leur langue. Au point de vue ethnographique, le mélange de

leur sang n'est pas inférieur à celui de la majorité des Allemands de la rive droite de l'Elbe. Ce qu'ils ont de sang allemand date, soit de l'époque où la région de la Vistule a été colonisée par les Germains avant les grandes invasions, soit des innombrables colonies allemandes postérieures à l'an 800. Leur culture leur vient des Allemands. Même leur catholicisme si prononcé est le fruit de la contre-réforme prêchée par des jésuites allemands. On peut dire avec certitude que ces Polonais doivent tout aux Allemands, à l'exception de leur langue polonaise. Encore est-elle le résultat de la tolérance plusieurs fois séculaire de l'État prussien, influencé par des menées ultramontaines allemandes. Si l'Église romaine n'entretenait artificiellement leur particularisme polonais, ils seraient depuis longtemps de « bons Allemands ».

Les quelques Danois du Nord du Slesvig ne nous donnent pas d'inquiétude. Ce sont des Germains comme nous, probablement des Bas-Allemands comme les Holstes et les autres habitants du Slesvig, protestants comme eux; leur langue qui a pris un caractère danois a été à l'origine celle de tout le Slesvig. Il n'y a pas lieu d'avoir le moindre scrupule à germaniser ces Danois.

Les Alsaciens de langue française, et une partie des Lorrains, ont été jusqu'à une époque récente des Allemands pur sang. Leur retour au germanisme n'est que la restauration d'un état ancien. On ne peut considérer comme Français qu'une partie des Lorrains, depuis l'époque où la décomposition de l'Empire franc a créé l'antagonisme de la France et de l'Allemagne. Et même de ces Lorrains on peut dire que leur germanisation ne souffrira pas plus d'obstacle que la francisation de leurs ancêtres celto-germans autrefois.

Das Deutsche Reich als Nationalstaat.
Munich, 1905, p. 56-58.

II. — *Pangermanisme religieux.*

Nous avons déjà indiqué que la multiplicité des *confessions* est le principal obstacle au développement national de l'Empire allemand. Nous ne renoncerons pas à l'espoir de rendre à la population de l'Empire allemand l'unité confessionnelle. Toutefois la nécessité d'Eglises nationales allemandes est non seulement d'ordre religieux, mais d'ordre national. Des considérations d'ordre national exigent qu'on détache les catholiques romains de l'influence étrangère, c'est-à-dire italo-romaine, et qu'on fonde une *Eglise nationale catholique allemande*. Quant aux diverses confessions protestantes ou évangéliques, il est évident que l'union de toutes les organisations et de toutes les entreprises évangéliques sur une base nationale serait d'un immense avantage.

Ibid., p. 64.

III. — *L'Allemagne aux Allemands.*

L'Allemagne aux Allemands! Il faudra réserver aux sujets de l'Empire le droit d'acquérir le sol allemand. Il nous faut donc une *Loi d'Empire* qui interdise aux étrangers d'acquérir des propriétés foncières dans l'Empire allemand. Chose étrange, le droit impérial allemand ne connaît qu'une seule restriction à la propriété foncière, l'ordonnance impériale du 21 décembre 1871 concernant les limites à apporter aux propriétés foncières dans le voisinage des forteresses. Mais cette ordonnance même ne traite pas de la propriété foncière en soi; elle ne

traite que de la libre disposition de cette propriété au point de vue des constructions, etc. Ainsi des étrangers peuvent acquérir des biens autour des forteresses allemandes et jusque dans leur enceinte même ! Cet état de choses est intolérable !...

D'autre part, il ne faut pas méconnaître que la possibilité, pour les sujets allemands, d'acquérir des biens à l'étranger est désirable au plus haut degré. En tout cas, il est de la dignité d'un État indépendant de ne pas donner aux étrangers, à l'intérieur de ses propres frontières, des droits plus étendus que ceux dont jouissent ses ressortissants à l'étranger. Rien n'est plus aisé que de régler cette question d'une manière conforme au caractère national de l'État allemand, tout en tenant compte de nos intérêts à l'intérieur et à l'extérieur. Promulguons une loi qui interdise aux étrangers l'acquisition de propriétés foncières dans l'Empire allemand. Nous pourrions ensuite, forts de cette loi, conclure avec l'étranger des *traités* (généralement sous la forme de traités de commerce) qui, *en cas de réciprocité*, autoriseraient les étrangers, exceptionnellement et sous condition, à acquérir des biens sur le territoire de l'Empire.

Ibid., p. 74.

IV. — *L'Empire allemand, empire colonial.*

L'Empire allemand est un empire colonial. Deux cinquièmes de son territoire, la moitié de l'État prussien, toutes les vieilles provinces de l'État prussien, sont des terres de colonisation allemande. La plus grande œuvre collective qu'ait à son actif le peuple allemand, c'est la germanisation des pays à l'est de l'Elbe. L'Empire

pire allemand et le peuple allemand doivent leur histoire et leur survivance à l'œuvre de colonisation accomplie sur le sol allemand. La conséquence nécessaire et la loi que nous en tirerons, c'est que *la germanisation des Marches frontières encore non allemandes ne doit pas cesser* avant d'avoir réussi à faire coïncider le pays allemand et les frontières de l'Empire allemand, à *germaniser tous les résidus de population étrangère à l'intérieur de l'Empire*, et à procurer au peuple allemand qui a besoin de s'étendre des *territoires nouveaux*, à la mesure de sa force et de son besoin d'expansion. *Toute la politique, intérieure et extérieure, de l'Empire devra être subordonnée à cette idée directrice.* Toutes les mesures de politique générale qui seront prises pour développer les institutions constitutionnelles, pour augmenter le bien-être populaire (politique sociale), pour développer la culture nationale ne devront servir que de moyens pour créer l'Etat national allemand qui donnera au peuple allemand dans sa totalité la sécurité nécessaire à de nouveaux progrès et à de nouveaux succès.

Le peuple allemand, et tout ce qu'il possède d'institutions d'Etat, soit dans l'Empire, soit dans les divers pays de l'Empire, devra se persuader que *la tâche principale de ce dernier millénaire n'est pas encore terminée* et qu'il est, par conséquent, du devoir de la génération présente d'*achever cette œuvre*, car les progrès du nationalisme chez les peuples voisins en rendraient l'accomplissement plus difficile encore à l'avenir que jusqu'à présent.

Die Besiedelung des deutsschen Volksbodens,
Munich, 1905, p. 126.

V. — *L'organisation des Marches allemandes.*

Dans l'État bureaucratique prussien, on peut arriver à diriger vers les Marches de l'est l'immigration allemande, d'abord par une organisation administrative adéquate. Etant donné le patriotisme de nos administrations, qui use souvent le meilleur de sa force à discuter sur des questions de compétence ; étant donnée l'attitude du premier ministre comte de Bülow, qui a mis, le 13 janvier 1902, la question des Marches de l'est au centre de toute la politique prussienne et allemande, nous croyons possible et nécessaire de créer un *ministre d'Etat prussien pour les Marches* (Marches de l'est et du nord), qui réunirait sous son autorité tout ce qui est actuellement dispersé aux mains des ministres des Finances, de l'Intérieur et de l'Agriculture.

Ce ministre saurait, mieux que le président de la Commission de colonisation, se faire écouter des ministres des Cultes, du Commerce, des Chemins de fer ou de la Justice.

Ibid., p. 133.

VI. — *La germanisation de la Pologne.*

Pour empêcher que les Polonais et les Allemands qui émigrent ne soient remplacés par des Polonais étrangers, il faut promulguer une loi interdisant en principe l'immigration étrangère dans tout l'Empire et la faisant dépendre, pour les cas particuliers, de l'agrément d'une

magistrature spéciale. Cette autorisation, toutefois, serait accordée de droit aux Allemands et descendants d'Allemands; elle pourrait être accordée à des individus dont l'immigration est d'un intérêt public.

Une seconde loi soumettrait à *l'autorisation préalable* de la même magistrature l'immigration temporaire d'étrangers à titre d'*ouvriers à terme*. L'autorisation s'étendrait à une période de neuf mois et ne serait renouvelée que si les séjours étaient séparés par trois mois au moins de séjour à l'étranger. Il y faudrait le visa des autorités locales (en vue des impositions). Les étrangers seraient tenus d'avoir un passeport rédigé en allemand. L'autorisation ne serait pas accordée aux Polonais ni aux Tchèques...

Il faut retenir, par tous les moyens licites, la population allemande immigrée ou indigène dans les Marches de l'est... La première condition, si l'on veut poursuivre la colonisation de la Posnanie et de la Prusse occidentale, serait d'empêcher ces populations d'émigrer à l'ouest; le moyen le plus efficace serait de fixer au sol les ouvriers agricoles allemands qui jusqu'ici ne sont pas propriétaires et, pour cela, de leur donner des propriétés. Il faudrait ne redouter aucun sacrifice, n'avoir égard à rien (notamment ne pas avoir égard à la grande propriété) si l'on veut arriver à des résultats de quelque importance.

A ce point de vue, il est certainement juste de rendre le séjour de la Posnanie et de la Prusse occidentale aussi agréable que possible aux Allemands, grâce à des mesures d'ordre politique et général...

Sans doute, il est malaisé d'obtenir que ces bienfaits et ces facilités d'ordre général profitent au germanisme sans combler aussi les Polonais retardataires d'avantages plus grands encore. C'est aux bienfaits généralisés de l'école primaire et d'autres institutions de culture que nous

devons d'avoir vu les Polonais des Marches de l'est progresser plus rapidement que les Allemands et se trouver aujourd'hui en possession d'organes dont ils ne soupçonnaient pas la puissance, d'une bourgeoisie cultivée et d'une classe commerçante instruite.

Arriverons-nous à nos fins en fondant une académie à Posen ou en y organisant une grande bibliothèque et d'autres institutions analogues? C'est plus que douteux.

Au contraire, toutes les institutions destinées à développer la culture de l'esprit devraient, par nature, ne profiter qu'aux seuls Allemands...

Bien que, dès à présent, le nombre des familles que le Gouvernement installe annuellement dans les provinces de Prusse occidentale et de Posnanie, atteigne 1600 en chiffres ronds, il est nécessaire qu'on hâte encore la colonisation.

Il ne manque pas de raisons pour cela. Entre autres, la crainte que l'ère de paix actuelle, si favorable à cette œuvre pacifique, ne doive pas être d'une durée illimitée; puis le fait que la germanisation des Marches de l'est devrait être non seulement mise en train, mais achevée, si à l'avenir nous devons être forcés d'en découdre avec le slavisme du nord-est et du sud-est.

C'est pourquoi il faudra, à l'avenir, faire venir des masses humaines plus considérables pour coloniser l'est de l'Allemagne. Malheureusement, la masse entière des Allemands désireux d'émigrer, ne peut trouver ici son emploi, puisqu'on n'a besoin que de cultivateurs, lesquels ne sont pas en trop grande abondance dans l'ouest et dans le sud de l'Allemagne. Mais peut-être, si l'on réussissait à ralentir un peu le développement industriel de notre pays, ce qui serait à tous égards désirable, pourrait-on utiliser une partie de la population rurale de l'Allemagne entière qui quitte aujourd'hui les champs

pour la ville, l'agriculture pour l'industrie. En attendant le moment où cette politique aurait une influence sensible sur la migration du peuple allemand, à l'intérieur et à l'extérieur, on ne mépriserait aucun des moyens plus réduits et plus artificiels qui peuvent stimuler l'établissement de colons allemands dans les Marches de l'est. On disposerait, entre autres, des pupilles de l'État et de l'Assistance publique, orphelins et enfants illégitimes des régions occidentales et méridionales de l'Allemagne...

Nous trouverions à l'étranger des millions d'Allemands qui vivent dispersés, qui n'ont pas réussi à se créer un patrimoine allemand délimité, dont les espérances économiques ont été déçues, à qui l'on n'a pas tenu les promesses faites à eux ou à leurs pères quand on les a appelés de l'étranger, en leur garantissant des privilèges économiques et sociaux; des Allemands que guette sous mille formes la dégermanisation. Ceci est vrai surtout de l'est et du sud-est de l'Europe...

Nous irons plus loin, en demandant qu'on tente de rappeler de l'Amérique du Nord une partie de nos émigrants nationaux.

Ibid., p. 129-131, 137-139.

VII. — *Germanisation du Slesvig.*

Dans la Marche du nord, en Slesvig, il est absolument nécessaire que le gouvernement encourage la germanisation et l'établissement de colons allemands, car la germanisation de cette Marche est constamment remise en question et ralentie par des excitations venues du dehors.

La survivance d'une race danoise séparée n'offrirait pas les mêmes dangers que celle d'un polonisme slave à l'est, puisque les Danois sont des Germains comme les Allemands et ne se distinguent pas, comme race, et peu, comme langue, des Bas-Allemands du Slesvig. Mais une politique de colonisation comme celle de l'est est rendue techniquement difficile par le fait qu'on manque, dans le nord du Slesvig, de grandes propriétés susceptibles d'être divisées. Il faudra adopter le procédé plus coûteux qui consiste à acheter les propriétés paysannes.

Depuis quelques années, en effet, l'État prussien s'est servi de la loi du 1^{er} juillet 1902 pour acheter des propriétés paysannes et les transformer en domaines de l'État.

Au contraire, l'installation de paysans allemands dans la Marche du nord est restée jusqu'ici abandonnée à l'initiative de Sociétés privées. Celles-ci ne suffisent pas à la tâche. Pour accélérer les choses, notamment pour arriver à border la frontière d'un cordon ininterrompu de colonies rurales allemandes, on devra faire appel à l'appui de l'État (du ministre des Marches).

Il faudrait, en tout cas, prendre dans la Marche du nord les mesures suivantes : expropriation forcée des terrains, restrictions apportées à l'acquisition des terres autour des forteresses et des ports de guerre, interdiction de séjour pour tous les étrangers.

Comme dans les Marches de l'est, il faudra que tout se fasse, dans la Marche du nord, aux frais de l'État prussien, et par l'intermédiaire de l'Administration prussienne. Sans parler même de raisons de technique administrative, la Prusse tient trop à conserver l'unité de son administration pour se laisser dépouiller de cette tâche, bien qu'il s'agisse ici d'un devoir allemand général plutôt que d'un devoir prussien.

Ibid., p. 141-142.

VIII. — *Germanisation de la Lorraine.*

Dans nos Marches de l'ouest, Alsace et Lorraine, la Lorraine seule nous importe au point de vue de la colonisation, puisque, en Alsace, la frontière linguistique se confond presque avec la frontière de l'Empire. On sait qu'en Lorraine le cas est différent. Mais la germanisation de la région de langue française aux environs de Metz pourrait être favorisée et accélérée par une colonisation rurale allemande bien concertée. L'exemple qu'a donné l'Empereur Guillaume II en y acquérant des domaines privés a été malheureusement trop peu suivi par les nobles et les capitalistes allemands. Les difficultés sont les mêmes que dans le Slesvig du nord, puisqu'il y a peu de grandes propriétés à morceler. Le côté militaire de la question serait d'autant plus important à cause du voisinage de Metz. Naturellement, c'est à l'autorité impériale que revient cette tâche. On donnerait à un conseil d'Empire (*Reichsbehörde*) résidant à Metz et placé sous l'autorité directe du chancelier de l'Empire à Berlin, et non sous celle du statthalter d'Alsace-Lorraine, un fond d'exploitation de 200 millions de marks par an pour racheter les terres possédées par les Français, surtout aux environs de Metz et de Thionville; ces terres seraient données à des Allemands, à bail héréditaire et inaliénable.

... Indépendamment de ces mesures, il faudrait amener peu à peu l'élimination des derniers optants français de toute l'Alsace-Lorraine, et l'interdiction de séjour pour tous les étrangers dans tout le Pays d'Empire. L'interdiction de louer des chasses en Alsace-Lorraine et

dans le grand-duché de Bade et le Palatinat serait une mesure également désirable.

Ibid., p. 142-143.

IX. — *Les sous-officiers, pionniers de la germanisation.*

Je me réfère ici à ce que j'ai déjà publié au sujet de l'établissement de nouveaux confins militaires allemands dans les *Feuillets Pangermanistes* (*Alldeutsche Blätter*) du 7 octobre 1894 :

Il est nécessaire de se rappeler les effets que doit avoir l'introduction du service de deux ans. En supprimant la troisième année de service, on a privé l'armée d'un grand nombre de candidats à la carrière de sous-officier. C'est un fait connu. Et lors de la réforme militaire, on a immédiatement signalé la nécessité d'augmenter le nombre des rengagés. Mais bientôt on s'apercevra aussi qu'il est nécessaire, vu la trop grande jeunesse des conscrits, d'avoir un contrepoids dans un corps de sous-officiers plus âgés. Des raisons politiques rendent également nécessaire la création d'un corps de sous-officiers de carrière, plus nombreux que par le passé. Les contribuables allemands peuvent s'attendre, au cours des prochaines années, à des impôts supplémentaires pour la prime des sous-officiers rengagés. Dans l'intérêt de la discipline, il faudra accepter ces exigences nouvelles.

Mais si l'on garde plus longtemps dans l'armée les sous-officiers, ce sera aggraver un mal qui se fait déjà sentir comme une conséquence indirecte du régime capi-

taliste. Cette partie de notre population, et ce n'est pas la pire, demeure étrangère à la vie économique du pays. Je veux parler surtout des éléments ruraux, et plus spécialement des paysans.

Tout patriote est prêt à déplorer que les habitants des campagnes tournent si volontiers le dos aux champs et se dirigent vers les grandes villes. Cette gravitation vers les villes, qui est une si sérieuse menace pour le caractère rural de notre peuple, est malheureusement favorisée par l'armée. Les nécessités de l'instruction militaire amènent de plus en plus à concentrer les régiments dans les grandes villes. Et le soldat, même s'il est fils de paysan, après avoir servi quelques années dans la grande ville, dit trop facilement à la vie rurale un adieu définitif... Nous estimons que l'administration militaire devrait tout faire pour pallier ces conséquences sociales qu'elle est la première à regretter. Elle devrait, pour cela, s'efforcer de rendre à la vie rurale une partie au moins de ceux qu'elle a le plus éloignés du travail des champs, les sous-officiers rengagés.

Chacun sait que les primes et les rentes des rengagés sont une lourde charge financière et ne sont pas sans inconvénients économiques. L'obligation de leur trouver des emplois civils est pire encore... La concurrence des candidats militaires se fait désagréablement sentir auprès des fonctionnaires de carrière. Et c'est une grave responsabilité pour l'Etat que de pousser dans la carrière bureaucratique des Allemands qui ne sont que médiocrement qualifiés pour cet emploi, alors qu'ils pourraient être ou redevenir des producteurs très capables. Ceci s'applique surtout aux fils de paysans et aux ouvriers agricoles. Faire d'eux des fonctionnaires, c'est un véritable crime.

Nous proposons donc que les sous-officiers sortis de la classe paysanne ou de celle des ouvriers agricoles, qui

ont épousé des femmes formées aux travaux des champs et qui satisfont à quelques autres exigences économiques, reçoivent à bail, au lieu de primes en argent ou de rentes, des biens paysans suffisamment productifs. Ces biens leur seraient assignés dans des colonies déterminées des Marches de l'est, du nord ou de l'ouest. Car cette mesure, comme toutes les mesures militaires ou économiques à l'avenir, devra servir la cause nationale allemande. De cette manière, la région lorraine de langue française, la région slesvicoise de langue danoise, mais surtout les régions de langue polonaise et lithuanienne à l'est, se germaniseront peu à peu et se renouvelleront par la colonisation rurale.

Il est question, comme on sait, d'introduire sur une vaste échelle le droit de majorat, afin de conserver une classe paysanne capable et qualifiée. Mais on a des scrupules à créer de ce fait une classe de prolétaires paysans, composée des fils cadets qui ne pourront pas hériter de la ferme paternelle. Sans doute, c'est un mal à éviter dans la mesure du possible. On pourrait y remédier en décidant que ces fils cadets « déshérités » deviendraient soldats de carrière, mais après un temps de service qu'on ne ferait pas trop long, de 9 ans au plus, reviendraient à la vie agricole et seraient mis en mesure d'acquérir une terre amortissable par annuités.

L'État ne devrait reculer ici devant aucun sacrifice, car il consoliderait par ces mesures les deux piliers principaux de sa puissance : l'armée et la classe rurale. On sait que ces deux piliers sont jumeaux.

L'État, et par État nous entendons naturellement l'Empire allemand et non pas la Prusse seulement, accomplirait de cette manière l'une de ses tâches essentielles. Il donnerait aux frontières de l'Empire un contenu de race vraiment allemande.

L'Empire allemand est un organisme colonial. D'après

des lois bien connues, il ne peut prospérer et subsister qu'en restant fidèle à ses origines.

« La colonisation de l'est est le plus grand exploit collectif qu'ait réalisé jusqu'à présent la nation allemande. » (Lamprecht).

Cette colonisation s'est accomplie par l'établissement, dans les régions de la Baltique et de la Vistule, d'une zone frontière militaire, préparée par les chevaliers teutoniques, achevée par les paysans et les bourgeois allemands. Montrons-nous enfin dignes de continuer la tâche de nos pères!

Ibid., p. 146-148.

X. — *Les margraviats militaires.*

Le peuple allemand est placé devant ce dilemme : ou renoncer à une lutte sans issue, ou généraliser pour cette lutte l'emploi de moyens de coercition (*Machtmittel*), dont on n'a pas fait usage jusqu'à présent. Si l'on veut se résoudre à poursuivre la lutte millénaire, il faut se demander, puisque nous ne disposons plus des moyens de coercition violente et sans scrupule du passé, de quels moyens dispose notre époque. Sans nul doute, ces moyens consistent dans nos institutions militaires, fondées sur le service militaire obligatoire... On pourrait rétablir, dans les Marches de l'ouest, un régime de margraviat militaire, et les gouverner militairement pendant une période de 30 à 60 années.

Ibid., p. 146-147.

XI. — *Projet de zone frontière militaire.*

Les régions frontières seront désignées comme *zone frontière militaire*. L'Etat achètera d'abord sur les fonds de colonisation et sur les fonds des domaines tout ce qu'il pourra trouver de terres et de biens ruraux, soit à l'amiable, soit par vente aux enchères après faillite. Pour que les prix restent bas, il acquerra dès la première année, par voie d'expropriation forcée, toutes les terres polonaises dont les dimensions lui sembleront convenables à l'établissement de colonies exclusivement allemandes.

Les domaines coloniaux et les lopins plus exigus des ouvriers seront échelonnés de façon très variée, afin de rendre possible aux colons l'acquisition de domaines plus étendus, mais aussi afin d'avoir toujours des salariés allemands. Des domaines paysans appropriés seront donnés aux sous-officiers, d'abord à bail, puis à bail héréditaire pour leurs enfants et petits-enfants. On tâchera autant que possible de grouper les gens originaires d'une même région.

Le trésor militaire de l'Empire paiera à la Direction de colonisation de très larges indemnités pour l'établissement des sous-officiers, indemnités plus larges que celles accordées ailleurs, de façon directe ou indirecte, aux gens qui ont droit à une place dans l'administration.

Dans la zone frontière militaire, toute transmission de propriété autre que par la ligne directe sera soumise à l'approbation des autorités administratives.

Pour empêcher l'afflux des étrangers, et spécialement des domestiques étrangers, l'accès dans la zone frontière

militaire dépendra de l'autorisation de l'administration. Chacun est, bien entendu, libre d'en sortir.

Pour fixer les habitants au sol, on les appellera uniquement dans les zones frontières militaires, tant pour le service militaire actif que pour leurs périodes de *landwehr* et de *landsturm*. On établira le plus grand nombre possible de petites garnisons dans ces zones frontières. On pourra tenir compte ici des vœux récemment exprimés dans des ouvrages techniques militaires, relativement aux *glacis* à établir aux frontières de l'est sur la largeur d'une étape.

La totalité des propriétés foncières, dans les zones frontières militaires, y compris les propriétés privées, seront rendues *insaisissables*. Les hypothèques antérieurement enregistrées seront rendues amortissables. On n'enregistrera pas d'hypothèques nouvelles. La seule exception sera en faveur des rentes amortissables payables au fisc.

Pour conserver le plus longtemps possible à la zone frontière militaire son caractère rural, on y interdira toutes les industries autres que celles qui ont un rapport immédiat avec l'agriculture.

On n'y ouvrira que des écoles supérieures d'agriculture et des écoles techniques d'agriculture.

Le séjour des étrangers sera interdit dans la zone.

Les classes ne seront louées qu'avec l'agrément des autorités.

Les recrues originaires de la région, mais de langue étrangère, seront envoyées à l'intérieur de l'Allemagne.

On encouragera par tous les moyens permis l'émigration des étrangers.

Tous les chemins de fer à voie normale et à voie étroite, ainsi que les chemins de fer sur route, deviendront propriété de l'Etat et passeront sous son administration. Au besoin, on aura recours à l'expropriation forcée. On

encouragera la circulation dans la zone, on préparera et on exercera la population à transmettre des nouvelles de la frontière, en prévision des cas de guerre.

On encouragera autant que possible l'autonomie administrative chez les colons allemands groupés en communes et en districts.

On favorisera de même la création de syndicats.

L'administration des Marches militaires sera aux mains d'officiers placés sous la dépendance du ministre des Marches.

Ibid., p. 149-151.

XII. — *Le mouvement pangermaniste.*

Dans le monde entier, et non seulement dans les régions frontières et dans les pays voisins, les frottements se multipliaient entre la conscience nationale allemande et les nations étrangères. Et comme l'Empire allemand, à la fois saturé, orgueilleux et faible, et trop fier pour se mêler des affaires d'autres États, renonçait à rien tenter pour protéger le germanisme hors des frontières de l'Empire et chez d'autres que ses ressortissants directs, le germanisme se trouva partout en détresse. On a tenté de trouver, grâce à une politique coloniale exotique, de nouveaux terrains de colonisation pour le peuple allemand, on a voulu détourner ainsi l'émigration allemande des États-Unis, qui sont la « fosse commune du germanisme », vers des régions où le caractère allemand pourrait se conserver ; mais toutes ces tentatives ont échoué.

Ainsi s'explique que toute velléité d'étendre le germanisme en Europe ait disparu pendant des années, et

qu'une génération ait grandi, finalement, qui tenait cette limitation volontaire pour une nécessité évidente ou pour le comble de la sagesse. Mais, par une autre nécessité naturelle, se produisit une réaction que seuls des ignorants ont voulu rattacher au rêve dépassé d'une Grande-Allemagne ; ce fut, en Allemagne et en Autriche, le mouvement pangermaniste, soutenu partiellement chez nous par la Ligue pangermaniste, bien plus effectivement en Autriche par les partis radicaux pangermanistes dont les adhérents sont toutefois pour la plupart « non-organisés » mais qui se font écouter de plus en plus dans la presse allemande indépendante. Il est vrai qu'une fraction seulement de ce mouvement s'occupe de la possibilité ou de la nécessité d'une expansion coloniale, voire politique, du germanisme dans l'Europe centrale.

Deutsche Grenzpolitik, Munich 1906, p. 153.

XIII. — *Quels sont les peuples qui ont le droit de vivre ?*

Dans les projets que nous avons passés en revue (1), relatifs à la création d'une *Plus-Grande-Allemagne*, il va sans dire qu'il est souvent question des frontières précises que cette Plus-Grande-Allemande devrait atteindre. Nous ne pensons pas que ce soit ici le lieu d'examiner en détail cette délimitation de frontières... Mais nous nous en tiendrons à une affirmation de principe. Ce principe est très simple. Il consiste dans la nécessité, commune à

(1) Projets de J. L. Reimer, Freimund Folkwin, Reismann-Grone. Fr. Naumann ; et brochures anonymes : *Germania triumphans*, *Gross-Deutschland und Europa um das Jahr 1950*, etc.

tous les êtres vivants, de se procurer le plus d'espace possible pour leur activité. Si nous pouvons nous réclamer, dans nos revendications, d'anciennes possessions coloniales allemandes, tant mieux. Mais ce n'est pas nécessaire. Ce qui est indispensable, c'est d'avoir égard aux nécessités militaires qui, dans l'avenir comme dans le passé, peuvent exiger impérieusement l'annexion de parcelles de sol étranger. C'est pourquoi il va sans dire aussi que nous réclamerons comme un minimum, avec le Bismarck de 1863, le droit de conserver chaque pied de terrain colonisé par les Allemands dans l'Europe centrale. Mais si notre domaine de colonisation ne peut coïncider avec nos frontières politiques, l'égoïsme sain de la race nous commande de planter nos poteaux-frontières dans le territoire étranger, comme nous l'avons fait à Metz, plutôt que de rester sans nécessité en deçà des limites du domaine colonisé par nous. Cette considération d'ordre militaire nous amène aussi à faire prévaloir cet autre grand principe, que nous nous arrêterons toujours aux limites des grands États nationaux présents ou futurs, pourvu qu'ils aient en eux la force et, par conséquent, le droit de vivre. Nous répétons ici que nous ne pouvons reconnaître comme tels dans l'Europe centrale que les Allemands, les Français, les Italiens, les Slaves du Sud, les Roumains, les Ruthènes, les Grands-Russiens et les Scandinaves. Tout le reste est une cire aux mains de l'avenir, et dans bien d'autres mains que les nôtres encore.

Le territoire offert dans l'Europe centrale à la croissance des États nationaux forts et puissants de l'avenir est vaste, sinon illimité, et contient d'innombrables possibilités nouvelles de développement. Ces terres coloniales de l'avenir se composent en effet des vastes territoires occupés par les Polonais, les Tchèques, les Magyars, les Slovaques, les Slovènes, les Ladins, les Rhétiens, les

Wallons, les Lithuaniens, les Esthoniens et les Finlandais.

Tant que les territoires de ces petits peuples, mal faits pour créer des États nationaux, n'auront pas été répartis entre les grands États de l'Europe centrale, l'Europe ne pourra jamais avoir, n'aura jamais la paix. Cette répartition coûtera naturellement de dures guerres, analogues aux grandes guerres européennes qui ont amené une réglementation des droits des peuples par la paix de Westphalie et le Congrès de Vienne, réglementation qui détermine encore, et plus qu'on ne le croit généralement, toute l'organisation de l'Europe...

La terre est sans cesse répartie à nouveau entre les forts et les puissants. Les petits peuples disparaissent, ils sont nécessairement absorbés par leurs voisins plus grands.

En renonçant d'emblée à provoquer les autres grands peuples à la lutte pour la vie, nous remplissons notre devoir pacifique, dans la seule acception tolérable de la pensée pacifiste. Car la lutte pour la vie est justifiée par la nature, la raison et le droit.

Nous nous arrêtons donc, dans nos désirs d'expansion, aux limites des territoires colonisés par les grands peuples continentaux de l'Europe centrale. Nous ne reconnaissons comme tels que les Scandinaves, les Français, les Italiens, les Slaves du Sud (à l'exception des Slovénes), les Roumains, les Ruthènes, les Grands-Russiens.

Nous considérons les territoires de tous les autres peuples comme « pays intercalaires » entre les grands États nationaux de l'avenir. Les grands peuples continentaux auront à se partager ces pays intercalaires. Ce partage pourra se faire par les armes, mais pourrait se faire autrement.

Dans la mesure où ces pays intercalaires auront jadis été colonisés par des Allemands, et dans la mesure où ils seront propres à l'être de nouveau, le peuple allemand s'estimera justifié à les revendiquer comme membres d'une Plus-Grande-Allemagne future. Pour atteindre ce but, il ne faudra pas reculer devant une lutte à mort. De telles luttes sont à prévoir si l'on veut amener les tractations nécessaires et la création de nouvelles bases politiques.

Sur ces bases nouvelles, les États fédératifs auront place, tout comme des États unitaires. Nous n'arrêterons nos efforts d'expansion aux frontières des autres grands peuples nommés plus haut que dans le cas de réciprocité.

En renonçant ainsi à dominer sur d'autres grands peuples, nous renonçons aux plans d'un Empire universel, rêve qui n'est pas le nôtre, mais que nous ne souffrirons pas chez d'autres.

Ibid., p. 166-167, 169-170.

XIV. — *L'expansion continentale de l'Allemagne.*

Les frontières présentes de l'Empire allemand sont, comme toutes les choses humaines, sujettes à changement.

Si nous sommes un peuple qui croit à son avenir et qui veut subsister, en concurrence avec les autres grands peuples civilisés du globe, nous ne devons pas souffrir qu'on restreigne en aucune façon l'espace nécessaire à notre développement, tant comme race que comme État.

Toute modification apportée à nos frontières doit donc se chiffrer par un agrandissement.

Avant de chercher à fonder une Plus-Grande-Allemagne sur d'autres continents, il nous faut créer dans l'Europe centrale une Plus-Grande-Allemagne.

De la nécessité de notre situation géographique, faisons une vertu. Nous n'habitons pas une île, comme les Anglo-Saxons, et nous ne sommes pas contraints comme eux d'aller chercher au delà des mers nos colonies de peuplement.

Au contraire, nous sommes un peuple continental, nous vivons dans un État continental, comme la Russie. Un groupement de cette espèce cherche et trouve un domaine colonial sur le continent, dans le voisinage immédiat de son pays d'origine.

En cherchant à coloniser les pays immédiatement contigus à notre patrimoine actuel, nous continuons l'œuvre millénaire de nos ancêtres. Il n'y a rien là qui soit contre nature.

Ibid., p. 167-168.

XV. — *Les Pays-Bas.*

L'occasion a été perdue en 1815 de rendre les Pays-Bas (Belgique, Hollande, Luxembourg, Limbourg et Bouillon) à la Confédération Germanique et de les faire restituer en fief par celle-ci à leur ancienne monarchie d'Orange. Cette occasion a été négligée une seconde fois en 1871, ce que nous nous contentons de constater ici, sans vouloir y faire de critique trop vive.

La rentrée des Pays-Bas tout entiers dans l'Empire allemand ne serait pas nécessairement, et même ne devrait pas être une annexion comme celle du Hanovre, de la Hesse et du Nassau en 1886; elle se ferait sur des bases

fédératives et consisterait, par exemple, dans l'octroi aux Pays-Bas de droits analogues à ceux accordés à la Bavière en 1871, mais élargis.

On s'explique sans peine que, depuis les événements de la guerre russo-japonaise, on se rende compte de mieux en mieux en Hollande que ce petit pays n'est pas en état de défendre son grand empire colonial des Indes Orientales ; que le domaine colonial de la Hollande est menacé par l'Angleterre comme par le Japon ; et que la Hollande ne saurait trouver de protection meilleure ni plus naturelle que celle de son puissant voisin : l'Empire allemand. Celui-ci ne pourra se soustraire à cette demande de protection, comme il l'a fait au xvi^e siècle.

Sans doute aussi, l'Empire allemand posera alors ses conditions militaires et économiques, car il souhaite nécessairement, de son côté, une frontière plus sûre à l'embouchure du Rhin *allemand*.

Ibid., p. 57-58.

XVI. — *Insuffisance du traité de Francfort.*

Ce qui nous paraît insuffisant dans les tractations de 1871, aujourd'hui que nous sommes en mesure d'embrasser du regard toute l'histoire de l'évolution de notre frontière occidentale, se résume dans les points suivants :

1^o Qu'on n'ait pas conquis toute l'Alsace, mais qu'on ait laissé à la France Belfort et ses environs, ainsi que le comté de Montbéliard ;

2^o Qu'on n'ait pas annexé tous les champs de bataille des environs de Metz ;

3^o Que la frontière allemande n'englobe pas Longwy et ne se prolonge pas jusqu'à la frontière belge, de manière

à séparer le Luxembourg, par une étroite bande de territoire allemand, de la frontière politique et douanière française ;

4° Que Givet et les régions flamandes du nord de la France (Lille et Dunkerque) n'aient pas été cédées à la Belgique ;

5° Qu'en échange, la région haut-allemande d'Arlon n'ait pas été restituée au Luxembourg ;

6° Que le Luxembourg et le Limbourg n'aient pas été réincorporés à l'Empire allemand.

Ibid., p. 52-53.

XVII. — *Un mariage de raison franco-allemand.*

Nous n'avons pas à montrer ici comment, en 1905, après le renvoi de Delcassé, lors de l'affaire marocaine, des voix se sont fait entendre, toujours plus nombreuses, en France, pour réclamer qu'on abandonnât l'idée d'une guerre de revanche contre l'Allemagne et qu'on signât avec l'Allemagne une alliance offensive et défensive.

Notre tâche a consisté seulement à démontrer que l'entente que nous souhaitons avec la France, et que le monde entier désire, n'a pas besoin d'être cherchée sur les bases des propositions humbles et débiles de la Ligue pour la Paix et de ses partisans, mais qu'au contraire une politique allemande vigoureuse, consciente d'elle-même et de ses fins, peut arriver à un accord pacifique avec la France, tout en gardant l'Alsace-Lorraine, Strasbourg et Metz et tout ce que nous avons repris aux Français en 1871.

Cette question a toujours été jugée, même par l'étranger qui n'y est pas mêlé, du point de vue de « l'honneur offensé de la France », de la France vaincue. Comme si le

vainqueur n'avait pas aussi un honneur à défendre ! Que répondrait-on à ces humanitaires s'ils demandaient aux États-Unis de renoncer au prix de leurs victoires à Cuba ou dans les Philippines, à cause de l'honneur offensé des Espagnols ; s'ils demandaient à l'Angleterre de restituer les États boers, au Japon la Corée, à la France, même, Nice et la Savoie ?

Il faudra que les Français gardent présente à l'esprit cette idée qu'ils auront toujours plus à craindre, mais aussi plus à espérer, de leur robuste voisin allemand que de leur voisine d'Outre-Manche, l'Angleterre, ou surtout de la lointaine Russie. Ils nous trouveront toujours prêts à conclure un mariage de raison qui n'a nul besoin d'être un mariage d'inclination, ou à traiter des affaires avantageuses aux deux parties. Mais il n'en est pas moins vrai que nous continuerons à tenir notre poudre sèche et à compter sur la possibilité de regagner, s'il le faut, dans des guerres futures contre notre turbulent voisin, ce dont nous avons été frustrés dans les règlements de comptes antérieurs.

Ibid., p. 74.

XVIII. — *L'Alsace-Lorraine intangible.*

Les Alsaciens-Lorrains, qui n'ont jamais été libérés par la France, mais que nous avons libérés de la France, à qui l'on a accordé sans qu'ils les aient mérités tous les droits publics de l'Empire allemand, qu'on a affranchis sans nécessité de la dictature militaire nécessaire au bien de la collectivité (glacis !) devraient être satisfaits de ce qu'on ne les ait pas donnés comme pro-

vince à un ou plusieurs des Etats de la Confédération et qu'on leur ait accordé la situation privilégiée de Pays d'Empire non divisé.

Heureusement, depuis le discours de non-recevoir du chancelier comte de Bülow du 15 mars 1905 (qui introduisait d'ailleurs d'autres motifs dans la discussion), il n'y a plus lieu de craindre que les efforts des Alsaciens-Lorrains pour transformer le Pays d'Empire en un État autonome de la Confédération Germanique soient, de longtemps, couronnés de succès.

Peut-être un temps viendra où l'on pourra donner la Lorraine à la Prusse, et l'Alsace au grand-duché de Bade, quand l'occasion se présentera de satisfaire l'amour-propre bavarois sans nuire aux intérêts de l'Empire. Jusqu'à là, qu'on reste coi et sans bouger. Mais on devrait aussi repousser avec l'ironie qui convient les propositions des Guelfes et des juristes qui « pour réconcilier l'Alsace-Lorraine » voudraient élever le Pays d'Empire au rang de duché autonome sous le sceptre d'un archiduc autrichien, parce que la maison de Habsbourg s'appelle en réalité Habsbourg-Lorraine ! Nous devons à la maison de Habsbourg-Lorraine la perte de ces deux provinces. Devrions-nous rendre en échange à la maison de Lorraine dégénérée ces provinces gagnées au prix du sang allemand ?

Ibid., p. 64-65.

XIX. — *Politique polonaise.*

Nous pourrions résumer dans les propositions suivantes notre opinion au sujet de l'opportunité qu'il y aurait à reculer à l'est notre frontière orientale, vers la

Pologne russe ou, si l'on préfère, vers la Russie polonaise :

1°) Il nous faut combattre tous les efforts qui tendent à une reconstitution de l'Etat polonais, que cet Etat polonais doive s'ériger sur le terrain exclusif de la Pologne russe, dite Pologne du Congrès, ou sur une base plus large ;

2°) L'Allemagne doit combattre les efforts de l'Autriche pour empiéter sur la Pologne russe ;

3°) Par contre, il nous faut favoriser les efforts de la Russie pour acquérir la Galicie véritablement polonaise (à l'exclusion de la Galicie ruthène), pourvu que l'Allemagne reçoive des compensations équivalentes ;

4°) La Prusse devrait recouvrer le territoire perdu en 1815, qui va de Cracovie à Grodno sur le Niémen et le long de ce fleuve, y compris Varsovie, au cas où dans une guerre éclatant malgré nous, et victorieuse pour nous, il n'y eût pas d'autres grands avantages accessibles ;

5°) Donner une constitution spéciale aux terres nouvelles qui seraient acquises à l'est, d'après les principes exposés par nous (t. I, fasc. I, p. 51) ;

6°) Renoncer à tous les plans chimériques qui visent à un dépècement complet de la Russie et à l'acquisition de larges portions de l'Empire russe ;

7°) Respect du territoire de la race grand-russienne ; par contre, nationalisation de tout le pays intermédiaire entre le domaine de la race allemande et celui de la race russe, à l'exclusion du pays habité par les Polonais ; la plus large autonomie possible, culture allemande, mais pas de domination allemande. (Finlande, Livonie, Esthonie, Courlande, Lithuanie, Ukraine) ;

8°) Encouragement de tous les plans qui tendent à pousser la Russie et l'Autriche vers l'est et vers le sud, et à réaliser ainsi les desseins de Hertzberg en 1789, et

de Bismarck en 1867. Salonique à l'Autriche-Hongrie, l'Extrême-Orient et la Haute-Asie centrale pour la Russie!...

Depuis la retraite de Bismarck, la résurrection du mouvement polonais, qui tend à reconstituer un grand royaume de Pologne, a pris une importance croissante.

Si la Russie devait n'être pas en mesure, et l'Autriche n'être pas d'avis de combattre par les armes un soulèvement polonais qui soutiendrait ces revendications-là, l'Allemagne serait, contre son gré, obligée de combattre ce soulèvement; et pour s'en garantir à l'avenir, elle ne reculerait pas devant l'idée de conquérir durablement de larges portions ou la totalité de la Pologne russe (Pologne du Congrès de Vienne).

Ceci toutefois ne serait que le choix du moindre mal, pour en éviter un pire. L'Allemagne a pleinement conscience des graves difficultés qui résulteraient pour l'Empire de l'annexion de plusieurs autres millions de Polonais, difficultés dont seules des mesures très rigoureuses pourraient avoir raison.

Ibid., p. 105-106.

XX. — *Les Provinces baltiques.*

En ce qui concerne les Provinces baltiques, nous arrivons aux résultats suivants :

- 1°) L'Empire allemand doit renoncer à faire contre la Russie, et sans prétexte extérieur, une guerre de conquête dont l'objet serait de reprendre les terres du vieil Ordre Teutonique le long de la côte russe actuelle ;
- 2°) Si l'on en vient à une liquidation à main armée

entre l'Empire allemand et l'Empire russe, il faudra examiner la question du détachement des Provinces baltiques, non seulement dans le but d'affaiblir l'Empire russe, mais aussi en se fondant sur ce que ces pays n'appartiennent pas au territoire des Grands-Russiens et que la Russie ne s'est pas montrée capable jusqu'à présent de les russifier ;

3^o) Les Allemands devront saisir toutes les occasions, en temps de paix comme en temps de guerre, pour rendre possible l'autonomie politique de ces Provinces et pour donner des garanties aux restes de population allemande, de culture allemande et de religion évangélique dans ces pays. Ces points pourront faire l'objet de traités internationaux, tout comme telle ou telle autre question de droit des gens, et l'on fera bien de renoncer alors à la formule périmée qui prescrit de ne pas se mêler des affaires intérieures des autres États, tout comme on y a depuis longtemps renoncé en matière économique, dans les traités dits de commerce.

Ibid., p. 110-111.

XXI. — *Encore l'expansion allemande.*

Notre conviction, c'est que l'Empire allemand d'aujourd'hui, comprimé entre les puissances de l'est et celles de l'ouest, est obligé, pour subsister, de s'étendre. Il y est aussi préparé, car il est fondé, par sa constitution impériale, militaire et économique (Union douanière), sur des bases fédératives, et ces bases fédératives sont beaucoup plus favorables à l'expansion, sous toutes les formes et à tous les degrés, que la rigidité des constitutions unitaires. C'est pourquoi l'impérialisme allemand

ne sera pas obligé de recourir tout de suite à des conquêtes brutales, mais il ne devra pas reculer non plus devant l'emploi de la force militaire pour arriver à ses fins. Le futur Empire allemand peut se développer sous la forme d'un État national allemand couvrant tout le territoire habité par des Allemands, sans pour cela contraindre ou forcer des peuples étrangers à entrer dans son cadre... Mais de même que, d'après Lamprecht, il existait dès l'époque de l'ancien Empire romain germanique un glacis en dehors des frontières, destiné à protéger le domaine économique allemand, il serait possible à l'avenir de satisfaire les besoins d'expansion du peuple allemand hors des frontières de l'Empire en réalisant tous les degrés possibles d'activité civilisatrice et de domination économique et politique.

L'avantage de notre situation s'accroît encore du fait que, comme pour la Russie et les États-Unis d'Amérique, les régions où nous pouvons nous étendre sont contiguës à notre territoire et au noyau solide de la mère patrie ; ajoutons qu'il ne s'agit généralement pas de créations nouvelles, mais d'anciens liens à renouer et de germes déposés au cours du *xix^e* siècle et qu'il faut faire croître. D'autre part, c'est un trait du caractère allemand que d'être plutôt trop modeste et trop humble que trop arrogant et trop ambitieux. Nous saurons donc nous borner dans nos désirs d'expansion et nous échapperons aux dangers qui ont eu raison de tous les conquérants à l'ambition démesurée... Il n'est pas vrai qu'il y ait place pour tous en ce monde, mais il y a de la place pour plusieurs grands États, auxquels, évidemment, les petits devront se soumettre. L'impérialisme allemand signifiera donc bien l'élévation de l'Empire allemand au rang de puissance mondiale, mais non pas la création d'un État allemand qui dominerait seul le monde.

Cette politique nous sera facilitée si nous savons nous

limiter dans un autre sens aussi, c'est-à-dire si nous ne prétendons pas faire de l'Empire allemand, tel qu'il existe politiquement de nos jours, le support unique de notre domination... Ce n'est pas le petit Empire allemand, c'est une Union douanière de l'Europe centrale qui sera le support économique de la puissance mondiale allemande. Sans doute, de cette puissance économique à la puissance politique, il n'y a qu'un pas. La question sera de savoir si nos voisins allemands ou à demi allemands veulent avoir dans l'Empire allemand leur part de maîtres ou de sujets. S'ils préfèrent la première possibilité, cela nous facilitera toute espèce d'expansion et leur rendra possible une certaine indépendance qui les fera s'agréger, comme des cristaux nombreux et multiformes, à l'État national allemand du centre de l'Europe.

Il résulte de tout ceci que l'impérialisme allemand de l'avenir ne devra rien avoir de césarien. Il sera fédératif, il sera démocratique, il ne mettra pas trop en évidence l'éclat, d'ailleurs désirable, de la couronne impériale, mais il affirmera jusque dans ses formes extérieures, son souci d'assurer le bien-être du peuple allemand, des autres peuples unis à lui et des terres coloniales dépendant d'eux tous.

Après toutes ces explications, nous avons à peine besoin de dire que le territoire offert à la future expansion allemande se trouvant au beau milieu entre les empires de l'est et de l'ouest, doit absorber les pays intercalaires limitrophes de ces territoires, et s'étendre de la mer du Nord et de la Baltique, englobant les Pays-Bas et le Luxembourg ainsi que la Suisse, tout le bassin du Danube, la Péninsule balkanique, l'Asie-Mineure, jusqu'au golfe Persique. De tout ce vaste domaine, il faudra éliminer l'influence des autres puissances, comme l'Angleterre par exemple, à su exclure d'Égypte et de

l'Afrique du Sud toute influence étrangère. Sous quelles formes les puissances allemandes coalisées de l'Europe centrale du nord rendront-elles effective ou non leur domination sur le Bas-Danube, dans les Balkans ou en Asie-Mineure, sous quelle forme la Turquie, par exemple, devra-t-elle continuer d'exister, c'est une autre question qui ne concerne que ces États et ces peuples, outre les puissances septentrionales allemandes, et personne autre au monde.

Weltpolitik, Imperialismus und Kolonialpolitik,
Munich, 1906. p. 63-65.

XXII. — *Il faut des terres !*

Il nous faut enfin, enfin ! revenir de cette idée néfaste que nous sommes là pour sauvegarder les intérêts d'autrui. Non : notre seule possibilité, notre droit, notre obligation, c'est de revendiquer *pour nous*, comme terrain d'influence exclusive, la partie du monde qui offre le plus d'avantages *pour nous*. Et cette partie du monde, c'est l'Europe centrale et l'Asie mineure, par quoi je n'entends pas dire que nous devons abandonner ou ne pas accroître nos autres conquêtes dans le monde. Même en faisant cela dans la plus profitable mesure, nous serons bien loin d'égaliser les acquisitions territoriales des puissances qui nous concurrencent...

Il nous faut des terres, et non pas des colonies seulement ; il nous faut des terres, même habitées par des étrangers, mais dont à l'avenir nous serons les destinées, selon nos besoins. C'est pourquoi renonçons à la politique de la porte ouverte, politique d'aveugles, doctrine d'in-

sincérité et de faiblesse, doctrine arriérée, reste d'un manchestérisme dépassé!

Nous voulons qu'on reconnaisse nos droits, non pas dans des pays de domination étrangère, mais l'égalité de nos droits *avec* ceux des autres grandes puissances à la possession de domaines coloniaux qui soient nôtres exclusivement ; nous voulons nos coudées franches, l'expansion, des terres!

Ibid., p. 67.

XXIII. — *L'expansion allemande se fera par la guerre.*

L'arrêt, c'est le recul. Le peuple allemand lui aussi reculera s'il n'avance, s'il ne sait pas s'étendre par le nombre et dans l'espace... Cette expansion implique la possibilité et la probabilité d'une guerre. Mais cette probabilité serait la même si nous demeurions dans notre état d'apathie actuel. Car elle tient à la situation géographique de l'Empire allemand et des territoires de peuplement allemand. Encerclés d'ennemis! De tout temps nous le fûmes. Et nous en avons souffert plus qu'aucun autre peuple d'Europe. L'encercllement hostile, ce sera notre situation pour tout l'avenir. Et c'est aussi notre bonheur.

Le peuple allemand sombrerait certainement, dans l'espace de quelques générations, soit dans la richesse, soit dans la pauvreté, en tout cas dans la médiocrité et la faiblesse, s'il ne devait chaque jour compter avec la possibilité d'une lutte à mort qu'il peut avoir à soutenir pour son existence contre les peuples voisins.

Quel est le lien qui nous unit? La religion ou la culture? L'opinion ou la conscience politique? Rien de tout cela. Seule la commune détresse et la nécessité de lutter coude à coude dans les cas de détresse.

Le peuple allemand n'a jamais rien produit de grand, dans son ensemble, qu'aux heures de détresse. C'est quand tout allait mal pour lui, que tout allait bien pour lui, et qu'il produisait des choses bonnes et grandes. Chassé de son territoire de colonisation qui couvrait toute l'Europe centrale et resserré sur l'étroit espace compris entre la Saale et les Vosges, il s'est conquis, de 800 à 1400, un nouveau domaine; asservi par Rome, il s'est acquis pour lui et pour le monde entier la liberté de l'esprit par la Réforme; dans la misère de la guerre de Trente ans et de la domination napoléonienne, il a créé en lui-même un État nouveau et une âme populaire régénérée.

« Le combat est le père de toute chose, » dit Héraclite. Il sera le père aussi d'une nouvelle race allemande qui doit venir. Mais pour un germanisme dégénéré, la guerre serait un juste juge qui en précipiterait et en ratifierait la ruine. La guerre n'est pour nous qu'un moyen, l'état de préparation à la guerre est plus qu'un moyen, c'est une fin. Si nous n'étions pas entourés de dangers de guerre, il faudrait artificiellement en créer un, pour tonifier notre germanisme amolli et relâché, pour lui faire des os et des nerfs. Et c'est un autre bonheur que nous ayons à soutenir cette lutte pour l'existence, non sur mer, mais sur terre, en faisant appel à notre peuple entier. Sur ce terrain, nous sommes supérieurs à notre plus redoutable adversaire, la Grande-Bretagne. Sans doute, les flottes décident de la richesse et de la puissance mondiale, peut-être même du développement de civilisation des peuples. Mais les guerres maritimes se font à coups d'argent, d'intelligence et d'organisation, et n'intéressent qu'une fraction minime du peuple. Quand il s'agit de

l'existence des peuples et des États, de leurs possessions territoriales et plus particulièrement continentales, tout le peuple y est mêlé. Sur ce terrain, nous sommes pour l'instant supérieurs au reste du monde. Et nous le resterons, pourvu que nous ne dégénérons pas sous l'influence d'une Bertha von Süttner et du socialisme.

Rien n'est plus immoral que de considérer et de traiter la guerre comme une chose immorale. « La guerre est la mère de tous les biens. » (Empédocle.) C'est la preuve mathématique qu'il faut faire au problème de l'énergie totale d'un peuple. Et il n'y a rien de plus moral que l'égoïsme collectif, que l'instinct de conservation des peuples. « Supplanter ou se laisser supplanter; toute la vie est là. » (Gœthe.)

Le peuple allemand a besoin de la guerre pour pouvoir se défendre à chaque instant contre un monde d'ennemis. Des ennemis de toutes parts! Mais nous avons autant de droits à nous étendre que les autres grands peuples, et si l'on nous restreint cette possibilité outre mer, nous sommes forcés de la réaliser en Europe. Ceci n'ira pas sans guerre. Mais avant tout, il nous faut, en temps de paix, être toujours prêts à la guerre, dans notre propre intérêt, dans l'intérêt de l'éducation de notre peuple.

Il est donc indigne de l'Empire allemand de renier ces conditions vitales de son existence et de faire la roue avec ses protestations de pacifisme, auxquelles personne ne croit d'ailleurs. La pire hypocrisie, c'est que l'Allemagne ait pris part à la Conférence de La Haye et à celles qui ont suivi. On ferait mieux de laisser cette farce à ceux qui, depuis des siècles, ont fait de l'hypocrisie une industrie et une habitude.

L'Empire allemand a donné de son amour de la paix des preuves si excessives qu'il est cuirassé contre le soupçon de vouloir allumer une guerre injustifiée et ferait

mieux de garder le silence autant que possible; mais le jour où ce sera nécessaire, il n'aura que ces mots à dire : « Nous sommes prêts à relever n'importe quel défi; laissez-nous la paix ! »

Die Zukunft des deutschen Volkstums,
Munich 1908, p. 126-127, 132.

LE COMTE ERNST ZU REVENTLOW

Le comte ERNST ZU REVENTLOW, né en 1869, à Ilusum, appartient à une vieille famille de noblesse holste, connue par un glorieux attachement à la dynastie danoise. Le comte Ernst zu Reventlow, toutefois, appartient à une branche qui fut toujours ralliée à la cause prussienne. Il a fait une carrière assez brève dans la marine et vit actuellement à Berlin. Il est un des membres influents de la Ligue pangermaniste et a publié, outre des articles dans la *Deutsche Tageszeitung*, un nombre assez considérable de livres et de traités de propagande. Les principaux sont :

1900. *Deutschland in der Welt voran?* (L'Allemagne est-elle au premier rang dans le monde ?);

1905. *Die deutsche Flotte und ihre Aufgaben* (La Flotte allemande et sa mission);

1906. *Holder Friede, susse Eintracht!* (Aimable paix, douce concorde!);

1906. *Kaiser Wilhelm II, und die Byzantiner* (L'Empereur Guillaume II et les modernes Byzantius);

1907. *Weltfrieden oder Weltkrieg!* (Paix mondiale ou guerre mondiale!);

1907. *Gefahr im Verzug!* (Il y a péril en la demeure!);

1907. *Englische Sorgen, deutsche Gefahr* (Soucis anglais, danger allemand);

1914. *Deutschlands auswärtige Politik, 1888-1893* (La Politique extérieure de l'Allemagne, 1888-1893).

Les opinions du comte Reventlow sont connues pour leur violence. S'il attache une si grande importance à l'accroissement de la flotte allemande, c'est qu'il voit en elle l'arme nécessaire qui assurera le succès dans la « prochaine guerre » et qui permettra d'abattre la rivale détestée, l'Angleterre. Il a une foi entière dans les grandes destinées du peuple allemand et de l'Empire allemand, pourvu qu'ils gardent vivante l'idée nationale, et plus encore l'idée monarchique. Le comte

Reventlow est du nombre de ces pangermanistes qui ont sans cesse reproché à Guillaume II sa politique timide et trop pacifique. Son livre qui fit scandale, sur *Guillaume II et les modernes Byzantins*, est un violent réquisitoire contre l'entourage immédiat de l'Empereur, et contre l'Empereur lui-même, qu'il accuse de n'avoir pas un souci assez intransigeant du prestige de l'Allemagne et de l'expansion politique et économique de l'Allemagne dans le monde (1).

Les textes qu'on va lire sont des rééditions retravaillées d'articles qui ont paru dans la *Deutsche Tageszeitung* et que Reventlow a réunis dans les volumes et brochures énumérés ci-dessus. Leur importance vient de ce que la *Deutsche Tageszeitung* est l'organe attitré de M. de Tirpitz, ministre actuel de la marine allemande, et qui, plus que tout autre homme d'État allemand, a la confiance de l'Empereur, à l'heure présente. Comme tous les pangermanistes, Reventlow a travaillé à pousser l'Empereur à la guerre, en lui reprochant de la faiblesse, du manque de courage et de l'incapacité. Il le prenait ainsi par son irritable vanité. Il le mettait ensuite en présence de plans d'expansion allemande démesurée, pour séduire sa faible intelligence mégalomane. L'Allemagne actuelle est une monarchie militaire, menée par une minorité fanatique de démagogues aboyeurs, qui savent amener les foules par des manifestes à la fois de libéralisme et de rapine, et qui effraient ensuite le monarque par le spectacle de la multitude ameutée.

I. La flotte allemande et l'Angleterre.

L'Allemagne essaie, depuis quelques années, de construire une flotte proportionnée à ses besoins. A peine les premières vellétés d'exécution se sont-elles montrées que des voix hostiles se sont élevées en Angleterre, allant jusqu'à produire des perturbations graves dans les rela-

(1) Voir à ce sujet un article de P. A. HELMER : *Les Pangermanistes et Guillaume II* (Revue de Paris, 15 avril 1913.)

tions anglo-allemandes. Le danger est momentanément passé, mais il n'y aura d'amélioration durable dans les relations anglo-allemandes, c'est-à-dire que le danger ne disparaîtra, que du jour où l'Angleterre craindra, en luttant contre nous, de trop risquer au jeu. Il faut que ce risque soit plus grand que le profit qu'elle en espère ; il faut que l'Angleterre soit en danger, par une guerre contre l'Allemagne, de voir sa flotte affaiblie au point de compromettre sa suprématie sur les autres puissances navales. Ce degré de force dans nos armements, nous l'atteindrons quand nous voudrons. Mais il faut que tous les Allemands amis de la paix le veuillent ; alors nous considérerons que la paix entre l'Angleterre et nous sera du domaine des choses possibles et durables.

Die englische Seemacht, dans la collection *England in deutscher Beleuchtung*, 5. Halle, 1906.

II. — *L'hostilité anglaise.*

La Grande-Bretagne considérerait tout accroissement de l'Empire allemand sur le continent comme une menace et une offense à ses intérêts vitaux. Dans la croyance qu'une guerre franco-allemande aurait pour conséquence cet accroissement de l'Allemagne, que ce soit aux frais de la France, de la Belgique, des Pays-Bas ou du Danemark, la Grande-Bretagne entrerait en scène dès le début d'une guerre franco-allemande, peut-être d'abord avec les apparences de la neutralité, pour jouer le rôle d'arbitre et imposer la paix ; mais elle se révélerait l'adversaire de l'Empire allemand, du moment où les armes allemandes seraient victorieuses et où le gouvernement

allemand se montrerait peu enclin à accepter la médiation anglaise. Les Français ne l'ignorent pas, et c'est pourquoi les paroles évasives des ministres anglais ne leuront fait aucune impression. Ils ne doutent pas, et ils ont raison de ne pas douter, que, attaquants ou attaqués, ils ne trouvent à leurs côtés la Grande-Bretagne avec toutes ses forces, dès que la guerre aura effectivement éclaté. Même un traité de neutralité anglo-allemand n'y changerait rien, dans la pratique. Si la fidélité aux traités en temps de guerre est déjà problématique en elle-même, l'attitude du gouvernement britannique dans le présent cas lui serait encore facilitée à l'extrême par ceux qui soulèveraient la question de Pilate en politique : « Qu'est-ce qu'une guerre offensive?... »

L'Empire allemand ne possède encore la liberté normale de ses mouvements, ni sur le terrain politique, ni sur le terrain économique ; il n'a pas ces coudées franches qui devraient être l'attribut naturel d'une grande puissance fortement armée, populeuse, solidement enracinée dans le sol natal, et dont le bras s'étend sur toutes les mers. On commettrait une erreur en refusant de voir que l'Empire allemand subit encore aujourd'hui une pression étrangère et que toutes les nations, à peu près, sauf celles de la Triplice, tâchent d'augmenter cette pression, dès qu'on voit ou qu'on croit voir se produire en Allemagne un mouvement d'expansion politique ou économique. L'Empire allemand se trouve encore aujourd'hui dans une situation telle, que sa moindre démarche est un cas de guerre. Après tout ce qui a été exposé ici même, il n'est plus besoin de dire ni de prouver que cet état anormal et dangereux est imputable presque uniquement aux tendances de la politique britannique.

Deutschland auswärtige Politik, p. 391, 396-397.

III. — *Politique d'intimidation.*

La raison profonde de cette politique anglaise de pression directe ou indirecte est la crainte de la puissance de l'Allemagne, dans tous les domaines. Les dispositions pacifiques de la politique allemande triompheront-elles de cette crainte ? Voilà la question qui se pose ; car cette crainte ne se limite pas au terrain militaire. En tout cas, il faudrait qu'à la confiance qu'inspirent les sentiments pacifiques de l'Empire allemand s'ajoutât non seulement la croyance, mais la conviction claire et bien fondée que cette politique de pression ne sert de rien, mais au contraire met en danger la Grande-Bretagne et tous ses intérêts d'Europe et d'outre-mer. L'Allemagne peut et doit arriver à ce résultat en travaillant sans relâche à ses armements de terre et de mer, de façon proportionnée aux circonstances, mais sans avoir égard aux objections ; elle devra en outre pratiquer une politique qui sache tirer parti de ces armements, en temps de paix comme en temps de guerre, sur le terrain diplomatique comme sur le terrain économique ; une politique qui, connaissant cet avantage, ait aussi l'énergie d'en user.

Ibid., p. 397.

IV. — *La prochaine guerre.*

On s'est demandé souvent si l'on avait eu raison de conserver la paix à l'Empire allemand pendant cette dernière et difficile période de vingt-six années. Le lecteur

de ce livre a pu se sentir poussé aux mêmes doutes devant certains détails de l'histoire de cette dernière génération. Diverses opinions sont possibles à ce sujet et l'on en écrirait de gros livres. La réponse définitive ne nous viendra que de la prochaine guerre, ou peut-être d'un grand cataclysme intérieur. Laissons de côté cette question insoluble. Mais il est nécessaire d'apporter des restrictions à cet axiome si souvent répété chez nous : « L'Allemagne n'a qu'à attendre ; le temps même travaille pour nous. » Le temps ne travaille pour nous que si nous travaillons avec lui. Répétons-le : la prochaine guerre peut seule nous donner la preuve que le peuple allemand a utilisé le temps pour un labeur qui l'aura conservé fort à l'extérieur, sain à l'intérieur.

Ibid., p. 398.

V. — *Rôle de la flotte. — Ambitions d'avenir.*

Pierre le Grand a dit : « Un monarque qui a une armée a un bras. Pour avoir deux bras, il lui faut une armée et une flotte. » Il est évident que la politique allemande s'est attachée par principe, pourrait-on dire, à éviter les conflits jusqu'au jour où son second bras serait devenu assez fort, abstraction faite des cas où l'honneur national était en jeu.

Éviter les cas de litige a donc été l'une des tâches de la politique allemande. C'est en ce sens que les efforts faits pour éviter un conflit par les armes étaient actes de sage économie des forces. Pendant la crise marocaine de 1905-1906, cette considération a dû avoir son poids ; car la France n'était pas prête à la guerre, la Russie était paralysée par ses défaites en Orient et ses troubles inté-

rieurs. La situation, de ce point de vue, était singulièrement favorable pour une guerre. Mais on vouait à la destruction la flotte et son avenir, le commerce maritime allemand, nos intérêts maritimes, notre domaine colonial.

Le second bras nous est poussé, cependant, bien qu'il n'ait pas encore toute sa force. Mais les temps sont passés, et ne reviendront plus, où l'on pouvait voir, comme à l'automne de 1889, dans les eaux méditerranéennes, ce spectacle : la flotte anglaise de la Méditerranée, le *dreadnought* d'alors battant pavillon amiral, manœuvrant une demi-heure, par politesse, d'après les signaux que l'Empereur d'Allemagne, *admiral of the fleet*, faisait donner à bord du *Hohenzollern*. Tableau symbolique de l'état morbide de l'amitié germano-anglaise d'alors : l'Empire allemand, privé de flotte, souhaitait la bienveillance anglaise, l'appui de l'Angleterre sur mer. Aujourd'hui l'Empire allemand n'a plus besoin d'emprunter une flotte étrangère, ni même de faire semblant. Il a ses propres dreadnoughts ; il les construit. Il n'a plus besoin d'accorder des hypothèques politiques pour capter la faveur d'autres puissances maritimes. S'il est vrai que nous soyons en plein dans cette évolution, il est hors de doute et hors de question que l'importance historique de notre époque, pour l'Allemagne et probablement pour l'univers, réside dans ce fait que l'Empire allemand, avec l'entière conscience de sa vocation naturelle de puissance continentale, a su maintenir en pleine vigueur cette base militaire et économique de sa puissance ; bien plus, il est devenu, en outre, une puissance coloniale qui participe au commerce universel et s'est créé une flotte grâce à laquelle, dans peu d'années, il deviendra un puissant facteur de la vie universelle. C'est en ce sens seulement que la période que nous avons décrite (1888-1913) peut être dite de transition, sans oublier toutefois que toutes

les périodes sont de transition. Ceci continuera à être vrai pour l'Empire allemand aussi. C'est une idée fausse jusqu'à la racine, et une espérance trompeuse, que de croire que l'Empire allemand ayant atteint toute sa force sur mer, nous serions *au but* et qu'une sorte de conclusion, de « repos sur les cimes » pourrait commencer. De cela il ne pourra — heureusement — jamais être question. Après comme avant, l'Empire et le peuple allemands auront à « conquérir chaque jour leur liberté et leur existence ». Les Allemands ne manqueront pas de force pour cette œuvre, tant qu'ils garderont pour boussoles l'idée nationale, et surtout l'idée monarchique, tant qu'ils considéreront et rechercheront le profit commercial non comme une fin, mais comme un moyen au service d'un organisme national à couronnement monarchique.

Ibid., p. 398-399.

VI. — *La politique de Guillaume II.*

Lorsque, le 1^{er} janvier 1906, l'empereur Guillaume II dit aux généraux commandants d'armée : « Vous savez, messieurs, où nous en sommes, » et qu'il ajouta l'avertissement de « tenir la poudre sèche » ; lorsque le discours du trône suivit, exposant avec une sobriété inaccoutumée la situation politique extérieure, il y eut dans le pays comme un soupir de soulagement. On eut généralement l'impression qu'enfin la vérité était connue et que c'était sur ce terrain qu'on allait se placer à l'avenir, en politique extérieure aussi, devant le peuple allemand... Tous ceux qu'on avait officieusement stigmatisés des noms de pessimistes, hypocondriaques, critiques intempestifs et contradicteurs endurcis, respirèrent, nous

l'avons dit, quand furent connues les simples et sincères explications de l'Empereur. Enfin, pensèrent-ils, tout ira mieux désormais, il ne sera plus possible d'accorder en politique étrangère la même importance que jadis au facteur personnel. On avait sans doute reconnu où mène le manque d'esprit de suite en politique, car si les dirigeants responsables de l'Empire, et l'Empereur lui-même, comprenaient ainsi la situation, une fois la guerre écartée, après que le Chancelier, un an auparavant, avait fait au Reichstag la peinture la plus rose de nos bonnes relations avec les autres Etats, alors, espérait-on, on se donnerait la peine de jeter un regard en arrière et de rechercher ce qui avait bien pu mener l'Allemagne à ce point d'arrivée. La situation, toutefois, n'était pas de nature à décourager personne, car notre force militaire suffit pour que nous envisagions sans inquiétude n'importe quelle guerre continentale; et quant à une attaque sur mer, nous pourrions certes subir de grosses pertes, mais non pas être complètement vaincus, et d'autre part, notre supériorité sur terre nous permettrait probablement d'obtenir d'abondantes compensations pour toutes nos pertes navales...

Il est vrai que la presse byzantine, loin de rejeter la faute de cette fâcheuse évolution sur la politique allemande (elle ne le peut pas), répand la fable enfantine du bon et innocent Gouvernement allemand et des méchants voisins jaloux; d'après elle, nous ne voulons que le bien, nous ne faisons que le bien. Mais qu'est-ce que le bien en politique, sinon l'avantage de chacun pour soi? Dans aucun autre pays on ne lirait cet argument plus d'une fois dans les journaux; chez nous, au contraire, voici longtemps qu'on se persuade d'éprouver une sorte de pitié tragique pour l'Empereur allemand qui, malgré ses plans pour le bien de l'humanité totale, n'est pas compris, alors que d'autres Etats vont jusqu'à méditer des desseins hostiles, et à rendre le mal pour le bien. Ce pauvre Delcassé,

on en a fait un être diabolique, non pas tant dans la masse inculte de la population allemande, où l'on n'a guère pris garde à lui, mais dans la presse compétente, où on le représentait comme un homme dont l'âme n'était pleine que d'une ambition dévorante et d'une haine ardente contre l'Allemagne. Comment expliquer autrement qu'on puisse travailler, à l'aide d'ententes et de plans de guerre, contre nous autres, pauvres innocents, qui ne travaillons, nous l'avons dit, qu'au bien général et jamais au nôtre? Si l'on avait examiné froidement les choses, on aurait dit : « Notre habileté politique s'est révélée inférieure à celle de la France et de l'Angleterre. Il y a vingt ans, ces deux nations étaient hostiles l'une à l'autre et isolées, maintenant elles sont l'une et l'autre fortifiées par des alliances, liées d'amitié entre elles, et c'est l'Allemagne qui est isolée et qu'elles considèrent toutes deux comme une puissance incommode. »

Kaiser Wilhelm II und die Byzantiner.
Munich, 1906, p. 87-89.

XIII

ALBRECHT WIRTH

Les très nombreux ouvrages de M. ALBRECHT WIRTH, privat-docent à l'Université de Munich, ont trait à l'histoire des cinq continents ; il a successivement étudié l'histoire de l'Afrique du Sud, de la Sibérie et de la Mandchourie, de Formose, des Etats-Unis d'Amérique, l'histoire de l'Afrique, de l'Asie et de l'Extrême-Orient, l'évolution de la Russie et du Japon. De cette vaste enquête il a tiré des conclusions générales, relatives à la marche de l'histoire universelle, à l'importance absolue ou relative de la race et de la nationalité, à l'avenir des divers peuples du monde. Le tout forme un véritable corps de doctrine, exposé dans les ouvrages suivants :

1901. *Volkstum und Weltmacht in der Geschichte* (L'Idée de race et la puissance mondiale dans l'histoire) ;

1908. *Deutsches Volkstum* (Le Caractère de la race allemande) ;

1913. *Der Gang der Weltgeschichte* (La Marche de l'histoire universelle) ;

1914. *Rasse und Volk* (La Race et le peuple).

M. Albrecht Wirth est en outre un pamphlétaire très actif, incisif, perpétuellement mécontent des hommes au pouvoir, à qui il reproche leur mollesse, leur couardise et leur goût immodéré de la paix. Il est de ceux qui ont le plus poussé à l'augmentation des crédits militaires, au développement de la flotte et de l'aérostation militaire. Citons le titre au moins de quelques-uns des tracts de propagande qu'il a composés :

1905. *Gelbe und slawische Gefahr* (Péril jaune et péril slave) ;

1909. *Die Zukunft der Türkei* (L'avenir de la Turquie) ;

1910. *Deutschtum und Türkei* (Le Germanisme et la Turquie) ;

1911. *Deutsche Micheleien* (Niaiseries allemandes) ;

1911. *Imperialismus* (Impérialisme) ;

1912. *Unsere äussere Politik* (Notre politique extérieure) ;

1912. *Türkei, Oesterreich, Deutschland* (Turquie, Autriche, Allemagne) ;

1913. *Orient und Weltpolitik* (L'Orient et la politique mondiale).

M. Albrecht Wirth s'indignerait qu'on le mit au nombre des teutomanes qu'il a sévèrement condamnés. Sa thèse essentielle est pourtant bien que le monde doit devenir allemand. (*Wir hoffen und glauben, dass die Weltherrschaft der Zukunft den Deutschen gehört*), et qu'il faut au peuple allemand, pour y épanouir ses qualités exceptionnelles, des terres nouvelles, en Europe et au loin, mais surtout en Europe. Les colonies, en effet, ne comptent que si elles sont susceptibles de devenir de « nouvelles patries » (*Neuland*), entièrement peuplées d'Allemands.

L'agrandissement territorial seul peut guérir l'Allemagne de sa pléthore de population et de production ; seul il donnera à l'idée allemande la base matérielle et politique dont elle a besoin pour subsister et pour grandir ; qu'on ne parle pas de la prépondérance de l'esprit allemand dans le monde, si l'on n'entend pas par là en même temps la suprématie reconnue des armes allemandes. M. Albrecht Wirth est, parmi les professeurs allemands, l'un de ceux qui ne veulent pas qu'on sépare la culture allemande du militarisme allemand. Pour asseoir l'hégémonie de l'idée allemande et de la race allemande dans le monde, il n'a pas cessé depuis, quinze ans, d'appeler la guerre de ses vœux, de la prêcher, de la glorifier.

I. — *Libéralité folle de l'Allemagne.*

Notre espérance et notre foi, c'est que la domination universelle appartiendra dans l'avenir aux Allemands. Mais qu'avons-nous fait pour cela jusqu'à présent ? Nous avons commencé, fort judicieusement, par créer une civilisation. Car à quoi bon une domination universelle, si elle ne sert, comme celle des Zoulous (1) et des Tartares, qu'à

(1) On apprend donc par M. Albrecht Wirth que les Zoulous ont eu en main l'Empire du monde.

dévaster et à dépeupler l'univers? C'est ainsi que Byron dit de ses compatriotes : « Vous vous êtes asservi une moitié du monde et vous avez dupé l'autre. » Là-dessus, nous sentant riches et cultivés, nous avons souhaité étendre notre activité. Et nous nous sommes mis à donner à l'étranger une part précieuse de nos forces superflues ; nous avons envoyé en Amérique les hommes de 1848, qui voulaient l'Allemagne unie et une flotte puissante ; nous avons fourni d'instructeurs militaires, impartialement, les Japonais et les Chinois, les Turcs et les Grecs, les Chiliens et les Argentins : nous continuons à céder durablement à l'étranger des milliers de médecins, de juristes, de philologues, d'électriciens, et nous envoyons, par dizaines de milliers, des négociants, des ouvriers et des paysans, en Russie, en Algérie, au Natal, en Argentine et aux Etats-Unis. Le beau moyen de parvenir à la domination, que de renforcer d'abord nos ennemis à nos dépens ! Cependant grandissait aussi le désir d'augmenter nos propres forces et de nous étendre, et nous nous sommes jetés dans la mer orageuse de la politique coloniale.

Volkstum und Weltmacht in der Geschichte.
 2^{te} vermehrte Aufl. Munich, 1904, p. 224.

II. — *Il faut des terres!*

Qu'un spéculateur à la Bourse puisse boire quelques bouteilles de champagne de plus, qu'une nouvelle cheminée s'élève pour empestier l'air de la patrie allemande, prétend-on que cela profite au peuple allemand? La vulgarité des cafés-concerts d'ouvriers et des festins de parvenus tient à passer pour le *summum* de notre culture.

La confection d'un bouton, la vente d'une bretelle de plus devient le but sublime de l'existence. La superstition orientale est sur nous, qui veut que l'argent seul soit puissance, et que l'abondance soit force.

L'estime excessive de la flotte, destinée à protéger le commerce, n'est pas sans rapport avec cet Évangile de l'argent seul sauveur, avec cette surestime du commerce, de l'industrie et de la banque. Mahan, par son livre sur *La puissance navale dans l'histoire* (1), a allumé un enthousiasme confus, dont les vues exclusives ne sont pas sans danger. L'idée favorite de Mahan, que Napoléon n'a été vaincu que par la flotte anglaise, est bien faite, en vérité, pour troubler le jugement historique. Il est vrai que Napoléon n'a pas réussi à nuire beaucoup aux Anglais, mais ils lui ont nui moins encore. Car quelle est la force qui a terrassé Napoléon, si ce n'est la rébellion de l'Espagne sur terre, les défaites sur terre en Russie, le soulèvement des Allemands sur terre? De même les Grecs, navigateurs, ont été soumis par les Macédoniens sortis de leurs forêts, et la puissance des Vénitiens et des Hollandais a été brisée par les Français, non sur mer, mais sur terre. Avant tout, une flotte est un moyen, et non un but. Sa tâche est de protéger la vieille patrie ou d'aider à conquérir une nouvelle patrie outre mer. Un peuple entier ne peut plus, comme jadis l'armée de Thrasybule, trouver sa patrie sur ses vaisseaux; un peuple a besoin de terres pour s'y mouvoir, de terres pour se nourrir. Aucun peuple n'en a plus besoin que le peuple allemand qui augmente si rapidement et que torture l'exiguïté de son ancien habitat. Si nous n'acquérons pas bientôt des terres nouvelles, nous allons inévitablement à une effroyable catastrophe. Peu importe que ce soit au Brésil, en Sibérie, en Anatolie ou dans l'Afrique du

(1) CAPTAIN A. T. MAHAN, *Sea Power in History*.

Sud, pourvu que nous puissions nous mouvoir dans la joie et la liberté, et donner à nos enfants de l'air et de la lumière en abondance et dans de bonnes conditions. Aujourd'hui comme il y a deux mille ans, lorsque les Cimbres et les Teutons frappaient aux portes de Rome, un cri s'élève, tantôt comme un appel d'angoisse et de nostalgie, tantôt comme une bravade déjà sure de l'avenir, ce cri toujours plus haut, ce cri qui monte : « Des terres, des terres nouvelles ! »

Ibid., p. 226-227.

III. — *L'expansion allemande au sud-est.*

Les hautes personnalités coloniales, les Woermann, les Scharlach et les Douglas, sont aussi les promoteurs, ou les alliés des promoteurs de l'industrie, du commerce exotique et de la flotte. Certes, il faut se réjouir de ce que, après avoir écrasé la France par le sang et par le feu, nous soyons en train maintenant de broyer l'Angleterre à l'aide de notre industrie. Il était grand temps de nous souvenir de la glorieuse Hanse et de porter sur tous les rivages le nom allemand à l'abri de notre pavillon commercial. C'est une nécessité absolue, une question d'existence nationale que de construire une puissante flotte de guerre qui dépassera, nous l'espérons, les dimensions mesquines que lui ont assignées les derniers projets. Mais c'est justement parce que tout ceci est heureux et nécessaire, parce que chacun de nous rêve jour et nuit de l'extension et du triomphe du commerce allemand, c'est parce que l'augmentation de la flotte a été saluée de tels cris d'enthousiasme, qu'il faut faire retentir d'autant plus haut le cri d'alarme, de peur qu'on ne prenne en-

core une fois le moyen pour le but et qu'un seul genre d'activité ne nous absorbe au point d'entraver la marche de notre existence. La moindre aiguille, la moindre allumette que l'on produit en plus est un gain pour la patrie ; chaque nouveau syndicat, chez nous ou à l'étranger, chaque entreprise réalisée grâce à de l'argent allemand est une victoire nationale ; ainsi dit l'Évangile nouveau. Jamais l'Évangile de Mammon n'a été prêché sous un pareil manteau d'hypocrisie. Les fruits de la politique russe, il appartient à l'Allemagne de les récolter, pour peu qu'elle en ait le courage. List, Moltke, Rodbertus, Lagarde, les milieux pangermanistes ont indiqué que les fins de l'émigration allemande, de l'expansion allemande, sont au sud-est. A quoi sert, même en mettant les choses au mieux, un germanisme brésilien ou sud-africain ? Il peut servir beaucoup à la diffusion de la race allemande, très peu à la puissance impériale allemande. Il n'est pas dit que ces groupements exotiques ne se développeront pas dans le sens de l'autonomie. Au contraire, l'accroissement continental du sol allemand et la multiplication de la classe rurale allemande, dont la ténacité, les capacités sont mille fois supérieures à l'indolence obtuse du moujik, formeraient une digue solide contre le flot montant de nos ennemis, une assise ferme de notre puissance qui s'élève. Il nous faut reprendre l'œuvre colonisatrice des Othons, des Saxons de Transylvanie, de l'Ordre teutonique et des premiers rois de Prusse. L'établissement de paysans allemands sur la Volga, et le rôle croissant de l'industrie et du commerce allemands dans la vie économique de la Russie sont un bon commencement.

Sans doute, cette acquisition de terres nouvelles ne se fera pas sans guerre. Quelle puissance mondiale s'est jamais fondée sans luttes sanglantes ? Ce que nous craignons, ce n'est pas de succomber dans la lutte gigantes-

que ; non ; mais nous craignons vivement qu'on dise de nous ce que le général de la cavalerie carthaginoise reprocha à Hannibal : « *Victoria uti nescis.* » De plus, nous ne réaliserons un gain que si le sentiment national et le souverain sont d'accord. Le sentiment national peut fleurir indépendamment de l'Etat, voire contre lui ; mais la nation allemande est resserrée dans une telle impasse et les circonstances mondiales sont arrivées à un tel état de tension que l'aide d'une politique dynastique est nécessaire pour ouvrir des voies larges et nouvelles à notre nationalité et à notre culture. D'autre part, les princes d'Allemagne ne peuvent s'attendre à ce que les Slaves ou les Latins favorisent leur puissance ; ils ne peuvent grandir que par l'opposition nationale de l'Empire à ses voisins, ils ne peuvent avancer qu'appuyés sur la nationalité allemande. La collaboration unanime du souverain et du peuple pourrait seule réaliser la force nécessaire à une expansion renouvelée. Car le peuple est incapable de manœuvrer à travers les complications de la politique mondiale actuelle, à travers les difficultés indicibles de la situation autrichienne, polonaise ou turque ; l'intelligence et la volonté de ses chefs y réussiront.

Ibid., 235-236.

IV. — *Pangermanisme agressif. — Nécessité d'un accord entre les gouvernants et le peuple.*

De même que le panslavisme, le pananglicisme ne s'est pas borné à rassembler les fragments épars de sa propre nationalité, mais il a cru de son devoir d'attaquer des étrangers et de les soumettre. Il veut absorber ou anéantir la nation boer. Il veut régner dans les pays

tropicaux sur des races étrangères. Pour des hommes comme l'historien Froude, les guerres d'Égypte ou d'Afghanistan, non moins que celle de l'Afrique du Sud, étaient encore des monstruosités, mais à présent le pan-anglicisme signifie en outre, comme le panslavisme, la prétention à la domination universelle. *Anglosaxonia sweeps the Universe*, tel était le toast des officiers anglais et américains (envoyés à Manille) fraternisant à Malte.

Le pangermanisme, par contraste, se présente beaucoup plus timidement et plus modestement. Il ne vise pas à la domination universelle ni à l'anéantissement des autres nations, pas même à la réunion politique des pays allemands séparés de l'Empire ; il cherche seulement, grâce à des liens de culture, à réunir à la culture de l'Empire les frères séparés. Sous le drapeau noir et jaune, sous les tsars, en Suisse, en Amérique, dans l'Afrique du Sud et en Australie, vivent des frères de race dont le génie ethnique est opprimé par la culture étrangère qui menace de les submerger : c'est ceux-là qu'il s'agit de protéger, de sauver. Sans doute, pour empêcher nos émigrants de se perdre de nouveau dans d'autres nations, les pangermanistes et ceux de leur nuance s'efforcent en même temps d'acquérir des terres nouvelles sur lesquelles pourraient se développer des colonies de paysans allemands dirigées par l'État ; ils souhaitent également que les intérêts de l'Empire soient fortement représentés en tout pays.

On ne peut nier que le pangermanisme même ne participe tant soit peu de l'idée d'agression. S'il faut que l'Allemagne devienne un marteau, il faut aussi qu'elle en vienne à frapper. Si les Allemands veulent se maintenir contre les Slaves, il n'y a qu'un moyen, qui est d'écraser les Slaves. Il est clair aussi que la tendance nouvelle a un caractère racial et fait volontiers abstraction des frontières. Si Schiller s'est indigné qu'un

prince allemand osât vendre ses sujets à l'Amérique, si les hommes de 1832 et de 1848, dans leur désir passionné de réaliser l'unité de la patrie, ont brisé les obstacles que leur opposaient les princes et les bureaucrates, il s'est aussi trouvé de nos jours un député au Reichsrat pour s'écrier : « Plutôt commettre le crime de haute trahison que d'être traître à sa race ! » La marée montante du sentiment national assiège en mugissant la dynastie de Habsbourg. Dans l'Empire allemand même il ne manque pas de questions qui peuvent soulever l'antagonisme entre les souverains et les vœux du peuple. Un tel antagonisme s'est produit en Allemagne au moment de la guerre des Boers qui alluma chez nous une si brutale anglophobie. Après les expériences de 1848, il est de l'intérêt des monarques d'écouter la voix du peuple ; mais, d'autre part, il n'est pas dit que le peuple, qu'une majorité confuse, pense et sente toujours justement. Le sentiment national est facilement égoïste et aveugle pour les besoins de l'État ; c'est alors que les chefs intellectuels et les monarques doivent intervenir. Tandis que, chez les Anglo-Saxons, les instincts de la masse sont favorisés et aiguillonnés par des meneurs, par des ministres, tandis qu'en Russie le tsarisme, se souvenant de son origine étrangère, s'appuie autant sur les Allemands, les Danois et les Belges, et peut-être bientôt les Chinois, que sur les Russes, l'Allemagne pourrait, en régularisant l'un par l'autre les deux facteurs qui composent l'État, transformer l'isolement où chacun d'eux dépérit, en une féconde action réciproque, et résoudre dans une bienfaisante harmonie un conflit dangereux.

Ibid., p. 175-176.

V. — *L'Allemagne dupe de sa générosité.*

Personne ne s'étonne si une exploitation minière s'estime satisfaite de voir s'étendre chaque année son domaine, si une fabrique se réjouit de voir augmenter la demande et s'élargir les débouchés. Mais nos villes aussi organisent des réjouissances pour chaque nouveau millier d'habitants qu'elles gagnent, et nos Universités reçoivent leur 2.000^e ou 3.000^e étudiant comme un hôte venu du ciel à qui l'on doit offrir une bourse et une montre en or. De même les *expansionnistes* poussent des cris de joie chaque fois qu'augmente la clientèle de la culture et de l'industrie allemandes à l'étranger, chaque fois qu'un nouvel État fait appel à nos instructeurs militaires. Les sages de l'antiquité pensaient autrement et s'interdisaient d'exprimer publiquement leur pensée la plus sacrée ; les Spartiates pensaient autrement, et leur loi défendait de faire trop souvent la guerre au même adversaire, parce que l'ennemi finirait par apprendre la stratégie spartiate. Notre industrie a reconnu depuis longtemps que la manie d'instruire n'est pas toujours profitable. Elle ne voit pas avec un extrême plaisir les Japonais visiter les fabriques allemandes, chapeau bas et un séduisant sourire aux lèvres, pour aller ensuite imiter chez eux les produits allemands. De même les géologues, chimistes, professeurs japonais, russes, américains prennent partout la place des savants allemands. Mais la science, dira-t-on, n'est pas une marchandise, elle n'est pas matérielle et ne se vend pas au détail. Tout doux ! Qu'on donne aux étrangers de la philosophie, des langues, de l'histoire, tant qu'ils en veulent ; mais tout autre don qu'on leur fait est d'une valeur douteuse, pour

nous. Ainsi la médecine. Des étudiants étrangers, russes pour la plupart, se pressent dans nos amphithéâtres et nos laboratoires et prennent la place de nos fils. Il est juste que l'antipathie grandisse contre les étudiants d'Europe orientale, d'autant plus qu'ils propagent souvent la syphilis ; il est juste qu'on les frappe d'un impôt spécial (beaucoup trop bas) de 50 mark environ ; puisque tout nourrisson des muses coûte 6 à 700 mark par an à l'État allemand, il est juste qu'ils contribuent aussi à l'entretien des Universités et de leurs Instituts. Actuellement, ces Européens de l'est se pressent non seulement aux conférences de médecine, mais surtout aussi à celles d'économie politique. Une fois rentrés dans leur pays, ils utilisent leurs nouvelles connaissances à faire de la propagande révolutionnaire. Or il est avéré que l'incendie russe a jeté bien des étincelles, et même de gros brandons enflammés dans les pays voisins. La grève des chemins de fer en Galicie et en Hongrie a suivi immédiatement la grève générale dans l'Empire des tsars, qui provoqua, chez nos socialistes aussi, une vive excitation des velléités subversives. Les gouvernements allemands dépensent des millions pour l'entretien de chaires qui servent à nourrir l'esprit révolutionnaire en Europe. Naturellement ce n'était ni l'intention des fondateurs, ni celle des professeurs, bien que le « socialisme de la chaire » très en faveur chez nos théoriciens et chez nos gouvernants, dût avoir parfois cet effet. C'est comme un morceau de viande qui, digéré par un estomac de lion, se transforme en chair de lion, digéré par un estomac de chien, se transforme en viande de chien, digéré par un serpent, se transforme en viande de serpent. Chacun s'assimile ce qu'il peut absorber. Or ce sont les fils des basses classes d'Orient qui viennent surtout chez nous. Chez eux, la plus belle théorie ne sert qu'à nourrir des pensées basses. Il n'en était pas ainsi jadis. C'étaient alors presque uniquement les

filles des meilleures familles qui venaient vers nous pour avoir leur part du rayonnement de la poésie et de la science allemandes. Un Français distingué, ou un Anglais, racontait, après des années, les yeux brillants encore, que Goethe l'avait reçu un jour, qu'il s'était assis aux pieds de Fichte, qu'il avait eu l'honneur de connaître Humboldt personnellement. Il s'agissait alors d'esthétique et de philosophie, de novateurs religieux comme Baur et D. F. Strauss, bref de valeurs abstraites. Aujourd'hui, au contraire, les impressions et les connaissances que recherchent nos visiteurs étrangers sont des plus matérielles. Ces messieurs veulent apprendre la chimie, espionner des secrets de fabrication, devenir médecins et électriciens. Echanger des vues générales sur la philosophie et la vie, c'est très joli, et cela fait de celui qui reçoit l'obligé de celui qui donne. On n'a guère entendu parler jusqu'ici d'une reconnaissance spéciale chez les disciples de notre industrie et de notre sociologie. Tout au plus les disciples étrangers de nos sociologues injurient-ils l'Allemagne à cause de ses idées arriérées en matière de révolution.

Orient und Weltpolitik, Munich 1913,
p. 3-4.

VI. — *La rivalité anglo-allemande.*

On peut diviser l'histoire, depuis Versailles, en deux périodes : celle de la suprématie allemande et celle de la suprématie anglaise. Depuis le 18 janvier 1871, la prépondérance continentale de l'Allemagne est assurée. Au Congrès du Congo, l'axiome de Bismarck a été reconnu valable pour l'Afrique aussi. Il est vrai que sur les autres

continents notre autorité a moins de poids; elle a suffi cependant à nous assurer un magnifique morceau en Nouvelle-Guinée et dans les îles du Pacifique. Notre prédominance a duré non seulement sous le gouvernement de Bismarck, mais des années encore après sa chute. C'est la loi d'inertie bien connue. Le char impérial, une fois lancé, a continué un temps de rouler, même sans impulsion venue du dehors, ou du moins sans impulsion suffisante. Mais il est arrivé ceci : tandis que nous grandissions, les autres grandissaient aussi, et plus vite que nous. La France a rattrapé trois fois plus de terres coloniales que nous dans le même temps. Puis ce sont les États-Unis et le Japon qui sont montés au rang de grandes puissances. L'Empire allemand en est arrivé peu à peu à la situation d'un homme qui possède une jolie maisonnette avec un jardin devant, et qui, de temps en temps, achète encore quelque cent pieds carrés de terrain. Surviennent des capitalistes qui bâtissent d'immenses gratte-ciel autour de ce domaine et lui prennent l'air et la lumière. Tout naturellement, sans être le moins du monde délabrée ou détériorée, la maisonnette perd de sa valeur. Les gratte-ciel, c'est l'Empire britannique universel, l'Amérique du Nord, la Russie et l'empire colonial français. S'arrêter, c'est déjà reculer. Si les concurrents avancent à pas de géants, le recul est plus évident encore. Le dernier accroissement de l'Empire a été l'achat des Carolines, des Mariannes et des îles Palao; puis sont venus les marécages congolais. Notre dernier succès en politique mondiale, et il n'a pas été incontesté, c'a été la mission du maréchal en chef Waldersee; peut-être encore l'iradé de 1902 pour le Bagdad... C'est de cette époque, c'est de 1902 que date la prépondérance de l'Angleterre.

Ibid., p. 7.

VII. — *Il n'y a pas de droit historique.*

Il est difficile, si l'on juge en artiste, de ne pas prendre un certain plaisir à voir se déployer l'énergie insolente des turbulents peuples balkaniques. D'un côté la vieille grand'mère Europe, chagrine et craintive, comme un dragon accroupi sur son trésor, et qui ne pense qu'aux intérêts de ses emprunts d'État, aux dividendes de ses chemins de fer et de ses fabriques, aux suites fâcheuses des protestations de billets et des moratoriums; de l'autre côté, des petits-enfants pleins de jeunesse et de courage, qui se moquent bien de la prospérité du commerce, qui s'enthousiasment pour les droits éternels de l'homme, droit au bonheur et à la liberté, et qui partent en guerre, pleins d'audace et d'ardeur. Et puis, au fond, tout être vivant et tout peuple a des idées qui lui sont propres, et des droits fondés à se faire sa place dans le monde...

On parle beaucoup du droit historique. Sans doute, l'Autriche-Hongrie, avant le prince Eugène, n'avait pas de prétentions sur la Bosnie; mais les Turcs aussi étaient venus en brigands, bien qu'il y ait de cela cinq cents ans. Les Slaves étaient là bien avant eux; mais étaient-ils eux-mêmes les premiers propriétaires, le peuple autochtone? Loin de là! Les Slaves n'avaient, à l'origine, rien à voir dans les Balkans. Ils étaient fixés bien loin au nord-est, sur la Vistule, le Dniepr et le Dniestr et ne rêvaient ni de la Maritza ni du Vardar. Réveillés par les poings vigoureux des Avars, les Slaves du Sud furent d'abord transplantés de force dans les Balkans, à la suite des conquérants avars; plus tard, ils y allèrent librement, dans des expéditions belliqueuses, mais sous les ordres de

maîtres étrangers dont la race n'a pu être éclaircie jusqu'à ce jour. Les clans dirigeants des Bulgares passent généralement pour avoir été finnois ; Gumpłowicz croit que ceux des Serbes étaient Germains ; j'estime que les uns et les autres étaient des Tcherkesses ou des peuples alliés aux Tcherkesses. Mais avant les Slaves, qui était là ? Les Byzantins. Et avant eux ? Les Romains. Et avant eux, sans doute, des Illyriens, des Thraces et des Pannoniens. Alors, qu'est-ce que le droit historique ?

Ibid., p. 12-13.

VIII. — *Les erreurs de la politique allemande.*

Chez d'autres peuples, les troubles extérieurs se soldent par une acquisition de territoire ; chez nous, par de nouveaux crédits militaires. Il s'agit présentement d'un crédit exceptionnel d'un milliard, et d'un crédit annuel d'un quart de milliard. Le peuple est prêt aux sacrifices ; on peut même dire que le Gouvernement, qui était assez endormi, a été contraint par l'opinion publique à se montrer à la hauteur de ses devoirs constitutionnels...

Ce qui nous manque, ce n'est pas la force militaire. Ce qui nous manque, et nous manquera encore, selon toutes prévisions, c'est de savoir tirer parti de cette force pour notre politique. Il est bien probable que nous nous laisserons persuader de rester en paix, par la démobilisation russe ; la Russie pourra alors rassembler la Mongolie et soumettre les Chinois, s'ils résistent. Ceci fait, le profit encaissé à l'est, Messieurs les Russes pourront d'autant mieux remobiliser à l'ouest.

Notre attitude pendant et avant la guerre balkanique a été une longue chaîne d'erreurs. Nous tranquillisions la

Turquie, lui assurant qu'elle n'aurait pas la guerre avec l'Italie. Alors est venue l'affaire de Tripolitaine. Nous la tranquillisons une seconde fois : il n'y aura pas de guerre dans les Balkans. Là-dessus, cataclysme général. Puis les réunions de Londres. Il est incontestable que la diplomatie allemande a tâché d'influencer la Porte dans le sens de la paix. C'était d'autant plus honteux qu'il était déjà clair qu'il ne s'agissait pas seulement de querelles balkaniques passagères, ni de l'avance des Serbes vers l'Adriatique, ni de savoir si un lambeau de pays par-ci, un lambeau de pays par-là, appartiendraient aux Bulgares, aux Serbes, aux Grecs ou aux Monténégrins ; mais il s'agissait de savoir si les 78 millions d'Allemands de l'Ancien-Monde devaient être opprimés par les 156 millions de Slaves ; bref, il s'agissait du maintien du germanisme en Autriche et de la situation mondiale de l'Empire allemand... Et cependant, ni à Berlin, ni à Vienne, on n'a vu dans cette affaire une raison suffisante pour jeter notre épée dans la balance, ou tout au moins le poids de nos paroles. Les deux Gouvernements autrichien et allemand ont au contraire donné à la Porte le conseil de céder aux représentations des puissances occidentales et d'abandonner Andrinople. Nous avons aidé à tresser la corde dont on nous étranglera... Un proverbe amer dit : « Ce sont les plus grands veaux qui choisissent eux-mêmes leur boucher. » C'est à cette situation pitoyable et à ce choix peu enviable que nos artifices diplomatiques nous ont conduits à présent...

Après que nous eûmes lâché les Boers, est venue l'affaire de Samoa. Après les maladresses de Waldersee, le traité anglo-japonais. L'écroulement de notre politique coloniale a fait oublier les humiliations subies au Venezuela de la part des États-Unis. Nous comptions sur la Russie : survint Liao-Yang et Tsouchima. A Tanger suc-

céda Algésiras ; à Casablanca, les jours de novembre 1908. La chute de notre ami Abdul-Hamid fut précédée d'Akaba, où nous avons lâché le sultan, et suivie de l'abandon d'Abdul-Aziz, à qui nous avions garanti l'intégrité de son Empire. Nous nous sommes retirés de Perse et de Mésopotamie, abandonnant le tronçon essentiel du Bagdad, celui qui aboutit à la mer. Après l'alliance russo-japonaise est venue la tension austro-russe, et nous avons déclaré que nous ne soutiendrions pas l'Autriche dans le cas d'un incident russo-serbe. A la guerre balkanique a succédé la Conférence de Londres, d'où nous fûmes exclus. Nous avons supporté le tout sans rien dire. Mais le temps approche enfin où il faudra hisser nos couleurs, l'heure décisive approche — en Anatolie.

Ibid., p. 50 52.

X. — *Dangers d'une politique industrielle.*

Voici trente ans que nous faisons de la politique coloniale et mondiale. Un âge d'homme ! Il est temps d'en faire le bilan.

Quel est le trait dominant de l'Empire fondé à Versailles ? Ce n'est pas son caractère agraire, car la population agricole est tombée, depuis 1871, à moins d'un tiers de la population totale ; ce n'est pas son caractère militaire, car depuis la capitulation de Paris, l'Empire n'a pas fait une seule guerre importante, du moins en Europe. C'est bien plutôt le caractère ploutocratique, l'essor inouï du commerce et de l'industrie... Le pourcentage de la population industrielle est monté à 36 ; jointe à la population commerçante, elle forme presque la moitié du

peuple allemand. Grâce à ce fait, la population ouvrière s'est élevée socialement, la majorité des artisans et l'armée presque entière des petits fonctionnaires s'étant fondues en elle; et d'autre part, on a vu s'élever un certain nombre de « nouveaux riches », banquiers, grands industriels, armateurs, barons de la mine ou de l'usine, fabricants et trustiers. C'est au profit de ce milieu restreint que se fait presque toute la politique allemande; puis, en second lieu, au profit des ouvriers qui, grâce aux énormes commandes faites aux usines, et au développement croissant des mines, sont en mesure d'obtenir des salaires plus élevés.

L'incurie opiniâtre et chronique, l'inertie absolue du Gouvernement allemand facilitent à nos ennemis la réalisation de leurs plans et assurent la paix en attendant. Pourquoi les autres déclareraient-ils la guerre, s'ils obtiennent en tout cas tout ce qu'ils désirent? Il viendra pourtant un jour où le poids sera trop lourd, où l'échine du chameau se brisera; un jour où le sanglier devra faire face à la meute qui le poursuit, et se défendre ou mourir.

Lors de la guerre des Hottentots, trois entreprises en ont écrémé tout le profit : les chantiers Woermann qui sont arrivés à faire 70 o/o de bénéfices dans une année de guerre; des fournisseurs comme Tippelskirch, comme les fabriques d'armes et de chaussures; enfin les grandes Sociétés coloniales du Sud-Ouest africain, à gouvernement oligarchique, qui pendant la guerre ont pu facilement transporter leur bétail et leurs produits sur un marché voisin, et dont les terrains ont pris de la valeur par suite de la guerre et de la colonisation qui s'y est développée ultérieurement. Qui donc a tiré profit, jusqu'ici, de la diplomatie allemande en Turquie? Outre quelques centaines de négociants, outre quelques ingénieurs et entrepreneurs, essentiellement la *Deutsche Bank* et la *Ligue du Levant*... Qui est-ce qui profite de notre amitié

avec les États-Unis? La HAPAG (1) et le Lloyd. Qui profite de notre situation avantageuse en Chine? Presque uniquement quelques grosses maisons de commerce et deux ou trois banques allemandes qui gagnent sur les emprunts, sur les obligations encadrées d'or des chemins de fer chinois, et sur le commerce.

On peut aisément poursuivre la série. Dans bien des pays, notre diplomatie n'a pas d'autre ambition que d'obtenir des commandes de canons Krupp et de navires pour nos chantiers... Sans doute, le même cas se reproduit ailleurs: en France, où toute la politique marocaine a été faite par les usines Schneider du Creusot, et aux États-Unis, où Rockefeller et Pierpont Morgan décident presque sans appel du sort des États voisins... Il s'ensuit que la politique extérieure devient, même dans sa forme extérieure, une politique de ploutocrates. Dans sa forme : car les ambassadeurs et les ministres, les conseillers de légation, voire les consuls, sont choisis de préférence parmi les riches parvenus. Washington n'a jamais envoyé à Londres et à Pétersbourg que des multi millionnaires. Et pour une fois qu'on a envoyé à Berlin un homme sans fortune, l'historien Day, Berlin s'est révolté. Pourquoi? Parce qu'il ne pouvait pas représenter suffisamment. Actuellement, le ministre français des Affaires étrangères est M. Jonnart, l'un des soutiens principaux du groupe Schneider. Il est le gendre d'Aynard, directeur du Crédit Lyonnais, banquier du consortium du Creusot. Chez nous, les héritiers des usines métallurgiques Stumm, des teintureries Hœchs, d'une maison de champagne de Francfort, les fils de spéculateurs de chemins de fer, de fabricants de cuir et de brasseurs sont volontiers employés aux Affaires

(1) Abréviation pour désigner la Société de navigation dite *Hamburg-Amerika-Packet-Boot-Aktien-Gesellschaft*.

étrangères. Il n'y a rien à redire à cela, mais il faut prendre garde à ce que cette caste ne devienne pas trop prépondérante. Il y a deux dangers à cette prépondérance. D'abord les affaires extérieures prennent l'empreinte d'une mentalité unique et exclusive; ensuite il est impossible que les intérêts du peuple soient sauvegardés.

Plus un capitaliste est riche, plus il court le danger, lui ou ses descendants, de se dénationaliser. On en aurait long à dire sur le compte des héritières américaines : 200 millions de marks passent annuellement l'Océan pour aller fortifier la vieille Europe. Consuelo Vanderbilt a apporté, à elle seule, 40 millions au duc de Marlborough, et Jane Gould en a donné autant à ce vieux dandy et royaliste banqueroutier de Boni de Castellane, qui a rapidement dépensé cet argent avec d'autres femmes et forcé au divorce la fille orgueilleuse de la maison Gould. Des hommes aussi quittent *the greatest country of the world* pour faire souche en pays étranger. Ainsi Waldorf-Astor a quitté New-York pour l'Angleterre et s'est efforcé de devenir pair... Inversement, de riches Allemands vont en Amérique pour s'y fixer définitivement... Il n'est pas difficile de transplanter une existence de capitaliste d'un pays à un autre. On n'a même pas besoin de vendre ses actions, il suffit de choisir un lieu de séjour dans un autre pays qui vous plaise particulièrement et l'on y transporte toute sa maison. C'est ainsi que la maison Rothschild, de Francfort, a émigré à Paris, que le possesseur allemand de la métallurgie Müller s'est fixé à la Haye... Il y a un Arthur Krupp à Vienne, il y a des succursales Schuckert et Mannesmann qui sont devenues indépendantes. La succursale russe de Siemens est presque complètement russifiée...

On peut observer ces faits sous mille formes. Il s'agit

pour nous ici d'en tirer cette conséquence : la ploutocratie n'a pas une action nationale, elle est facilement internationale. Mais que faut-il mettre à la place d'une politique ploutocratique ? Une politique de colonisation !

Une seule chose peut profiter au peuple allemand : l'acquisition de terres nouvelles. C'est le seul profit durable et solide, le seul qui brave tous les orages, tous les changements, qui résiste même à la pression d'une domination étrangère ; lui seul sert vraiment à la diffusion, à l'accroissement, à l'approfondissement du germanisme.

Personne ne fera reculer l'aiguille du Temps. Bien fou qui se déclarerait contre l'industrie. Les mines surtout, jadis les mines de cuivre, d'argent et d'or, celles de charbon et de fer aujourd'hui, sont le nerf des États. L'agriculture même ne subsisterait pas sans l'industrie, puisque la potasse et le carbol, et les engrais industriels, sont indispensables à la culture. Elle a besoin aussi de la population ouvrière qui offre, avec ses capacités d'achat croissantes, un excellent débouché aux cultivateurs et permet de maintenir et même d'élever les prix. D'autre part, il est bien permis de signaler les dangers d'un industrialisme excessif et de chercher par quelles mesures on parerait à cet excès même,

L'hypertrophie de culture est un mal aussi. Quand l'Empereur se prononçait contre « une vaine domination universelle », quand il recommandait d'être « limité au dehors, illimité au dedans », quand de modernes politiciens de la culture demandent qu'on développe la culture allemande et tiennent pour impossible une expansion territoriale, ou la condamnent, ceci revient à nous ramener à ce poète trop tard venu au partage de l'Univers. Non, il y a cent ans que nous avons dépassé ce modèle. Nous avons montré au début de ces pages qu'une diffusion inconsiderée de notre culture ne nous est d'aucun profit politique ni social.

Il faut recommander et rechercher uniquement l'augmentation de notre activité colonisatrice. Tout le reste nous sera donné par surcroît.

Ibid., p. 52-57.

X. — *Les ambitions de l'Allemagne.*

Si d'aucuns pensent que nous vivons dans le meilleur des mondes possibles, il faut leur dire que l'Allemagne, malgré l'admirable *bloc* (1), n'a jamais été, depuis 1871, en plus mauvaise situation qu'à présent. Un fait est sur : nous sommes encerclés, et la dernière crise n'a fait que confirmer la suprématie de l'Angleterre. L'Angleterre triomphe sur toutes les mers et sur toutes les terres. Chez nous cependant, la funeste tactique du Gouvernement cherche uniquement à faire taire et à endormir à tout prix les sentiments de malaise. « Le premier devoir du citoyen est de se tenir tranquille ! » (2) C'est une manœuvre connue des gouvernements dans l'embarras que d'éviter des difficultés intérieures grâce à une guerre. Le prince de Bülow et Bethmann nous montrent toujours, au contraire, des dangers intérieurs pour détourner nos regards de l'extérieur. On devrait pourtant préférer la tempête sur l'Océan à la tempête dans un verre d'eau. Car la mer rend libre et grand, les luttes mesquines et intestines mènent au marasme.

Les grands événements ne doivent pas prendre notre peuple à l'improviste. Il doit savoir de quoi il en re-

(1) On a appelé *bloc noir et bleu* la coalition du centre catholique et du parti conservateur aristocratique, à l'aide de laquelle M. de Bülow a gouverné.

(2) Allusion à une célèbre affiche placardée par les autorités de Berlin en 1806, lors de l'entrée des Français.

tourne. Nous sommes prêts militairement ; politiquement, nous ne le sommes pas. Très peu de gens savent ce qui est en jeu dans cette partie. Et comment le sauraient-ils ? Un historien notoire et profondément intelligent, comme Delbrück, a dit qu'il serait bon que l'Allemagne ne devint pas trop grande, sous peine d'exciter la jalousie de ses voisins. Alors déclarez-vous une bonne fois contre tout ce qui est grand, dans la nature, dans le génie individuel ; combattez tout ce qui a quelque éminence dans l'art, l'industrie ou la science ! Ou mieux encore, pour éviter la jalousie, faites banqueroute ! Un moyen plus efficace encore, il est vrai, serait de ne jamais naître.

Ne pas laisser l'Allemagne devenir trop grande ! C'est un effort où les socialistes s'unissent aux ministres. Ne pas exciter l'étranger, pour rien au monde ! Maudits soient tous ceux « qui font sonner leur sabre » ! L'étranger concevrait de la méfiance et de l'hostilité devant cette arrogance criminelle ! Qui ne connaît cette litanie !

Non, non, Messieurs ! Au contraire ! Il est criminel d'assurer l'étranger à toute occasion, opportune ou non, de votre amitié en particulier, de votre pacifisme en général ; car vous encouragez ainsi le peuple allemand dans sa paresse, dans son sommeil ; vous promettez une prime à tout offense. Quand un particulier dit à un autre : « Tu peux m'insulter tant que tu voudras, je ne répondrai que par un bienveillant sourire », l'estime qu'on fait de lui augmente-t-elle ? Quelque insolent ne saisira-t-il pas l'occasion de le brutaliser ? Quand on prévient son adversaire qu'on ne lui intentera pas de procès, on peut être bien sûr de perdre sa cause.

Au Brésil, au Maroc, en Turquie, nos ferventes protestations pacifistes n'ont servi de rien. Je sais que l'occasion de prendre pied au Brésil est passée. Mais elle s'est présentée en 1889. A cette époque, un certain nombre d'officiers allemands débarquèrent avec l'inten-

tion de conquérir le Brésil qui se tordait dans les convulsions de la guerre civile (je ne peux pas donner mes sources). C'aurait été possible alors. C'est impossible aujourd'hui. Mais aucune idée jamais ne doit être condamnée comme absolument irréalisable, surtout en politique. Tout dépend des circonstances. Le même coup d'Etat qui échoue aujourd'hui peut réussir demain. Voyez César et Louis-Napoléon. L'inverse est vrai. Ce qui était possible, hier encore, est aujourd'hui irréalisable. On ne peut couler dans un moule que le fer rouge et liquéfié ; plus il se refroidit, plus il est difficile de le fondre ou de le marteler. Et une fois dur et froid, tous les moules de fonderie n'y peuvent plus rien, et le marteau est impuissant. Que faire alors ? Attendre que la masse de fer soit de nouveau portée au rouge. Ainsi en est-il pour l'Autriche et la Russie. Ainsi en est-il au Maroc.

Unsere äussere Politik, p. 4-5.

XI. — *Le pacifisme de la grande banque et de la grande industrie.*

Chaque peuple a, je le répète, le Gouvernement qu'il mérite, et le Gouvernement s'adapte consciemment ou inconsciemment à l'esprit général d'une époque, aux vœux de la population.

Voilà le cercle vicieux d'où nous ne sortirons pas ! Voilà l'intégrale dont on ne peut trouver l'équation ! Comme les préoccupations sociales sont devenues un fétiche, le socialisme d'État a pénétré dans la législation. Comme le capitalisme et l'industrie commandent la situation, le Gouvernement est devenu libéral, surtout en politique extérieure, et les colonnes des journaux

libéraux se sont ouvertes aux discours de Bülow et de Posadowsky...

Chez nous, comme en France et aux États-Unis, les grandes banques et les gros industriels sont d'ores et déjà les maîtres de l'heure. Si nous avons cédé en juillet, c'est que les banques ne voulaient pas la guerre. En vérité, voilà qui est peu glorieux pour le puissant Empire allemand ! On a appelé notre attention notamment sur les forts dépôts de fonds français qui étaient « en pension » chez nous et seraient immédiatement retirés de nos marchés. Ils nous ont été retirés en effet jusqu'à concurrence de 2 milliards. En un seul jour, il n'a pas été remboursé moins de 835 millions de francs par la banque Rothschild de Paris. Mais cet avertissement est sans valeur. En cas de guerre, nous aurions simplement mis ces dépôts de fonds sous séquestre et utilisé pour nous l'argent français. Il aurait été en outre possible de contracter un emprunt intérieur de 5 à 6 milliards, et nous aurions été en fonds pour commencer la guerre.

Après la conclusion de l'accord marocain, la griffe des capitalistes s'est montrée de nouveau. Ballin et Thyssen, qui étaient jadis loin d'être tendres à notre politique extérieure, quelques autres magnats aussi, condamnèrent l'agitation contre cet accord et se déclarèrent complètement satisfaits. La raison en est aisée à trouver. Même les marécages du Congo ne sont pas tout à fait sans valeur. Ce qu'ils peuvent fournir de valeurs, de belles concessions, c'est ce que les capitalistes allemands, si satisfaits de l'accord, veulent mettre dans leur poche. Dans les banques, on est habitué à l'internationalisme : mais que cet internationalisme joue un tel rôle dans notre grande industrie, il a fallu l'affaire du Maroc pour le révéler.

Ibid., p. 24-26.

Wirth s'applique ensuite à démontrer qu'il existe une

solidarité entre la Compagnie française du Creusot et les grands industriels allemands. Que les mines allemandes de Briey et de la région de Caen constituent pour l'Allemagne une solidarité avec la France et devraient écarter les chances de guerre. Enfin que les Etablissements Schneider du Creusot, qui possèdent des mines ou des intérêts un peu partout (Suède, Brésil, Russie, Maroc), sont sur la voie de réaliser le « trust mondial du fer. »

Nos industriels ont soutenu la politique pacifique du Gouvernement. Peu importe le parti auquel ils se rattachent. Thyssen incline vers le Centre, Ballin vers le libéralisme; Krupp, les usines Stumm et plusieurs de leurs concurrents, vers le parti conservateur. Le baron von Heyl a quitté les rangs des libéraux en claquant les portes. Comme je l'ai dit, cela est sans importance. Personne ne veut ni ne voulait prononcer le mot de « guerre ». C'est contre cette volonté qu'a dû forcément se briser l'opposition si bruyante du Reichstag, sur laquelle on comptait tant dans l'affaire marocaine... Le Maroc vaut bien une grande guerre, et même plusieurs. Par surcroît (même la prudente Allemagne arrive à s'en convaincre) la guerre n'est que différée, et non conjurée. Est-elle ajournée à notre avantage? C'est une des plus étranges assertions auxquelles se laisse toujours prendre la majorité de nos compatriotes. On dit qu'il faut attendre une meilleure occasion! Attendre que l'on ait approfondi le canal de Kiel, que la loi sur la flotte ait donné son plein effet! Il n'est pas précisément très diplomatique d'annoncer publiquement à nos adversaires: « Faire la guerre, ça ne nous dit rien pour le moment — mais dans trois ans, nous déchaînerons la guerre mondiale! » Il est puéril d'admettre que nos aimables ennemis attendront le moment qui nous sera, par hasard, agréable. Il est impolitique de conclure un traité et de proférer en même temps des menaces de guerre pour plus tard. Cela éveille de la méfiance partout, et rien n'est plus propre à

hâter ce que notre diplomatie travaille depuis neuf ans à empêcher, mais sans succès : l'isolement de l'Allemagne. Non ! Quand on médite réellement une guerre, il ne faut pas en dire un mot ; on enveloppe ses desseins d'un profond mystère ; puis, brusquement et à l'improviste, on bondit comme le voleur dans les ténèbres ; comme les torpilleurs japonais contre Port-Arthur sans méfiance ; comme Frédéric II se jetant sur la Silésie.

Ibid., p. 35-36.

XII. — *L'activité diplomatique et le peuple allemand.*

Il vaudrait mieux, dit-on, exclure toute publicité de la politique extérieure. Certainement ! Mais ce serait condamner à mort l'opinion du peuple. Ne vaudrait-il pas mieux que le joueur d'échecs jouât seul et ne prit pas l'avis des étourneaux ? Oui, mais si ce joueur joue toujours de malheur ? D'ailleurs, on ne peut pas comparer le peuple allemand à un spectateur désintéressé. C'est nous-mêmes qui sommes assis dans la voiture impériale, conduite par les cochers de la Wilhelmstrasse. Si la voiture côtoie constamment des abîmes, si elle s'embourbe dans les marécages congolais, nous avons peut-être le droit de blâmer le cocher et de lui proposer de meilleurs chemins ; nous avons aussi le droit de choisir d'autres ministres qui seront mieux en état de sauvegarder nos intérêts collectifs... De deux maux, il faut choisir le moindre. Le moindre mal, c'est que les autres soient au courant de nos intentions ; le pire mal, c'est que nous n'ayons pas d'intentions du tout. Tout est là. Il faut que le peuple allemand apprenne par la discussion publique à comprendre l'idée de la politique mondiale ; il faut en

éveiller la résolution en lui. Or, jusqu'ici, cette résolution n'existe, ni chez le peuple, ni chez les dirigeants. Les Français édifient un puissant empire dans l'Afrique du Nord, les Italiens prennent Tripoli, les Américains aspirent à dominer le Pacifique et la Chine; les Japonais s'efforcent de se constituer un Empire continental en Mandchourie et en Mongolie. Et nous?

Nous vivons au jour le jour. Nous n'avons point de plans créateurs. Nous sommes, d'après la fâcheuse expression de Bismarck, « une nation saturée. » Nous sommes, d'après une parole de l'Empereur, « limités au dehors, illimités au dedans », c'est-à-dire que nous en revenons au point de vue du poète à qui Schiller, qui comprenait la politique, fermait les royaumes de cette terre.

Ibid., p. 39-40.

XIII. — *De l'utilité des alliances.*

Nos dirigeants eux-mêmes ignorent ce qu'est l'essence de la politique. On croit pouvoir vaincre le monde par la douceur. Erreur fondamentale! Inutile d'être aussi pessimiste que le philosophe qui divisait les hommes en singes, en loups et en porcs. Mais la politique est une affaire, et en affaires il faut tenir à son avantage. On peut même encore concéder que l'avantage de l'un n'entraîne pas nécessairement le dommage de l'autre; c'est quand le monde était petit qu'on se souhaitait des voisins pauvres et faibles. Aujourd'hui, un voisin riche et fort a cela de bon qu'il est un bon client et peut nous rendre un service d'amitié. L'échiquier du monde s'est beaucoup compliqué; ce ne sont plus deux, mais dix, onze, douze partenaires qui se combattent, et il est toujours possible de

se servir une fois d'un voisin fort contre un autre que l'on a pour adversaire. Cette vérité demeure, que la mort de l'un fait vivre l'autre. La HAPAG prospère, le Lloyd (de Brème) décline ; les syndicats et les grands magasins se développent, la classe moyenne et les artisans sont évincés.

Il en est de même dans la vie des peuples. L'un est maître, l'autre serviteur. Chaque empire s'avance du côté où la résistance est moindre et cherche à mettre son voisin dans l'ombre...

On nous sert continuellement des alliances, des traités et des amitiés. Bismarck aussi tenait beaucoup aux alliances. Sans doute, les amitiés ont du bon, mais il faut les réaliser en monnaie sonnante. Dans les relations ordinaires de la vie, il est possible de conserver toute une vie des rapports d'amitié, sans échanger de cadeaux importants, ni même de faveurs spéciales. C'est tout autre chose en politique. Les amitiés ne sont jamais conclues pour l'éternité, mais pour de très courts laps de temps. Au bout de cinq ans, la Russie, farouche adversaire du Japon, est devenue son alliée. Au début de 1901, les Français acclamaient Paul Kruger, et en septembre 1903 le roi Edouard. Il faut toujours se souvenir que l'ami d'aujourd'hui peut être l'ennemi de demain. Et la conséquence ? C'est qu'il faut forger le fer tant qu'il est chaud, exploiter à fond toute amitié tant qu'elle dure. Or, quelle a été notre conduite ? Nous avons été très intimes avec les Boers, sans en profiter pour déraciner la puissance anglaise dans l'Afrique du Sud. Nous avons eu foi en l'Italie, mais nous ne l'avons pas décidée à nous soutenir à Algésiras. Nous n'avons fait aux Russes d'importantes concessions en Perse que pour qu'ils nous lâchent dans l'affaire marocaine. Car, en abandonnant le nord de la Perse, nous attendions du tsar qu'il nous soutint contre la France. On peut comprendre qu'aux échecs on sacrifie un

pion pour gagner une reine; mais voici dix ans que nous sacrifions des pions sans jamais conquérir la moindre reine. Sans parler de nos relations avec la Turquie et l'Islam ! Elles étaient les meilleures du monde, mais elles n'ont rien donné. On chauffe un bain. l'eau reste chaude un certain temps ; si on laisse passer l'instant favorable pour entrer dans l'eau, tout le chauffage a été inutile. Nous aurions pu utiliser les forces de la Turquie, excitées et déchainées par la révolution, contre l'Angleterre ou la Russie ; à présent ces forces sont partiellement paralysées par l'affaire de Tripolitaine et se sont d'ailleurs détournées de nous. Le bain s'est refroidi, cette longue amitié a perdu son effet.

ibid., p. 40-42.

XIV. — *Décadence de l'Angleterre.*

Notre pays arrive encore à se maintenir dans la lutte pour l'existence. Il arrivera encore à se procurer, argent comptant, des vivres du dehors, même si plus tard il lui devenait difficile de se nourrir des produits de son propre sol. Mais, à la longue, cette pratique rongera notre peuple jusqu'à la moelle. L'industrie énerve, affaiblit et use ; elle finit par déraciner un peuple ; le paysan seul est sédentaire, enraciné au sol, lui seul par conséquent travaille au progrès de la civilisation. La grande faute de l'Angleterre, c'est d'avoir méconnu cette vérité. L'Empire britannique ressemble à une pyramide posée sur sa pointe. La petite Angleterre sert de base à un empire mondial quatre-vingt-dix fois plus étendu, tandis que la population des colonies est largement neuf fois plus nom-

breuse que celle des Iles Britanniques. Dans la mère patrie, une richesse énorme contraste avec une pauvreté horrible... La moelle du peuple est depuis longtemps rongée, et il est impossible de tirer une armée utilisable des basses classes de la société.

Au demeurant, il est probable que l'armée anglaise ne serait pas seule vaincue dans une guerre : la flotte subirait de même un désastre irréparable. Il y a plus de cent ans que les Anglais n'ont livré de bataille navale, car on ne peut appeler une bataille navale la facile destruction de quelques bateaux chinois près de Canton. Pour la victoire, il faut surtout de bons soldats, plutôt encore que de bons engins ; or les Anglais manquent de bons combattants.

Ibid., p. 47-48.

XV. — *Le coût d'une guerre.*

On exagère toujours les pertes matérielles que peut entraîner une guerre. On peut estimer à 25 milliards les frais qui seraient ceux de l'Allemagne dans une guerre mondiale, ou même à 50 milliards, comme le fait Alexander von Peez ; c'est évidemment une jolie somme ; mais, au fond, qu'est-ce que cela représente dans l'ensemble ? Même la plus haute évaluation n'atteint qu'un septième ou un sixième de la fortune totale de l'Allemagne.

La fortune de la Russie a été réduite d'un tiers par Napoléon. De plus, une guerre excite à de nouveaux efforts, elle stimule l'activité économique. Nous l'avons vu, après 1870, chez les Français comme chez les Allemands ; après 1905, chez les Russes comme chez les Japonais. Le vainqueur se gonfle de la conscience de ses suc-

cès ; le vaincu est aiguillonné par le dépit de sa défaite. Le résultat est pareil : une activité augmentée. La richesse dont on peut jouir en paix conduit au contraire très vite au relâchement et à la satiété, à l'incapacité de créer de nouvelles valeurs. Dès la troisième, voire la deuxième génération, les milliardaires s'abâtardissent, et ce phénomène s'observe aussi chez des peuples entiers. Nous en avons des exemples à Babylone, à Sybaris et dans la Rome impériale. Le capital n'est pas créateur de valeurs ; c'est au contraire l'esprit d'entreprise qui crée et multiplie le capital.

Il en est de même des pertes de vies humaines. Même les grandes guerres contemporaines n'ont pas causé d'extraordinaires pertes, en aucun cas, plus de 200.000 hommes ; presque toujours beaucoup moins, même en comptant les blessés. Or rien qu'en Allemagne, nous avons un excédent annuel de 900.000 naissances, en chiffres ronds, soit plus du quadruple. Les Français, au contraire, sont un peuple sur le déclin. Ils n'ont plus d'excès de natalité ; ils n'augmentent encore un peu que grâce à une immigration annuelle d'Allemands, de Belges, d'Italiens, d'Espagnols et de Levantins, qui dépasse le déficit causé par la diminution des naissances. Chacun sait que, dans les familles aisées, le nombre des enfants diminue... Même en Allemagne, il commence à être bien porté de n'avoir que deux ou trois enfants au plus. Mais si le nombre des enfants diminuait en Allemagne de 200.000 par an, ce serait l'équivalent d'une grande bataille perdue.

La capacité de s'enrichir baisserait du même coup. C'est déjà le cas en France. On est satisfait d'avoir une rente petite, mais sûre. Le « système des deux enfants » est une conséquence de calculs financiers plutôt que de dégénérescence physique, ce qui devient évident aux colonies, au Canada et ailleurs, où le nombre d'enfants des Français se multiplie instantanément par huit ou par

dix. Un peuple saturé n'a plus d'appétit pour des profits nouveaux, surtout s'ils sont liés à des risques, à des périls.

Ibid., p. 49-50.

XVI. — *L'aviation.*

L'attitude hostile de l'Angleterre a allumé chez nous un regain d'enthousiasme pour la flotte. Nous aurions, sans aucun doute, les moyens financiers de l'augmenter beaucoup, car l'Allemand est loin de contribuer autant que le Français, l'Anglais ou le Japonais, à ses armements militaires. Mais je tiens pour plus important encore le développement de notre flottille aérienne. C'est une vieille expérience qu'il est avantageux d'attaquer l'ennemi avec l'arme qui ne lui est pas habituelle. C'est pourquoi l'Anglais a peur du couteau, et l'Italien du revolver... Nous aurions de grandes chances de succès si nous attaquions les Anglais à l'aide d'aéronefs et d'aéroplanes. Les Anglais eux-mêmes ont jusqu'ici piteusement échoué en aviation. C'est pourquoi nos zeppelins n'auraient pas grand'chose à craindre des aéroplanes qui partiraient de Douvres ou de la côte écossaise, prendraient de la hauteur et se laisseraient tomber sur eux. De toute manière, un zeppelin doit être prêt à se voir surpris par un aéroplane ennemi, mais seulement après avoir accompli sa besogne, qui doit toujours être soudaine, inattendue, favorisée si possible par la nuit ou le brouillard. Le dommage causé devra, bien entendu être infiniment plus grand que la perte que représente la destruction du zeppelin.

Ibid., p. 50-51.

XVII. — *L'Allemagne encerclée.*

Une hypnose collective s'est emparée du peuple allemand, et il est malaisé de la combattre. Même de véritables amis du peuple pensent que la politique extérieure de l'Empire allemand est bonne et que, vu les circonstances actuelles, il vaut mieux attendre.

Or l'Allemagne est entourée de périls. Le rôle du splendide isolement est passé de l'Angleterre à nous. Le roi Edouard a retourné la lance contre nous... Toute l'Europe latine est acquise au parti de l'Angleterre. Et au nord? Le Danemark et la Norvège sont sympathiques à l'Angleterre. La mer du Nord et le Sund sont flanqués d'amis d'Edouard. Et à l'est? En août 1907, on a enterré la hache de guerre entre le tsar et le king... Nos efforts pour faire de la Baltique une mer fermée ont été contrecarrés par l'Angleterre, évidemment afin de pouvoir, le cas échéant, venir au secours des amis russes. En Extrême-Orient, le Japon est l'allié de l'Angleterre, allié qui pourra devenir un concurrent dangereux, mais qui se borne pour le moment au rôle d'agent.

Toutes ces alliances sont ouvertement dirigées contre l'Allemagne. L'alliance japonaise aussi, qui menace Kiao-Tchéou et doit évincer d'Extrême-Orient notre commerce. C'est en Turquie que les influences hostiles de notre grand adversaire sont le plus sensibles. Ce n'est déjà plus un mystère que toute notre ligne de Bagdad voit son succès remis en question. Pourquoi? Par l'absorption de la Mésopotamie et de la province turque d'El Hass dans la zone d'intérêts britanniques. Depuis quelques semaines, notre cousin anglo-saxon s'agite aussi dans les Balkans... L'Allemagne est ainsi entourée d'États

hostiles au sud, à l'ouest, au nord et à l'est, et des courants hostiles se manifestent aussi au sud-est.

Contre tant d'ennemis, nous n'avons que notre alliance avec l'Autriche et nos relations cordiales avec les États-Unis. C'est peu. D'autant plus que l'Amérique ne peut guère nous aider. Elle compte, au contraire, sur deux ou trois corps d'armée allemands, au cas où le Japon l'attaquerait elle-même.

Voilà à quel isolement nous a mené un âge de politique pacifique, trop pacifique. Le résultat est stupéfiant. Et nos perspectives d'avenir sont peu consolantes. Nous allons vers des temps difficiles. Il s'agit d'y préparer l'âme du peuple.

Il s'agit surtout de réveiller la volonté de dominer, la volonté d'être puissant. Le pacifisme et le désir d'être « amis de tout le monde » ne nous mèneront pas loin. L'Etat est fondé sur la force. Si sa situation extérieure est moins forte, la force décline aussi à l'intérieur. L'Allemagne a perdu de son prestige auprès des peuples de la terre. Une épée inutilisée se rouille. Notre diplomatie n'a pas conquis de lauriers. Au lieu de former une Ligue continentale, elle a permis à l'Angleterre d'éloigner de nous la majeure partie du continent et de se la rallier. A défaut de notre volonté, la nécessité de la situation nous pousse. Et finalement, ce sont pourtant les canons qui décideront.

Ibid., p. 51-54.

XVIII. — *Les partis allemands et la guerre.*

Quelle est la position des partis, en politique étrangère? L'ironie du sort a voulu que le parti qui, d'habitude, vote

pour les forts crédits militaires et qu'on accuse souvent de militarisme, le parti conservateur (qui fournit en effet la plupart des officiers et les meilleurs soldats), fût partisan du Gouvernement pacifique, tandis que les libéraux, qui jusqu'ici étaient pour un développement économique pacifique, eux-mêmes pacifistes pour une part et ennemis de toute colonie et de toute augmentation de la flotte, étaient opposés au bloc noir et bleu (1), c'est-à-dire à ceux qui formaient la garde du corps du Gouvernement.

Les *conservateurs* feraient une œuvre méritoire s'ils empêchaient notre peuple de s'user dans l'industrialisme. Mais eux-mêmes sont devenus des industriels ; ils sont conquis par l'esprit mercantile de ce siècle et par une industrialisation croissante. Les conservateurs sont un frein nécessaire quand le train descend trop rapidement la côte. Mais il faut constater avec regret que, dans tous les problèmes graves, ils ont manqué à leur tâche... Ils n'ont pas bronché lors du traité de Bâle et ils sont cause de la défaite d'Iéna. Sous leur régime, nous sommes allés à Olmütz. Les conservateurs se sont opposés à presque tous les desseins de Bismarck et c'est eux qui nous ont préparé la soupe marocaine... Il serait pourtant injuste de taire que bon nombre de conservateurs sont extrêmement mécontents de la politique actuelle et que les officiers, notamment, gémissent sous la honte de ces quinze dernières années. Sans doute, ce sont surtout les jeunes officiers, car on observe chez les vieux beaucoup d'indolence et d'aversion contre les fatigues d'une campagne ; les hautes sphères de l'état-major même ne sont pas exemptes de pacifisme. On voit de plus en plus fréquemment des officiers obèses, chose inouïe jadis.

Le *centre* est naturellement pour la paix, puisque c'est

(1) Voir la note p. 244.

sous ce drapeau qu'il a fait jusqu'ici les meilleures affaires...

Les *nationaux libéraux* sont dans une situation fort épineuse... Les grands industriels du parti sont en général très fort pour la paix. Les jeunes libéraux, au contraire, réclament que nous construisions une flotte gigantesque pour briser la suprématie navale de l'Angleterre. Cependant on peut dire que jamais, depuis la fondation de l'Empire, les perspectives des nationaux libéraux n'ont été aussi brillantes qu'à présent.

Les *libéraux de gauche* sont divisés... L'habitude du pacifisme est chez eux plus forte que la fermentation exceptionnelle des journées de novembre.

Ceci est plus vrai encore des *socialistes*. Sans doute, Maurenbrecher et Calwer ont déclaré que cela ne pouvait pas durer, que les autres empires coloniaux ne devaient pas continuer à grandir tandis que nous piétinons sur place. Sans doute, Bebel a fait entendre à Iéna des accents patriotiques. Mais les « camarades » sont vite rentrés dans leurs eaux coutumières, vantent l'amitié anglaise, célèbrent la paix à tout prix et louangent le gouvernement. Nous avons vu, en Russie, les conservateurs et les démocrates s'unir contre la révolution. Nous avons vu, en Bavière, marcher de pair des gens aussi profondément différents que les papistes du centre et les socialistes incrédules et athées. Le jour est venu, pour les partis politiques, de se grouper en syndicats.

L'Empire allemand est né de trois cents États, grands et petits; l'Italie unie est sortie d'un grand nombre de duchés et de principautés. C'est un phénomène naturel : tous parlaient la même langue. De même, en Angleterre et en Amérique, les divers partis se sont de bonne heure unis en deux groupes principaux. Cela n'a rien non plus d'étonnant. Les intérêts essentiels étaient communs à l'intérieur des groupes. La nouveauté dans les nouveaux

syndicats de partis, c'est que des intérêts divergents et même opposés s'unissent. C'est ainsi que l'on nous annonce d'Angleterre que les Irlandais et les socialistes comptent agir de concert pour les élections... Leur point de contact, c'est l'oppression dont ils souffrent les uns et les autres. Et quel est le lien entre nos socialistes et nos ultramontains ? Le désir commun de dominer.

Il y a un commencement. On a essayé de syndiquer les partis. D'autres coalitions, durables ou temporaires, suivront. On parle déjà beaucoup de la possibilité de fusionner le libéralisme et le socialisme, et des avantages qu'on en retirerait. Le contre-coup se produirait fatalement... Ce serait le trust et le contre-trust... Comme toujours en temps de guerre, les partis modérés sont lésés. Comme les Cicéroniens entre César et Pompée. Mais une fois la machine mise en mouvement, il faudra bien que les partis démocratiques, les libéraux, les progressistes, les nationaux-libéraux et les partis économiques se décident à s'unir aux droites ou aux gauches, à fusionner avec le bloc de l'opposition ou avec celui du Gouvernement... Or, la majorité des partis de gauche est pour la paix... A la longue, l'union des socialistes et des libéraux ne peut servir à rien si l'on n'arrive pas à combler les abîmes qui les séparent en politique extérieure. Or on n'en voit pas la moindre possibilité. En Angleterre et en Italie, les socialistes sont déjà impérialistes ; en Allemagne ils en sont loin encore. La perspective est barrée dans les deux sens, et toute lueur d'espérance s'éteint, quant à une amélioration de notre politique étrangère. Aussi je me suis persuadé, voici longtemps, que le salut ne peut plus venir du dedans : *seul un choc venu de l'extérieur, seule la détresse extrême peut nous sauver.*

Ibid., p. 54-61.

XIX. — *La politique allemande en Turquie.*

Les fins que se propose l'Europe centrale, personnifiée par l'alliance austro-allemande, sont identiques pour les deux pays. Lors du siège de Vienne par les Turcs, il arriva qu'un soldat, ayant eu le bras gauche tranché, se planta contre un camarade qui avait perdu le bras droit; à eux deux, ils tinrent l'ennemi en échec, chacun luttant d'un seul bras.

De même l'Allemagne a assumé la tâche de monter la garde à l'ouest, tandis que l'Autriche défend le germanisme à l'est. Le seul terrain où leurs intérêts puissent et doivent se séparer, c'est la Turquie. Car l'Autriche grandira aux dépens de la Turquie, tandis que l'Allemagne, comme toujours, s'en ira les mains vides.

Depuis vingt ans, notre amitié avec les Ottomans est la pièce montée de la politique allemande. Même lorsqu'on avouait, avec plus ou moins de réticences, comme on l'a fait récemment, de nombreux succès ailleurs, on faisait un victorieux étalage des grandes actions que nous avons accomplies en Turquie. On n'est pas encore las de monter ce cheval de parade. Et certes, si l'on se rappelle le peu qu'étaient les Allemands en Orient, et plus particulièrement à Constantinople et à Smyrne, dix ans après Gravelotte et Sedan, combien rares y étaient les négociants ou les touristes allemands, combien infime le capital allemand engagé en Orient; et si l'on compare avec la Turquie d'aujourd'hui, inondée de nos compatriotes, et où travaillent nos capitaux qui se montent à près d'un milliard, on ne pourra nier que notre influence dans l'Empire ottoman n'ait énormément grandi...

Depuis 1909, la Turquie est une pièce très importante sur l'échiquier de la politique allemande. Toutefois il semble que notre amitié doive être mise à l'épreuve, et il faut se demander si cette amitié peut nous offrir vraiment tous les avantages que l'on attend d'elle... La tentative d'empêcher le partage de la Turquie nous mettrait en conflit aigu avec l'Autriche.

Une ère nouvelle de convoitises territoriales a commencé. La Russie s'empare du nord de la Perse et menace la Mongolie, la France conquiert le Maroc, l'Italie la Tripolitaine. Les États-Unis interviennent au Mexique et parlent ouvertement d'attaquer cet État libre latin. L'Allemagne s'occupe de l'Angola.

La pensée de la Turquie est au centre de toute pensée d'agrandissement territorial. Elle ne résisterait pas à l'assaut de plusieurs grandes puissances. Aussi naturellement que le jour succède à la nuit, et l'explosion au coup de feu, l'Autriche commence, après les succès italiens dans la mer Égée, à faire valoir ses titres dans la liquidation à prévoir. L'impérialisme déploie ses ailes en Autriche. Déjà les milieux influents blâment le programme du comte Berchtold, qui ne mérite pas, selon eux, le titre de programme. La stricte neutralité semble une formule dépassée. Les éternelles protestations de paix ne veulent plus rien dire et sont un non-sens, dans un siècle où toutes les autres puissances pratiquent la politique de proie. Puisque non seulement l'Angleterre a pris Solun et l'Italie Rhodes, mais que les Russes, les Bulgares et les Grecs demandent des compensations, l'Autriche aussi en réclamera. Au reste, elle est lésée dans ses intérêts les plus forts et les plus immédiats aux Dardanelles, à Salonique, en Macédoine, et surtout en Albanie. Autrefois on disait toujours : « Nous ne songeons pas à l'Albanie ! » A présent, pour la première fois, on dit ouvertement, dans les feuilles autrichiennes : « Qu'en pensez-

vous? Si nous tâchions d'obtenir le protectorat sur la Skipnia?... »

Les Habsbourg sont en train de dépasser de nouveau les Hohenzollern. L'Autriche est obligée de grandir, sous peine d'être distancée par l'Italie; elle grandira parce que la désagrégation des Etats balkaniques occidentaux ne lui laisse pas le choix. Et l'Allemagne, par contre? Elle ne peut pas grandir; elle ne le peut que par une guerre sanglante à laquelle elle n'est pas résolue. L'Empire allemand va donc s'affaiblir en comparaison de l'Italie et de l'Autriche. Comme pangermaniste, on pourrait se réjouir de l'expansion de notre langue et de l'influence (possible) de nos compatriotes dans le sud; mais comme Allemand de l'Empire on ne peut voir cet accroissement d'une autre puissance territoriale qu'avec des sentiments mêlés.

Nous pourrions, il est vrai, soutenir la Turquie avec l'Autriche contre toutes les autres puissances, mais non pas contre l'Autriche et l'Angleterre, l'Italie, la Russie, les Bulgares, les Albanais et les Grecs. La seule puissance qui ait intérêt comme nous à maintenir le *statu quo* dans les Balkans et en Turquie, où elle a un emprunt de 4 1/2 milliards de francs, c'est la France. Ce sont les surprises de la politique mondiale....

De nouveau, nous nous en tenons à des progrès industriels et commerciaux. Même si nous voulions nous agrandir sur le continent, ce qui ne serait faisable qu'à l'est, nous nous trouverions en frottement ou en conflit avec l'Autriche. Sans doute, bien des lauriers nous attendent dans le domaine du commerce et de l'industrie. Mais que signifie finalement cette victoire à la Pyrrhus?

L'Angleterre, en outre, pèse sur nous. Un conflit avec l'Angleterre n'est pas avantageux en soi. Une telle guerre

ne serait profitable qu'aux Slaves, aux Jaunes et à l'Amérique. Mais quand donc la raison a-t-elle présidé aux décisions des hommes d'État? La guerre civile de 1866 était-elle désirable, entre des Allemands qu'entourait le vacarme des Slaves et des Latins? Était-elle profitable à l'Autriche, qui se voyait en présence de revendications magyares, italiennes et tchèques? Non. Et cependant 1866 est venu, grâce à l'arrogante opiniâtreté de l'Autriche. De même il est possible qu'on soit contraint d'en venir à une explication par les armes entre l'Allemagne et l'Angleterre avant de pouvoir vaquer tranquillement à des obligations plus importantes... Il ne semble malheureusement pas possible que la paix se fasse entre les Allemands et les Anglais avant que l'un ait tué l'autre.

Türkei, Oesterreich, Deutschland.
Stuttgart, 1912, p. 48, 49.

XIX. — *L'inimitié anglaise.*

Les Anglais ont déjà peu à peu renoncé à la domination en Méditerranée. Il leur est tout aussi facile et plus sûr d'envoyer leurs troupes dans l'Inde ou en Extrême-Orient par le cap de Bonne-Espérance, et ils ont construit à cet effet un grand port de guerre à Simons Bay. Cependant la politique qui réclame « la Méditerranée pour ses riverains » (1) est profondément odieuse aux Anglais, et ils

(1) Allusion à un mot d'ordre lancé en Autriche par M. Sylvester, président des groupes parlementaires de nationalité allemande en Autriche-Hongrie, aujourd'hui président du Reichsrat. Dans un discours fameux, prononcé en 1911, il avait demandé « la Méditerranée pour ses riverains ! » C'est-à-dire qu'il reconnaissait des droits à la France, à l'Italie, à l'Espagne ; et demandait des

tiennent à la contrecarrer. Ils ont donc attiré la France dans leur camp. Mais la flotte française n'est pas tout à fait égale à la flotte italienne jointe à la flotte autrichienne (bien qu'on ait affirmé le contraire); elle le sera moins encore en 1913. On y obvie par de petits traités particuliers avec l'Espagne qui, sans l'appui anglais, n'aurait pas obtenu le nord du Maroc, avec l'Italie qui a conquis les Sporades parce qu'elle faisait fond sur la protection de l'Angleterre...

L'Angleterre est dans une situation difficile. Elle ne possède que trois fois plus de dreadnoughts (1) que les autres puissances navales, y compris le Japon et le Brésil. L'Angleterre elle-même contribue à cet état de choses, le cas échéant; c'est ainsi qu'elle en est déjà à construire pour les Chiliens un deuxième navire de guerre qui dépassera 27.000 tonnes. De même la Russie, que ses amis britanniques excitent encore à construire des navires, peut devenir, par sa flotte, dangereuse à ces mêmes amis... De plus, le risque est le même que celui qu'on court en Turquie contre les Italiens. Si les choses tournent mal, l'Italie n'en subsistera pas moins, tandis que toute l'armature turque tremblera sur ses fondements. De même dans le nord: si nous sommes battus, l'Allemagne restera pourtant vigoureuse; si c'est l'Angleterre qui succombe, c'en sera fait de sa situation dans le monde, et l'Irlande se détachera d'elle. A ce point de vue, la situation des États continentaux est bien meilleure. La Russie n'a-t-elle pas reçu un coup de massue, et ne se redresse-t-elle pas, sept ans après, en état de commander le respect à l'univers?

droits plus étendus pour l'Autriche. Mais il ne faisait pas mention de l'Angleterre, qui n'est pas riveraine. Cela équivalait à demander que l'Angleterre soit chassée d'Égypte, de Chypre, de Malte et de Gibraltar.

(1) Wirth pousse le germanisme jusqu'à traduire *dreadnought* par *Wagehals*.

Pour l'Allemagne, le petit malentendu avec la Grande-Bretagne n'est qu'un épisode, qu'une passe d'armes ; pour l'Angleterre c'est une question de vie ou de mort, un duel qui, pour tout connaisseur d'Hamlet, signifie : être ou ne pas être.

Il est facile d'avoir raison d'un lionceau, tandis qu'il est difficile de lutter contre un lion adulte. Les Anglais sentent bien que c'est un lion qui grandit en Allemagne : c'est pourquoi ils voudraient nous rendre inoffensifs avant que les grilles nous aient poussé. Ils ont essayé en 1905, et deux fois pendant l'été de 1911, de détruire notre flotte. Ils croient savoir qu'ils n'y réussiront jamais mieux qu'à présent, où la proportion de leur puissance navale à la nôtre est de 5 à 2, puisque nos hautes sphères gouvernementales ne veulent pas la puissance, ne veulent pas la guerre et la victoire. Qui pourrait leur reprocher d'utiliser cette situation si rare, et qui ne reviendra peut-être jamais ?

Ibid., p. 49-51.

XX. — *Comment vaincre l'Angleterre ?*

On peut admettre que l'Allemand est individuellement l'égal, au point de vue économique, de l'Anglais pris individuellement ; sinon, pourquoi nos concurrents se plaindraient-ils si haut de l'ingérence des négociants allemands, de la grande industrie et du commerce allemands ? La conséquence nécessaire, c'est que, dans dix ans, nous serons plus riches que les Anglais, et que nous sommes par conséquent en état de construire et d'entretenir une flotte plus nombreuse. Mais l'abîme qu'il y a entre vouloir et pouvoir se révèle dans le fait

que chaque Allemand paie moins des deux tiers de ce que paie chaque Anglais en impôts militaires.

La balance penche plus encore de notre côté grâce aux aéronefs. Que nos voisins d'Outre-Manche construisent autant de dreadnoughts qu'il leur plaira ; ils n'imiteront pas nos zeppelins ! Quels sentiments sublimes doivent à présent, après les raids aériens de Hambourg et d'Amsterdam, remplir les âmes des bons messieurs de Berlin qui jadis ont déconseillé à tous les officiers, sur ordre du ministère de la Guerre, de donner leur argent pour les plans chimériques d'un Zeppelin ! Et ceux qui, en 1911 encore, l'ont discuté ! L'invention et le succès de ce Souabe sont simplement d'une valeur inestimable. Je ne crois pas du tout, non plus, que les aéroplanes puissent être dangereux pour les zeppelins, comme le prétendent leurs adversaires. Sans compter que les zeppelins pourront se défendre ! Sans aucun doute, on construira sur ces aéronefs un poste d'observation d'où l'on guettera les aéroplanes et où l'on se disposera à les abattre aussitôt. On devrait acheter des zeppelins en beaucoup plus grand nombre qu'on ne l'a encore fait (on y est encore fortement opposé à Berlin). Les chantiers de Ludwigshafen, ou disons mieux la société Zeppelin, est d'ailleurs parfaitement en mesure de livrer cent dirigeables par an. Il faudrait veiller en même temps à ce qu'aucun appareil ne fût vendu à l'étranger. C'a été la mode dans les fabriques d'armes, et l'on a prétendu récemment que le comte était disposé à livrer des dirigeables, tout au moins à l'Amérique et au Japon. Ce serait très regrettable, car l'Angleterre pourrait par là en obtenir le secret ou se fournir directement. Nous espérons que toute cette histoire d'exportation est fausse.

En un mot, les perspectives s'améliorent constamment pour nous, tandis que celles de l'Angleterre s'assombrissent. Quoi d'étonnant si nos cousins anglo-saxons tâchent

de briser nos fleurs en bouton. avant qu'elles aient porté du fruit? Pour le moment, le monde sourit encore aux Anglais. Chez nous, d'ailleurs. on ne trouverait pas un politicien, bien moins encore un homme d'Etat influent, pour vouloir sérieusement la guerre....

Je me résume : notre diplomatie en Turquie a échoué. L'Empire ottoman chancelle et son effondrement profitera à l'Italie, à l'Angleterre, à l'Autriche. Pour l'Allemagne, il ne restera que le sentiment accru de sa pénible impuissance. Il faut se réjouir pourtant de l'accroissement de notre armée et de notre marine au printemps dernier. Cet accroissement n'a rien d'insolite, car d'autres Etats, notamment l'Autriche et la Russie, en ont fait autant. Mais au surplus, à quoi sert la plus belle armée du monde, si l'on cède toujours? A quoi sert une épée, si on ne la jette pas dans la balance? Depuis longtemps, nous ressemblons à un homme qui possède un excellent cheval de course, mais qui ne sait pas le monter.

Ibid., p. 52-53, 57

PAUL ROHRBACH

Peu d'écrivains coloniaux jouissent en Allemagne d'une notoriété égale à celle de M. PAUL ROHRBACH. Cette notoriété tient à la fois à son talent, à sa culture philosophique, ou plutôt théologique, à ses voyages et aux fonctions coloniales qu'il a exercées à diverses reprises. Son pangermanisme colonial n'entre pas dans le cadre de notre étude. Mais ses deux ouvrages essentiels : *Deutschland unter den Weltvölkern* (L'Allemagne parmi les peuples mondiaux, 1911) (1) et *Der deutsche Gedanke in der Welt* (L'idée allemande dans le monde, 1912) (2) esquissent une théorie générale du germanisme et de sa mission historique, qui ne va pas sans projets définis d'expansion continentale. Les idées de M. Paul Rohrbach sont d'une modération relative. Il ne préconise pas les guerres de conquête, du moins en Europe, ni les annexions brutales. Mais il croit à la vertu de l'idée nationale allemande, à la valeur unique du caractère allemand, fait de conscience, d'application au travail, d'obéissance au devoir. Il croit à l'avenir du peuple allemand et de l'idée nationale allemande dans le monde. Le prodigieux essor de l'industrie et du commerce allemands, la poussée vigoureuse et continue de la population allemande, le rapide développement de la flotte allemande sont autant d'exploits qui autorisent des espoirs d'avenir. Mais il est nécessaire d'éveiller et d'entretenir l'ambition du peuple allemand, de lui montrer sans cesse les chemins ouverts à son activité conquérante, au lieu de l'immobiliser dans l'adoration béate du passé, dans le culte des hommes et des événements de 1870. Il faut lui désigner dans l'Angleterre la rivale et l'ennemie, lui peindre vivement les nécessités qui obligent l'Allemagne à augmenter sans cesse ses armements de mer, lui indiquer enfin, à côté

(1) Nous citons d'après la 3^e édition, de 1911.

(2) Nous citons d'après la 4^e édition, de 1912.

des colonies qu'il faut sagement exploiter et peupler d'une aristocratie de colons allemands riches et vigoureux, des *zones d'influence* que l'Allemagne a le droit et le devoir de revendiquer. Ces zones d'influence sont essentiellement la Turquie d'Europe et d'Asie, les pays balkaniques, la Chine et l'Amérique du Sud.

Il n'y a pas, à l'heure actuelle, de grande puissance morale (Rohrbach dit *culturale*) sans une base matérielle solide. La culture allemande qui doit dominer le monde, ou tout au moins contribuer à le marquer de son empreinte, a pour premier devoir d'acquérir la force qui lui permettra d'imposer la collaboration qu'on ne lui demandait peut-être pas (1).

I. — *L'essence du germanisme.*

Nous affirmons, dès le début de notre travail, notre croyance que l'idée de moralité, conçue comme grandeur absolue, et même comme seule grandeur absolue accessible à notre connaissance, forme le but et la norme du progrès humain. Or comme ce progrès ne s'accomplit pas d'abord dans l'humanité totale, mais dans les nations, il est impossible de le servir autrement qu'en travaillant chacun à l'intérieur de sa propre nationalité. Si donc nous parlons de *l'idée allemande dans le monde*, nous entendons par là *le contenu moral idéal du germanisme et sa vertu plastique dans l'évolution présente et future de l'univers*; nous partons très consciemment de cette conviction que notre rôle, dans le jeu des forces universelles, consiste à élaborer et à conserver de l'excellence morale, non seulement pour nous, mais aussi pour l'humanité totale.

Nous croyons donc que c'est d'après cet unique prin-

(1) Cf. sur M. Paul Rohrbach un article de E. VERMEIL dans la *Revue de Paris*, 15 mars 1914.]

cipe que s'accomplit la *sélection durable des peuples les plus capables* qui arriveront à réaliser une portion de progrès humain en imprimant à l'univers le sceau de leur idée nationale.

Der deutsche Gedanke in der Welt.
Réédition de 1912, p. 6.

II. — *Nécessité de l'expansion allemande.*

De l'idée allemande, il n'est pas nécessaire de dire, comme de l'idée romaine, qu'elle ne peut exister que si elle domine le monde; mais on peut pousser la comparaison jusqu'à dire qu'elle sera l'une des idées qui domineront l'univers, ou n'existera pas. Les raisons en sont aisées à reconnaître. L'idée anglo-saxonne a pris de nos jours une si puissante expansion que, grâce au nombre de ses représentants, à ses ressources extérieures et à sa vertu intérieure, elle semble sur le point de parvenir à la domination universelle. La Russie qui est, hors du monde anglo-saxon, le plus vaste organisme politique, tant par l'étendue des territoires que par le nombre des habitants, nous apparaît frustrée de ses anciennes espérances politiques par son inculture et sa fragilité intérieure. La France, qui au XVIII^e siècle rivalisait avec l'Angleterre sur les deux rives de l'Océan, et qui la surpassait de beaucoup en influence générale sur la culture universelle, est une nation décadente qui se condamne à n'avoir plus d'enfants, et par là, renonce à prendre part, dans l'avenir, à la concurrence mondiale des peuples.

La nation allemande seule s'est développée, à côté des Anglo-Saxons, jusqu'à paraître assez nombreuse et intérieurement assez forte pour exiger que son idée nationale

contribue de façon décisive à marquer de son empreinte l'avenir immédiat de l'humanité. Mais nous ne comprendrons bien cette idée que si nous reconnaissons que le seul moyen d'entretenir notre force est de travailler à répandre de plus en plus l'idée allemande. Il ne peut y avoir pour nous ni arrêt ni pause, nous ne pouvons même provisoirement renoncer à étendre notre sphère d'existence, nous n'avons le choix qu'entre deux éventualités : retomber au rang de peuple territorial ou conquérir notre place aux côtés des Anglo-Saxons. Nous sommes pareils à l'arbre enraciné dans le roc. Ou bien nous ferons éclater la pierre et nous poursuivrons notre croissance, ou bien la résistance sera si grande que nous dépérirons, faute de nourriture. Il est impossible de dire : développez votre culture, augmentez votre richesse, perfectionnez vos facultés scientifiques, techniques, artistiques, mais renoncez à ce que vos marchands et vos fabricants exploitent toujours des contrées nouvelles, construisent des bateaux nouveaux et jettent des capitaux nouveaux dans l'économie universelle, renoncez à envoyer vos fils au loin et à ramener chez vous, des extrémités de la terre, le produit de votre travail ! Comment y renoncions-nous, si nous croissons si vite qu'en trois ans nous nous ajoutons autant d'habitants qu'il y en a en Suisse, en six ans autant qu'il y en a en Hollande ou en Suède, et si, au cours d'une génération, nous ajoutons à notre nombre ancien un peuple nouveau, égal à celui de l'Espagne et du Portugal réunis ? Notre accroissement est un phénomène d'une force élémentaire. Seule une atrophie de l'instinct moral, comme chez les Français, ou une effroyable catastrophe extérieure qui nous appauvrirait au point de nous rendre incapables d'élever les enfants qui nous naîtraient, seraient en état de produire un arrêt dans notre croissance.

Nous croissons, nous nous augmentons, mais non pas

dans un pays spacieux qui ait en abondance les produits nécessaires à la vie : produits agricoles, minéraux et matières premières. Au contraire, nous sommes comprimés à l'intérieur de frontières étroites et incommodes, obligés d'année en année d'importer en quantité croissante ce qui est nécessaire à nous rassasier et à faire aller nos machines. Chaque année, la fraction de notre peuple qui ne vit que de l'importation de matières premières et de l'exportation de produits manufacturés s'accroît de près d'un million.

Ibid., p. 7-9.

III. — *Une politique : être forts.*

Notre grand philosophe et historien de la guerre, Clausewitz, a dit un jour : « La meilleure stratégie consiste à être très fort toujours ; d'abord généralement, et ensuite au point décisif. » Mais la guerre, selon la juste définition de Clausewitz, n'est pas une chose en soi ; elle n'est que « la continuation de la politique avec d'autres moyens ». La guerre et la politique ne sont que deux expressions différentes du même principe, c'est à savoir de l'instinct de conservation matérielle et morale des peuples. C'est donc non seulement la meilleure stratégie, mais aussi la meilleure politique que d'être très fort ; d'abord généralement, et ensuite au point décisif. Mais personne ne peut être assez fort pour tenir tête à lui seul à n'importe quelle coalition d'adversaires. C'est pourquoi l'art de la politique consiste à nouer avec d'autres peuples et d'autres États des relations qui soient de nature à augmenter notre propre force et à diminuer celle de l'adversaire.

Ibid., p. 161.

IV. — *L'excellence du travail allemand.*

La moralité est d'autant plus haute qu'elle a plus décidément pénétré dans la conscience des individus et des peuples, et la mesure de clairvoyance morale que possèdent les uns et les autres dépend de la vitalité des consciences, qu'il s'agisse d'ailleurs de repopulation et d'augmentation de la race, ou de toute autre question intéressant la vie nationale. La conscience d'un peuple et la conscience personnelle, bien que d'une part elles se déterminent l'une par l'autre, sont pourtant par ailleurs des grandeurs d'ordre différent. L'une relève de la morale privée ou de la moralité bourgeoise; le critère moral de l'autre consiste dans l'obligation intérieure de l'idée nationale. L'Allemand a un sentiment très incomplet de son devoir national; par contre, il est hors de doute qu'il possède le sentiment du devoir personnel à un degré plus haut qu'aucun autre peuple. Et si nous cherchons à nous expliquer d'où provient l'essor de l'Allemagne, en dépit d'obstacles extérieurs et intérieurs, une seule réponse est possible : c'est de cette source-là. De plus, l'intensité du travail allemand se maintient au même niveau éminent. Aucun peuple de civilisation occidentale n'est aussi disposé que nous à travailler pour l'amour du travail, et si nous considérons le travail comme un phénomène vital, né à la fois de conditions matérielles et morales, nous pouvons hardiment affirmer que dans aucun pays du monde on ne travaille autant, aussi consciencieusement, aussi exactement qu'en Allemagne; et nous pouvons ajouter que nulle part

on n'exige dans le travail une minutie aussi scrupuleuse que chez nous.

Ce principe pénètre également tous les domaines de la vie allemande. Personne ne peut contester que notre système scolaire, à l'exception peut-être du système danois, ne soit le plus perfectionné qui soit au monde. On peut trouver dans les écoles primaires de la Prusse orientale bien des détails déplaisants, mais dans l'ensemble nous marchons en tête des nations, de l'école primaire à l'Université. Notre grande industrie, vieille de quelques dizaines d'années, et qui a dû, dans les premiers temps, supporter qu'on qualifie quelques-uns de ses produits de « mauvais et bon marché », est arrivée à n'être que très peu inférieure, comme rendement moyen, à l'industrie anglaise qui a derrière elle une école de deux siècles. Mais dans tout ce qui se rattache au développement moderne des sciences naturelles, soit mathématiques, soit expérimentales : en chimie appliquée, en physique, en électricité, etc., nous sommes sur le point de conquérir la situation dirigeante, non seulement au point de vue scientifique, mais au point de vue industriel aussi. Nos établissements d'enseignement technique produisent dans cet ordre d'idées une telle foule de forces, capables en moyenne de suffire à des exigences si hautes et toujours croissantes, que même les Anglais se voient hors d'état de rien produire qu'on y puisse comparer. Non que les sommités scientifiques d'Angleterre, d'Amérique ou de France produisent moins qu'en Allemagne, ou que les aptitudes techniques moyennes y soient moindres que chez nous ; mais ni les Anglo-Saxons, ni les Latins, n'ont su imiter notre organisation et les larges et profondes assises scientifiques de notre enseignement élémentaire. Le système anglais d'une éducation surtout pratique, reposant sur une riche somme d'expériences utiles, recule peu à peu devant la phalange des chimistes.

électro-chimistes et autres industriels scientifiques allemands qui avançaient lentement, mais plus à fond, munis d'une instruction plus exacte. Déjà des voix s'élèvent là-bas pour signaler avec une angoisse naissante la préparation supérieure des Allemands. Mais notre avance victorieuse ne se limite pas aux domaines que nous venons de nommer; la sphère où nous imposons notre capacité, puis notre supériorité, s'élargit tous les jours. En 1881, le *Norddeutscher Lloyd* faisait construire son premier paquebot destiné à transporter des voyageurs d'Europe en Amérique, l'*Elbe*, d'un tonnage d'environ 4.500 tonneaux; ce qui nous semblerait à peine aujourd'hui un transatlantique de taille moyenne. A cette époque, il y a trente ans, il n'existait pas de chantier allemand qui pût accepter une pareille commande, et le Lloyd dut la confier aux chantiers anglais de Elder and Co. Le premier qui ait osé faire construire sur des chantiers allemands de grands vaisseaux de guerre fut l'amiral von Storch, vers 1880. En 1885, le Lloyd se décida à accepter la condition à laquelle était liée la subvention impériale pour le service postal d'Australie et d'Extrême-Orient : il fallait que les navires fussent construits en Allemagne avec des matériaux allemands. Six ans après, la *Hamburg-America-Linie* lançait le paquebot *Fürst Bismarck* qui, dès son premier voyage en Amérique, battit le record de vitesse d'alors pour la traversée de l'Océan. En Angleterre comme en Amérique, on fut littéralement consterné de ce développement pris par l'industrie allemande dont on connaissait à peine l'existence dix ans auparavant. Les Anglais eurent à refaire la même expérience lorsque, immédiatement après la guerre russo-japonaise, ils établirent le type de leurs dreadnoughts. Ils crurent que nous ne serions pas en mesure de suivre aussitôt et qu'ils gagneraient de ce fait une avance considérable. Ce fut le contraire qui

arriva. Nous avons suivi sans peine, et aujourd'hui le vaisseau de guerre le plus rapide et le plus parfaitement armé est un vaisseau allemand.

Qu'est-ce qui nous a rendu possible ce progrès sans exemple ? Rien, si ce n'est l'intensité scientifiquement exacte de notre travail qu'anime un sentiment du devoir insurpassé. Si, à la précision et la perfection technique de notre travail dans ce domaine s'ajoutait encore la volonté déterminée d'un grand et unanime sentiment de notre devoir national, l'idée allemande pourrait prendre dans le monde un essor qui l'amènerait vite aux côtés de l'idée anglo-saxonne...

Ibid., p. 90-93.

La France est un exemple de l'importance que peuvent avoir pour la vie économique des facteurs idéaux ; si elle conserve une place relativement élevée dans le commerce mondial, c'est parce que les autres producteurs lui reconnaissent généralement le monopole du goût et de l'élégance et parce que sa langue prétend encore au rang de langue universelle, depuis l'époque ancienne de sa prépondérance politique. Nous ne disputerons pas aux Français les lauriers qu'ils détiennent provisoirement encore, mais nous nous dirons : notre victoire dans les industries de la filature et du tissage, dans le travail du bois, des faïences et des métaux, dans la confection des vêtements, des outils, des machines, des armes, des véhicules, etc., consistera, tout comme dans les industries qui reposent sur l'application technique des sciences mathématiques et physiques, dans la quantité croissante de science, de précision et de valeur culturelle générale que nous saurons mettre en œuvre dans des matériaux toujours plus parfaits et plus nobles. L'obstacle vient pour nous de ce que nous savons mal apprécier la qualité de la matière et l'harmonie de la matière et de la

forme ; cette lacune nous est restée de la période où notre idée nationale traversa un marasme profond, du xvii^e au xviii^e siècle : elle est sensible dans tous les objets d'un usage quotidien. Il faut d'abord éprouver pour soi le besoin d'être entouré d'objets de bonne qualité, dont la matière soit bonne et l'aspect agréable, avant de songer à créer des objets analogues pour le marché des peuples. Mais nous nous améliorons à vue d'œil, et s'il nous est permis de signaler ici quelques faits qui sont des promesses d'avenir, nous nommerons la Ligue artisanale allemande (*Deutscher Werkbund*) qui s'est donné pour tâche d'améliorer la qualité de notre production industrielle.

Quels rapides et brillants succès peuvent être atteints dès qu'on dispose d'un fondement solide, nous en avons la preuve dans la réputation universelle de nos constructeurs de navires et de nos électro-techniciens dont, il y a trente ans, personne n'avait entendu parler. Pour tout ce qui est travail rationnel, consciencieux et discipliné, nous disposons de ressources intellectuelles si vastes que nul peuple ne peut se mesurer avec cette richesse. La force immense qui est là en réserve n'a qu'à être éveillée et développée, ce qu'on fera en affranchissant notre conscience culturelle des conséquences de notre indigence ancienne. Si l'on y réussit, le capital de travail intellectuel, et bientôt aussi matériel, du peuple allemand pourra rapidement devenir le premier du monde, pourvu qu'à l'impératif moral du travail s'ajoute encore en nous l'esprit d'obéissance et de sacrifice devant les exigences de l'idée nationale.

Ibid., p. 90-93, 95-97.

V. — *Rôle de l'école allemande.*

Que doit faire l'école allemande? Elle doit transmettre à la génération qui vient des notions scientifiques utiles et des valeurs éducatives idéales. Les programmes de nos écoles primaires, écoles moyennes, écoles réales, lycées, etc., sont considérables, cela ne fait pas le moindre doute; malgré les objections de détail qu'on y peut légitimement faire. Si l'on applique partout des principes absolus, on trouvera partout matière à critique; mais nous avons sous les yeux la meilleure preuve de notre supériorité relative, si nous nous comparons aux autres peuples, et cette preuve est le succès. L'étranger aussi reconnaît que notre système scolaire est un modèle au point de vue des programmes, de la méthode et de l'organisation. Il s'agit seulement de savoir ce que font les écoles allemandes, grandes et petites, pour l'idée nationale. Si nous voulions avouer qu'elles font très peu, on nous opposerait qu'on fait tout le possible, et plus, pour accentuer la note patriotique dans l'enseignement, grâce à des fêtes scolaires, des discours, des journées de commémoration nationale, etc. Fort bien, dirons-nous; on fait beaucoup et même trop, parce que le temps et la peine qu'on y dépense ne profitent en rien aux véritables exigences d'une éducation nationale. Le patriotisme scolaire officiel allemand prend à tâche d'inculquer aux élèves l'enthousiasme pour la patrie unifiée et pour les faits et les personnalités qui lui ont donné cette unité. Mais nous savons aussi qu'on cultive en outre avec énergie, dans chacun de nos divers États, depuis la Prusse jusqu'à la principauté de Lippe, un attachement dynastique particulariste, qui force à donner

parfois de singulières entorses à l'histoire. Il est évident que ce système, sans vouloir parler de sa valeur intrinsèque, conduit même extérieurement à des succès fort incomplets. Du moins, on considérera difficilement comme un succès le fait que, quarante ans après la fondation de l'Empire, un électeur sur trois donne sa voix à un parti politique qui proclame de toute son énergie sa désaffection pour les institutions de ce même Empire. Des quatre millions d'électeurs socialistes du dernier Reichstag, il n'en est pas un qui n'ait écouté ronfler la machine patriotique pendant sept années d'école ou plus, et qui donc oserait prétendre que les bulletins de vote n'expriment que la mauvaise humeur d'une masse rebelle à toute influence, mutinée et famélique ?

L'erreur de notre enseignement populaire consiste à donner à la jeunesse une idée fausse de notre patrimoine national. On lui enseigne ceci : voyez à quels résultats splendides nous sommes arrivés, grâce à nos grands princes et à nos grands chefs, sachez la valeur de ces conquêtes et soyez prêts, comme vos pères, à donner vos biens et votre sang pour les défendre. Mais cette sorte d'enseignement n'est pas un véritable ressort d'énergie nationale, parce qu'elle est incapable de montrer un but idéal à venir auquel chacun se dévoue de tout son cœur.

A en croire cette tendance, il n'y a pas grande différence, après tout, entre la bataille de Salamine et celle de Sedan. Avant 1870, l'unité de l'Allemagne était l'espoir pour lequel et par lequel vivait l'idéalisme politique allemand ; plus tard, la génération qui avait encore vécu les victoires de la grande année pouvait s'enthousiasmer sincèrement et de toute son âme au souvenir de ces grands jours. Mais pour la génération consécutive, à qui ces événements ne sont transmis que sous la forme d'un récit historique, il faut plus. L'enthousiasme national ne peut d'ailleurs pas, à la longue, se nourrir de choses acquises

et présentes ; s'il veut être authentique et vigoureux, il doit être pénétré d'une volonté de progresser et d'espérances d'avenir. C'est ce qui manque à notre éducation. Où est la jeunesse à qui l'on ait jamais parlé de l'avenir de l'idée allemande dans le monde ? Que pensent nos jeunes gens, quand ils chantent ou récitent : « Le germanisme, une fois de plus, sauvera le monde » ? Ils ne pensent rien. A quoi leur sert une parole tombant de temps à autre d'une bouche autorisée : « Notre avenir est sur l'eau », ou d'autres analogues ? Combien parmi nous, vieux ou jeunes, maîtres ou élèves, se représentent qu'une nouvelle période de l'évolution humaine a commencé et qu'il s'agit pour le peuple allemand de savoir s'il doit être marteau ou enclume ? Sedan et la proclamation de l'Empire à Versailles sont deux grands moments dans l'histoire d'Allemagne, mais leur valeur suprême ne consiste pas pour nous en ce qu'ils ont créé l'unité et l'Empire, mais en ce qu'ils nous ont ouvert juste à temps, par suite de notre unification, l'accès à la concurrence mondiale des peuples où chacun cherche à modeler à sa façon la destinée même de l'univers. Si nous ne comprenons pas ceci, nous pourrions bientôt apercevoir ces faits dans le même recul que la bataille de Poitiers ou les victoires des Hohenstaufen en Italie.

A la fin du *xix^e* siècle, les Anglo-Saxons, grâce au progrès énorme des échanges internationaux et de la technique, grâce également à leur situation grandiose, préparée pendant des siècles, étaient sur le point de conquérir la domination universelle, en ce sens que l'action politique, économique et intellectuelle de la civilisation occidentale sur les autres pays et les autres peuples devenait de plus en plus une action de la civilisation anglo-saxonne et des intérêts anglo-saxons. « Le monde s'anglicise rapidement. » Cette devise résonnait déjà à travers les océans et les continents hors d'Europe — lorsque les Allemands

sortirent de leur impuissance plusieurs fois séculaire. Ils se conformèrent à cette sentence : « Si ta main droite t'est en scandale, coupe-la et jette-la au feu, car il vaut mieux perdre l'un de tes membres, plutôt que de laisser dépérir tout le corps de ton peuple ; » — et l'Empire naquit, grâce à la Prusse. Puis vint ce que nous avons tous vu : la croissance vertigineuse de notre nombre et de notre force. Mais ce qui ne croissait pas en même temps, c'était l'intelligence des devoirs nouveaux que nous prescrivait notre idée nationale en vue de son nouvel avenir. Sans 1870, notre sort était clair : nous devenions du terreau de culture pour les pays exotiques, nous poursuivions dans la patrie une existence nationale modeste et limitée. Sans que nous l'ayons su ni voulu, l'unité nous a ouvert, au dernier moment encore opportun, l'espérance de devenir, aux côtés de nos cousins, une nation mondiale au delà de la mer du Nord et de l'Océan ; à condition toutefois de faire appel à toute notre énergie et de faire un usage résolu et hardi de toutes nos facultés. Mais la conscience nationale anglaise se rebelle à l'idée que le monde, tout à coup, portera l'empreinte, non seulement du génie anglais, mais aussi du génie allemand. Entre le doute et la menace, elle hésite à nous disputer par la guerre cette hégémonie dont elle se croyait déjà sure. Les deux peuples les plus forts du monde sont à la veille de prendre une décision terriblement grave d'où dépendra leur avenir ; et l'un de ces peuples, c'est nous. Où est l'école d'où l'adolescent ou la jeune fille emporte le sentiment distinct de ce qu'a de profondément grave cette question d'avenir national ?

Poser la question, c'est la résoudre. Comment nos écoles donneraient-elles au sentiment national la nourriture qui lui convient, si elles dirigent leur regard vers le présent et le passé, au lieu de regarder vers l'avenir ? Et comment l'image de l'avenir allemand prendrait-elle vie

et forme en elles, si l'on y ignore cette idée que le théâtre où se déroulera l'histoire de la pensée allemande n'est plus contenu dans les quelques milliers de kilomètres carrés de l'Europe, habités par nous et par nos plus proches voisins, mais couvre à présent le monde ? « Mon champ, c'est le monde, » écrivait le marchand de la Hanse sur sa maison. Il pensait à son commerce, mais nous devons apprendre que ce n'est plus la marchandise allemande, c'est le contenu même de l'idée allemande qui ne supporte plus d'autre récipient que le monde entier.

En présence de ce grand manque d'universalisme national, qui se fait sentir dans notre enseignement à tous les degrés, la question primordiale n'est vraiment plus de savoir si nous devons préférer le lycée ou les écoles sans culture classique. Ce qui est nécessaire, c'est uniquement que l'éducation et l'instruction agissent de façon efficace pour vivifier l'idée nationale. Nous ne sommes pas aussi heureux que les Anglais et les Américains, à qui leur présent politique permet de nourrir l'idéalisme national de leur jeunesse en lui montrant simplement les continents et les mers sur lesquels flotte la bannière anglo-saxonne, sur les rives desquels des centaines de millions de peuples sont influencés et imprégnés par la civilisation anglo-saxonne. Pour l'école anglaise, ce n'est pas un devoir séparé que d'entretenir l'idée nationale; elle le fait d'elle-même parce que l'école, comme toute la vie du peuple anglais, est plongée dans l'idée d'expansion nationale, comme l'homme dans l'air qu'il respire. La jeunesse anglaise grandit dans le sentiment tout naturel que le monde, à tout le moins le monde exotique, et la sphère d'intérêts du peuple anglais, sont deux grandeurs identiques. Pour concevoir ceci, il n'est pas nécessaire de l'avoir appris : il suffit de voir et de vivre. La mappemonde est couverte de la couleur rouge de l'Angleterre; il n'y a pour ainsi dire pas de famille en

Angleterre dont quelques parents ou alliés, des fils, des filles ou des ancêtres n'aient été appelés au service de l'armée ou de l'État. par la navigation, le commerce, les voyages d'exploration ou de mission aux Indes, en Amérique, au Cap de Bonne-Espérance, dans l'Afrique Centrale, en Australie ou en Chine.

L'Anglais qui rentre dans sa patrie après des voyages, si lointains soient-ils, rapporte de partout et propage dans le cercle de ses relations cette expérience que le monde devient anglais. Qui voudrait contester que c'est en regard une tâche infiniment plus difficile, non seulement pour nos écoles, mais pour la grande majorité de nous tous, que d'arriver, non par la vue et l'expérience, mais par l'enseignement et la réflexion, par l'attention donnée aux faits et aux chiffres, à former en nous une volonté nationale résolue et à nous laisser emporter par l'enthousiasme que donne la conscience d'une grande fin ! Cependant il faut que la jeunesse actuelle et la génération suivante reçoivent une éducation orientée dans ce sens : sinon elles n'auront plus rien à raconter à leurs enfants au sujet de la mission mondiale de l'idée allemande.

Il nous a fallu dire tout ceci de l'école allemande, bien que nous ayons déjà reconnu, et que nous répétons ici que nous devons nos capacités actuelles à l'effet de notre système d'enseignement, depuis l'école primaire jusqu'à l'Université et aux instituts techniques supérieurs. Aucun des résultats imposants de notre science et de notre industrie n'aurait été possible sans le soubassement unique au monde que forment nos écoles primaires, nos lycées et nos écoles réales. Grâce à une concurrence qui devient, en s'élevant, de plus en plus exclusive et rigoureuse, ils nous fournissent le matériel humain infini qui est nécessaire pour que s'y produise la sélection des têtes dirigeantes et de leurs auxiliaires. Ils nous permettent de

remplir même les postes inférieurs de notre système économique et politique, avec des forces bien exercées. Or c'est de cela que dépend en dernière instance le succès dans la concurrence internationale : du niveau moyen élevé de la préparation technique. Et cependant nous ne pouvions nous empêcher de faire ici cet aveu : si vous n'ajoutez à tout cela la conscience nationale et la volonté nationale, tout votre sens du devoir, tout votre zèle et votre scrupule dans le travail, toutes vos écoles et vos universités vous mèneront bien jusqu'à la porte qui conduit aux peuples mondiaux, mais ne vous en tireront pas les verrous.

Ibid., p. 97-103.

VI. — *L'Allemagne et l'Angleterre.*

Le marché universel est dès à présent aussi nécessaire à notre existence que la glèbe natale, et l'heure inexorable approche où il nous sera plus nécessaire encore. Mais nous ne garderons notre vigueur que si, avec notre nombre, augmente aussi notre part d'activité et de profit dans le trafic universel et dans la vie économique universelle; à cette condition seulement nous pourrions laisser aussi s'épanouir et fleurir les valeurs abstraites nées de notre idée nationale et qui pourront alors devenir des facteurs influents de la culture universelle. Cesser de croître serait pour nous la catastrophe, tant au dehors qu'au dedans, car, dans les circonstances actuelles, cet arrêt ne saurait être volontaire ni naturel; il ne se produirait que si un autre peuple ou une coalition de peuples nous terrassaient au point de nous laisser épuisés pour des années.

L'idée allemande ne peut donc rester vivante et grandir que si sa base matérielle, c'est-à-dire le nombre des Allemands, la prospérité de l'Allemagne, le nombre et la portée des relations économiques mondiales, domestiquées au service de la vie économique allemande, ne cessent de s'étendre. Cela faisant, on mettra les Anglo-Saxons en demeure de décider s'ils veulent mettre d'accord leurs intérêts et les nôtres et s'entendre avec nous pour déterminer leur part et la nôtre, ou s'ils veulent défendre contre nous par la force leurs visées de domination universelle et exclusive. S'ils choisissent la première alternative, ce sera parce que notre force leur rendra la lutte trop dangereuse. S'ils se décident pour le conflit à main armée, il dépendra de notre force de pouvoir vaincre, succomber ou nous maintenir.

La destinée de l'Allemagne, c'est l'Angleterre. Pour quiconque a suivi l'évolution historique générale au cours de ce dernier siècle et connaît de façon tant soit peu directe l'aspect actuel du monde, une seule question domine tous les autres problèmes nationaux et politiques de l'avenir ; le type anglo-saxon est-il destiné à dominer seul dans les parties du monde dont l'évolution est encore en cours, ou bien restera-t-il pour le type allemand assez de jeu pour qu'il devienne l'un des facteurs constitutifs de la culture universelle à venir, sur l'une et l'autre rive de l'Océan ?

Ibid., p. 9-10.

VII. — *La politique d'encerclement anglaise.*

Après les défaites de Tsouchima et de Moukden, une fois la révolution russe passée, la Russie consentit à

signer avec l'Angleterre un traité qui lui assurait, en échange de sa renonciation au Pacifique, la partie septentrionale de la Perse et la promesse d'un morceau de la Turquie, au cas où l'on en viendrait à la liquidation turque. Dans l'intervalle, la France avait été gagnée tout à fait, et l'Italie à demi, l'une par le Maroc et la perspective de la revanche, l'autre par l'appât albanais et adriatique. L'Espagne aussi a été amenée, par un mariage dynastique et par des espérances sur le Nord du Maroc, à confier à l'Angleterre la réorganisation de sa flotte et à promettre à la flotte anglaise de lui ouvrir ses ports en cas de besoin. Le Portugal est, depuis toujours, vassal de l'Angleterre.

Quant à l'Allemagne, la politique anglaise aurait sans doute été satisfaite de nous voir accepter, sans faire appel aux armes, les décisions qui seraient prises à notre égard. Mais comme la France se trouvait poussée par l'espérance alsacienne-lorraine à se ranger à la suite de l'Angleterre, comme les espérances italiennes de conquêtes transadriatiques ne pouvaient se réaliser sans mettre directement en péril les intérêts vitaux de l'Autriche, il devenait impossible, en fait, que la politique d'encerclement pût arriver à son but sans la force des armes. Ce but était pour l'Angleterre la création d'un empire britannique fermé qui irait de l'Afrique du Sud à l'Australie; c'était en outre le partage de la Turquie. L'Allemagne devait être évincée; en cas de résistance, on lui prenait ses possessions africaines, sa flotte, et si l'on y réussissait, l'Alsace-Lorraine.

Ibid., p. 162-163.

VIII. — *La flotte allemande.*

Ce même degré élevé de fidélité au devoir et de précision scrupuleuse dans le détail, auquel notre activité technique et industrielle doit ses puissants succès, a fait aussi de nos institutions défensives de terre et de mer un organisme d'une perfection plus grande que celui qu'aurait pu créer un peuple disposant du même outillage, mais de qualités morales différentes. Notre travail, notre science et notre armement sont les trois choses vraiment grandes que nous possédions, et s'il faut une autre preuve du fait que nos capacités suffisent à conquérir dans ces domaines des terrains entièrement nouveaux, notre flotte donnerait cette preuve. Il y a vingt ans, la flotte allemande n'était guère qu'une plaisanterie (*eine Attrappe*), bonne tout au plus à tenir en respect des États pillards de troisième ordre, au delà des mers. On estimait inimaginable, en Angleterre, que la marine allemande pût jamais devenir une quantité appréciable à côté de la marine britannique. L'inquiétude anglaise ne commença que du moment où notre flotte se mit à grandir sérieusement et donna des preuves de plus en plus précises de la perfection de son matériel et de la valeur de ses équipages. Si l'on y réfléchit, on ne peut guère s'étonner de ce que les Anglais aient d'abord cru impossible de voir surgir du néant en si peu de temps une flotte de la valeur de combat que possédera bientôt notre flotte et qu'elle possède déjà partiellement; car cette réussite est sans exemple, et n'a été possible que dans des circonstances allemandes, comme aussi la croissance sans exemple de notre commerce et de notre industrie. Le

bon chemin une fois trouvé, le progrès s'est accompli avec une précision automatique. Navire après navire, équipage après équipage ont été mis en service, et chaque nouvel exploit de notre technique en matière de construction navale était plus parfait que le précédent. Construire des navires en plus grand nombre, ce n'est au fond qu'une question de finance et de technique : mais faire du navire et de son équipage une unité vivante et toujours en haleine, puis composer, à l'aide d'un grand nombre de ces unités isolées des organismes, plus vastes, prêts à marcher, à manœuvrer et à combattre d'après un plan et un vouloir unique, c'est tellement plus difficile qu'on peut dire qu'un peuple doué d'une moindre précision dans son travail et moins accoutumé que le peuple allemand à une discipline de devoir absolue, n'aurait pas réussi à accomplir cette œuvre gigantesque. Mais si nos virtualités sont devenues réalités, il est juste de dire que nous le devons en première ligne à la clairvoyance et à la volonté de l'empereur Guillaume II.

Si un autre peuple que nous, mais doué d'instincts qui tendissent plus énergiquement et plus exclusivement à faire prévaloir au loin leur idée nationale, se trouvait en possession de notre force militaire, il entrerait d'un regard lucide et d'un ferme vouloir, dans la voie que lui ouvre la force qui est en lui de modeler le monde. Mais, avant toute chose, sa conscience nationale ne serait jamais plus unanime que dans l'orgueil de sa force militaire et dans la croyance à la nécessité de développer cette force jusqu'aux limites du possible, à cause de l'instant où elle sera décisive pour l'avenir national. Quel spectacle, au contraire, s'offre à nous quand nous songeons à l'attitude de nos partis dans les questions relatives à l'armée et surtout à la flotte ! Ce n'est pas seulement chez ceux dont l'opposition est l'élément vital ou qui considèrent d'emblée une proposition gouvernementale comme un objet

de commerce, c'est jusque dans les rangs de ceux d'entre nous qui se considèrent comme « nationalistes » sans plus, comme amis sincères de la marine et de l'armée, c'est là qu'on peut entendre le marchandage méfiant et l'interrogation timorée : « Que pouvons-nous dépenser pour l'avenir national ? A partir de quel taux d'imposition le progrès de l'idée allemande dans le monde sera-t-il trop cher payé ? Combien de tabac et d'alcool dois-je encore pouvoir m'offrir à des prix doux pour que tout enthousiasme pour la flotte ne périsse pas noyé dans le scandale des prix de la bière ? » L'armée et la flotte réunies coûtent actuellement au peuple allemand 1260 millions de mark, soit 19 mark 20 pfennig par tête. L'eau-de-vie, la bière et le vin lui coûtent 4 milliards, soit trois fois plus, plus de 62 mark par tête ; qu'on y ajoute le tabac, et l'on trouvera que l'Allemand dépense quatre fois plus pour ces simples articles de luxe que pour l'armée et la marine !

Nous avons vu avec quelle rapidité croît notre richesse, et qu'elle se développe plus vite que nos charges pour l'armée et pour la marine. Nous avons vu, de plus, quels excellents instruments de défense nationale nous avons été capables de créer et avec quelle sûreté nous avons réussi, dans un temps incroyablement court, à appeler à l'existence une flotte qui commence à donner des inquiétudes même à l'Angleterre, l'antique reine des mers. Et voici que des millions et des millions de Philistins allemands, bons piliers de brasserie, gémissent en chœur : « Où nous mènera cet affreux militarisme ? Nous aimons mieux moins de navires et moins d'avenir allemand que de renoncer à un sou de bière ! » Si les choses en restent là, il faudra nous dire un jour : « Malgré toute notre capacité personnelle, malgré notre bonne préparation, notre travail et notre conscience individuelle, nous ne sommes pas arrivés, comme peuple, à faire vivre l'esprit alle-

mand dans le monde, parce que la clairvoyance et la volonté nous ont manqué pour faire le dernier pas et transformer notre force en résultats effectifs. » Qui ne se rappellerait ici, en se comparant aux autres nations, la douleur que Goethe a ressentie, « à la pensée de ce peuple allemand qui est si estimable dans ses individus et si misérable dans sa collectivité » ?

Le devoir et le travail réunis forment le pôle positif du génie allemand ; un vouloir national sans but en forme le pôle négatif. Joignez-y la lutte d'un idéal de classe démoralisant contre l'idé nationale. Ce que créent les forces constructrices menace d'être rendu finalement sans effet par l'impuissance de notre peuple à créer des formes et par l'idolâtrie de la caste, qui ébranle notre conscience nationale. Le poids de cette hérédité nous a écrasés, à travers les siècles de notre histoire, et nous écrase encore. Nous ne nous en apercevons que trop, si nous passons des manifestations de l'esprit allemand dans l'industrie créatrice, la science, l'école et les armements, à notre vie politique. Ici encore, nous pourrions admirer un immense labeur et la vertu d'un devoir minutieusement accompli, mais nous retrouverons les effets des défauts nationaux qu'il nous faut déplorer en nous.

Ibid., p. 105-109.

IX. — *La flotte allemande et l'Angleterre.*

A l'époque où commencèrent en Allemagne les premiers efforts, encore bien anodins, pour la création d'une flotte, efforts qui excitèrent en Angleterre une certaine défaveur, le prince de Bismarck prononça au Reichstag, le 10 janvier 1885, ces paroles : « Nous ne nous étonne-

rons pas que l'Angleterre, dans sa conviction que « *Britannia rules the waves* », regarde avec un certain étonnement son cousin le rat des terres qui veut soudain aller sur mer, lui aussi ; cette surprise, cependant, n'est pas partagée par les cercles supérieurs et dirigeants de l'Angleterre. Ils éprouvent à présent une certaine difficulté à modérer à temps l'expression de cette surprise chez tous leurs sujets. » Aucun chancelier allemand ne pourrait plus aujourd'hui, s'exprimer ainsi sur les relations entre gens responsables et non responsables en Angleterre ! Nous ne songeons pas à reprocher à l'Angleterre la révolte de son orgueil et de son sentiment dominateur à l'idée que les intérêts d'une autre race pourraient à l'avenir prétendre aux mêmes droits que les siens, non seulement en Europe, mais aussi dans le monde d'outre-mer. C'est une grave et lourde circonstance pour les Anglais que d'être obligés de prendre pour norme de leurs décisions une autre volonté à côté de la leur, et personne au monde n'aurait le droit de blâmer une grande nation souveraine qui, dans de pareilles conjonctures, préférerait la guerre à la soumission. Ce que le ministre Churchill a dit est exact, à savoir que toutes les richesses de la race anglaise et du pays anglais seraient en danger, du jour où la souveraineté navale de l'Angleterre serait menacée. Mais c'est avec le même droit que nous répondons : « Ce ne sont pas seulement nos biens et notre richesse, mais aussi notre existence nationale et l'avenir de notre idée nationale dans le monde qui sont en jeu, tant que nos armements de terre et de mer ne sont pas suffisants à donner à nos adversaires l'idée que nous attaquer est une aventure follement périlleuse. » Nous ne songeons pas à contester la supériorité de la marine anglaise sur la nôtre, et si les Anglais tiennent à employer, en parlant de la supériorité navale, le mot de *suprématie* qu'ils affectionnent, nous ne les en empêchons

rons pas. Mais du moment où ils entendent par *suprématie* que nos intérêts vitaux, en quelque lieu du monde que ce soit, sur cette rive de l'Océan et sur l'autre, ont à céder devant les leurs, ils nous forcent à lutter contre eux pour notre avenir, c'est-à-dire pour notre existence nationale. S'ils veulent prescrire des bornes à l'expansion de notre idée nationale dans le monde, nous serions des pleutres et des fous d'accepter cette prescription étrangère sans nous croire tenus à l'appel aux armes. S'il était écrit que nous n'arriverons pas à devenir un peuple mondial, ce n'est pas la proclamation de la suprématie anglaise, c'est la voix des canons qui en devrait décider. Même vaincus par les Anglais, il ne peut rien nous arriver de pire que si nous renoncions de notre plein gré à maintenir en face de l'Angleterre le droit égal de notre nationalité.

Aucune nécessité, si ce n'est celle que l'Angleterre a causée par sa politique navale, n'a été astreignante pour nous dans cette direction. Nous avons vu comment, d'année en année, une fraction croissante de notre peuple se voit forcée de chercher à assurer son existence en augmentant la participation de l'Allemagne au marché mondial. Sur ce marché, l'Allemagne a à soutenir la concurrence avec les produits de tous les autres peuples, et de l'Angleterre d'abord; elle a montré qu'elle est largement capable de soutenir cette concurrence. Mais quel sort serait le nôtre, le jour où une puissance plus forte que nous pourrait nous exclure du marché mondial ou y restreindre notre participation? Quel terrible moyen de pression cette nation aurait-elle en main, si elle possédait une flotte non seulement supérieure à la nôtre, mais d'une supériorité si absolue que la simple menace d'une guerre sur mer suffise à exercer sur les décisions de notre politique une action impérative! Plus nous nous développons, plus nous devenons un peuple qui vit de

sa participation à la vie économique universelle, plus il est nécessaire aussi que nous prenions nos mesures pour n'être pas un jour entravés ou évincés par un plus fort.

« *Germania delenda!* Si l'Allemagne était demain extirpée du monde, il n'y aurait pas, après-demain, un seul Anglais au monde qui ne fût enrichi d'autant. A bas l'Allemagne! Cherchez-vous des compensations, peuples: prenez en Allemagne ce que vous voudrez, vous l'aurez (1)! » Telles sont les paroles qui devraient sans cesse sonner comme un avertissement à nos oreilles quand la pusillanimité, l'ignorance ou la mesquinerie bourgeoise viennent nous représenter qu'il ne faut pas devenir trop forts, qu'il ne faut pas consacrer à nos armements une part trop grande de notre revenu national et de notre fortune. *Nous voulons et devons être assez forts pour pouvoir défendre le territoire que nous avons conquis et l'avenir à cause duquel nous sommes dignes d'être un grand peuple!* Si nous n'avons pas cette force, la destinée de l'Allemagne ne dépend donc plus d'elle-même, mais de ses adversaires, et c'est une situation qu'un grand État ne peut trouver tolérable. Si les Anglais, avec leur idée d'une « flotte de luxe » allemande, veulent nous faire entendre que nous vivons de leur bienveillance, ou même de leur grâce, c'est une preuve qu'ils n'ont pas encore reconnu la nature des seules relations politiques qui rendraient possibles la paix durable et la bonne amitié entre eux et nous. Ils ne voient pas qu'ils exigent de nous ce qu'ils repousseraient, pour eux, avec la plus grande résolution et les plus fortes expressions d'amour-propre national.

Ils qualifient de superflu que l'Allemagne veuille avoir une flotte assez forte pour que la sécurité de son com-

(1) Parodie d'une parole de Bismarck à Jules Ferry.

merce et de ses autres intérêts d'outre-mer dépende du respect qu'inspire à tous les autres peuples la puissance de combat de ses navires; et ils veulent nous persuader de nous fier à ce que ni l'Angleterre, ni aucun autre adversaire jamais, n'utilisera à notre détriment notre faiblesse ou notre infériorité absolue sur mer. Mais ils ajoutent à ceci, tout d'une haleine, les plaintes les plus vives au sujet de notre concurrence, et proclament que, si le commerce allemand était anéanti demain, il n'y aurait pas un Anglais qui ne s'en trouvât plus riche après-demain. *Peut-on imaginer alors rien de plus absurde que cette affirmation qu'une forte puissance navale est un objet de luxe pour l'Allemagne?...*

« Une flotte de premier ordre est le garant le plus sûr et le plus équitable de la paix, » a dit le président des Etats-Unis après la défaite de la flotte russe à Tsouchima.

Il y a deux mille ans, le dicton latin disait de même : *Si vis pacem, para bellum* — si tu veux la paix, prépare-toi pour la guerre! On l'a depuis tant de fois répété, en y croyant ou sans y croire, que ces mots ne sont plus qu'une monnaie hors d'usage à laquelle chacun n'accorde qu'une valeur de convention. Et pourtant le dicton reste vrai aujourd'hui comme autrefois. *Il n'y a pas de plus grand péril pour un peuple que d'être riche, et en même temps faible ou mal armé.* En politique aussi, il faut dire : « Ne nous induisez pas en tentation! » Peu importe que la paix éternelle, comme le pensait Moltke, ne soit pas un beau rêve, ou qu'elle soit pourtant un beau rêve, qu'elle puisse dans un temps, possible ou impossible à prévoir, devenir une réalité; — le fait est que, provisoirement, l'instinct de conservation se manifeste chez les grandes et puissantes nations sous la forme d'un besoin naturel d'expansion qui ne trouve sa limite qu'au point

ou se produisent des réactions politiques et nationales d'une force suffisante. Nous nous savons contraints, bon gré mal gré, par la force élémentaire de notre croissance, à plonger toujours plus avant et toujours plus loin dans le monde d'outre-mer les racines et les suçoirs de notre vie économique. Cela faisant, nous éprouvons que la défiance, la jalousie, l'hostilité et la politique intéressée d'autres peuples puissants nous environnent, et si jusqu'ici l'explosion d'hostilité ouverte a été évitée au dernier moment, il n'est pourtant pas écrit qu'il en sera toujours ainsi. Pouvons-nous nous résigner à calculer de combien nous pouvons tenir notre force au-dessous de ce qu'elle est réellement? Y aurait-il pour nos adversaires d'autres raisons de nous épargner que notre force? L'Angleterre, la France, la Russie hésiteront-elles à se prévaloir de leur supériorité dès qu'elles se sentiront assez fortes, réunies, contre nous et nos amis? Qu'est-ce qui les retiendra? La revanche, pour les Français? Ou l'inquiétude que causent aux Anglais la concurrence allemande et la flotte allemande? Ou l'aversion générale des Russes pour nous, leur dépit au sujet de notre fidélité à l'Autriche et leur besoin de réparer à fond leurs désastres d'Extrême-Orient? C'est tant que nous sommes forts seulement que chez les puissances ennemies le désir et le scrupule se contrebalancent: si nous ne sommes plus forts, ou que nous ne le paraissions plus, elles se trouveront poussées comme par une force élémentaire, à débayer leur chemin d'un élément gênant pour elles, comme nous sommes. *Et c'est dans de telles circonstances qu'il se trouve des patriotes allemands pour suggérer s'il ne vaudrait pas mieux économiser quelques millions, pour risquer au jeu des milliards, et l'avenir de l'idée allemande dans le monde, par surcroît!*

X. — *La rivalité anglo-allemande.*

Nous pouvons résumer tout ce que nous avons dit de notre situation dans le monde en affirmant que personne, ni une puissance isolée, ni une combinaison possible ou probable de puissances, ne peut nous attaquer que *d'accord avec l'Angleterre*. Nous supposons ici que notre alliance avec l'Autriche-Hongrie se maintienne comme elle l'a fait jusqu'à ce jour. Ce qui nous autorise à admettre cette hypothèse, c'est que l'Allemagne et l'Autriche se servent mutuellement de protection. Nous pourrions toujours venir seuls à bout de la France, et la coalition franco-russe contre l'Allemagne déclencherait automatiquement la marche de l'armée autrichienne vers l'est. L'Italie, qui appartient pour la forme à la Triplice, fera mieux de rester hors de cause, car le sentiment populaire italien est peu sur et la dynastie n'est pas assez solidement établie pour maintenir, en face d'un fort mouvement populaire, le principe de la fidélité à l'alliance. De tout ceci résulte avec nécessité, comme nous le voyons, l'état actuel de la politique européenne : quiconque veut chercher noise à l'Allemagne tâche d'abord, coûte que coûte, de s'entendre avec l'Angleterre, et inversement les Anglais se sont efforcés d'entraîner dans leur sillage politique toutes les forces qu'on pouvait rassembler contre nous. Si nous sommes assez forts pour empêcher l'Angleterre de nous attaquer sur mer, nous n'avons à nous préoccuper de rien d'autre au monde. Mais le seul moyen qui vaille est, comme nous le savons et comme il nous faut le répéter toujours, une flotte suffisamment forte. Si elle suffit à tenir l'Angleterre en échec, il suit de là qu'elle assure la paix par sa seule

existence. Nous ne pouvons ni ne devons nous écarter de ce programme naval, qui n'a pas de dimensions fixes, mais doit dépendre de la politique navale anglaise et se modifier avec elle. C'a été un bonheur pour nous que l'Angleterre, après les expériences de guerre maritime faites par la Russie et le Japon, ait adopté dans ses constructions navales le type des dreadnoughts. Les anciens navires de toutes les marines ont perdu par là une forte portion de leur valeur ; et tandis qu'il eût été pour nous chimérique, dans la période des pré-dreadnoughts, de vouloir rattraper même partiellement l'avance énorme de l'Angleterre, les dreadnoughts fournirent en quelque sorte un point de départ nouveau pour les armements de mer. Pour leur malheur, les Anglais ont cru qu'ils conserveraient longtemps leur supériorité absolue dans la construction des grands navires de guerre modernes. Ils se sont trompés, car en fait, grâce aux dreadnoughts, nous nous sommes rapprochés d'eux, au cours des six dernières années, jusqu'à nous trouver dans un rapport de forces qui aurait paru jadis d'une invraisemblance fantastique. En fait de dreadnoughts, nous sommes avec eux dans un rapport d'un peu plus d'un contre deux, et s'il ne se trouvait pas, par hasard, que le schéma de nos constructions navales pour les années prochaines prévoie une forte diminution passagère dans nos constructions nouvelles, la proportion se maintiendrait. Renoncer à cette situation par amour pour ce schéma, cela nous paraîtrait dangereux, en dépit de la loi sur la flotte ; car il faut répéter : plus notre flotte est faible, plus faibles aussi sont les parois de la chaudière qui doit résister à la pression germanophobe de l'atmosphère politique européenne.

Ibid., p. 199-200.

XI. — *L'ambition mondiale allemande.*

Nous ne souhaitons ni ne voulons que la politique de l'idée allemande dans le monde se propose des fins de conquête ou de violence, quelles qu'elles soient. Peut-être serait-ce le moyen de la rendre plus accessible à l'intelligence des masses. Mais, comme ce chemin nous est barré par des raisons idéales et par des raisons pratiques, nous avons le devoir de réaliser autrement l'idée d'expansion nationale qui nous rendra seule capables de subsister au rang de peuple mondial (*Weltvolk*) : il nous faut pour cela créer d'abord sur terre, puis sur mer, des armements si imposants que personne n'ose nous attaquer et que, protégés ainsi, nous puissions travailler à réaliser notre but pacifique : renonçant à soumettre par la guerre des pays et des peuples étrangers, pénétrer du principe même de notre mentalité nationale les régions du monde que nous pourrions atteindre.

Ces régions devront être, naturellement, en premier lieu celles qui, sous l'influence des moyens de communication modernes, sont entrées dans une ère de transformation culturelle. Dans cette voie, il faut que l'idée nationale allemande se développe, comme l'idée britannique, jusqu'à devenir une puissance vraiment capable de transformer le monde, et fasse de l'Allemagne aussi, au point de vue matériel et moral, une des métropoles de la culture mondiale à venir.

Ibid., p. 206.

XII. — *L'Allemagne et l'Autriche dans les Balkans.*

La question se pose, de savoir en quoi notre propre politique peut se relier à un programme balkanique au-

trichien actif et de large portée. Les deux puissances que l'Autriche a contre elle dans les Balkans sont la Russie et l'Italie. Avec la Russie, on peut s'en tirer par une politique de compensations : déclarer la Bulgarie zone d'influence russe, réserver la Serbie et la Macédoine comme zone d'influence autrichienne. Pour l'Italie, il est impossible de songer à des compensations territoriales à l'est de l'Adriatique ; mais ce serait possible dans le Tyrol italien. Pour la politique allemande, la seule condition *sine qua non* est le maintien d'une Turquie indépendante et capable de résistance. Sur toutes les autres questions, nous nous entendrons aisément avec l'Autriche.

L'Allemagne a le plus pressant intérêt à ce que l'Autriche-Hongrie se fortifie politiquement. C'est à ce point de vue que nous devons saluer avec joie l'amélioration générale, partiellement réalisée, partiellement à venir, de la situation politique intérieure, à la suite de l'introduction du droit de vote dans les deux moitiés de l'Empire, et nous réjouir aussi de voir reprendre une politique active dans les Balkans. C'est voir très juste que d'établir un rapport entre ces deux faits.

Deutschland unter den Weltvölkern, p. 298-299.

XIII. — *La question d'Orient.*

En essayant de trouver, pour la politique future de l'Autriche-Hongrie, une ligne directrice et déterminante, nous arrivons tout naturellement au seuil de la question d'Orient, c'est-à-dire de la question turque, et nous nous trouvons en présence du fait que l'Allemagne, tant à cause de ses relations avec l'Autriche-Hongrie que du point de vue de son existence propre, est au

plus haut point intéressée à ce qui se passe en Orient. Nulle part n'apparaît mieux la transformation radicale qui est intervenue dans notre situation politique extérieure, depuis l'époque où l'Empire fut fondé. Rien n'est moins applicable à notre situation que la fameuse parole de Bismarck au sujet des Balkans et des os du grenadier poméranien — parole déjà à demi exacte de son temps, et dite par son auteur pour frapper la masse. Au point où en sont les choses, on peut dire qu'en défendant l'intégrité politique, les armements défensifs et l'essor économique de l'Empire ottoman, c'est notre propre avenir que nous défendons et que nous préparons : car la liquidation de la Turquie et notre exclusion du partage sont à présent dans l'intérêt de l'Angleterre et de son Empire indo-africain ; le maintien de la Turquie, par contre, est pour nous d'une importance extrême et peut-être décisive, si nous voulons éviter le choc avec l'Angleterre dont personne ne peut dire s'il n'aboutirait pas pour nous à une catastrophe.

Ibid., p. 300-301.

XIV. — *Politique germano-turque.*

Cela semble étrange à dire, mais le fait est qu'entre le caractère allemand et le caractère turc il existe, sinon une parenté complète de type, du moins des traits isolés d'une telle parenté. On connaît et on cite souvent la parole de Moltke sur le Turc, qui est « le seul *gentleman* de l'Orient ». L'Islam, naturellement, lui rend difficile de s'assimiler complètement la culture européenne, mais cette difficulté est moins grande qu'on ne l'imaginerait, dans la pratique. Cela tient au mélange des races sur le

territoire que nous appelons turc aujourd'hui. Les Seldjoucides, les Osmanlis et les autres races nomades authentiquement turques qui sont arrivées successivement de l'Orient en Anatolie par la porte de la Haute-Arménie ne doivent pas avoir été beaucoup plus nombreuses que les peuplades germaniques qui, à la fin de l'histoire ancienne, occupèrent les pays occidentaux de l'Empire romain... Quiconque connaît pour l'avoir fréquentée la population turque de l'Anatolie, et est en mesure de la comparer aux peuplades turques pures ou peu mélangées, n'admettra pas même la discussion sur ce point que nous avons affaire ici à des Aryens, à des Indo-Germains...

En quoi ces faits peuvent-ils influencer sur le caractère de l'Islam chez les Turcs? Ils y peuvent beaucoup. Le mahométanisme en effet ne comporte pas, sur le véritable sol turc, le même fanatisme que dans sa patrie d'origine. Le Turc moderne et cultivé s'accommode de l'Islam comme d'un rationalisme pratique qui n'emprunte au dogme qu'une certaine disposition d'esprit toute générale, mais auquel s'ajoutent une morale simple et prosaïque, mais très solide et adaptée à la vie pratique, et une précieuse discipline de la volonté, capable d'inspirer le dévouement total à la patrie. Le Turc possède, en outre, de vigoureux instincts guerriers et le véritable esprit militaire. Ceci implique toujours un certain fonds moral du caractère. Joignons-y que le fanatisme religieux, comme nous l'avons dit, n'est pas inhérent à sa race, et nous comprendrons que dans la Jeune-Turquie réside effectivement une force d'ordre et de conservation politique qu'on peut s'attendre à voir se maintenir durablement à la tête de l'État, par une organisation militaire rigide et par l'emploi sans réticence de tous les moyens disponibles; c'est cette force qui consolidera la durée de l'État turc lui-même.

Nous voyons donc qu'il existe, malgré tout, dans le domaine intellectuel et moral, des présomptions suffisantes de relations sincères entre le parti réformiste turc et la culture allemande...

Les Turcs, quelle que soit l'opinion qu'on professe à leur endroit, sont sans aucun doute le seul puissant facteur matériel et moral de tout l'Orient. Leurs capacités militaires sont notables et ils forment dès à présent la majorité de la population à l'intérieur des limites de leur souveraineté politique actuelle. Le chiffre de cette population augmentera encore fortement, grâce à l'amélioration de l'organisation administrative, au relèvement de la vie économique, à la construction de chemins de fer et aux vastes réformes économiques projetées. Il n'est pas certain que l'état politique ne soit pas quelquefois encore ébranlé de façon passagère par des luttes de partis ou d'autres crises, mais aucun peuple, si ce n'est le peuple turc, ne conservera à la longue l'hégémonie politique en Asie-Mineure. Quant aux plans anglais qui consisteraient à ériger un khalifat égyptien ou arabe sous le protectorat britannique, et à incorporer directement ou indirectement à l'empire indo-égyptien de l'Angleterre les parties arabes de langue de la Turquie actuelle, ils auraient pour conséquence, s'ils essayaient de se réaliser, une grande guerre où il s'agirait non seulement de l'avenir turc, mais de l'avenir allemand; et dans cette guerre, nous pouvons l'espérer, nous serions vainqueurs avec les Turcs et nous donnerions enfin à la Turquie une stabilité solide et durable. Si c'est la paix qui prévaut et si l'Angleterre renonce à ses idées aventureuses, l'avenir de la Turquie et de la race turque se présente sous les auspices les plus favorables. *Nous touchons donc au point où l'idée allemande voit s'ouvrir devant elle un vaste avenir, non pas dans le sens d'une hégémonie politique ou d'une colonisation matérielle.*

mais sous la forme d'une influence culturelle universelle — pourvu que nous comprenions à temps le caractère de cette mission. Du côté anglais, on aime à brandir, pour l'édification des Turcs et de l'opinion publique européenne, l'épouvantail d'une immigration en masse de colons allemands en Turquie. Tantôt c'est l'Anatolie, tantôt la Syrie, tantôt la Mésopotamie qu'on dépeint comme la Terre promise où nous voudrions mettre nos idées en pratique. Malheureusement il s'est trouvé des voix allemandes isolées et parfaitement mal renseignées pour parler aussi de coloniser la Mésopotamie à l'aide de paysans allemands. Sans même compter que depuis longtemps nous ne disposons plus d'un excès d'émigrants, nous ne pourrions rien faire de plus fou et de plus dangereux, même à notre point de vue, que de compliquer encore les nombreuses difficultés qui résultent déjà de la diversité et des tendances contradictoires des peuples réunis sous la domination turque, en venant y ajouter une difficulté nouvelle par l'installation d'Allemands en Turquie.

Mais si l'idée coloniale doit disparaître en tout cas de la politique germano-turque, la politique de civilisation (*Kulturpolitik*) germano-turque reste une idée d'autant plus nécessaire à développer. Il nous faut travailler à rendre vivantes à l'intérieur de la Turquie, et dans l'intérêt de la régénération turque, la langue allemande et toutes les grandes valeurs positives qui supportent notre culture nationale, l'énergie au travail et l'esprit de fidélité au devoir que nous transplanterons sur le sol turc. Pour cela, il nous faut, avant tout, des écoles allemandes en Turquie, qui n'atteindront pas nécessairement d'emblée les proportions des écoles françaises, mais dont il faut développer beaucoup plus largement les embryons infimes déjà existants. Sans l'intermédiaire de la langue, il ne peut exister de rapports de culture durables et pro-

fonds. C'est pourquoi il faut travailler avec la dernière énergie à donner à la jeunesse turque intellectuelle et avancée des occasions abondantes et commodes d'apprendre l'allemand. Récemment, dans l'été de 1911, a eu lieu, comme on sait, avec le plus grand succès, un voyage d'études turc en Allemagne, auquel ont pris part environ cinquante parlementaires, chefs militaires, journalistes, notables, fonctionnaires et hommes d'affaires. Quelques-uns seulement de ces messieurs étaient en état de s'entretenir en allemand avec leurs hôtes et leurs guides allemands. Cependant ils ont rapporté chez eux une impression profonde de la culture allemande. C'est ainsi qu'un des hommes les plus en vue de la littérature turque, Achmed Ihsan Bey, éditeur et propriétaire de plusieurs journaux influents, a déclaré à Constantinople qu'il avait trouvé en Allemagne beaucoup de sympathies pour la Turquie, et il en a entretenu ses lecteurs ; il dit avoir été émerveillé des progrès de l'Allemagne dans le domaine de l'industrie et de la culture ; chaque fois qu'il a vu, au cours de son voyage d'études, quelque chose qui pouvait être utile à sa patrie, il en a donné connaissance à ses compatriotes, et il s'efforcera toujours de les éclairer au sujet de l'industrie allemande, du commerce allemand et de la politique allemande. Mais n'est-ce pas un contresens que cet homme, pour louer l'Allemagne de cette manière, soit obligé de se servir de la langue française ?

Quand les membres du voyage d'études rentrèrent à Constantinople, ils y furent salués d'ironiques soupçons par la presse française du pays : on les accusa d'être devenus les avocats du germanisme, de n'avoir plus des sentiments turcs, mais des sentiments allemands. Le procureur du Sénat, Ismail Mouchtak Bey, jusque-là très francophile, répondit qu'il ne lui viendrait jamais à l'esprit de fermer les yeux devant la flotte réunie au port

de Kiel, devant l'administration admirable et le commerce de l'Allemagne, devant une science et une technique si perfectionnées ; comme Ture, il prétendait admirer les grandes choses, où qu'elles se présentent. « Si aujourd'hui toute la culture européenne était anéantie par quelque cataclysme, et que le génie allemand subsistât seul, la force allemande suffirait à recréer d'elle-même tout le reste de la culture européenne. » C'est en ces mots qu'une autre personnalité dirigeante résumait les conclusions auxquelles le voyage en Allemagne avait amené tous les voyageurs. S'il était possible de conduire en Allemagne de façon analogue toute la jeune Turquie cultivée et avide de culture, et de lui donner personnellement l'occasion d'apprendre à connaître tout ce que nous avons accompli de grand, ce serait une belle chose. Mais comme ce n'est pas possible, il ne nous reste qu'à donner aux Turcs une idée de notre culture et à éveiller en eux le désir de la connaître plus intimement, en leur enseignant notre langue et en leur ouvrant par cette porte l'accès à toutes nos richesses intellectuelles. Ce que nous voulons, ce n'est pas la germanisation politique, ou économique, ou coloniale, de la Turquie, ou de telle ou telle de ses parties, *c'est une infiltration d'esprit allemand dans le grand phénomène de rénovation qui a saisi le peuple d'Orient auquel appartiennent et appartiendront l'avenir et la domination politique entre le Golfe Persique et la Méditerranée.*

La politique culturale qui est en état de créer cette sorte de collaboration germano-turque doit devenir parmi nous *l'objet de la clairvoyance nationale et de la volonté nationale*. Elle ne peut pas être officiellement affichée et entreprise par le gouvernement, mais il faut qu'elle parte essentiellement des représentants de notre développement intellectuel et économique, c'est-à-dire de notre capital national et de nos intellectuels nationaux. Si ces

deux groupes en prennent l'initiative, comme cela se pratique chez d'autres grands peuples, et si une activité vivante est inaugurée par eux dans le sens de la culture allemande, alors sans doute il deviendra possible à nos gens officiels de protéger les valeurs ainsi créées et de favoriser leur développement, comme la République française athée le fait elle-même pour les entreprises catholiques confessionnelles de la *Mission laïque* (1), sous prétexte que l'anticléricalisme n'est pas un article d'exportation, et parce que ces entreprises aident à faire fleurir la culture française en Orient.

Der deutsche Gedanke in der Welt,
p. 232-239.

Il existe un point où la divergence essentielle des intérêts anglais et allemands prend une forme aiguë : c'est dans l'Orient dit moyen, où l'Angleterre poursuit l'exécution d'un vaste plan économique et territorial, qui suppose la destruction ou l'affaiblissement intime de la Turquie ; au contraire, la conservation intégrale et l'affermissement de cette même Turquie est un des points d'appui de la politique allemande et l'une des conditions essentielles du maintien de notre puissance en face de la puissance anglaise. Les chemins de fer de Syrie et de Mésopotamie jouent ici un rôle analogue à celui du développement de la flotte allemande : chaque centaine de kilomètres de rails entre le Taurus et Alep peut un jour avoir pour l'Angleterre la même

(1) P. Rohrbach, généralement bien informé, commet ici un singulier contresens sur le mot *laïque*. La *Mission laïque*, fondée en dehors de tout esprit confessionnel, est de tendances nettement anticléricales. Elle vise à faire en Orient, et un peu à Madagascar, la même œuvre scolaire et civilisatrice que les missions religieuses, — moins l'œuvre religieuse elle-même. Au demeurant, la remarque n'est pas sans justesse, si l'on remplace « Mission laïque » par « Etablissements congréganistes d'Orient ».

signification qu'un nouveau dreadnought que l'Allemagne peut mettre en ligne sur mer. Une alliance entre l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et la Turquie *peut en quelque sorte faire de nous, à l'aide des voies ferrées turques qui se construisent actuellement, les voisins de l'Angleterre sur terre!* La puissance anglaise peut être attaquée sur le Nil de façon presque aussi efficace que sur son territoire métropolitain. La perte de l'Égypte barrerait aussi le chemin des Indes par Suez, et c'est l'Égypte qui est la clé de toute la position de l'Angleterre au Soudan et dans l'Afrique orientale; tout ce qui est en amont du Nil devient intenable dès que l'Égypte est aux mains d'une puissance étrangère. La tâche de protéger l'Inde et toute la zone d'intérêt sud-asiatique par la voie du Cap de Bonne-Espérance, est très difficile — sans compter que la domination anglaise dans l'Afrique du Sud ne repose que sur un accord avec le parti afrikander. Le Gouvernement fédéral de la nouvelle Union sud-africaine, qui est tout entier aux mains des Afrikanders, prépare à cette heure même une loi d'après laquelle les citoyens des anciennes Républiques, devenus invalides à la suite de la grande guerre contre l'Angleterre, auront les mêmes droits aux secours de l'État que les soldats anglais blessés. Les anciens fonctionnaires du Transvaal et de l'État libre d'Orange à l'époque de l'indépendance sont également remis en fonctions ou pensionnés. Telle est la force actuelle du parti africain. Et quelles seraient ses exigences le jour où la souveraineté de l'Angleterre aux Indes ne tiendrait plus qu'au fil sud-africain?

Nous voyons donc de quel poids sont pour l'Angleterre les décisions qui vont se précipiter au cours des prochaines années, et de quelle importance ces événements seront pour nous. *Nous voyons avant tout combien la politique turque est importante pour l'Angleterre présentement, et nous en déduisons les lignes directrices qui*

nous mèneront au but où nous devons tendre. Ce but est doublement défini : de façon plutôt négative, d'abord, en tant qu'il s'agit de déjouer les plans anglais dont la Turquie devrait faire les frais ; de façon positive, d'autre part, et la formule en est alors : développement de nos relations avec l'Autriche-Hongrie et la Turquie jusqu'à un accord ferme en matière politique et économique. Si nous réussissons à ce que chacun des trois alliés fasse l'expérience pratique des avantages immédiats, décisifs, inaccessibles par d'autres moyens, que lui procure ce rapprochement, nous pourrions considérer que la situation mondiale de l'Allemagne est assurée. Nous nous souvenons ici de cette troisième alternative que le politicien anglais Johnston imaginait pour constituer la « Plus-Grande-Allemagne » au sens mondial de ce mot : l'union politique de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie et l'extension de la sphère de souveraineté de ce nouvel État fédéral, par delà la péninsule balkanique, jusqu'en Asie-Mineure et en Mésopotamie. Sans doute, cet Anglais faisait ici abstraction des propres desseins de son pays dans la région du Tigre et de l'Euphrate, et il résolvait le problème des relations politiques entre les trois États contractants par une formule impossible ; car il ne peut être, de longtemps, question de l'union de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie en État fédéral, pas plus que de la subalternisation de la Turquie devenue simple objet politique sous l'influence des deux autres puissances. Bismarck, il est vrai, a parlé de la possibilité d'incorporer à la constitution même des deux empires l'alliance austro-allemande, mais d'abord lui-même n'a pas donné suite à cette idée, parce que les objections y étaient trop fortes, et secondement un traité d'alliance, même introduit dans les constitutions, ne durerait qu'autant qu'il correspondrait aux intérêts des deux parties. Il ne s'agit jamais que

d'intérêt. Mais si l'on comprend bien les choses, les intérêts de l'Empire allemand, de la monarchie danubienne et de la Turquie sont non seulement compatibles avec une assurance mutuelle ainsi conclue, mais l'exigent. Une alliance entre ces trois États représenterait, en face des puissances qui sont intéressées à modifier l'état actuel aux dépens de l'un ou l'autre des alliés, une puissance si formidable et si inattaquable que toute tentative d'agression paraîtrait illusoire d'emblée. L'Angleterre, la Russie et l'Italie seraient également tenues en échec, et pourraient être, de ce fait, empêchées de suivre aucune espèce de politique contraire aux intérêts vitaux de l'un quelconque des trois alliés. D'autre part, la situation particulière de chacun de ces États à l'intérieur de la Confédération lui assurerait la liberté de ses décisions et de ses actes, dès que l'un des autres tenterait de lui faire violence. Ce serait un puissant facteur de solidité intérieure et de durée pour une pareille alliance.

Deutschland unter den Weltvölkern,
p. 400-412.

MAXIMILIAN HARDEN

MAXIMILIAN HARDEN signe d'un nom de guerre : son vrai nom est Witowski. Harden est un israélite polonais. C'est dire qu'il est deux fois renégat. Car il n'a jamais eu souci ni des souffrances polonaises, ni des avanies que l'antisémitisme, omniprésent dans les mœurs et dans les institutions allemandes, fait subir incessamment aux juifs d'Allemagne.

Harden a été d'abord comédien de son métier. On a dit avec raison qu'il l'est resté. Il avait grandi dans le milieu des *jeunes libéraux* de Berlin, qui, vers 1880, vivaient de phrases creuses en attendant de devenir pangermanistes. Ils se représentaient le Bismarck du *Kulturkampf* comme une sorte de loup-garou, « dont toute la vie était honteuse violence, violation frivole du droit, insolent parjure (1) ». Il n'est pas sans importance de savoir que le père du pangermanisme d'aujourd'hui est sorti des rangs libéraux.

Harden a fait son apprentissage littéraire comme critique théâtral à la *Nation*, que dirigeait un israélite libéral, très intelligent et modéré, Theodor Barth; et à la *Gegenwart*, dont le chef était une sorte de Gargantua énorme, braillard, gallophobe forcené, libéral aussi et socialisant, le lansquenet haut en couleur et fort en gueule de la révolution littéraire allemande des approches de 1850, Michaël-Georg Conrad. Harden a toutefois plus appris de Conrad que de Barth.

Tout ce libéralisme teutomane se convertit au nationalisme pangermaniste, quand vint le régime Caprivi et Hohenlohe. Le vieux Bismarck s'était retiré dans une boudoirie hargneuse au Sachsenwald. Le jeune Empereur, après être resté quelques années sous l'influence du général de Waldersee,

(1) *Zukunft*, 6 août 1898.

qui méditait une guerre d'offensive foudroyante contre la Russie, avait envoyé l'impatient chef du grand état-major commander un corps d'armée à Kiel; et pour un temps, Guillaume II se répandit en discours pacifiques. Des 1890 il avait cédé le protectorat de Zanzibar à l'Angleterre en échange d'Heligoland. Aussitôt le national-libéralisme conquérant se mit à mugir de mécontentement. Il se donnait ainsi l'apparence de faire de l'opposition au pouvoir, et suivait, de fait, ses instincts de réaction. Le culte de Bismarck grandit dans les années de 1890 à 1898. Les pèlerinages patriotiques se multipliaient à Friedrichsruhe. Jamais les partis libéraux d'Allemagne ne firent plus basement amende honorable devant le grand homme vieilli, qui les avait tant de fois cravachés.

Harden, en juin, puis en octobre 1892, fut invité à Varzin. Il y passa des jours dont il est resté ébloui. Le récit qu'il fit de l'accueil reçu a fondé pour toujours la popularité de son recueil, récent alors, *Die Zukunft* (l'Avenir.) Ce périodique, qui est aujourd'hui une puissance politique, se présente sous la forme d'une brochure café au lait, hebdomadaire, dont Harden écrit le *leader* article, c'est-à-dire plus de la moitié. Il confie le reste à des spécialistes éminents de la finance, de la politique ou de la science. Il n'est pas de recueil plus propre à nous faire pénétrer dans les coulisses du gouvernement, de la banque, de l'administration et des affaires de l'Allemagne, que ces deux cents volumes. On en connaît par lui les vellétés, non avouées, et aussi les faiblesses secrètes. Anonymement ou pseudonymement plus d'un abus se dénonçait dans la *Zukunft*. Bismarck en 1892 se plaignit là de « la mentalité subalterne, de la mentalité de sous-officiers », dont faisaient preuve les ministres de Guillaume II (1). L'Empereur et le chancelier de Bülow furent souvent bafoués pour leur couardise. Une *camarilla* francophile avait semblé l'emporter en 1907. Harden eut recours à la divulgation de secrets d'alcôve pour la disqualifier. Les résultats de la conférence d'Algésiras furent oubliés quand on sut les habitudes fâcheuses du comte Eulenburg, ancien ministre et familier de l'Empereur. On tira au grand jour la vie conjugale malheureuse d'un général prussien, le comte Moltke. Cela était libéral, puisqu'on avait fait défiler en cour d'assises, côte à côte avec des laitiers et des bouchers, quelques-uns des plus hauts fonctionnaires prussiens et de puissants hobereaux. Cela était patriotique, puisque toute la politique francophile semblait dans le discrédit avec eux.

(1) *Zukunft*, 29 octobre 1892.

Avec la disparition de cette camarilla, c'est la politique de M. de Holstein, directeur aux Affaires étrangères et gallophobe à plaisir, qui l'emporta. Bismarck avait dit de ce diplomate : « C'est l'homme de l'obscurité, c'est l'oiseau de proie qui, ne sachant couvrir lui-même, dépose ses œufs furtivement dans des nids étrangers. » Et Harden, ayant à décrire sa politique, rappela sa devise : « Faute d'autres moyens, il nous faudra donc être des coquins. » Il connaissait et qualifiait la méthode de Holstein : « Atteindre le but par toutes les voies praticables ; et même par des détours à travers des ruelles malodorantes (1). » Ayant ainsi défini cette méthode, Harden lui donnerait-il son approbation ou son blâme ? Il l'approuva. Plus d'une fois, les deux hommes se rencontrèrent. Harden allait voir le solitaire Holstein dans le petit appartement suranné qu'il occupait, non loin du Kreuzberg, Grossbeerenstrasse, 40, à Berlin ; ou bien des rendez-vous étaient ménagés entre eux chez des amis communs. La doctrine de Harden est une synthèse changeante de la diplomatie tortueusement brutale de Holstein et de la politique mégalomane préconisée par la *Ligue pangermaniste*.

On trouvera de l'homme et de l'écrivain une exécution cinquante dans le livre que le plus brillant des journalistes autrichiens, Karl KRAUS, a intitulé *Die chinesische Mauer* (La muraille de Chine, 1910) ; un exposé de sa doctrine par les soins d'Edmond VERMEIL, *Maximilien Harden* (Grande Revue, janvier et février 1915). Les textes ci-dessous sont empruntés au périodique pangermaniste *Die Zukunft* ; mais, préoccupés d'expliquer le présent, nous n'avons choisi que des articles écrits durant les dernières années.

I. — L'Allemagne et la France.

La situation entre les deux pays est devenue intenable. Par de gauches avances nous avons réussi à réveiller des espoirs ensevelis qui soulèvent la pierre de leur tombe,

(1) *Zukunft*, 12 juin 1909.

et de leurs yeux elignotants épient la lumière. Par des piqûres d'épingles, des humiliations non suivies d'effet, nous avons blessé l'orgueil gaulois au cœur. Faut-il continuer? Le vacarme et les disputes diplomatiques éternellement stériles vont-ils se renouveler à chaque progrès de la politique coloniale française? Déjà les propos inconsidérés d'un journaliste allemand ont provoqué à Paris des meetings de protestation dans lesquels l'Allemagne a été insultée, et des réunions à Marseille où le portrait de l'Empereur a été brûlé. Restez justes! Depuis que nous avons perdu le calme de la force et que nous avons contaminé les Français par notre propre nervosité qui oscille entre de tendres flatteries et une lourde brutalité, ils ne savent plus ce que nous leur voulons. « *Qu'est-ce que l'Allemagne a voulu?* » (1) Voilà la fâcheuse question qu'ils ont répétée l'année d'Algésiras et pendant l'affaire des déserteurs. Il faut qu'ils apprennent enfin ce que veut l'Allemagne. Inutile de prendre un ton plus doux et conciliant. Cela ne nous servirait à rien; cela ne ferait qu'imposer à l'Empire l'obligation de ménagements qui, dans des jours sombres, pourraient devenir extrêmement gênants. Nous ne voulons pas être plus longtemps paralysés. Nous ne voulons point, à chaque pas, traîner comme un boulet la certitude qu'à notre première heure de détresse la France battra le rappel des alliances. Nous voulons avancer, et nous ne le pouvons que si nous battons encore une fois la France ou si nous la décidons à conclure avec nous une alliance solide et sans arrière-pensée. Pour atteindre ce but il n'est point besoin d'une rhétorique extraordinaire, il suffit que la France soit de nouveau convaincue que l'Allemagne est prête à faire la guerre. Dans une série d'articles qui s'occupent plus du Kaiser que de la nation allemande, M. Grand-Carteret a

(1) En français dans le texte.

dit que la crainte était répandue parmi ses compatriotes, qu'à l'explosion d'une guerre européenne ne retentisse par la trouée des Vosges le cri : « Qui n'est pas pour moi est contre moi ! » Certainement ! L'Allemagne n'a pas besoin d'être plus charitable que le Sauveur assailli par les pharisiens dans l'évangile de saint Mathieu. Si les Anglais et les Allemands réussissent à s'entendre, c'en est fait pour les Français de tout espoir d'augmenter leur puissance, et l'influence de leur politique s'évanouit. Si la guerre éclate, c'est eux qui paieront les frais (1). Nous dépensons maintenant au moins un milliard trois cents millions de mark par an pour la défense de l'Empire, nous pouvons mettre sur pied au moins cinq millions d'hommes capables de faire campagne et nous avons une armée sans égale de stratèges, de techniciens, d'industriels et de commerçants. Il n'y a pas de remède contre cela ; ni le lys des Bourbons, ni un descendant attardé du Corse n'y pourraient rien. Une épée républicaine y peut-elle quelque chose ? C'est à la France d'en juger. C'est un pays d'esprits majeurs et fins, et c'est à elle de savoir, au bout de quarante ans, si elle veut tenter encore la fortune des armes ou voir son avenir de grande puissance garanti par l'Allemagne qui peut lui donner plus et lui prendre plus qu'aucun autre État. La Grande-Bretagne et l'Amérique du Nord tendent à s'unir dans une communauté d'intérêts. Les Anglo-Saxons des deux hémisphères groupent leurs multitudes sur les rives de deux océans pour unir leurs vœux. C'est à eux que reviendra demain l'hégémonie de la race blanche si nous n'apaisons pas notre vieille querelle. Unis aux Français, nous serions invincibles sur terre et sur mer (2), car

(1) Cf. l'article du 20 mai 1911 qui exprime déjà la même idée dans les mêmes termes.

(2) *Idem.*

nous représentons un domaine économique abondamment engraisé d'or, et nous sommes les gardiens de la civilisation. Qui n'amasse pas avec moi, disperse.

La situation entre les deux peuples voisins ne peut rester ce qu'elle est. L'Allemagne a la force, la France a la flamme. Cette flamme peut guider les deux peuples vers la victoire pacifique. Il nous faudra l'étouffer dans le sang si elle ne doit servir désormais qu'à échauffer la colère de nos ennemis (1). Il le faudra dès demain. Car la maison que nous avons bâtie il y a quarante ans devient trop étroite. Et tous les petits-fils de l'Allemagne supporteront les tristes conséquences de notre incurie, si leurs ancêtres avaient gaspillé honteusement en un jeu sans profits et pour de vains applaudissements le délai qui leur était imparti pour étendre la puissance nationale de l'Empire. La France a besoin de la partie essentielle du Maroc, non soumise aux Présidios; l'Allemagne veut être délivrée d'un mal qui dure depuis quarante ans; il faut à l'Europe la possibilité de s'unir contre l'envahissement des Anglo-Saxons. L'assistance de la Russie, dont les grandes villes ne sont protégées de nouvelles émeutes que par des troupes d'élite, ne pèserait pas lourd au prochain lustre. Edouard est mort, et le roi-marin est un puritain trop britannique pour aimer les Français. De plus, son empire est trop chargé de questions intérieures qui ne souffrent point de retard. Les constellations sont favorables et demandent une décision rapide. La République peut avoir un ami qui lui rendra tout l'éclat de ses beaux jours et quiensemencera son jardin d'une nouvelle floraison d'humanité européenne, mais aussi un ennemi qui, depuis qu'elle le connaît, n'a rien perdu de sa virilité.

Zukunft, 1^{er} juillet 1911.

(1) Cf. l'article du 20 mai 1911.

II. — *La France, l'Allemagne et le Maroc.*

Ce n'est pas parce que le Maroc a des hommes et des minerais qui valent plus que les Arabes d'Algérie et les phosphates de Tunisie, que les Français voudraient étendre leur domination sur ce pays. C'est parce qu'ils ne peuvent faire autrement. C'est parce que, à côté d'un Maroc indompté, dont les tribus sauvages menacent avec une fureur croissante la province d'Oran, ils ne pourraient plus tenir l'Algérie, et qu'en perdant l'empire du nord-ouest africain ils perdraient en Europe leur rang de grande puissance. La France ne peut souffrir qu'aucun autre Etat lui dispute la première place au Maroc. Pour l'obliger à renoncer au Maroc, il faut la vaincre par les armes sur les bords de la Saône et de la Loire. Ce serait possible. Mais dans l'Empire de Guillaume le Pacifique c'est une solution qui n'est pas même sérieusement envisagée. Par conséquent, nos hommes d'État devront compter avec la seconde possibilité. Comme nous ne voulons pas du Maroc pour nous, mais que le Sultanat, civilisé par la France, serait toujours plus utile à notre commerce et à notre industrie qu'un état de barbarie anarchique d'autant plus violemment opposé à toute réforme qu'il perd davantage la crainte des Européens, pourquoi n'aiderions-nous pas les Français, au lieu de ralentir leur progrès ? Avant trente ans, prédit le général Gordon dans une conversation avec son compatriote Pardy, après 1910, la Grande-Bretagne sera forcée de lutter avec l'Allemagne pour la domination des mers, et si elle succombe, elle devra céder toutes ses colonies, l'Inde elle-même, au vainqueur. « Citoyens de la troisième République songez-y ! Si une entente

anglo-allemande réussit, adieu vos espoirs d'étendre votre puissance; l'influence de votre politique s'évanouit! Si la guerre éclate, c'est vous qui payerez les frais. Laissez-vous passer les délais d'option? Nous pouvons vous offrir plus que l'Angleterre : la domination sans conteste dans le bassin occidental de la Méditerranée : une garantie contre une attaque japonaise en Indo-Chine; le droit de dégarnir de troupes votre frontière de l'Est, droit que le monde colonial saluerait avec enthousiasme. Aujourd'hui le Maroc, demain Tripoli et la route libre vers l'Abyssinie. Décidez-vous à une alliance sans arrière-pensée, vous n'aurez plus besoin de vous armer contre aucun ennemi en Europe et vous pourrez consacrer à votre marine tout l'argent que vous dépensez pour vos troupes. Les Anglo-Saxons des deux hémisphères groupent leurs multitudes sur les rives de deux océans pour unir leur vouloir. Si nous ne pouvons pas apaiser ou faire taire notre vieille querelle, le siècle prochain appartiendra à l'alliance anglo-américaine et l'Europe ratatinée ne sera plus, comme jadis, que la bosse du colosse asiatique. Unis, nous serons invincibles. Nous avons la force, vous avez la flamme. Cette flamme, il faudra l'éteindre dans le sang avant qu'il soit trop tard, si elle ne doit servir désormais qu'à échauffer la colère de nos ennemis. Décidez-vous à assurer, en échange d'une phraséologie que personne ne prend plus au sérieux, votre situation de grande puissance. Personne ne vous aidera à vaincre l'Empire d'Allemagne. Et nos actions et nos obligations rapporteront à vos capitaux plus d'intérêts que les rentes sur les États orientaux, de climat chaud ou froid, à qui vous devez prêter de l'argent pour toucher les intérêts de vos coupons échus. Dans tous les domaines de la réalité saisissable et monnayable, votre intérêt vous appelle et vous ne perdrez que le spectacle d'un rêve.» Voilà comment un homme d'Etat allemand

devrait aujourd'hui parler à la France. Les temps sont mûrs. Moinier avance sur Fez ; l'occasion est favorable. La nouvelle d'une alliance franco-allemande pénétrerait rapidement au fond du dernier village de la Kabylie et arracherait au plus téméraire des caïds l'orgueilleuse illusion de la résistance.

« La politique internationale, dit Bismarck, est un élément fluide qui, dans certaines circonstances, prend corps, mais qui, sous les changements de l'atmosphère, revient à son état d'inconsistance première. » Ce qui était faux hier peut être exact aujourd'hui et s'évanouir demain comme un enchantement perdu sans retour. Seule est éternellement fausse la politique qui ne terrifie pas l'adversaire et que ses amis eux-mêmes qualifient d'*unfair*. Il faut que la bataille soit gagnée pour que les violations du droit et des engagements pris obtiennent grâce et pardon.

Zukunft, 20 mai 1911.

III. — *La réconciliation franco-allemande.*

Qu'est-ce qui nous est nécessaire, indispensable, après vingt ans de lamentables efforts désordonnés et confus ? La reconnaissance du droit né avec l'Empire (non d'un droit sorti des œufs vides de traités sans coquille) et le choix toujours libre de l'heure à laquelle nous voulons et devons combattre pour ce droit. Nous n'avons pas le droit de nous cramponner au joli buste enfantin de la paix. Les adversaires, sur le corps meurtri desquels nous nous sommes élevés, vivent encore ; ils ont repris des forces et ils ont trouvé des auxiliaires vigoureux. Allemagne, regarde devant toi et non derrière toi ! Depuis

que la France a appris, dans la première année des affaires marocaines, qu'on avait détourné du budget de son armée un quart de milliard qui eût été nécessaire pour assurer une mobilisation rapide, des fortifications solides, l'habillement et la nourriture des troupes, depuis que, dans la même année 1905, elle a dû subir, d'après le jugement de Clemenceau et de Tardieu, « la plus profonde humiliation » de son existence, elle n'a plus confiance dans la force défensive de la République jacobine et elle ne veut pas tenter la grande épreuve sans s'être assuré du secours. Mais elle veut, les jeunes avec plus de violence encore que les vétérans de la guerre, la revanche de Sedan. La République n'a encore poussé que de minces racines dans le sentiment populaire et nous ne mettons que trop de zèle à les arracher de la glèbe. Humilier encore sans affaiblir ! Et un cri passe comme un hurlement à travers le pays de Louis et de Bonaparte : « Seul un roi, un empereur, un dictateur peut nous sauver ! » Nous voulons, nous devons choisir l'heure qui nous sera favorable pour régler notre compte, parce que ce n'est pas à nous que la France veut s'unir, mais à tous nos ennemis, et parce qu'elle a perdu la foi dans notre volonté de ne pas supporter plus longtemps le fardeau de cette situation. Ceux qui l'inquiètent, l'irritent sans lui tirer des flots de sang, ne font qu'augmenter pour nous le danger. Comme les puissances occidentales restreignent notre droit à la vie, il faut que nous nous attachions l'une d'elles ou que nous nous en débarrassions par la violence. Chassez les chercheurs de poux ! Que chacun dans sa sphère prenne soin que l'Allemagne ne se mette jamais en mouvement sans avoir un grand but digne d'elle, et qu'alors aucune menace, aucun artifice de marchandage ne lui fasse abandonner l'épaisseur d'un ongle de ses prétentions.

Zukunft, 12 août 1911.

Il faut que la France se persuade à nouveau que l'Allemagne ne retardera pas la guerre d'une demi-journée quand son honneur ou son intérêt l'exigeront. Ce n'est qu'alors que nous serons sûrs de notre avenir. L'opinion publique change, disait le *Temps* du 9 août. La politique de la paix à tout prix ne lui convient plus. Mais elle lui conviendra vite dès qu'elle remarquera que ce n'est pas la politique du voisin et que ce voisin a encore cette sorte de volonté qu'il avait dans sa jeunesse et qui annonce la force. Nous pouvons offrir aux Français plus que toute autre puissance : la garantie d'un grand empire africain, la possibilité de réduire les dépenses pour l'armée et de consacrer les excédents à la flotte, un placement plus sûr et plus rémunérateur de ses capitaux que les rentes sur les États de l'Europe orientale, des organisateurs d'industrie et des agents de commerce. Par contre nous pouvons lui prendre aussi beaucoup, des biens dont la perte serait pour elle irréparable, non seulement vingt milliards, mais aussi de vieilles provinces carolingiennes et bourguignonnes, des colonies fertiles et la liberté des mouvements dans cette Méditerranée qu'un Gibraltar allemand près de Toulon transformerait pour elle en une geôle. Il faut l'obliger à choisir, et jusqu'à ce qu'elle ait choisi il ne faut rien faire qui puisse paraître chez nous une faiblesse, rien qui augmente sa méfiance et l'humilie inutilement.

Qui a parlé le premier de conquêtes morales ? Guillaume, prince-régent de Prusse, qui, entraîné malgré lui dans trois guerres, et surmontant sa timidité, a persévéré courageusement dans toutes les trois et est devenu empereur d'Allemagne dans sa vieillesse. Son petit-fils est-il diminué par la supposition qu'il a une aussi profonde horreur de la guerre et de ses atrocités que son grand-oncle et son grand-père ? Ce ne sont pas des Alle-

mands qui le font croire, mais des étrangers à qui Guillaume a souvent exprimé son amour de la paix ; ce ne sont pas des gens qui voulaient le diffamer, mais des admirateurs (Jules Simon, le prince de Monaco, Waldeck-Rousseau, Lecomte, Etienne, Menier, Huret) ; ce ne sont pas des ennemis, mais des proches parents et des familiers (son père et son oncle, le comte Seckendorff). Guillaume a pu penser qu'une guerre n'était pas nécessaire ou qu'elle ne l'était pas encore, parce que chaque nouvelle année de paix augmentait la puissance de l'Empire et que l'hégémonie allemande en Europe n'était pas moins assurée sans verser une goutte de sang. A ceci on pourrait répondre : que l'arme la plus noble se rouille à passer longtemps des revues et des parades, que le mouvement démocratique, devenu entre temps irrésistible, paralyse la vigueur d'attaque ; que la volonté de sacrifier son sang et son argent s'affaiblit fatalement dans les masses ; que toute ascension à une plus haute « culture » cérébrale entrave l'énergie barbare des hommes de guerre et les encombre de scrupules qui leur enlèvent le joyeux courage de s'emplir les poumons d'une inspiration profonde et font pâlir sur leurs joues le teint des robustes décisions ; enfin que les conjonctures favorables que nous lisons dans les astres aujourd'hui (l'impuissance de la Russie, le gâchis social et l'inquiétant problème de l'alimentation en Angleterre) ne se retrouveront pas de sitôt. Voilà ce qu'il faudrait répondre dans des jours calmes. Aujourd'hui, ceux qui ont la tâche d'avertir la nation n'avaient qu'à montrer que les ennemis de l'Allemagne mettent leur espoir dans le Kaiser, qu'ils regardent comme l'homme plein de mansuétude qui veut conserver la paix à tout prix. Voilà ce qu'on peut démontrer, voilà ce qu'on a démontré. Ces jours derniers, Drumont a comparé le Kaiser au prince Hamlet : « L'insaisissable horreur qui l'etireint devant toute action, prouve qu'il

n'était pas né pour l'action ; il dispose d'une grande force matérielle et il ne sait pas ce qu'il en doit faire. » Et le général Bonnal : « Le chef de l'armée allemande doute lui-même qu'il soit à la hauteur de sa tâche. J'ai souvent assisté aux grandes manœuvres en Allemagne ; quand l'Empereur avait imposé un thème et conduit lui-même les opérations, il en résultait toujours un bafouillage vraiment impérial. C'est de ce sentiment que lui viennent sans aucun doute ses dispositions pacifiques, et les ambitions d'aucun chancelier n'y changeront rien. » Ces lignes ne laissent-elles pas percer un danger plus grave qu'un article de grossier chauvinisme ?

Chaque jour qui passe enserre plus étroitement les hommes politiques dans l'obligation d'extraire de la somme des possibilités le total des nécessités. Ni nécessaire, ni utile n'est l'essai peu généreux tenté par le chancelier de mettre sur le dos de l'Empereur la complicité d'une mauvaise affaire et de hurler à travers le monde : « Il n'a jamais cessé, à aucune minute, d'être d'accord avec nous. » Personne ne le croit au dehors, et comme personne ne le croit, cela ne nous avance pas d'une semelle. Le peuple et l'Empereur peuvent se rencontrer dans la résolution de mettre fin à des pourparlers qui menacent de devenir une sinistre farce. Qu'à la rupture succède un entretien ou une conférence limitée au Maroc, et nous gagnerions du temps. Nous nous guéririons de cette erreur fondamentale que des succès, qui ne peuvent être assurés que par la guerre ou la préparation à la guerre, peuvent s'obtenir par des hypocrisies diplomatiques ou journalistiques ; nous reprendrions l'habitude d'une attitude virile et nous apprendrions (et enseignerrions) que la paix ne convient qu'aux repus et aux bourgeois en pantoufles. Un peuple qui, sans coup férir, rien qu'en donnant le spectacle d'une volonté inflexible, décidée à donner la preuve la plus écrasante de sa force,

pourrait presque tout obtenir, se laisse transformer en enclume par ceux qui devraient trembler devant lui. Et hier il pouvait, il pourra demain devenir le marteau du monde. Ce qu'il faut ? C'est enfin enfoncer dans la cervelle des peuples la certitude que l'Allemagne, à l'avenir, ne souffrira plus aucune avanie, que, seule contre des alliés, et si sombre que soit le ciel, elle luttera pleine de joyeuse confiance pour son honneur, son droit à la vie et ses enfants.

Zukunft, 19 août 1911.

IV. — *Sur le discours du général Pau au Sénat et la loi de trois ans.*

Aujourd'hui, les trois couleurs de la République flottent sur l'Indo-Chine, le Congo, la Sénégambie, le Dahomey, la côte des Somalis, le Maroc, l'Algérie, la Tunisie, la Guadeloupe, la Guyane, la Nouvelle-Calédonie, Madagascar, La Réunion; elle est forte. Et son irritation contre nous ne lui fait pas négliger ses intérêts; comme le prouvent les statistiques, l'importation des marchandises allemandes, malgré la propagande dirigée contre elles, n'a fait que croître cette année. L'animosité s'exprime en grossières railleries contre tout ce qui est allemand (*Le professeur Knatschke* et autres gribouillages) et dans une façon hautaine de refuser toute relation avec nous. Les Français en usent avec les Allemands comme Shylock avec le marchand chrétien : « *I will talk and walk with you, but I will not eat, drink nor pray with you* (1). » Des montagnes et des plages de pays neutres, de villes d'eaux suisses ou

(1) En anglais dans le texte. (Je veux bien causer et me promener avec vous, mais je ne veux ni manger, ni boire, ni prier avec vous.)

belges, nous parvient même la nouvelle que les Français évitent le voisinage des Allemands et souvent regimberent contre la nécessité de respirer avec eux le même air. En toute honnêteté, il faut avouer à nous-mêmes et à nos voisins que nous ne sommes pas absolument innocents de cette aigreur. Quiconque humilie un homme fier et habitué à recevoir, sans l'affaiblir en même temps (Agadir), quiconque lui extorque en pleine paix un lambeau de territoire (traité du Congo), essaye de s'immiscer dans ses droits de souveraineté (renvoi de fonctionnaires, Jagow-Cambon) et tente, sans qu'on le lui demande, de le persuader, par la parole et par le livre, qu'il est en pleine décomposition, berné par ses alliés et ses amis, n'a pas le droit de s'étonner ni de fulminer, si l'autre, refroidi par de telles folies, se détourne de lui brutalement. Un égoïsme intelligent ne conseille-t-il pas aux deux pays d'oublier le passé? Tous les Français de vingt ans, qui vont faire trois ans de caserne, serrent les poings contre l'arbitraire allemand qui leur impose un si dur devoir. Le discours du général Pau peut leur montrer qu'ils se trompent et tendent leur colère contre une illusion. « L'Allemagne agit comme l'exige un vigoureux patriotisme », a dit le général. Et au fond, il doute peut-être lui-même, au point où en sont la civilisation et le développement économique de la France, de pouvoir faire passer intégralement le service de trois ans, dans un pays qui manque de pères de famille, de bras et de colons pour s'établir dans un domaine s'étendant sur quatre parties du monde. Et il frappe à la porte du souvenir, il rappelle que la politique et la stratégie sont étroitement liées et dépendent l'une de l'autre, et que renoncer à l'offensive stratégique fait un devoir de renoncer en même temps à l'offensive politique. L'Empire allemand compte près de vingt-six millions d'habitants de plus que la République française. Voilà une différence

que ne peuvent combler ni la résolution, à la longue intenable sous la domination de jacobins et de socialistes et vu la pénurie d'hommes, d'étendre la durée du service militaire, ni les espoirs fondés sur les Russes, Anglais, Espagnols. Slaves du Sud, Hellènes, noirs et créoles dressés à la française. C'est une planche de salut bien trop faible pour porter le destin d'un pays qui a derrière lui une telle Histoire. L'Allemagne pourrait demain, si c'était nécessaire, augmenter d'une façon considérable le chiffre de ses contingents. La France ne le pourrait pas. Et le Lorrain Poincaré lui-même ne se risquerait pas à proposer le service de quatre ans. La République ne peut, avec ses propres forces, reconquérir les provinces perdues, et dans le cas (invraisemblable) où des secours lui arriveraient de l'étranger, elle est de trop près exposée au premier déchaînement de la fureur allemande. Mais elle peut vivre tranquille et consacrer toutes ses forces à civiliser et exploiter son immense domaine colonial (mis à sac actuellement par des étrangers), pour peu qu'elle veuille enterrer, à côté d'une espérance morte, la joie d'un geste qui n'effraye plus et qui ne peut plus qu'agacer. Alors elle n'aurait plus besoin d'alliances (contre une attaque allemande, que, *rebus sic stantibus*, la folie seule pourrait déclencher, et contre laquelle la garderait d'ailleurs, même sans traité, l'intérêt vital des deux plus grands Empires du monde) et elle serait réellement aussi libre, aussi indépendante de la faveur russe et de la boutiquaille anglaise que le meilleur de ses fils pourrait le souhaiter. La conscience d'une telle possibilité, de ses avantages et du délai qui reste pour se l'assurer prendra racine dans les têtes françaises, si nous les laissons tranquilles. Et au printemps il en sortira cette vérité que le bonheur de la France dépend du renoncement à une grimace.

Zukunft, 16 août 1913.

V. — *Guillaume le Pacifique.*

La dépêche d'Ems avait donné à Bismarck la possibilité de rester au service de Guillaume. Trent-sept ans plus tard, l'Empire d'Allemagne se laisse débonnairement gifler par des Gœpp et des Bailloud (au casino du 26^e régiment d'infanterie à Nancy), des Picquart et des Clémenceau. Avec un Gouvernement qui exprime si clairement, sans s'inquiéter de son voisin, son désir de trouver une occasion de guerre, ce voisin, pour peu qu'il éprouve le besoin de se respecter lui-même, ne devrait pas entretenir de relations amicales. C'est pourtant ce que nous faisons. Nous n'exigeons ni explications, ni excuses. Car nous sommes des gens pacifiques et nous ne cherchons (c'est le chancelier qui l'a dit à un journaliste, sur la Riviera di Levante), ne désirons et ne voulons que la paix. Ce culte de la paix sert-il la cause de l'Empire? L'Europe regarde aujourd'hui avec étonnement tous les affronts qu'empoche la patrie de Bismarck. Elle la voit, au moment où l'on ose la menacer ouvertement d'une guerre de revanche, tolérer que son représentant siège à La Haye à côté de celui de la France. L'Allemagne est un pays avec lequel personne n'a de ménagements à garder. L'Italie elle-même peut se dispenser de lui éviter une menace. A l'Empire qui a reculé si souvent, qui a si bruyamment assuré de ses intentions pacifiques tous ceux qui l'approchent de près ou de loin, on attribue de tous côtés une pieuse indulgence, mais on célèbre son Empereur dans toutes les langues. Il ne cherche pas de conquête, c'est un sage et un pacifique. Édouard : « Guillaume n'ordonnera jamais la mobilisation de son armée. » Clémenceau : « Guillaume est un pacifiste. » M. Jules

Huret raconte, dans le *Figaro*, avoir entendu dire à Potsdam que la vraie nature de l'Empereur est une timidité excessive, et qu'il désire vivre dans l'histoire sous le nom de Guillaume le Pacifique. Ceux qui le prennent pour un soldat avide de gloire ne l'ont jamais compris.

Qui fait les frais de ces discours? L'Empire. Il y a sept ans, les ennemis de l'Allemagne craignaient le retour de l'Empereur, aujourd'hui ils l'appellent de tous leurs vœux. Guillaume, lisait-on dans les plus grands journaux de Paris, est notre ami, il ne veut pas de dispute, de conflit avec la France. Il a dit, même devant les Français, qu'il avait assez de l'affaire marocaine, et il a défendu à ses compagnons de voyage d'en parler devant lui. Pourquoi remettent-ils toujours leurs misérables intrigues à l'époque de ses voyages en mer? Parce qu'ils savent que l'Empereur ne veut pas d'histoires; qu'il écarte volontiers les questions désagréables et que, pour parler comme chuchotent ses gens, il a besoin de soleil. C'est pourquoi l'affaire de la Bosnie, comme celle du Maroc aujourd'hui, ont dû être traitées pendant les mois les plus chauds de l'été. S'il avait voulu soutenir le *bluff* de M. de Kiderlen, il serait resté chez lui. Il ne se serait pas exposé au danger d'apprendre dans les fjords de la Norvège la nouvelle d'une attaque franco-anglaise. Il est parti en voyage pour montrer au monde que toute l'affaire lui semblait de peu d'importance, et à son retour il aura bientôt fait de rétablir le calme. Qu'il nous refuse son consentement et formule des exigences, voilà qui est inconcevable. Dans le *Temps*, Tardieu se plaint que la volonté résolument pacifique de l'Empereur n'ait pas encore réussi à s'imposer à l'humeur querelleuse de la Wilhelmstrasse, et qu'au bout de vingt-trois ans de règne on ne puisse encore goûter un vrai sentiment de quiétude. Dans le *Matin* on raconte que Guillaume voit d'un mauvais œil la politique d'Agadir. Dans l'*Opinion*, jour-

nal hebdomadaire, par ailleurs sérieux et prudemment dirigé, on représente Guillaume sous les traits d'un dompteur de bêtes féroces qui, sur les planches d'un music-hall, fait d'abord claquer bruyamment son fouet, mais laisse tomber le rideau dès que la troupe franco-britannique entre en scène. « A l'Opéra, s'écrie-t-il, j'ai plus de succès! » et M. Leoncavallo lui demande s'il ne faut pas remettre *Paillasse* au répertoire. Voilà où nous en sommes. Si M. Jules Cambon a honoré de rapports détaillés son ministre de Selves, le neveu de Freycinet, celui que sa complète insuffisance a fait passer de la préfecture de la Seine au ministère des Affaires étrangères (et qui saurait tout au plus montrer la Seine à un ennemi de la France), il aura plus d'une fois fait allusion aux espoirs fondés sur l'Empereur.

... Il aurait mieux valu que l'Empereur eût manifesté plus tôt sa volonté, qu'il eût dit dans la note au sujet du *Panther* : « Ce vaisseau de guerre doit protéger les Allemands en péril et leurs biens, et non pas assurer une prompte réalisation à notre désir de faciliter une entente coloniale franco-allemande ». Alors on aurait épargné à l'Empire une nouvelle avanie et à l'Empereur des éloges qui doivent lui répugner. Maintenant il est trop tard. Le chef qui a commandé de lancer le drapeau de la patrie par-dessus le mur d'une forteresse ennemie n'a plus la liberté du choix. Il doit garder le drapeau de toute injure et de toute profanation. Il faut qu'il aille le reprendre. S'il ne le fait pas, il arrachera lui-même dans l'armée et dans le peuple les racines de la confiance qui attache la nation à sa personne. Si Guillaume a reconnu ce danger, le plus grave qu'il ait couru depuis qu'il règne, il agira comme il doit agir. Lui montrer ce danger, ce serait le devoir d'un chancelier vraiment à la hauteur de son rôle, et voici ce qu'il devrait dire :

« Nous ne pouvons qu'être reconnaissants à Votre Majesté et la louer de se tenir tranquille, mais n'est-il pas à craindre que cette retenue n'entraîne un malentendu dangereux? Mon intention de rattraper le temps perdu, de commencer, sans hésiter plus longtemps, l'explication inévitable que nous devons avoir avec les Français et de procurer à notre population croissante de la place sur des terres habitables, a été approuvée par Votre Majesté. Le chef suprême de l'armée et de la marine a ordonné d'envoyer un navire de guerre à Agadir, cela ne devait, ne pouvait avoir qu'un sens : L'Allemagne est fermement résolue à obtenir par le glaive les droits qui lui sont contestés par la plume. C'est ainsi qu'on entend les choses partout autour de nous; nulle part on ne pense autrement. Si nous donnons maintenant à cet engagement, dont il était facile de prévoir les conséquences, une interprétation pacifique, la dernière lueur de l'antique respect que le monde a pour nous, disparaîtra, et nous ne devrons plus nous étonner, à l'avenir, des suppositions les plus audacieuses qu'on pourra faire sur notre compte. Je ne reculerai jamais devant la responsabilité d'un acte ou d'une omission utiles à l'Empire, si forts que soient les hurlements de l'aveugle fureur populaire. Mais tout recul maintenant causerait un dommage immense à l'Empire, et aucun sentiment de fidélité souveraine ne pourrait me contraindre à le couvrir de ma responsabilité. Ne préférez-vous pas la réputation des exaltés et des matamores à celle de ces petits hommes timorés que la seule pensée du jeu de dés sanglant fait flageoler sous leur cuirasse de fer? Poser cette question, c'est déjà vous faire injure. Si je me suis permis de la poser, c'est que je suis certain de la réponse. C'est que je sais que mon Empereur et Roi ne peut manquer de courage dans une cause portée devant un tribunal d'honneur international. Si nous avons un Empereur si peu

belliqueux que la première tentative faite pour l'humilier ne lui mit pas la main à l'épée, le peuple allemand saurait, même en des jours d'orage, forger lui-même son destin. Et le plus chaud partisan de la monarchie ne pourrait que se réjouir d'une telle résolution.

Zukunft, 5 août 1911.

VI. — *L'Allemagne, la France, l'Angleterre
et le Maroc.*

Nous ne pouvons, à aucun prix, trafiquer de l'indépendance du Sultan garantie par le Kaiser, ni d'un traité déclaré dix fois sacré, tant que nous éprouverons le besoin de nous respecter nous-mêmes et de conquérir des *honneurs* internationaux. Mais nous devons dire aux Français : « Vous voulez atteindre votre but plus vite que vous ne le supposiez en 1909. Bien. Demain, vous pouvez avoir le Maroc et la certitude de vous constituer un grand empire nord-africain. Mais nous aussi, nous nous sentons trop à l'étroit chez nous ; nous sommes plus resserrés que vous. Vous avez le Maroc, l'Angleterre l'Égypte avec le Soudan et le Sud de la Perse, l'Autriche deux grandes provinces balkaniques. Et nous ? Nous aussi nous voulons quelque chose. Vous devez au moins nous montrer de la bonne volonté, nous aider, même au prix de quelques sacrifices, à atteindre notre but, si vous désirez que nous vous aplanissions le chemin par où vous pourrez atteindre le vôtre au galop.

Que devons-nous exiger ? Des lambeaux de terres tropicales d'une valeur future mal définie ? Non. Un port marocain, qui, comme le dit l'amiral John Fisher ironiquement, fournirait à la flotte britannique l'occasion

souhaitée de remporter une rapide victoire d'artillerie sur une possession allemande ? Non. Fernando-Po non plus, par conséquent, en dépit de M. Jesko de Puttkammer. Je ne vois plus qu'une seule possibilité de nous tirer de l'impasse sans trop perdre de notre prestige et sans guerre (guerre qui ne commencerait plus en septembre dans les conditions où elle aurait commencé en juillet). Le pis qui nous soit arrivé, c'est l'imputation d'*impudence internationale* qui nous a été jetée à la face par des ministres anglais et qu'a supportée jusqu'ici sans un seul mot de protestation un chancelier de l'Empire allemand, l'intendant d'un pays qui paye un tribut militaire annuel de douze cent cinquante millions. Voilà une injure qu'il faut laver. Les traités du 8 avril 1904 et du 9 février 1909 sont périmés. Un nouveau traité africain devra attribuer l'Égypte à la zone d'intérêts anglais, le Maroc à la zone française, l'Abyssinie à la zone allemande et accorder aux trois grandes puissances, dans les trois Empires des peaux noires, des droits économiques égaux. Alors les Allemands qui ont le souci de leur fierté pourraient aussi être contents.

Zukunft, 26 août 1911.

VII. — *L'Allemagne, l'Italie et les Balkans*
(à propos de la campagne de Libye).

Notre alliée (l'Italie) attaque notre ami (le Turc) et lui arrache gaillardement une province. Cette alliée, dans toutes les circonstances où nous avons été embarrassés ces dernières années, nous a plantés là et s'est faufilée dans le camp de l'ennemi. Qu'attend encore Son Excellence le Chancelier ? Nous n'avons aucun avantage à tirer de

l'Italie. L'alliance n'est pour nous d'aucune utilité, c'est même un poids mort. En Turquie, nous avons de grands intérêts, en Asie mineure des chances d'avenir pour lesquelles nous avons fait tous les sacrifices possibles. Et s'il est inévitable que nous réglions notre compte avec l'Angleterre, nous devons souhaiter que la lutte se déroule non sur l'océan, où le hasard seul peut aider le plus faible, mais en Égypte. Pour cela nous avons besoin des Turcs. On nous l'a déjà insinué cent fois. Il faut donc que dès aujourd'hui nous nous en fassions des obligés pour longtemps. Et nous le pouvons. Nous pouvons encore, par surcroît, représenter l'ensemble des principaux intérêts européens et réséquer une adhérence qui nous entrave à chaque pas. Mais un peu vite ! Autrement, au mois d'octobre, nous nous trouverions une fois de plus tout seuls dans le pétrin...

Décidément non, je n'en suis pas ! Pour les Italiens, à part Caruso et les gondoliers, il me reste peu d'affection : pour ces messieurs du Harem, encore moins. Ces mamours avec eux ne m'ont jamais plu. Il ne faut pas qu'ils redeviennent forts. Prussiens et pachas, cela ne rime pas. Je ne veux pas nier que la témérité (ou, comme dit l'autre, l'effronterie) de l'entreprise (la campagne de Libye) ne m'impose. Voilà un pays deux fois plus grand que l'Empire d'Allemagne conquis en un tour de main, courageusement et sans façon. Ce petit Victor Emmanuel n'est pas en carton et l'enthousiasme populaire pour la guerre nationale (et chrétienne aussi, s'il vous plaît) est un vrai délice pour une nation qui avait peine à supporter encore l'éternel roucoulement des colombes pacifistes. Nous avons gaspillé treize semaines en bavardages stériles (ce n'est que maintenant que doit venir la fameuse compensation) et au bout de huit jours l'Italie a planté son drapeau où elle le voulait. Cela me surpasse ! En Russie on tire des coups de revolver au théâtre ; à Vienne, parce

que c'est plus commode, on les tire au Reichsrath sur les ministres. En Amérique, le Gouvernement est obligé de se colleter avec des voleurs de millions et des Canadiens sans vergogne. En France les plus forts bateaux cuirassés volent en l'air avec leur équipage et les plus précieux tableaux disparaissent en plein jour des musées de l'Etat. Chez nous, tout est en ordre (pour le cas de guerre, veux-je dire). Et c'est nous qui restons à l'arrière-plan et qui avons l'air de faire les chiens couchants!

Zukunft, 14 octobre 1911.

VIII. — *L'Allemagne et l'Angleterre. — L'Autriche, l'Italie et les Balkans.*

M. de Bethmann s'étonne encore que l'Angleterre voie d'un œil plus favorable les Français occuper le Maroc que les Allemands essayer d'y obtenir quelques points d'appui. (Pour s'acquérir un proche complice, Édouard, en dépit de tous les avertissements — depuis Nelson jusqu'à Drumond Hay, — a, en avril 1904, jeté le Maroc en pâture à la République.) Il est toujours prisonnier de cette illusion « d'avoir traité avec la France seule. » (Il n'est pas une démarche, un seul mot que la France n'ait concertés avec l'Angleterre et elle n'a obtenu que ce qui ne paraissait pas dangereux à l'Angleterre. Et le 27 juillet, c'est Berlin qui a demandé la collaboration anglaise!) Notre ambassadeur devait demander si le Gouvernement de Sa Gracieuse Majesté prenait sous sa responsabilité le discours du chancelier de l'Échiquier et, au lieu de promettre dix fois d'un ton de dépit qu'aucun intérêt anglais n'aurait à souffrir, dire poliment : « Si la nécessité du développement de l'Allemagne l'exige, nous ne pouvons renoncer à pénétrer malgré nous dans le cercle de vos

intérêts, car il est devenu si vaste qu'une grande puissance en plein développement ne peut l'éviter partout et ne peut respecter en lui une limite fixée pour toute l'éternité. » Voilà un langage que l'Anglais comprend. Et qu'avons-nous fait maintenant? Quand on y pense bien, se dit le citoyen d'Albion, le discours du chancelier de l'Échiquier a obtenu ce qu'il devait obtenir : l'Allemagne a cédé.

C'est fait. Entre la France et l'Espagne, la Grande-Bretagne semble vouloir également jouer un rôle d'intermédiaire. Peut-être avons-nous déjà laissé passer l'occasion d'apaiser le souvenir d'Agadir et de dissocier le bloc des puissances occidentales en appuyant énergiquement les revendications françaises contre les prétentions espagnoles. Un homme fort, embrassant d'un coup d'œil toutes les possibilités, aurait dit aux Français : « Maintenant, en dépit du stupide traité secret de Delcassé, vous aurez le Maroc tout entier, y compris Tanger et la rive droite du Sébou. Contre les tentatives d'expansion espagnoles. Vous pouvez compter sur nous. »

L'Angleterre, chargée du souci que lui causent Suez et Gibraltar, se serait difficilement élevée à la hauteur exigée par une telle injonction. Maintenant, si les signes ne trompent pas, il est trop tard. L'échec de l'Allemagne ne peut ni ne doit être dissimulé ; mais il ne doit pas abattre le courage de la nation. Nous avons perdu une bataille provoquée par notre brouillonne activité de feux follets. La bulle de savon fallacieuse, dont les chatoyants reflets devaient persuader aux Allemands que certaines « communications confidentielles » avaient changé la façon de voir des partis et même du peuple, a éclaté en répandant une douce puanteur. L'Allemagne a montré qu'elle veut sans crainte une politique calme, large et forte et qu'elle ne souffrira ni nouveaux bluffs ni les niaises gesticulations de gandins à bout de souffle. Et le

chancelier, montrant pour la première fois qu'il était capable d'apprendre, a parlé le 5 décembre, comme il n'avait pas encore osé le faire le 9 novembre. Passons. Le traité russo-allemand sur la Perse peut être encore plus rapidement effacé par les événements que l'accord franco-allemand de février au sujet du Maroc. Et du côté de l'Adriatique s'amoncellent des nuages dont les déluges torrentiels pourraient laver aussi nos champs germaniques de tous leurs gravats et de toutes leurs boues. Pourquoi le baron Franz Conrad von Hotzendorf n'est-il plus chef de l'état-major austro-hongrois? Serait-ce parce qu'il aurait un adversaire madré dans la maison de l'Empereur, comme son prédécesseur Hess en avait un avant la guerre de Crimée dans la personne de l'adjudant-général comte Grünne? Non. C'est parce qu'il ne croit pas qu'un empire gouverné par la volonté fatiguée d'un octogénaire soit obligé en toutes circonstances d'éviter la guerre. L'Italie est l'alliée et la prochaine ennemie de l'Autriche. L'armée russe n'est pas encore remise de ses blessures; les Turcs et les Italiens sont engagés dans un conflit sanglant. Voilà des cieux, où les Autrichiens peuvent aller chercher d'anciens et de nouveaux droits (1). Ils peuvent s'assurer la suprématie dans l'Adriatique, dont les gens de Rome convoitent la côte orientale; ouvrir le chemin de Salonique et courir avec leurs vaisseaux, par les grandes routes de la mer Égée, vers les marchés de l'Orient. Malheur à nous, pensent l'héritier du trône et le chef de l'état-major, si nous ne profitons pas de l'heure! Qu'un tel plan puisse voir le jour, c'est ce que

(1) Allusion à un passage de *Guillaume Tell*, de Schiller, acte II, sc. 2 : « Quand le fardeau devient intolérable, l'opprimé étend sa main, d'un courage tranquille, jusqu'aux cieux, et y va chercher ses droits éternels qui y sont suspendus, inaliénables et infrançhissables comme les étoiles. »

craignait l'Italie et voilà pourquoi elle n'a dégarni de troupes que ses provinces du Midi, mais non pas le Tyrol, ni la Vénétie. Conrad demande de faire avancer rapidement quelques régiments solides. Aehrenthal et Schoenaich, le ministre de la Guerre, s'opposent à un déplacement de troupes qui ne manquerait pas de surprendre et qui enlèverait le dernier obstacle aux ambitions italiennes qui rêvent d'un nouvel Empire romain. François-Ferdinand impose encore une fois sa volonté. Le ministre de la Guerre s'en va. Des régiments de Bohême avancent à la frontière. L'Italie menace de sortir de la Triple-Alliance si ses amis augmentent ses difficultés dans la guerre contre les Turcs. Soit. Dans ce cas on n'aura pas besoin de la chasser. Mais Aehrenthal rassemble ses forces pour tenter une dernière défense. François-Joseph vit encore; à ses heures lucides, sa volonté est encore forte. Et ce corps de vieillard se raidit contre des décisions, dont la conséquence fatale serait la mobilisation. « Le marquis de San Giuliano m'a garanti la paix; le ciel s'éclaircit de jour en jour au-dessus de la frontière et le nom de Votre Majesté n'a pas besoin de figurer au-dessous d'une nouvelle déclaration de guerre. » Cette fois le ministre triomphe. Conrad von Hœtzendorf rappelle en vain les inutiles avertissements de Radetzky, et reçoit sa nomination d'inspecteur de l'armée. « Que le neveu (que son oncle ne peut renvoyer) mange sa soupe tranquillement. » Une nouvelle aurore se lève. Le nouveau soleil qui monte peut voir un empire des Habsbourg, trois fois couronné, s'avancer par-dessus le tombeau de ses espérances allemandes vers l'éclat d'une puissance orientale où l'appelle son devoir. Et le but le plus haut que se puissent fixer des yeux qui jugent les choses avec calme serait accessible aux forces réunies des deux plus puissantes armées du monde.

Zukunft, 9 décembre 1911.

IX. — *Germanisme et slavisme dans les Balkans.*

Après l'armistice conclu à Andrinople entre les Russes et les Turcs, le problème balkanique fut agité au Reichstag, le 19 février 1878.

... « Eu cas de guerre, déclara le chancelier, la question sera toujours de savoir si la clef des Dardanelles appartient à une nation alliée ou vassale de la Russie, ou bien à une puissance ennemie de la Russie. »

... Bismarck n'envisageait pas la possibilité d'une entente anglo-russe ; c'est seulement après sa disgrâce qu'il apprit à craindre, dans une telle éventualité, l'inévitable résultat de la politique de feu follet pratiquée par l'Allemagne.

... « Dans la querelle des Balkans, allégua Windhorst, se pose la question formidable entre toutes et qui réglera tout l'avenir : celle de savoir si ce sera l'élément germanique ou l'élément slave qui dominera le monde. Et c'est l'intérêt germanique qui s'exprime dans celui de l'Autriche »... Cette phrase, dont la vérité profonde est devenue plus évidente depuis que l'Angleterre s'est décidée à conclure un pacte avec le slavisme, devrait être présente à la mémoire de tous les Allemands, dès qu'ils s'occupent de politique. Ils devraient y songer, au lieu d'envisager avec joie la perspective d'une paix qui va au-devant des désirs... de la Russie et des nations occidentales, au lieu de porter au pinacle ces hommes vils qui se barricadent derrière un mot d'ordre, qui n'est qu'un pis aller — : « Sa Majesté nous a ordonné de faire tout ce qu'il est humainement possible d'entreprendre pour le maintien de la paix, et nos efforts dans ce sens (tant appréciés à Londres, comme l'on sait !) ont été couronnés d'un plein succès »... Pour le maintien d'une paix

telle que l'Angleterre n'en pouvait rêver de plus utile et la Russie de plus avantageuse...

Zukunft, 4 janvier, 1913, p. 3-4.

X. — *La Bosnie-Herzégovine, clé de l'Orient. — Complicité de l'Allemagne.*

... Plus lentement que d'aucuns ne l'avaient espéré, mais toutefois plus vite que beaucoup ne l'avaient craint, se réduit le groupe de ceux qui, au seuil de l'année 1913, paraissaient vouloir exiger de l'Autriche-Hongrie qu'elle se purifiât dans l'eau lustrale : en expiation bien ostensible des *mécontentements* que lui ont valus cinq années de besogne balkanique ; les brouillards se dissipent, les cris séditieux s'apaisent ; et quand, la quatrième semaine de cette nouvelle année, luira l'aube de la première fête commémorative (1), il est peu probable que de quelque point que ce soit, un nombre important de gens sérieux exige que sur le Ballhausplatz, comme jadis sur le Champ de Mars des anciens Romains, on abatte un taureau, une brebis et un porc et qu'avec le sang de ces victimes on fasse fondre et disparaître du corps de l'État la croûte de péchés formée au cours de soixante lunes. Déjà des Anglais peuvent rappeler bien haut les paroles prononcées par Salisbury au Congrès de Berlin, et qui disaient, à l'éloge du Gouvernement de Vienne, que celui-ci n'avait jamais essayé de se mettre en travers des intérêts d'une autre puissance. Déjà des voix, sans doute encore timides, suggèrent que dans les pays ouverts à l'influence autrichienne, il y a pas eu à signaler, depuis 1908, de perturbation dans les affaires. La raison recommence à parler.

(1) De l'annexion de la Bosnie-Herzégovine.

La première journée commémorative ne tombe pas en automne, comme le croirait volontiers une mémoire superficielle qui ne se souviendrait que de la proclamation de l'annexion, mais bien le 27 janvier. Le baron d'Aehrenthal parlera au Comité de la Délégation hongroise. Soupçonne-t-il que l'aspiration séculaire à former une Confédération balkanique, qui existait avant Etienne Douchan et ne s'est jamais démentie, même sous l'hégémonie turque, reparaît à la lumière sous une nouvelle forme? Les pays balkaniques s'orientent, dit-il, vers une ère très significative de leur développement; et comme l'Autriche-Hongrie, de par ses droits sur la Bosnie, est devenue, elle aussi, une puissance balkanique, il ne faut pas qu'elle manque de s'assurer tout le profit qui lui revient de ce développement. C'est ce que lui faciliteront une bonne entente avec la Russie, la renonciation à tout agrandissement territorial, la limitation de ses ambitions à une politique de chemins de fer autorisée par le traité de Berlin et contrôlable par tous. La construction de la voie ferrée Uvac-Mitrovitza, le raccordement des chemins de fer grecs avec les chemins de fer turcs créent la grande ligne Budapest-Serajevo-Athènes-Le Pirée, qui ouvre aux produits de l'Europe centrale la voie la plus courte vers l'Egypte et l'Inde. Le programme est simple; il s'appuie sur des droits acquis et des droits achetés, et le but qu'il se propose ne peut nullement porter ombrage aux esprits non prévenus. Il s'agit de river l'une à l'autre en une même pensée féconde les deux moitiés de la Monarchie, de faire sortir de leur cachot les mécontents qui voient d'un mauvais œil toute tentative d'expansion des autres grandes puissances, et de mener directement jusqu'à la mer Égée et à la Méditerranée, sur une ligne gardée par ses propres agents, les produits exportables de l'Autriche-Hongrie. Cependant une tempête de clameurs s'est élevée à l'est comme à l'ouest. « L'Autriche veut, a-t-on dit,

s'arroger le sandjak de Novi-Bazar, et s'établir à Salonique; elle a trompé la Russie, et se fait donner des pots-de-vin pour avoir fermé les yeux sur les massacres turcs en Macédoine, tout comme l'Allemagne s'est fait octroyer la concession du chemin de fer de Bagdad. » — Il passait pour certain que l'Allemagne était là-dessous; et il n'y avait qu'à remarquer la date où se révélait ce projet pour ne point douter que ce ne fût là un cadeau d'anniversaire pour le protecteur du Sultan à Berlin. « La poussée germanique vers l'Orient se rit effrontément de toutes les barrières qu'on lui oppose ». — La Serbie, qui est encore sous le coup des querelles de 1906 (Goluchowski-Pachtich) et qui voudrait passer à Vienne un traité de commerce avantageux, se tient assez tranquille; mais déjà elle émet d'une voix plus forte ses prétentions à la côte albanaise de l'Adriatique.

D'Aehrenthal a bien dit que, selon toute probabilité, cette nouvelle voie ouverte au trafic procurerait aux vilayets de Macédoine un travail rémunérateur qui mettrait un terme à leurs vieilles querelles. Cependant, de tous les pays slaves du sud, on entend monter cette plainte : « Celui qui obtient d'Abdul-Hamid le droit de tirer sur lui ne peut naturellement entreprendre aucune réforme efficace en faveur de la Macédoine. »

Deux jours après l'appel au travail lancé par d'Aehrenthal, le discours du trône du roi Edouard fait allusion à cette réforme de la Macédoine : « Les grandes puissances d'Europe, » y est-il dit, « aideront ce malheureux pays à remettre de l'ordre dans ses affaires. » — Toutes les grandes puissances : non plus seulement l'Autriche et la Russie.

Le 3 mars, Sir Edward Grey soumet son programme aux divers Gouvernements. Le 24, une note russe considère comme expiré le mandat spécial des deux Empires de l'est. Le 18 avril, M. Isvolski fait à la Douma un

discours acerbe où il qualifie le programme de Mürzsteg de « procès-verbal de renoncement » et où il souligne abondamment les avantages que peut retirer l'influence autrichienne dans les Balkans de la construction d'une telle voie ferrée.

Le 10 juin, Edouard rencontre le tsar à Revel. Les deux programmes de réformes, celui de Londres et celui de Saint-Petersbourg se fondent en un seul : le programme anglo-russe, qui prétend imposer à la Turquie une réforme complète de sa justice : justice que l'Islam ne peut accorder aux chrétiens sans compromettre son existence même, tout entière basée sur la foi en la supériorité innée du Musulman. Le 24 juillet éclate la révolution turque au sein du 3^e corps d'armée en garnison en Macédoine...

Pour un court espace de six mois, voilà qui est suffisant. En janvier, on avoue le projet d'entreprendre une froide politique commerciale et on mentionne tranquillement ce fait que, depuis 1878, l'Autriche doit être rangée parmi les puissances balkaniques. En juillet, c'est la victoire des Jeunes-Turcs et l'agitation dans tous les pays slaves du Sud.

Quatre ans après le Congrès de Berlin, Pierre Schouvalow a écrit : « *Je suis convaincu que l'attribution de la Bosnie-Herzégovine constituera un jour une menace pour la paix européenne. C'est de là que viendra l'étincelle qui mettra le feu aux poudres, et c'est à la lueur de cet incendie qu'il faudra trouver la solution du problème slave.* » — Faut-il donc que ce qui passait alors pour la ridicule manie d'un vieil hypochondriaque se révèle aujourd'hui avoir été le pressentiment d'une réalité future?

Lorsque Andrassy rentra du Congrès, il dit, en présence même de l'Empereur et roi : « J'apporte la clef qui nous ouvrira la porte de l'Orient. » — Il ne faut pas que

son successeur laisse se rouiller cette clé, ou surtout qu'il se la laisse arracher des mains. Il ne faut pas qu'il laisse aux agitateurs serbes, qui considèrent la Bosnie-Herzégovine comme leur Alsace-Lorraine, le loisir de menacer encore davantage la tranquillité des pays occupés, ou de recevoir de Constantinople l'invitation d'envoyer des délégués au Parlement turc. — « Par un travail ininterrompu de trente années, notre Administration a accompli dans les deux provinces toutes les tâches qui lui incombait. Dans ce nid d'orages toujours si dangereux pour la paix, elle a assuré l'ordre et le calme, elle a sensiblement relevé le niveau intellectuel et économique de la population et formé toute une génération aux idées modernes. Le moment est maintenant venu de tirer les conséquences des résultats obtenus par nos efforts, d'établir des institutions constitutionnelles répondant aux besoins des citoyens qui auraient ainsi la possibilité de collaborer à l'œuvre administrative. » — Ces paroles du baron d'Aehrenthal témoignent aujourd'hui encore du sentiment du devoir qui animait tous ses actes. Il faut que par tous les moyens la Monarchie protège sa frontière sud-est contre le danger d'un irrédentisme slave, et elle ne peut pas parquer ceux qui sont confiés à sa garde dans une enceinte de droits civils plus étroite que celle de la Turquie, où la Charte constitutionnelle de Midhat (1876) a été remise en vigueur, accordée même aux chrétiens. Un parlement turc et la Bosnie dépourvue de représentation nationale ? Il faut que tous les doutes se dissipent. 15 septembre : entretiens d'Aehrenthal avec le ministre Iswolski, au château du comte Berchtold. 4 octobre : proclamation de l'annexion.

Cette fois, les hurlements de tempête sont plus stridents encore que durant l'hiver. Brouhaha universel, panique en bourse, malédictions, décrets de boycottage,

cris de guerre. Ceci, bien que la Turquie n'eût qu'à inscrire à l'article des pertes ce qu'elle ne possédait plus depuis longtemps, bien que la renonciation de l'Autriche lui fit retrouver dans le Sandjak ce qu'elle croyait perdu, bien que, dès le 7 octobre, Isvolski eût fait déclarer dans le *Temps* que « les discussions au sujet de la Bosnie ne donneraient certainement pas lieu à une guerre. » Malgré cela, l'Angleterre exige un nouveau Congrès d'Orient et la Serbie réclame à cor et à cri des compensations, avouant officiellement par là qu'elle voyait bien dans ces pays annexés son Alsace-Lorraine et qu'elle visait à se les octroyer dès la première occasion favorable. Tandis que ces vœux respectifs vont à l'encontre l'un de l'autre, il est visible toutefois que leurs objectifs sont séparés par une distance encore plus grande que celle de Belgrade à Durazzo. — Le prince Georges et M. Pachitch, le chef du parti des Vieux-Radicaux, ont exprimé leurs doléances à leur souverain protecteur des bords de la Néva. Milovanovitch, le Ministre des Affaires étrangères, est délégué sur les bords de la Tamise en qualité de quémandeur. Au *Foreign Office*, il exhale sa douleur dans cette plainte : « L'annexion ensevelit toutes nos espérances ! » — Et des lèvres doucement souriantes du sous-secrétaire d'État, Sir Charles Hardinge, coule cette réponse réfrigérante : « Toutes vos illusions : certainement. » Tout cela ne sent encore que le feu de paille. Pour l'instant l'Europe n'a pas encore besoin de craindre l'explosion que prévoyait le regard embué de Schouvalow.

L'alliée septentrionale de l'Autriche se tient bien tranquille. Trop tranquille, trouve-t-on parfois dans l'un et l'autre Empire. Néanmoins pourquoi s'échauffer ? Qui connaît un peu l'histoire sait que la politique de Vienne se trouve sur la voie que lui ont assignée une tradition vénérable ainsi que des droits héréditaires ou acquis.

Dès l'époque de Joseph et de Catherine, les maisons de Habsbourg et de Holstein-Gottorp étaient d'accord sur ce point que la partie ouest des Balkans relevait de la zone d'influence autrichienne, la partie est de la zone d'influence russe! Le héros national serbe, Kara-Georges et, deux générations plus tard, son petit-fils Nicolas Petrovitch, le souverain monténégrin, ont souhaité voir en Bosnie les armées des Habsbourg. La formule balkanique de la grande Catherine fut et resta celle de Bismarck. A Reichstadt, à Budapest, à Vienne et à Berlin, les deux provinces ont été attribuées à l'Autriche.

Le professeur Alain Fournier raconte dans son livre plein de simplicité et de bonne foi *Comment nous avons eu la Bosnie*, que, le 17 mars 1877, il avait été convenu entre le comte Andrassy et l'ambassadeur de Russie Novikow ce qui suit : « En cas de démembrement de la Turquie, l'Autriche et la Russie s'opposeraient à l'établissement d'une grande nation slave sur l'ancien territoire turc; leurs efforts tendraient à rendre indépendantes l'Albanie, la Bulgarie et les restes de la Roumélie, à faire agrandir la Grèce de toute la Thessalie et de l'Epire et à transformer en ville libre Constantinople avec sa banlieue. La limite des deux zones d'influence serait marquée par une ligne fictive qui remonterait le Timok, puis, au sud, suivrait le Vardar jusqu'à la mer Egée, laissant ainsi la Serbie à la zone d'influence austro-hongroise. Cette ligne fut tracée de la main même de Novikow sur une carte autrichienne que possède aujourd'hui encore le baron de Schwegel. »

Des notes prises par Hohenlohe sur son entretien avec l'ambassadeur Sabourow, il ressort très clairement que le tsar Alexandre III, tout comme son père, avait reconnu à l'Autriche, et sans aucune réserve, le droit d'annexer la Bosnie-Herzégovine.

Quoi qu'on dise, de tels faits ne se laissent pas rayer

des registres de l'histoire. Les colères se calmeront; dès que la raison aura repris ses droits, les nuages menaçants se dissiperont... Comme certaines vieilles dames, l'Europe n'aime pas les surprises; mais elle s'y résigne, une fois la frayeur passée.

C'est ce que semble espérer aussi le chancelier de l'Empire allemand. Le prince de Bülow a examiné à la lueur de son regard intérieur toutes les conséquences possibles de la manière d'agir autrichienne et s'est assuré dès le mois d'octobre l'approbation de l'Empereur au sujet de telle ou telle méthode défensive que les circonstances pourraient rendre nécessaire. Mais tout d'abord il feint une neutralité aimable, presque indifférente, qui sans doute ne veut pas se soustraire aux obligations de l'alliance, mais qui désire concilier sa mission avec la noble tâche de pacificateur. M. von Marschall... qui demande, presque avec ferveur, que l'on tire parti en faveur de l'Autriche des restes de l'amitié turque, est chargé d'annoncer à la Porte que l'Allemagne n'a été consultée ni avant l'annexion, ni avant le moment où le prince Ferdinand a dénoué à Firnova les liens du vasselage. C'est ce que l'on peut lire sous la rubrique « Communications officielles de l'ambassade d'Allemagne » dans le *Moniteur de l'Empire turc* qui publie une édition spéciale pour répandre plus vite cette nouvelle. D'aucuns (et j'en suis) voient dans cette étrange tentative d'excuse un désaveu bien enveloppé de papier de soie, et qui frappe la nation alliée juste au moment où, dégagée des broussailles où se jaloussent les races et les tribus, elle concentre tous les efforts de sa volonté sur une politique internationale énergique.

M. de Holstein, jadis le mentor de Marschall, remue nerveusement les doigts sur les dossiers de chaise et essaie de comprendre ce qui a bien pu attendrir ainsi von Bülow. Même le premier discours du chancelier

(7 décembre) l'inquiète. Une agitation sénile le secoue, le jour où un journal officieux adresse à l'Autriche-Hongrie un sermon et une sévère admonestation ; et il commence à craindre que l'Empire allemand ne s'engage sur le terrain glissant de la proposition d'un congrès. « C'est encore une véritable chance, écrit-il, que désormais la France pratique ouvertement en Orient sa politique de créancier de la Turquie ; elle s'entremet entre les Turcs et les Bulgares pour rendre inutile ce congrès dont la Turquie supporterait tous les frais, comme en 1878. La publication du programme de Londres émanait, elle aussi sans doute, des milieux français. L'effet produit fut tout au moins celui que la France désirait. Les Turcs qui jusque-là, et à l'instigation de l'Angleterre, avaient réclamé la réunion du congrès se sont tus tout à coup et négocient directement avec l'Autriche et la Bulgarie. La Russie et l'Angleterre accepteront cela, elles aussi, sans broncher, car toutes deux ont besoin de la France : l'Angleterre à cause de l'Allemagne, et la Russie à cause de l'argent... Si le premier garnement venu n'a plus qu'à crier pour obtenir ce qu'il désire, c'en sera bientôt fait de la tranquillité de l'Europe ; en tout cas, de la tranquillité du continent !... Chacun sait que, depuis Algésiras, le bluff est devenu un moyen d'action diplomatique. Je crois bien qu'Isvolski sortira bientôt son bluff suprême : « Congrès ou conflagration universelle », tant il est fermement convaincu d'intimider par là certaines gens. » Cet homme méfiant ne considérerait pas comme possible que le chancelier (qui dans l'intervalle s'était adjoint l'ami de Holstein, un spécialiste en matière balkanique, Kiderlen) fit partie de ces gens-là. Seuls les mouvements stratégiques de la première heure lui avaient déplu. Maintenant il était satisfait.

Le prince de Bülow a infiniment bien mené la partie : il s'est surpassé. Cette année, qui a été la plus dure de sa

carrière, a été aussi la plus fructueuse. Il est obligé de s'en rapporter aux communications de Marschall sur le renouveau printanier de la puissance turque ; il se trouve lié par les caprices impériaux qui ne perdent jamais leurs droits, et doit compter avec l'état d'âme de ceux qu'aveugle l'auréole dont se nimbe la Jeune Turquie.

Depuis que le chancelier est à Berlin, l'importance des intérêts allemands en Orient a de beaucoup augmenté et il ne voudrait pas y laisser porter atteinte. La mauvaise humeur qui s'est manifestée entre Tanger et Algésiras assombrit encore la gaieté naturelle du pays et le commentaire de l'article paru dans le *Daily Telegraph* n'a pas pu déridier les fronts. Nos relations avec l'Angleterre sont douteuses ; celles que nous entretenons avec la Russie sont froides depuis Revel ; à l'ouest, le dessein d'isoler l'Allemagne est encore évident, une solution honorable de l'affaire du Maroc ne sera plus facile à obtenir en cette peu favorable conjoncture... Des obstacles partout, et mainte muraille minée qui, hier encore, semblait solide comme le roc.

Le quatrième chancelier n'a pas été servi par l'élan d'un génie créateur, mais en 1908 il a su adapter la tactique du jeu à ses desseins, conformément aux principes d'un maître célèbre, et il l'a appliquée avec clairvoyance et un doigté très sûr, malgré toutes les tentatives propres à le troubler. Son but précis n'était pas, et ne pouvait pas être, de tirer la nation alliée d'une situation embarrassante (nos voisins étaient assez forts pour cela et d'Aehrenthal assez sûr de son affaire qu'il avait pesée dans ses moindres détails...)

... L'effort du chancelier allemand devait tendre à consolider la position des deux Empires centraux dans l'opinion générale, et à découvrir dans l'argumentation et dans la cuirasse de l'adversaire de tels points faibles, que même avant que nous ayons donné la preuve décisive

de notre force, l'État qui se serait déclaré prêt à opérer l'encerclement eût vu s'effriter la foi en sa toute-puissance, voire en sa supériorité relative.

Les premiers mouvements stratégiques ont pour but d'inspirer confiance et de dissiper le soupçon d'un aveugle parti pris; peut-être aussi d'habituer tout doucement nos compatriotes à cette idée qu'en d'autres temps la question d'Orient pourra exiger et sanctifier le sacrifice de la peau d'un certain nombre de grenadiers poméraniens...

Huit jours après l'annexion, toutes les chancelleries sont informées que l'Allemagne non plus ne soumettra pas la question bosniaque au jugement d'un congrès. Et à cette même date du 13 octobre, l'ambassadeur d'Allemagne apporte à l'Empereur et Roi d'Autriche-Hongrie, de la part de son souverain, le serment de son « inébranlable fidélité ». (Mais cette démarche reste provisoirement cachée au reste de l'Europe. Pourquoi l'afficher trop tôt? Quand la partie adverse aura découvert son jeu, l'effet en sera d'autant plus grand.) Le ministre de Russie emporte de la Wilhelmstrasse presque « *trop de fleurs* » (1), mais rien pour sa faim; et, amadoué par les guirlandes qu'on lui a tressées, il a vidé toute sa colère devant un regard rusé qui l'épiait jusqu'à son tréfonds. L'as une seule menace maladroite qui eût rendu la retraite difficile à celui à qui elle se fût adressée.

Bien des gens pensent que l'Allemagne ne se range qu'à moitié du côté de l'Autriche, et qu'au moment décisif elle révisera à la loupe la teneur du traité d'alliance. Le chancelier n'a-t-il pas dit: « Pour cette partie, il faut que nous laissions la main aux autres puissances? Alors, dès que les divers intérêts se scinderont et qu'il sera devenu notoire que l'une des deux grandes puissances ne veut plus entrer dans la mêlée et

(1) En français dans le texte.

que l'autre ne peut pas y entrer encore, l'heure aura sonné pour les oreilles vigilantes. Le comte Pourtalès donne à M. Iswolski le « conseil amical » de reconnaître dans l'annexion un fait accompli; et le Russe de changer immédiatement ses batteries. Six jours plus tard le chancelier lit au Reichstag des instructions datées d'octobre et prévient contre un nouvel « encouragement des aspirations serbes ».

Zukunft, 11 janvier 1913, p. 35 ss.

XI. — *La guerre nécessaire.*

... L'affaire a commencé par un projet de voie ferrée. Finira-t-elle aussi par là ? Uvac-Mitrowitsa, Danube-Adriatique. Au concile médical où Moustier demandait quel était le traitement le plus efficace à appliquer à « l'homme malade », Beust recommandait d'accorder l'autonomie aux nations chrétiennes des Balkans. (*« L'établissement d'un selfgovernment limité par un lien de vassalité »* (1), tel devait être l'avenir de l'Albanie.) Selon lui, il fallait maintenir la Turquie en Europe, mais en exerçant un contrôle sur elle, et enlever à la Russie, à qui on ouvrirait la mer Noire en échange, le privilège de son apostolat sur les Slaves.

Cette proposition n'était pas si bête pour l'époque qui l'avait suggérée... Les brouillards se dissipent et la raison recommence aujourd'hui à parler. Peut-être ordonnera-t-elle demain de sacrifier un taureau, une brebis et un porc sur l'autel de l'Autriche-Hongrie. Non pour laver les péchés dans le sang, mais pour consacrer

1) En français dans le texte.

solennellement une nouvelle soumission au devoir : soumission que toute collectivité doit exiger de ses membres et dont les conséquences, considérées dans leur ensemble, inspiraient cette parole à Napoléon devant le tombeau des Habsbourg : « La force ! Tout le reste est vanité. »

« *Vanitatum vanitas*, — hors la force ! » (1) Le comte Schlieffen aurait certainement acquiescé à cette parole de condottiere. Cependant, le savant en uniforme a proclamé pour l'Allemagne la nécessité du renoncement. Et le général l'a approuvé et a dit cette parole aux hommes qui doivent mener l'armée allemande devant l'ennemi ! Ceci, bien que la lutte économique n'ait point laissé la moindre trace de dépression nerveuse et que, comme il appert de tous les manuels d'histoire, le peuple allemand ne se soit jamais laissé intimider par des menaces, même aux pires heures de détresse. Et ceci encore bien que, d'étape en étape, nous ayons fêté par des feux de joie et des hymnes en l'honneur de la diplomatie berlinoise l'avance de nos adversaires vers les positions qu'ils occupent maintenant pour notre plus grand dommage.

Il y a neuf ans qu'après la conclusion de l'accord franco-anglais relatif à l'Égypte et au Maroc, j'ai écrit à cette même place : « Même à l'heure qu'il est, nous sommes seuls assez forts pour continuer à vivre comme une *nation saturée*. » C'est ainsi que Bismarck qualifiait son Empire, pour dissiper l'idée que la nouvelle Allemagne nourrissait de féroces projets de conquête. Mais en réalité nous ne sommes pas saturés. Et ce n'est pas de notre propre chef que nous pouvons faire une politique d'expansion, à notre époque de groupements et de syndicats. Nous ne l'avons pas pu, tant que l'alliance franco-russe nous a gênés, et nous le pourrions encore

(1) En français dans le texte.

moins à l'avenir : car cette Duplice est destinée à prendre désormais les proportions d'un grand trust antiallemand. Tel est le but de l'accord franco-anglais. Il s'agit de forcer la Russie à donner son adhésion. L'Angleterre sent que l'heure est venue de s'entendre avantageusement avec cette puissance — pour cinquante ans, peut-être pour cent ans — sur toutes les questions asiatiques. Dans le domaine politique comme dans le domaine économique, chacun de ces trois pays a pour intérêt vital d'affaiblir l'Empire allemand. C'est pourquoi ils voudraient se syndiquer tous trois contre cet Empire. — Mais à cette époque on cria : « Les pessimistes à la porte ! Nous avons deux puissants alliés, de bons amis autour de nous, et le choix entre maintes combinaisons. »

Quiconque avertissait du danger de se trouver isolé était comparé à un enfant qui se met à pleurer devant une forêt sombre. C'est seulement en 1908, lorsque Schlieffen vit notre situation plus noire que personne ne l'avait jamais vue (et il ne fut pas mis à la porte, mais au contraire on lui tressa des couronnes), et tellement noire qu'il recommanda « de se soumettre à toutes les exigences », que Bülow mesura l'importance du danger et que « contre vents et marées », contre Marschall et de plus puissants que lui encore, il fit ce qui lui paraissait nécessaire... Ne sommes-nous pas encore plus mal lotis à l'heure actuelle ? Avec l'atout de la Turquie il n'y a plus un point à gagner en Europe ; le prestige anglais en Orient a plus besoin encore de Kirk-Kilissé que jadis de Trafalgar ; la nécessité de combattre sur des champs de bataille distincts est devenue plus pressante encore pour les Empires du Centre qu'en 1909 ; l'Autriche se trouve dans l'embarras au milieu des pays qui tous pourraient et voudraient s'agrandir à ses dépens (l'Italie à l'est du canal d'Otrante ; la Serbie en Bosnie et en Albanie, la Roumanie dans le Banat, en Transylvanie

et en Bukovine) et, dans les royaumes et territoires des Hasbourg se répand ce sentiment confus, que sans doute nous avons satisfait à nos obligations d'alliés, mais que nous ne nous serions pas associés à eux du poids de toute notre force, dans une décision qui eût donné aux Autrichiens (rendus un peu timides par deux guerres malheureuses), le courage d'empêcher la formation d'un grand Etat slave placé sous l'hégémonie de la Russie.

Faut-il pour cela écouter Schlieffen? Alors une cérémonie expiatoire vaudrait mieux que la fête de Guillaume. Pourtant en ce jour sombre où il recommandait de céder, l'homme sérieux et compétent qu'est cet écrivain militaire avait oublié que le peuple allemand veut bien éviter les querelles inutiles, mais qu'il ne se soustraira jamais à la guerre nécessaire.

Zukunft, 11 janvier 1913.

XII. — Voile de carême.

Clément Metternich et Victor Kotschubeij, l'un, chancelier d'Autriche et l'autre, ministre russe de l'Intérieur, rompu au service des Affaires extérieures, vivaient dans cette croyance qu'on ne pouvait souhaiter à leurs pays respectifs de voisin plus commode que la Turquie. Tous deux avaient lu Montesquieu et partageaient sa doctrine, suivant laquelle l'État le plus faible est toujours aussi le voisin le plus agréable...

Catherine avait ambitionné le titre glorieux de libératrice des Slaves; elle avait excité les peuples, torturés dans leurs biens et leurs droits, contre le Turc oppresseur, — l'impudent violateur du peuple slave, — et leur avait appris à voir dans la Russie la nation salvatrice sur qui seule repose l'espoir de briser le joug.

Depuis que l'empereur Paul s'était fait l'ami et l'allié du Sultan, la politique de la « grande catin » avait été abandonnée et les agents de ses héritiers s'étaient vus dans l'obligation de trouver une formule qui convint à peu près à ce nouveau système. « Point de partage du butin ture » s'écriait Kotschubeij (comme plus tard Nesselrode); « la Russie n'a que faire d'agrandissements territoriaux en Europe; elle ne peut souhaiter que l'Autriche et la France se découpent de grandes tranches dans l'Empire du Croissant et aime mieux voir dans la péninsule balkanique un sultan impuissant humblement attentif à ses ordres, qu'un essaim de jeunes peuples indépendants, capables de lui rendre un jour la vie dure ou de diminuer ses chances de faire une bonne affaire. »

Ce calcul eût été très juste, si seulement le voisin avait reconnu la faiblesse des Turcs. Mais cette faiblesse, d'autres nations plus éloignées en ressentaient aussi les conséquences depuis longtemps, entre autres les Anglais, qui par mer et par terre ne peuvent atteindre leurs trésors de l'Inde que par des chemins surveillés par les Turcs. Un homme d'État — tout au moins un homme omnipotent dans cette mosaïque qu'est l'Empire des Habsbourg — ne devait-il pas nécessairement prévoir qu'une faiblesse aussi tentante amènerait des conflits entre les forts? Dans son antre, Metternich prépara la panacée, prescrite souvent depuis comme remède par ses successeurs : il donna le conseil de s'allier aux Empires d'où émanait le danger le plus pressant.

La Triple-Alliance anglo-franco-russe l'ayant dupé, et l'accord de Londres de 1827 assurant aux Grecs leur liberté; la Russie ayant obtenu, d'autre part, non seulement ce que lui avait attribué les traités de Bucarest et d'Akerman, mais encore des postes sur la frontière du Caucase et certains droits sur les Dardanelles, le potentat du *Ballhausplatz* de Vienne voulut montrer au monde

qu'il vivait encore et qu'il était encore capable de mettre des bâtons dans les roues de l'Univers.

Le 6 septembre 1833, il croit toucher le but. A Münchengrätz, il appose sa signature à côté de celle de Nesselrode, sous un accord austro-russe destiné à protéger la Turquie, à en garantir les provinces européennes contre l'autocratie du vice-roi d'Égypte Méhémet-Ali, et d'assurer l'inviolabilité des droits russes et autrichiens en cas de désagrégation intérieure de l'Empire turc.

Cependant, la joie est de courte durée. Lorsque la « terreur égyptienne » se fait de nouveau sentir sur le sud-est de l'Europe, l'Angleterre et la France préconisent une démonstration navale et la réunion d'un congrès qui placera la Turquie sous la protection collective des grandes puissances.

Nicolaï Pavlovitch trouve cette proposition incongrue. Il faut dire qu'à Münchengrätz il a salué le prince Metternich par cette phrase de comédien : « Me voici, prêt à recevoir les ordres que mon chef jugera nécessaire de me donner. » — Mais jamais il ne s'inclinera volontairement devant une autorité étrangère. Il est contre Méhémet-Ali, parce que seul un héros aussi habile est capable de sauver l'Empire turc, de réveiller l'impuissant voisin de la Russie et de lui insuffler sa force de l'époque des janissaires. Il n'a actuellement aucune envie de combattre en faveur de la cause turque, mais il ne lui déplairait pas d'être vénéré sur les rives du Bosphore comme le seul protecteur de l'Islam ; c'est pourquoi il répète la vieille devise : « Il faut que nous gardions le feu sacré pour l'heure solennelle qu'aucune force humaine ne pourra détourner ni reculer, pour l'heure suprême où la lutte se déchaînera entre la justice et les menées de l'enfer. » — Voilà qui s'appelait parler ; et c'étaient là des paroles marquées au fer rouge d'une résolution indomptable. — Note collective ? Garantie en

commun? Congrès? Derrière ces mots se cache le danger d'une insupportable diminution de prestige. L'issue d'une telle entreprise serait nécessairement de montrer aux Turcs que le « gossudar » de toutes les Russies n'est point leur seul protecteur, ni le plus puissant en Europe. La sagesse conseille de biaiser devant la proposition anglo-française. « En affaires, écrit Nesselrode, il faut d'abord savoir à qui l'on s'adresse. Dans le cas présent, c'est au pacha d'Égypte : qu'on envoie donc la flotte alliée à Alexandrie. L'envoyer dans la mer de Marmara, c'est s'adresser à la Porte, et si le bruit du canon vient retentir jusqu'aux murs du sérail, cet Empire affaibli ne se maintiendra plus longtemps, je le crains. Or, si nous cherchons une solution à la question d'Orient, il ne nous faut jamais oublier qu'il s'agit là d'une affaire d'honneur pour la Russie, à savoir de la fermeture des Dardanelles. »

... En février 1840, commence à Londres le Congrès d'Orient. Le 15 juillet, les représentants de l'Angleterre, de l'Autriche, de la Prusse et de la Russie apposent leur signature au bas de l'accord qui vient d'être conclu. En temps de paix, les détroits resteront fermés à toutes les puissances, donc aussi à la flotte russe. Au rebelle Méhémet-Ali on accorde le pachalik d'Akon et, à titre héréditaire, la charge de vice-roi d'Égypte. S'il pénètre en Asie mineure et menace Constantinople, les quatre puissances signataires useront de tels moyens reconnus nécessaires pour remplir leur mission protectrice.

... En juillet 1841, la France souscrit au deuxième accord de Londres, dont la teneur est sensiblement pareille à celle du premier. « L'Europe est unanime et l'inviolabilité de la Turquie est garantie par un axiome politique. » Telle est la chanson que claironnent tous les veilleurs de nuit. Le vassal encombrant qui a étendu le bras jusqu'aux rives de Crète, ne reçoit que ce qui lui revient; et le sultan peut se rendormir tranquillement

dans son harem. Ceux qui ont contribué à ce résultat peuvent se chauffer au soleil de la canicule.

Mais le coup d'œil allemand de Treitschke voit avec colère les moissons promises pour l'avenir. « Pour la première fois, a-t-il écrit, la Porte a été admise comme puissance contractante à une conférence européenne, et notamment, par la faute de l'Angleterre, a conquis par là dans le cercle des nations occidentales une place à laquelle elle n'avait nullement droit. Car le droit des gens, en Europe, est fondé sur l'idée chrétienne de la fraternité des nations, tandis que le Coran ne connaît que deux royaumes sur la terre : celui de l'Islam et celui de la guerre; par conséquent, un État mahométan ne peut reconnaître en toute franchise ce qui fait la base même du droit des gens, l'égalité et la réciprocité... L'admission d'un État tel que la Turquie dans la confrérie des peuples chrétiens avait été un odieux mensonge; cependant nos milieux libéraux éclairés... ont célébré ce fait comme un louable progrès de la civilisation; dans la pratique il a paru acceptable, parce que, consciente comme elle l'était de sa faiblesse, la Porte s'est laissée mener tantôt par plusieurs nations chrétiennes, tantôt par une seule d'entre elles. »

Et voici qu'après soixante-dix années dénuées de toute gloire, l'Empire de brigands des Osmanlis est sur le point de sortir de la confrérie européenne, et son ambassadeur à Londres... se tord les mains de désespoir, et, devant tous les reporters du globe, se lamente sur la cruelle perfidie du nom de chrétien.

« Nous sommes allés, dit-il, au devant des désirs des quatre alliés, dans une mesure que nous n'aurions pas crue possible. Pour l'amour de la paix, nous avons fait tous les sacrifices. Finalement, nous nous sommes avancés jusqu'à offrir un quartier d'Andrinople. Cependant notre ennemi reste impitoyable et ne veut même pas

renoncer à la dixième partie de ses exigences. Et l'Europe reste inébranlable devant notre malheur qui leudrait l'âme d'une pierre. Seule l'opinion publique se déclare pour nous, contre l'égoïsme criminel de la Ligue balkanique. »

Depuis qu'elle a à sa tête des aventuriers et des fripons, la Turquie aurait-elle déjà désappris l'art de mourir avec dignité? Que de tels gémissements pussent trouver écho en Europe, Treitschke lui-même eût été loin de le croire lorsqu'il écrivait : « On ne devrait pas permettre plus longtemps à une bande de tigres sanguinaires de massacrer un peuple chrétien en territoire européen... » Et aujourd'hui, il faudrait que des Européens pleurassent le sort de cette bande, comme un martyr imposé aux plus justes et aux plus magnanimes, et flétrissent ses vainqueurs du nom de barbares! Il paraît que ceux-ci sont cruels, vindicatifs, acharnés dans leur rage. — C'est du moins ce que nous lisons chaque jour; et les simples, qui n'ont pas le loisir de réfléchir sur les événements, se nourrissent de telles insanités. — Comment les choses se sont-elles passées en réalité?

La Turquie battue, presque écrasée, a demandé aux grandes puissances neutres leur intervention médiatrice et imploré de ses vainqueurs un armistice. Celui-ci a été accordé le 3 décembre; car les quatre alliés ne voulaient point paraître manquer de courtoisie, et leurs troupes d'élite, les troupes bulgares (préparées seulement à une campagne de deux mois), avaient besoin de repos. Conférence à Londres. Les exigences des quatre alliés sont catégoriques : il leur faut tout le pays jusqu'à la ligne Rodosto (mer de Marmara)-Midia (mer Noire); toutes les îles grecques et des dédommagements importants pour les frais de guerre. Au lieu de répondre par un oui ou par un non, les Turcs cherchent de creuses échappatoires d'écoliers. « Il faut d'abord que nous demandions chez

nous. » « Nous ne pouvons pas déchiffrer la dépêche. » Un jour, ils espèrent voir la guerre éclater entre l'Autriche et la Serbie; le lendemain, ils exultent à l'idée que le même fait puisse se produire entre la Roumanie et la Bulgarie. Ils offrent des miettes du gâteau, et ce n'est qu'au dernier moment qu'ils laissent tomber dans le sac un morceau acceptable. On leur avait pourtant dit : « Prix fixe; pas de marchandages. »

Les délégués des quatre rois n'ont pas su non plus éviter certaines fautes. Ils sont comme de petits bourgeois subitement placés en pleine lumière, jouant les premiers rôles d'un grand drame dont la portée est incalculable; on les flatte, on les excite, on les épie. Cependant, ils se tiennent bien; et le plus calme et le plus remarquable d'entre eux, le premier ministre grec Venizelos, empêche des bévues fatales. On conçoit, toutefois, que leur patience ne dépasse pas celle d'un petit agneau; chaque jour qui passe coûte des millions à chacune des armées; et si le paysan ne laboure pas la terre en mars, son champ ne portera point de moisson. Le droit qu'a le vainqueur de fixer le prix de la victoire est incontestable; le vaincu, à qui ce prix paraît exorbitant, ne peut plus attendre son salut que du sort de ses armes.

Les cinq grandes puissances qui font leurs petites affaires derrière la raison sociale « Europe » ont déclaré juste unanimement, et à deux reprises différentes, la revendication principale des vainqueurs (celle d'une ligne-frontière Rodosto-Midia).

Pour ne pas se laisser berner de jour en jour, pour ne pas jouer un rôle ridicule auprès de leurs compatriotes, les ambassadeurs des pays balkaniques ajournent la conférence, mais ils restent à Londres. Finalement, le nez sénile de Kiamil flaire la nécessité de se décider. Pas d'argent; pas de généraux; des troupes indisciplinées et mécontentes, sans la moindre étincelle d'entrain guerrier

ou d'esprit d'initiative ; l'artillerie et les munitions partout en défaut, une intendance au-dessous de tout.

Cinq grandes puissances recommandent la cession d'Andrinople ; quatre nations balkaniques en armes la réclament. Le grand corps ottoman qui saigne par mille blessures peut-il refuser ? La guérison ne peut lui venir que de l'Asie. Le grand-vizir est prêt à faire la paix ; il prend sur ses épaules de vieillard fatigué le fardeau d'une responsabilité que le plus vigoureux des hommes pourrait à peine porter. Mais ce fardeau ne l'accable pas longtemps. La clique qui, en pays osmanli, a sévi, pire que la peste, pire qu'Abdul-Hamid, l'accuse d'ignominieuse trahison envers la patrie et, avec des cris d'énérghumène, s'offre comme garant du salut de l'Empire. « Plutôt que de renoncer à notre rang de grande puissance européenne et de céder à nos ennemis une seule pierre de la vénérable capitale ottomane, nous nous élancerons au plus fort de la pluie de mitraille. » Ceux-là mêmes qui tempêtaient de cette façon, le lundi, demandent aux Bulgares, le jeudi suivant, de se contenter de la partie nord d'Andrinople. Réponse négative. L'armistice est dénoncé. La guerre recommence. Aviez-vous blâmé Bismarck d'exiger plus que Jules Favre n'offrait ? Les pays balkaniques ont agi comme ils croyaient devoir le faire. Si leur confiance a été vaine, s'ils n'atteignent pas leur but, ils expieront, non pas leur soif de vengeance, mais l'erreur d'un courage viril.

Devons-nous souhaiter qu'il y ait vraiment erreur ? Bien des directeurs de « fabriques à opinions » jureraient qu'il y a eu erreur commise et semblent ne rien souhaiter plus passionnément. A les entendre, toute l'Allemagne devrait pavoiser, si les troupes du comité Union et Progrès battaient les Bulgares. Alors, les quatre rois seraient traités comme jadis Méhémet-Ali : chaque altesse recevrait sa petite fiche de consolation, et le

Commandeur des croyants une nouvelle police pour sa maison d'Europe.

Que l'on raconte ces histoires-là à des enfants! La Russie ne pourrait pas assister en spectatrice passive à une victoire des Turcs sur les Slaves. Ce n'est ni l'amour du prochain, ni la soif de la justice qui anime les grandes puissances d'un tel zèle médiateur; elles savent bien que, de Moscou à Kichineff, toute la jeunesse capable de porter les armes se lèverait dans un élan irrésistible, si la fortune se détournait subitement des Slaves. La Russie serait obligée de marcher, l'Autriche-Hongrie, même si elle n'était pas attaquée, devrait agir de quelque façon, et avant le printemps prochain ce serait la grande guerre.

Mais il n'en a pas été décidé ainsi. L'affaire, si laborieusement échafaudée, devait se dérouler sans qu'il fallût faire pour cela les frais d'une guerre et s'exposer au hasard des batailles. Ainsi, Michel (1), résigne-toi, le mercredi des Cendres une fois passé, au train-train prosaïque de la vie journalière, et détourne-toi des insensés qui proclament sur tous les toits le soi-disant triomphe que te vaudrait à toi, à toi seul, cette Quadragésime. Car ta désillusion serait plus grave et te coûterait plus cher que celle de Kotschubeij et de Metternich. Ils sont morts avant que la quittance définitive leur ait été présentée et ont laissé leurs héritiers dans la nécessité de payer les dettes, de faire des guerres et d'enterrer leurs espoirs d'hégémonie en Orient! Le Destin ne s'avance plus aujourd'hui à pas si lents. Si tu restes dans la fièvre du Carnaval et si tu fais des excès, il t'attrapera par le bout de l'oreille et ne te lâchera plus.

Un double danger de guerre nous a menacés, l'autre

(1) Nom par lequel on désigne le peuple allemand.

année, de mauvaise mémoire. Le premier montrait son dard de serpent aux abords de cette question : « Le projet d'enlever au khalife ses possessions européennes et de ne le maintenir que sur le Bosphore en vassal de l'Angleterre est-il réalisable sans opposition de la part de l'Allemagne ? » Il y fut répondu par l'affirmative, et avec une pieuse émotion de la part de nos représentants qui déclarent : « Nos relations avec l'Angleterre n'ont jamais été plus intimes, et nous sommes au mieux même avec la France. »

... Trois mois ont suffi à tout remettre en ordre. L'Angleterre s'est habituée à la résolution qu'elle a prise d'abandonner le gouvernail, sur le continent, aux Slaves et aux Latins (alliés depuis Cronstadt et Racconigi), plutôt qu'à un cousin incommode. Première conséquence : l'atout turc échappe à « Germania ». Deuxième conséquence : l'Autriche s'aperçoit que l'alliance ne lui assure pas son avenir du sud-est ; que cinq nations pourraient gagner à ses dépens : la Russie, la Roumanie, la Serbie, le Monténégro, l'Italie ; qu'au moins quatre d'entre elles essaieront nécessairement de le faire, tôt ou tard, et qu'il lui faut encore avaler la panacée de Metternich, c'est-à-dire s'entendre avec le voisin le plus fort, et par suite le plus dangereux.

Ouf! Si l'Allemagne recommence à faire des difficultés, on pourra causer avec elle sans courir trop de risques. Car l'Italie ne mobilisera pas contre la France ; et l'Autriche sera, ou bien en termes amicaux avec la Russie, ou bien forcée de se tenir sur ses gardes dans le Tyrol, sur l'Adriatique, en Bosnie, en Transylvanie, en Galicie.

Entre la presqu'île du Sinaï et Batoum, gît le point faible de la triple-alliance occidentale-orientale. C'est là qu'on pourrait en desserrer les liens, qu'on pourrait peut-être les dénouer.

Cependant, l'Allemagne annonce à grands cris ses pré-

tentions en Anatolie : et aussitôt les trois volontés de se souder pour n'en plus faire qu'une seule.

Un seul danger de guerre se montre encore à l'horizon : une malchance des Bulgares. Et des cœurs les plus pacifiques s'élève cette prière : « Seigneur Jésus, donne la victoire aux Turcs ! »

Zukunft, 8 février 1913, p. 178-188.

XIII. — *Scutari*.

Le 23 avril 1913, l'aigle monténégrine a été hissée sur les murs de Scutari, et le commandement de cette ville confié à ce même maréchal Voukotitch qui, quatre ans plus tôt, s'y était allié aux Turcs.

Scutari est une ville albanaise où s'est établi un groupe de Slaves. Le caractère albanais est encore plus nettement marqué dans la ville de Diakova qu'habitent les Ilotis et les Grudis catholiques, et qui cependant a été promise aux Slaves, sur le désir de la Russie, et malheureusement aussi sur les conseils pressants de l'Allemagne. Un intérêt vital quelconque force-t-il l'Autriche à fermer Scutari aux Monténégrins ? Non.

Le comte Berchtold devrait se rappeler que son collègue San Giuliano entendait les écoliers de Scutari chanter l'hymne royal italien et pousser des vivats en l'honneur de sa majesté Victor-Emmanuel, et que l'antique Scodra des Illyriens est aujourd'hui le principal marché italien en Albanie (le trafic autrichien y baisse d'ailleurs rapidement) et le mouillage le plus sûr des espérances romaines pour étreindre l'Adriatique.

L'Italie sait pourquoi elle intervient en faveur d'une Albanie autonome... L'Autriche, qui, il faut bien le dire,

n'est pas un Etat allemand, pourrait, dans un avenir encore proche, regretter de n'avoir pas ouvert aux Slaves, plutôt qu'aux Italiens, la route de Scutari et de Saint-Jean-de-Medua. Est-ce l'honneur qui est en jeu depuis qu'a été conclu entre Saint-Petersbourg et Vienne le pacte de Diakova-Scutari? Cela se peut. Mais les vrais amis de l'Autriche-Hongrie ne peuvent qu'exprimer le désir de ne pas voir cette monarchie, vénérable mais peu solide, évincée, dans ses espoirs d'avenir balkanique, par une coalition slavo-italienne, comme elle a été chassée d'Italie par le Piémont, et de la Confédération germanique par la Prusse.

La fameuse « entente » avec Rome, qui rend proche pour l'Italie la réalisation de désirs très anciens, conduit vers un nouveau Slesvig-Holstein, et, pour arrêter les Serbes de Pierre et de Nicolas, grève la côte orientale de l'Adriatique d'une hypothèque italienne. — L'Autriche-Hongrie a suffisamment de raisons pour se retirer du concert de Londres; et elle a encore la force de reconquérir ce que ses fautes lui ont fait perdre avant que la dernière occasion lui échappe. Mais elle devrait avoir assez de fierté et de sagesse pour ne point combattre pour quelques bicoques albanaises ou pour une simple négation, (« Scutari ne sera pas aux Monténégrins! ») au lieu de le faire pour la position qu'elle occupe sur la route qui conduit à Salonique.

Comme elle ne peut souhaiter voir les Monténégrins se jeter dans les bras du roi Pierre, poussés par la colère ou la faim, il ne lui reste qu'à choisir entre l'ancéntissement de la Serbie ou l'alliance avec elle. Il lui serait nécessairement fatal de ne récolter de la masse sociale turque que la haine de tous les raïas, et de contribuer par là une fois de plus à replacer le tsar sur le trône de ses espérances slaves.

San Giuliano, qui ne peut, lui, mater le beau-père de

son roi, laisserait volontiers ce soin à un corps d'armée autrichien, dont la victoire serait entièrement profitable à la politique d'entente balkanique italo-russe consacrée à Racconigi, et vaudrait aux Autrichiens eux-mêmes, (eux qui pendant six mois ont baissé pavillon devant tous les forts) la réputation de cruel et mesquin oppresseur des faibles, en soulevant dans tout le slavisme cette colère propre à désagréger l'édifice branlant de l'Empire.

Si l'Autriche croit pouvoir se montrer capable de décision et d'action énergique, alors, qu'au lieu de se faire l'huissier et le pionnier de l'Italie, elle coupe aux deux États serbes la possibilité de se réunir dans le sandjak. Scutari? C'est une victoire à la Pyrrhus.

Zukunft, 3 mai 1913, p. 137-143.

XIV. — *Mémorial sur la question balkanique.*

Les forces vives de la Grande-Bretagne jaillissent entre les cîmes neigeuses de l'Himalaya et le détroit de Palk... C'est pourquoi, depuis les jours de Clive et de Warren Hastings, l'Inde se trouve être le pivot autour duquel tourne toute la politique anglaise... Car ce pays deviendrait intenable le jour où le groupe d'Européens qui règne sur les 250 millions d'Hindous verrait se dresser devant lui les 65 millions de Musulmans résidant en territoire anglo-indien, qui, sur le signal de leur chef religieux, le Sultan de Constantinople, entraîneraient dans un impétueux mouvement de révolte la foule immense des Védas grinçant sous le joug.

C'est parce que seule la certitude de pouvoir commander aux gestes et aux paroles du khalife garantit la possession de l'Inde, et que cette garantie ne sera jamais

achetée trop cher, que Disraeli et Salisbury se montraient tout disposés à défendre le Sultan turc.

C'est parce que l'Empire allemand paraissait déterminé (surtout depuis le voyage et le discours de l'Empereur à Damas) à damer le pion à l'Angleterre en pays islamique, et à se recommander aux musulmans comme la nation protectrice et le rempart de leurs espérances, que la fissure entre l'Allemagne et l'Angleterre devait s'élargir jusqu'à créer un abîme profond entre les sentiments nationaux des deux peuples. Une flotte de guerre dont les soutes contiennent à peine de quoi dépasser la Manche... et qui n'est utilisable que dans une bataille contre la flotte anglaise; une armée imposante par le nombre et la discipline et qui, partant du point extrême du chemin de fer de Bagdad, pourrait marcher sur l'Inde; l'amitié du Sultan qui, apportant une aide puissante, serait à même de susciter en Asie et en Afrique mille obstacles infranchissables même... pour le Lion britannique : trop de possibilités de nuire se trouvaient là réunies pour être tolérées. Le développement de la population et de la richesse allemandes, la construction de nouveaux bâtiments de guerre ne pouvaient être entravés de par la seule volonté de l'Angleterre. Que restait-il à faire? — Essayer de scier sans bruit les piliers de la puissance allemande dans l'Europe méridionale et d'aliéner l'Islam à l'Empire allemand, de telle sorte qu'il n'y eut plus à craindre de le voir profiter d'une guerre anglo-allemande pour se libérer de la tutelle britannique en Égypte et dans l'Inde.

Dans les rapports étroits qu'il entretenait avec des négociants des plus avisés, Edouard VII avait appris que la manie de frustrer son partenaire du gain promis était décriée depuis longtemps comme démodée et rébarbative dans le monde des affaires de grand style. C'est pourquoi, sans scrupules ni hésitations, il a rayé du

code des coutumes impérialistes anglaises certains principes fondamentaux (d'après lesquels il ne faut tolérer aucune grande puissance militaire à l'entrée de la Méditerranée, ni l'établissement d'une grande puissance territoriale aux confins d'une colonie anglaise de quelque importance).

Ce roi, qui savait calculer posément et qui n'avait pas la moindre étincelle de génie créateur, a néanmoins toujours payé comptant, et en homme de génie, les amitiés qui lui paraissaient nécessaires. Au lieu de leur arracher de la bouche en toute occasion le moindre lambeau de colonie, comme Palmerston l'avait fait pour les Français et Beaconsfield pour les Russes, il a lui-même indiqué à la République française la route de Fez et laissé au Tsar de toutes les Russies un beau pré à tondre en Perse. Cela, parce qu'il croyait avoir besoin, à l'est et à l'ouest, d'une épée et d'un bouclier contre la menace allemande, et qu'il voulait voir ses soutiens satisfaits et rendus plus hostiles que jamais à l'Allemagne, du fait même de l'agrandissement de leur puissance, qu'avait octroyé sa grâce.

.... Angleterre, France, Russie : une autre triplice. C'était à prévoir depuis longtemps. Seuls ne l'avaient pas prévue ceux qui se laissaient aveugler par toute la cuisine écœurante des réceptions de journalistes, de bourgmestres et de pasteurs, espérant par là gagner les faveurs du peuple anglais par dessus la tête du roi. (N'ont-ils pas un peu honte aujourd'hui, tous ces pique-assiette de la « réconciliation », qui croyaient faire l'Histoire en se gobergeant de saumon, de roastbeef, de mouton et de pudding, sans s'apercevoir qu'on les regardait faire avec mépris?)

Evènement d'une incommensurable portée. On se serait moqué, il y a vingt ans, de celui qui l'aurait prédit devant le cercueil de Guillaume I^{er}. Cependant il s'est accompli; la possibilité s'en est présentée, le jour où

l'Empire allemand s'engagea dans la plus bruyante et la plus absurde des politiques ; puis la nécessité s'en est imposée.

L'abîme séculaire qui séparait la politique russe et la politique anglaise en Orient se trouve comblé ; ceci, trente ans après le Congrès de Berlin. Désormais, il y a moyen de traiter avec Sir Edward Grey. Quelqu'un de conscient peut-il penser que ce qui importait aux deux Édouard c'était la police, la sécurité et la paix de la Macédoine ? Depuis l'époque d'Ivan et de Maximilien, de Léopold et de Pierre, on n'a jamais conseillé de réformes à la Turquie que lorsqu'une grande puissance ou une coalition voulaient empiéter sur l'Empire du Croissant.

Il s'agit de dédommager la Russie, en Europe, des pertes subies en Asie, d'aliéner l'Italie à ses anciennes alliées et de bien disposer l'Autriche en faveur du nouveau « *concern* ». Quant aux autorités qui ont à compter avec des bouddhistes, des shintoïstes, des adorateurs du soleil, elles ne peuvent que souhaiter l'affaiblissement de l'Islam, encore susceptible de contracter des alliances. Tel était le but à atteindre. Voilà ce que devaient pressentir tous ceux qui n'avaient pas oublié les paroles de Lord Curzon : « L'Inde constitue l'axe de l'Empire anglais ; on n'en mesure toute la valeur et l'importance mondiale qu'après avoir dépassé à l'est le canal de Suez. Pourquoi nous a-t-il fallu l'Égypte ? Parce qu'elle se trouve sur la route de l'Inde. Pourquoi faisons-nous tant de frais pour sauvegarder notre influence en Perse ? Parce que les flots du golfe Persique se mêlent à ceux de l'Océan Indien. Pourquoi ne pouvions-nous pas accorder la Turquie à une grande puissance qui nous serait hostile ? Parce qu'elle serait capable de menacer l'Inde. » Et on pouvait ajouter en 1908 : « Pourquoi, nous autres Anglais, avons-nous été obligés, de concert avec la Russie, d'imposer au Sultan un programme de réformes pour la Macédoine, à

l'exécution duquel son autocratie n'a pas pu survivre? Parce que le Sultan paraissait dévoué à l'Allemagne et était soupçonné, dès la première heure critique que traverserait l'Angleterre, de soulever les musulmans de l'Inde... »

Trente-trois jours après le voyage d'Édouard dans la baie de Revel, où les deux programmes de réforme pour la Macédoine s'étaient fondus en un seul, le programme anglo-russe, la rébellion éclate ouvertement dans les rangs de l'armée turque. Dans le 3^e corps : en Macédoine... Des mains circonspectes du Sultan, le pouvoir glisse dans celles des chefs du Comité Jeune-Turc, Union et Progrès...

La révolution, qui avait commencé et continué aux sons de la *Marseillaise*, prépare le tombeau de la domination turque en Europe. Et ensuite? Ensuite, tout le sud-est de l'Europe tombera au pouvoir des Slaves, qui dresseront un rempart devant la poussée allemande vers l'Orient; et l'Autriche-Hongrie se verra dans l'obligation de se demander si l'alliance lui rapporte encore ses frais.

M. Ernest Lemonon qui, dans son excellent livre : *L'Europe et la politique britannique*, mentionne mes avertissements pressants de 1908, dit ouvertement : « M. Harden ne s'est pas trompé. L'accord anglo-russe constitue un danger pour Berlin. Il avait pour but, à peu près comme l'Entente cordiale..., d'intimider l'Allemagne et de lui préparer de nouveaux obstacles dans son ascension vers une hégémonie universelle... »

Pendant quelque temps, la politique de d'Aehrenthal affaiblit l'espoir d'arriver à une *pax britannica*. Dès le mois de janvier, ses projets de construction de voie ferrée ont suscité des inquiétudes et ont fait naître des contre-projets à Rome et à Athènes, à Belgrade et à Sofia. Le 3 octobre 1908, il fait annoncer l'annexion de la Bosnie-Her-

zégovine aux puissances signataires du Traité de Berlin.

Pourquoi l'ambassadeur de François-Joseph est-il si mal reçu par Edouard, qui est presque son ami, et si vite congédié ce jour-là, sans la coutumière invitation à dîner ? Pourquoi le roi dit-il avec humeur que seule l'épithète de « cher ami » que François-Joseph n'avait jamais employée jusque-là, prouvait bien que la lettre lui avait été dictée ? Parce que ce message de Vienne compromet la tranquillité de la Jeune-Turquie en éveillant le soupçon que l'Autriche veut marcher au delà de Mitrovitsa sur Salonique ? Non, en réalité, elle renonce (malheureusement, comme je l'ai déjà dit ici à trois reprises) au sandjak de Novibazar. Mais elle prend à la Turquie deux provinces qui, en droit strict, lui appartenaient encore ; elle blesse en cela le sentiment national turc et fait apparaître comme presque désirable un retour à l'état de choses de l'époque d'Abdul-Hamid, qui eût épargné une surprise aussi brusque et aussi douloureuse. Les hommes du Comité « Union et Progrès » hurlent de rage et, dans leur « *Tanin* », se vantent qu'on pourrait voir bientôt luire une seconde fois le jour qui a éclairé une armée turque sous les murs de Vienne. Boycottage des produits autrichiens en Turquie. La Bulgarie se dégage des derniers liens de vassalité : royaume indépendant. La Crète se déclare partie intégrante du royaume hellénique ; le Monténégro se libère de l'obligation de fermer ses ports, que l'article 29 du Traité de Berlin lui imposait. Est-ce le règne du chaos qui revient ? L'édifice provisoire de l'État Jeune-Turc craque-t-il déjà dans tous ses fondements ? Duel Aehrenthal-Isvolski. La Russie ne peut pas encore, la France ne veut pas encore combattre. (« Ce ne sera que lorsque vous aurez équipé une armée de terre ; votre flotte ne nous protège pas contre l'invasion, » dit Clémenceau à Edouard VII, Carlsbad.)

La circonspection et le sang-froid de d'Aehrenthal et la stratégie aussi discrète qu'énergique de Bülow assurent aux Empires alliés une victoire diplomatique. La Triple-Entente cède et ratifie le marché de l'Autriche-Hongrie. Mais sur le tombeau de ses anciennes espérances, elle arbore immédiatement l'étendard d'espérances nouvelles... Isvolski, qui, après la défaite, se révèle comme un diplomate extraordinairement intelligent, tenace et rusé comme Ulysse, console ses frères slaves du sud, qui ont vu s'évanouir leur rêve panserbe, et leur suggère, comme moyen détourné, une Ligue dont l'action sera plus efficace, sous le protectorat anglo-russe, que ne le serait celle d'un seul État balkanique, embarrassé dans toutes sortes de querelles de clocher. (Pure folie, brame-t-on chez nous ; des ennemis jurés, les Grecs et les Bulgares, concluraient une alliance ? C'est le plus stupide bluff que ce poseur ait jamais imaginé.)

En Angleterre on s'est calmé très vite. Au Guildhall, Asquith a dit de quelle utilité était la parfaite unité de vues de l'Angleterre et de la Russie pour toutes les questions pendantes dans le sud-est de l'Europe. Et l'ambassadeur d'Autriche a été reçu plusieurs fois à Sandringham avec une faveur marquée, venant d'ailleurs rapporter lui-même à la Hofburg l'assurance que le roi aiderait très volontiers la politique viennoise à triompher des difficultés qui se sont élevées.

C'est Londres qui a conclu cette paix austro-turque qui a coûté aux Osmanlis 40 millions de mark, ainsi que le privilège d'une élévation des tarifs douaniers, et a valu aux Autrichiens confirmation de l'annexion. — Édouard était particulièrement fier de ce tour de force. — L'avant-dernier qu'il ait accompli a été l'entente franco-allemande de février, relative au Maroc (que Guillaume veut voir conclure au plus vite pour donner à son oncle, qui vient enfin lui rendre visite, une preuve de sa bonne

volonté). — Et voilà ! La Turquie, fermée à la poussée allemande ; la France, débarrassée de la crainte de devenir l'otage de l'Allemagne derrière la muraille protectrice de la querelle chrétienne ; l'Autriche-Hongrie, convaincue qu'elle ne pourra plus bien se tirer d'affaire sans l'amitié de l'Angleterre. — Que reste-t-il encore ? Il faut que l'Autriche se sente menacée, même à l'ouest, dans ses espérances balkaniques. En octobre 1909, le Tsar, qui a évité le territoire autrichien comme un lieu pestiféré, séjourne avec Isvolski à Racconigi (Bulow n'étant plus chancelier). Et peu à peu apparaît le sens des paroles de Tittoni, lorsqu'il s'écriait au Parlement : « L'entente italo-russe est un événement dont l'avenir seul dévoilera toute l'importance. »

Le professeur et politicien bulgare Ivan Glicorgow vous a dit ici, le 12 avril, comment les nations balkaniques furent vite déçues sur le compte des Jeunes-Turcs, et avec quelle cruauté elles furent martyrisées par ces proclamateurs de la fraternelle égalité.

En Macédoine et en Albanie, en Arabie et même en Arménie, la bande gouvernementale, avec un empressement à la Bethmann, ne manqua pas une seule occasion de faire des « gaffes ». — Et les diplomates des deux Empires alliés, qui cependant désirent le maintien d'une Turquie d'Europe, s'abstinrent de lui donner de sérieux avertissements...

Marschall fit de louables efforts en notre faveur ; mais il eût été plus louable qu'il en fit moins. Il voulait prouver au plus vite que le relent de la faveur d'Abdul-Hamid, qui pouvait être resté attaché à sa personne, ne l'empêchait pas de se transmuier également en favori des nouveaux maîtres ; c'est pourquoi il se gardait de les importuner par ses conseils. Il croyait aussi peu que son ami Kiderlen à la force propulsive et à la solidité profonde des États balkaniques ; quoique tous deux eussent

lu dans les instructions de Bülow les préceptes suivants : « Tant que la Turquie vivra, nous tirerons de son existence tout le parti possible, aussi bien au point de vue économique qu'au point de vue politique. Il faut cependant que nous disposions favorablement à notre égard les nations balkaniques qui en seront les héritières. »

Pour ces jeunes nations, Marschall n'avait qu'un mépris souriant, et Kiderlen un grossier dédain de Souabe. Mais comme l'empressement obséquieux et le don d'ubiquité de Marschall avaient fini par toucher les parvenus de la Corne d'or, et qu'ils le traitaient avec un respect empreint d'amabilité, il se berça de l'illusion que l'Allemagne était en odcur de sainteté, même auprès du nouveau régime. Il l'écrivit à Berlin ; et, vu la candeur qui y règne, on l'y crut.

Mais les Anglais, les Russes, les Français dirent alors aux bambocheurs de Stamboul : « Voyez-vous enfin ce que sont les Allemands, eux qui se vantent toujours bien haut de leur désintéressement ? En dépit de toutes les promesses, ils ont refusé tout secours à votre Sultan comme à celui du Maroc ; dans la lutte contre l'Autriche et le prince de Cobourg, de même qu'en 1906 à propos de l'oasis de Tabah, ils vous ont bel et bien laissés en plan ; mais aujourd'hui ils vous font assidûment la cour, car ils cherchent avidement une nouvelle occasion d'accaparer les dépouilles de votre territoire. » — Puisque, aujourd'hui, on farde toutes les vérités avec un cynisme inconnu jusqu'à ce jour, il faut bien rappeler ce fait certain : à savoir que des conseils donnés à temps, en vue de sages mesures de conciliation et d'une prompte réorganisation de l'armée et des services administratifs, pouvaient encore sauver la Turquie.

Mais elle s'effondra après quatre mornes printemps ; et ce fut une conséquence de la bêtise d'Agadir qui nous força à offrir à la France, sur un plateau, le protectorat

du Maroc. Et ceci à une époque qui, plus que toute autre, interdisait une telle offre... Par notre faute, un territoire islamique tombait une fois de plus, et définitivement, entre les mains d'une nation européenne, et le Khalifat que nous avions eu l'intention de fortifier, s'en trouvait affaibli d'autant : mais ce n'était pas là le pire.

Depuis dix ans, la France avait conclu avec l'Italie un accord (ratifié par l'Angleterre, fin 1902, grâce à l'action habile de Delcassé), par lequel le Royaume s'engageait vis-à-vis de la République, qui lui abandonnait la Tripolitaine et la Cyrénaïque, à aider par tous les moyens en son pouvoir l'extension française au Maroc. (C'était là l'accord secret qui a déterminé l'attitude de l'Italie à Algésiras.

La France étant désormais maîtresse du Maroc et la « tunisification » de l'empire chérifien (après avoir été tant décriée à Berlin pendant six ans) devenant un fait accompli, sur la proposition même de Berlin, il fallait bien que l'Italie se servît à son tour... En différant davantage, elle risquait de voir la Jeune-Turquie relaire ses forces à l'intérieur, chercher des protecteurs et consolider ses positions dans l'Afrique du Nord. Pour prolonger l'existence de la Jeune-Turquie, il fallait empêcher à tout prix l'expédition italienne. L'Angleterre, elle, la facilita et garantit la victoire en bloquant aux troupes et aux munitions turques la route de Benghazi qui passe par l'Égypte. De quelle sagacité enviable la diplomatie de ce pays ne fait-elle pas preuve ?

Et Berlin ? — Berlin trouva, une fois de plus, que « l'intérêt de l'Allemagne n'entraînait pas directement en jeu dans cette affaire », et ne fit rien pour empêcher la guerre...

L'impuissance de la Turquie... éclata aux yeux de tous ; le Sultan perdit la dernière parcelle de son territoire africain ; l'Italie acquit un vaste domaine d'une

grande importance politique et économique, mais relié à la métropole par la route de Malte (puisqu'il est facilement attaquable par Tunis et le Soudan anglais), ce qui unit le royaume d'Italie plus étroitement encore aux grandes nations de l'Europe occidentale.

Sur les rives du Bosphore, le plateau de la balance qui portait le poids de l'influence allemande rebondit vide. Cette fois encore nous n'avons rien fait pour la Turquie : malgré le discours de Damas, qui paraissait être une garantie contre un nouveau démembrement de l'Empire turc, chacune de nos deux alliées a ravi à celui-ci deux provinces.

« *Ils n'ont passé faire* », (1) dit Abdul Hamid à propos des Jeunes-Turcs... Pourront-ils se maintenir (eux, ou les « Libéraux » qui, pour un moment, détiennent le pouvoir) ? — Peut-être quelques années encore : si la Triple-Entente les aide de ses conseils et de son argent. Elle ? On raconte à Berlin qu'elle est maintenant aussi délabrée qu'une vieille masure où serait passée une avalanche. Comment donc ! Potsdam ! Port-Baltique ! Nous ! Jamais nous n'avons été liés avec la Russie d'aussi étroite amitié ! — A l'étranger personne n'est de cet avis, d'ailleurs, et quand apparaît au grand jour le traité relatif à la Perse et au chemin de fer de Bagdad, — ce traité qu'on a couvé pendant neuf mois — des tempêtes de rire accueillent notre déconfiture...

La Turquie est incapable de se défendre sérieusement... L'union des Slaves du nord et des Slaves du sud est le remède le plus efficace à opposer à une entente russo-allemande. En toute hâte et en grand secret, est formée la Ligue balkanique, sous les auspices de Londres et de Saint-Petersbourg....

(1) En français dans le texte.

La dernière guerre de Turquie peut commencer en territoire européen. La Grande-Bretagne est résolue à s'assurer contre la poussée allemande en Orient, au prix même de l'expansion slave; elle est décidée à laisser tout l'est de l'Europe aux Slaves du nord et aux Slaves du sud. Dans le ciel judéo-chrétien, Disraeli se voile la face. Mais, en guise de consolation, Pitt dit à Benjamin : *British policy is british trade.*

..... Les quatre alliées... ne se soucièrent pas un seul instant de la note collective des grandes puissances conseillant aux nations balkaniques de maintenir la paix, et leur interdisant, du ton le plus solennel, tout agrandissement territorial. La présentation de cette note est retardée de dix-huit jours, à cause de Londres; et elle coïncide finalement avec la déclaration de guerre de Nicolas. (Grey était absent, comme toujours, quand il veut faire traîner une affaire en longueur ou se soustraire aux questions qu'on pourrait lui poser. La bonne foi allemande qui, le plus souvent dans l'uniforme impérial d'un conseiller d'ambassade, patauge pour la plus grande distraction des gens avertis, murmure avec componction que le grand maître sorcier du Foreign Office a malheureusement besoin de repos, et pour cette raison a cédé sa place au premier ministre Asquith, plus « accommodant!... »)

... Les quatre alliées, elles, savent bien à quoi s'en tenir et sur qui elles peuvent compter. Vienne et Berlin... croient fermement à la victoire turque; et Kiderlen traite les représentants des Balkans avec une grossièreté remarquable. Déclarer la guerre? Mais vous serez battus à plate couture, et la moitié de l'Europe s'en réjouira!...

... Une fois encore — pour la dernière fois — le crédit dont nous jouissions dans le sud-est de l'Europe... et qui

n'est pas encore complètement perdu, pourrait être sauvé. Il faudrait pour cela que l'Allemagne et l'Autriche fissent entièrement cause commune et ne laissassent aucun doute sur leur volonté de tirer l'épée du fourreau si besoin est, pour défendre leur droit, voire même pour affirmer leur puissance.

Lorsque Edouard VII était à Revel et que les éventualités commençaient à se dessiner, j'ai réclamé ici même une sérieuse augmentation de nos armements et une limitation volontaire des moyens de défense navale. J'ai écrit le 13 juin 1908 : « Une nation germanique n'a pas le droit de se plaindre, devant des tables bien garnies, qu'il lui manque l'argent nécessaire à l'achat des armements. Renforçons notre armée de terre : alors seulement nous pourrons attendre tranquillement une aurore nouvelle. Ce ne sera pas le cas si nous restons suspects de vouloir nous ériger en arbitres du monde, et si, par nos larmoyantes protestations de pacifisme, nous nous faisons une réputation d'hypocrisie et de perfidie. »

... Affaire de Bosnie, Agadir, Tripolitaine : j'ai renouvelé mes appels jusqu'à en fatiguer mes lecteurs. En octobre, le projet de loi militaire n'était pas encore, comme en mars, l'aveu que nous nous trouvions en posture toujours plus dangereuse. Lié à un programme d'action en Orient, dont on eût bien pesé les premières et les dernières conséquences, et garanti par 6 millions de baïonnettes austro-allemandes, il pouvait, non seulement faire sauter les châteaux... en Espagne... des illusions balkaniques, mais encore, dans un monde allemand qui a changé depuis 1866 et 1870, confirmer les paroles prononcées par de Moltke en 1841 : « De l'épée autrichienne dépendra un jour l'équilibre de la balance. Toutes les flottes du monde, même réunies, ne pourront ni procéder au partage de la Turquie, ni suffire à l'empêcher. Pour le premier point, les armées autrichiennes

y parviendront peut-être, — pour ce qui est du second, elles y réussiront sûrement. » — Sûrement, mais de concert avec l'Allemagne et la Roumanie! Comme au temps d'Andrassy, ces trois nations « ont pour mission commune d'empêcher la réunion des Slaves du sud avec les Slaves du nord et d'opposer une barrière à la « slavification » de l'Orient ». Que fait-on pour cela? Rien!

... La guerre a duré quatre semaines à peine, la confection de la paix plus de cinq mois jusqu'à présent... Une victoire sur l'Empire allemand et son alliée ne paraissait pas si facile à assurer qu'une victoire sur la Turquie : pour cette bonne raison qu'il fallait la tenir bien cachée aux regards de ce même Empire allemand contre qui toute l'entreprise était dirigée, et l'obtenir même par ses soins. C'est pourquoi les quatre alliées devaient encore et toujours attendre...

Lorsque les secousses sismiques qui agitaient le slavisme eurent englouti le *statu quo* et autres toiles d'araignée analogues, on adopta une autre formule trompeuse : « Localisation de la guerre. » Avec un zèle empressé, nos matadors coururent encore se faire prendre à ce nouveau piège. Qui donc devait désirer la localisation de la guerre? Chacun de ceux à qui elle seule pouvait être indubitablement profitable. C'est-à-dire : l'Angleterre, la Russie et la France. Qui donc ne devait pas tolérer la localisation de cette guerre qu'on n'avait pas pu empêcher d'éclater en automne? Ceux à qui elle seule devait nécessairement porter préjudice. C'est-à-dire l'Allemagne et l'Autriche, dont la seule arme, mais l'arme infailliblement efficace, était de déclarer nettement : « Nos épées sauront déchiqueter tous vos traités de papier, si nos volontés n'interviennent pas comme les vôtres dans la réorganisation des puissances balkaniques. »

Le souci de savoir si les deux nations prononceraient

cette parole a primé tous les autres dans le *concern* anglais. Mais elles ne l'ont pas prononcée. Elles ont fait comme si la paix de l'univers se trouvait menacée d'un tout autre côté que du leur et comme si leurs efforts seuls avaient conjuré le danger. Les régisseurs de la comédie en prirent une crise de fou rire qui leur fut d'ailleurs salutaire.

L'Angleterre, la France et la Russie n'avaient qu'une peur : que l'Allemagne et l'Autriche ne déclarassent la guerre. Mais celles-ci portèrent au compte de leurs mérites d'avoir réussi, au prix des plus grands efforts, à obvier à la rupture de la paix universelle. Elles avaient déclaré qu'elles ne se feraient pas représenter à une conférence des puissances. Très bien ! On donna alors un nom nouveau à une chose ancienne : celui de « réunion d'ambassadeurs ». On en compliqua encore un peu plus les formalités, et c'est ainsi qu'on attrapa les légats de Vienne et de Berlin. Et de nous écrier : « Nous sommes parvenus à empêcher la conférence : c'est un vrai triomphe ! »

... A l'habileté qui consiste à attirer les deux ambassadeurs, s'en ajoute une plus grande encore ; celle de les retenir à la réunion. Et Bethmann qui, le 2 décembre, a parlé au Reichstag « des efforts sincères faits par toutes les puissances pour maintenir la paix » et de « l'espoir de localiser la guerre » (alors déjà terminée), et qui, naïfet candide, a affirmé, comme un aveugle et un sourd que « l'Empire allemand n'était pas directement touché par les événements des Balkans », atteste aujourd'hui encore tous les dieux, qu'il a fait des efforts herculéens pour convaincre les autres de remettre au fourreau l'épée qu'ils brandissaient déjà.

Convaincre qui ? Il aurait fallu qu'Anglais, Russes et Français n'eussent pas plus de clairvoyance que de grosses bêtes pour courir le risque d'une guerre, quand

leur but pouvait être atteint à si peu de frais... et pour essayer, sans raison majeure, si à l'aide d'une armée russe encore à l'état d'ébauche, et de la poudre française inutilisable, on pouvait démolir les armées allemandes, autrichiennes et roumaines, ainsi que les Polonais... de la Vistule et du Niémen, les Finlandais et les habitants des provinces baltiques tout prêts à la révolte...

La Triple-Entente voulait localiser la guerre (sans quoi on n'aurait pas tiré un coup de fusil dans les Balkans) et c'est pourquoi il lui fallait attirer à cette réunion, et y retenir par ses bavardages, les deux nations qui pouvaient donner au conflit plus d'envergure... Cette réunion... dont on s'est tant moqué, a été un coup de maître inégalable. D'Enos à Scutari elle est parvenue à cacher tout ce qui, politiquement, importait à la Triple-Entente et, par dessus le marché, à faire croire aux tanneurs dont le courant emportait les cuirs, qu'on les avait traités avec la plus grande amabilité.

En fin de compte, les paroles de Tittoni prirent un sens et une valeur, et on vit réussir un tour de passe-passe apparemment inspiré par l'ivresse de l'orgueil. A la suite d'une vraie farce diplomatique... l'Autriche semblait disposée à conduire elle-même l'Italie par le bras dans l'Albanie méridionale, à faire du possesseur de Brindisi le concierge de Valona qu'aucun denier à Dieu n'aurait pu, par la suite, décider à ouvrir les portes de l'Adriatique. On n'en est tout de même pas arrivé là. Cependant ce n'est pas seulement dans mille articles de journaux, mais encore dans des actes de chancellerie et des notes collectives qu'il est parlé des prétentions balkaniques de l'Italie comme de droits séculaires. San Giuliano, qui s'est dépensé en faveur de l'Italie pendant plus de dix ans, peut maintenant sourire...

Zukunft, 10 mai 1913, p. 179-188.

XV. — *Mémorial sur la question balkanique* (suite).

... Le livre de M. Léopold de Chlumecky m'a appris maintes choses nouvelles... (Constantinople placée directement sous la suprématie russe serait une combinaison plus acceptable pour l'Autriche-Hongrie qu'une mainmise italienne, présente ou éventuelle, sur Valona).

A vrai dire, je n'ai connu aucun homme d'Etat, diplomate ou politicien, qui eût d'autres vues sur ce sujet. Qu'on se demande un peu si, avec le nombre de dangereux points de friction (trois au lieu de deux), n'augmenteraient pas les chances d'incendie ; qu'on jette un regard sur la carte pour mesurer la distance qui sépare Otrante de Valona ; qu'on se rappelle toute la littérature franco-italienne sur l'Altra Sponda... de même qu'aussi la parole de M. de Marinis : « Qui possède Valona est maître de l'Adriatique. » Parole jaillie de l'erreur, mais qui conduit à la vérité. Ne sera maître de l'Adriatique que celui qui possédera, outre une flotte considérable, Valona et Otrante ou Brindisi, et par conséquent pourra fermer le passage à sa fantaisie, et, un jour de mauvaise humeur, enfoncer le talon de sa botte dans les côtes de la péninsule balkanique.

... Ne tournons pas les choses au tragique : ce jour-là ne viendra pas en réalité. Mais elle a déjà sonné, l'heure où les amis les plus sûrs de l'Autriche-Hongrie se sont interrogés pour savoir si, dans des documents de chancellerie et des notes collectives, on devait parler des prétentions balkaniques de l'Italie comme de droits séculaires. Et si cette chose-là, la pire des choses, était nécessaire...

... Ces lignes ne prétendent pas nier que l'Autriche-Hongrie se trouve dans une mauvaise passe. Lois d'exception en Croatie-Slavonie, ainsi qu'en Bosnie-Herzégovine; échec de la tentative de conciliation, en Bohême, entre Allemands et Tchèques; en Galicie, entre Polonais et Ruthènes; au Conseil de l'Empire, à Vienne, explosion presque certaine des colères slaves; en Hongrie, le ministère, forcé par le Tribunal des Tables à fournir des preuves au procès d'un sujet malpropre; une minorité déchaînée — mais forte par le nombre et la valeur intellectuelle — chassée du Parlement par la police; et par-dessus toutes les querelles de tribus, la politique générale, dominée par le désir aveugle de ne laisser croître la puissance slave ni à l'intérieur de l'Empire ni aux frontières, et de ne pas toucher à l'oligarchie magyare; des milliards perdus à cause d'une guerre qui, jusqu'ici, n'a rapporté ni lauriers ni gain matériel; et, depuis sept mois, la joie dans tous les cœurs slaves... à chaque victoire de la Ligue balkanique..., depuis Kirk-Kilissé jusqu'à Scutari chaque journée fatale au Gouvernement, célébrée comme une fête nationale par les Tchèques, les Croates, les Serbes, les Slovènes, les Dalmates !

Cependant, même en un tel moment, une mine tragique ne convient pas plus qu'un optimisme imbécile. L'Autriche a perdu un temps irréparable... Mais tout cela est passé. Il faut qu'elle vive, elle le veut et elle le peut; mais qu'elle se garde, pour le plus grand avantage de la Russie et consorts, de reculer plus longtemps devant la résolution de réconcilier les Slaves avec l'idée de son unité nationale; qu'elle le fasse, même au prix des plus grands sacrifices, et sous un régime de liberté digne de ses sujets.

Tant il est vrai qu'elle ne se débarrassera pas de la question slave, même si elle appelait les Italiens dans la péninsule balkanique. La distance d'Otrante à Valona est

de soixante-douze kilomètres. C'est pour assurer de toute façon l'exécution des clauses de l'accord albanais, aussi bien en cas de victoire turque qu'en cas d'agrandissements territoriaux autrichiens, que San Giuliano, le promoteur le plus fervent de l'expansion italienne en Orient, a renouvelé aussi hâtivement l'alliance avec l'Autriche : et alors l'Europe s'est aperçue que ces alliés de vieille date ont tout lieu de craindre une mitoyenneté analogue à la mitoyenneté anglo-russe en Perse.

Et, la main sur la conscience, quel résultat appréciable la Triplice a-t-elle obtenu dans cette querelle mondiale ? Ce résultat pouvait-il être plus insignifiant, plus bas encore au-dessous de zéro, si l'on n'avait pas mobilisé un seul homme, si aucun ministre n'avait levé le petit doigt ?...

Zukunft, 17 mai 1913.

XVI. — *Mémorial sur la question balkanique.*

(Suite et fin.)

... La lutte pour la suprématie dans les Balkans peut encore durer un certain temps et ne constituer cependant qu'un épisode. Faudra-t-il donc toujours dépenser toute son énergie et tout son art pour le mirage de la paix ? Nos ennemis ont voulu l'expansion de la puissance slave, ils ont vu déjà la réalisation de leurs vœux essentiels et atteindraient sans peine leur but suprême, si nous nous laissions de nouveau sottement persuader qu'autour de nous tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes...

Une nouvelle puissance est née. Nous n'avons su ni tarir la source qui l'alimentait, ni nous la rallier. Bien que cette puissance soit capable de mettre un jour en

danger notre vie économique et la culture germanique, nous nous sommes ancrés dans l'illusion que son développement « ne nous touchait pas directement » (Bethmann), mais seulement en tant qu'alliés de l'Autriche. C'est là une erreur fondamentale ! Il nous était permis — nous avions même le devoir — de défendre nos intérêts avec la dernière énergie, nous avions le devoir de pratiquer nettement une politique allemande et de ne pas retenir l'Autriche en lui conseillant la modération. Il fallait, au contraire, la pousser en avant en vue d'une intervention délibérément amicale ou délibérément hostile : bref, il fallait être le marteau et non pas l'enclume.

Et maintenant ? Les deux Empires n'ont ni servi, ni sérieusement desservi la cause des Slaves du sud : ils n'ont ni favorisé, ni empêché quoi que ce soit d'important ; mais ils se sont acquis la réputation de querelleurs mesquins et ont rivé les espoirs des États slaves aux volontés de Londres, de Saint-Petersbourg et de Paris.

Or, c'est justement ce qu'il fallait empêcher. Car la politique austro-hongroise se proposait encore le même but qu'Andrassy indiquait, dans une lettre privée, à Charles de Roumanie : « Empêcher la réunion des Slaves du nord et des Slaves du sud et opposer une solide barrière à la slavification d'une certaine partie de l'Europe. » Mais l'occasion est manquée.

Zukunft, 24 mai 1913.

XVII. — *Tableau synoptique.*

Chaque signature de traité, au cours de ces dernières années, a été une « pax britannica » : paix du Japon à Portsmouth, paix de l'Allemagne dans les marécages du Congo, paix de l'Espagne à Paris, paix voulue par l'An-

gleterre et rapportant à son gouvernement de gros intérêts. Mais aucune n'a été aussi lucrative que celle qui vient de s'élaborer et qui se décore à bon droit du titre honorifique de *Traité de Londres*.

La Turquie chassée d'Afrique et même d'Europe sans qu'il y ait guerre intereuropéenne; la tête de pont conduisant en Asie très facile à tenir sous le feu anglais; l'Autriche engagée dans de nouveaux démêlés au sud-est avec les Slaves, au sud-ouest avec les Italiens et, en cas de guerre, complètement absorbée par le souci de sa propre défense : donc moins capable que jamais de porter secours à l'Empire allemand; cet Empire allemand, privé de l'atout turc, d'une voie libre vers la mer Egée et sa zone d'influence en Anatolie, et lié à un Empire affaibli : donc contraint d'augmenter considérablement ses effectifs; l'expansion roumaine soumise au bon vouloir de la Russie ou réalisable aux dépens de l'Autriche-Hongrie; le trust élargi jusqu'à Andrinople et la mer Ionienne; et, sur l'Adriatique, l'éclosion d'un produit de laboratoire : d'un État albanais, nouvelle Macédoine, où il sera toujours facile d'allumer un petit incendie au bon moment. Voilà un résultat qui n'est pas mauvais! Ne serait-il pas encore suffisant? Tandis qu'on empochait les bénéfices, c'était à qui parlait sur tous les tons de l'amélioration des rapports anglo-allemands.

Après tout ce bruit, on pouvait du moins espérer (et je suggérais moi-même ici cette espérance) que John Bull s'était laissé attendrir et nous avait laissé le dernier tronçon du chemin de fer de Bagdad. Mais point du tout... L'Angleterre s'assure encore, par-dessus le marché, la maîtrise du chemin de fer de Bagdad...

L'accord que Georg Siemens, directeur de la Banque d'Allemagne et de la Compagnie des chemins de fer d'Anatolie, avait conclu en décembre 1899 avec le ministre du Commerce turc, l'autorisait à prolonger la

voie ferrée de Konïa au golfe Persique. L'Empereur s'était entremis personnellement auprès d'Abdul-Hamid, donnant ainsi à cette entreprise financière un caractère officiel (souvent plus dangereux qu'utile). Pendant douze ans, nos plus habiles diplomates se sont plaints de ce que la conception politico-stratégique que l'on avait à Berlin de cette voie ferrée, entravât tous les pourparlers avec l'Angleterre. Bien que, à eux seuls, et sans secours étranger, les capitaux allemands ne puissent prolonger le chemin de fer jusqu'à son point terminus, on ne pouvait, disaient nos diplomates, enlever de la tête des Anglais cette idée qu'il devait servir à frayer à nos armées la route de l'Inde. Résultat ? De grands efforts gaspillés sans profit. Le chemin de fer est déjà presque internationalisé ; le tracé en a été modifié par les Jeunes-Turcs, sur l'insinuation anglaise, et il aboutit en territoire anglais. Le prince de Bulow n'a qu'à se demander si ce dernier point de sa sagesse politique le paie suffisamment de ses longs efforts et de ses périlleux labeurs de pilote.

Un tronçon de voie ferrée qui, dans des années, rapportera peut-être quelque chose et dont le comité directeur se compose en partie d'Anglais... Nous aurions pu avoir cela plus tôt et à meilleur compte... Le Nord de la Perse, à la Russie ; le Sud, ainsi que Koweït et les environs, à l'Angleterre. Celle-ci peut rire ! Elle a « soufflé » aux Allemands le chemin de fer de Bagdad comme elle a, un jour, soufflé le canal de Suez aux Français. Ce chemin de fer... sera très utilisable pour les pays situés entre le Tigre et l'Euphrate et qu'a irrigués M. William Willcocks ; il facilitera le travail de colonisation en Arabie, en Perse, en Afghanistan, et, avec la correspondance à Salonique, transmettra à l'Angleterre, par Ostende, le courrier et les marchandises de l'Inde, dans les deux tiers du temps nécessaire par la route Brindisi-Domo d'Ossola. — Et ce n'est pourtant pas là

encore qu'est le plus grand profit. Quiconque possède Chypre et le Caire, Koweit et Aden, le golfe Persique et le golfe d'Arabie, le canal de Suez et la mer Rouge, avec une supériorité navale incontestable, domine l'Arabie. Un désir séculaire de l'Angleterre se trouve là réalisé. Gibraltar, Malte, Chypre, toutes les routes maritimes et terrestres qui conduisent vers l'Inde : jamais l'Empire anglais n'a été si fortement étayé...

Tout Allemand raisonnable devrait se réjouir si la fissure s'était vraiment refermée entre son pays et l'Empire britannique. L'est-elle ? Ou bien les cris de joie que l'on pousse chaque jour, au sujet de « l'amitié renouvelée des deux nations-sœurs », n'ont-ils pas plus de fondement que les chansons sur le maintien unanime de la paix et sur les buts poursuivis en commun ?

La politique anglaise n'a jamais été puérile *in magnis*. Or, il faudrait qu'elle le fût pour accorder subitement, comme si elle se réveillait d'une longue aberration, le meilleur de son amitié à une nation qu'elle a essayé depuis huit ans d'isoler, d'encercler, de paralyser, dépensant pour cela toutes ses énergies et toute sa ruse. L'Angleterre a rompu avec les grands principes de sa politique traditionnelle, intérieure ou extérieure. En Asie, elle a accordé des faveurs aux indigènes ; elle a satisfait la Russie, la France, l'Italie, favorisé l'expansion méditerranéenne d'autres pays, elle s'est embarrassée du voisinage de grandes puissances militaires ; elle a « avalé la médecine » du Panama, renoncé au dérivatif qu'aux mauvaises heures elle pouvait trouver en Turquie d'Europe, aidé les Slaves dans leur ascension, accordé des sièges et des voix à ses colonies dans son Parlement : tout cela uniquement pour se protéger contre l'Allemagne. Non point pour l'anéantir, mais pour empêcher que sa puissance d'offensive ne devint plus dangereuse encore. L'Angleterre a toujours voulu la paix (car une guerre malheu-

reuse pourrait lui ravir des biens irremplaçables, et n'importe quelle expédition contre l'Allemagne l'obligerait à de longs et ennuyeux préparatifs de défense). Elle l'a voulue, même en 1911, lorsqu'elle recommanda aux Français, les contraignant presque, de ne pas envoyer de navires de guerre à Agadir, et qu'elle se contenta de proférer des menaces par la bouche de son chancelier de l'Echiquier. Sir Edward Grey, notre ennemi juré à cette époque... serait maintenant l'homme d'État le plus sage, le plus équitable et le plus aimable à notre égard? Est-ce que, par hasard, il nous offre des dépôts de charbon, de bons ports en Asie mineure, ou enfin tout au moins les fruits de l'accord relatif aux colonies portugaises, et libre accès sur les marchés d'Extrême-Orient?

Pas le moins du monde! Mais voici ce qu'il nous a offert : limitation de notre puissance militaire (Haldane), ce dont M. von Tirpitz n'a pas voulu, et une année de relâche dans la construction de notre flotte (Churchill) : proposition qui fut refusée par le même amiral comme contraire à nos intérêts.

Depuis lors, l'Angleterre a aggravé la situation politique et stratégique de l'Empire jusqu'à un point que les prophéties les plus noires n'avaient point pressenti. Et, pas à pas, nous lui avons cédé et avons aussi fêté, en son fondé de pouvoirs, un pacifiste animé des sentiments humanitaires les plus sublimes. George V vient à Berlin : nous sommes ravis. Le ministre de la Marine Churchill vient à Kiel : nous voilà au comble de nos vœux! A-t-on jamais arrangé à si peu de frais une affaire aussi gigantesque?

Mais n'est-il pas grand temps aussi de nous souvenir de nos devoirs d'amour-propre national et de fuir la malédiction d'un ridicule toujours renouvelé?

... La comparaison des bilans de 1913 et de 1908 (affaire de Bosnie) est douloureuse... A cette époque, il ne restait

plus de blé dans les granges de la Triple-Entente, dont les chefs nous montraient les dents d'un air furieux. Maintenant, au contraire, leurs greniers sont pleins des moissons désirées, et ils font les yeux doux à Germania, la vierge crédule et vertueuse.

L'Angleterre, la France et la Russie n'avaient qu'une peur : c'est que l'Allemagne et l'Autriche ne déclarassent la guerre. L'Allemagne et l'Autriche, elles, s'attribuèrent comme un mérite d'avoir réussi, au prix d'efforts surhumains, à maintenir la paix universelle. Quel spectacle! *Pax britannica*. Traité de Londres!

Des peuples de toutes couleurs et de toutes langues s'aperçurent que les fonctions d'arbitre universel, que la direction des affaires mondiales étaient désormais entre les mains de la Triple-Entente... Vainqueurs et vaincus fixent sur Londres, Saint-Pétersbourg et Paris des yeux remplis d'espoir...

Les résultats (de ce traité) pouvaient-ils être (pour nous) encore plus nuls, si aucune Excellence de la Wilhelmstrasse n'avait levé le petit doigt, si on n'avait rédigé aucune note, si aucun officier de l'état-major général et du ministère de la Guerre n'avait été appelé en audience particulière?

Le total des fautes berlinoises et des pertes allemandes est suffisamment confirmé par les chiffres et les titres justificatifs du projet de loi militaire : on ne peut donc pas le nier.

L'Allemagne est forte et surmontera vaillamment ce nouvel ennui. Et il est de toute évidence que les Germains savent être patients comme les plus malléables des Slaves. Aucun autre peuple viril ne remettrait aussi tranquillement ses nouveaux moyens de défense entre les mains d'un mandarin qui, avec les anciens, n'a pas même su défendre un fétu de paille. Dans aucun autre Etat constitutionnel, l'homme responsable, après quatre années

aussi stériles, ne resterait aussi solidement assis sur le trône de ses dignités.

En Allemagne, le fait est possible. Mais il ne faut tout de même pas qu'après chaque trombe on vienne chanter : « Regardez donc quel beau soleil il fait ! »

Zukunft, 24 mai 1913.

XVIII. — *A propos du Traité de Londres.*

...Parmi les ministres qui tiennent les premiers rôles il n'y en a qu'un qui fasse figure et, sans être un géant, soit de taille acceptable : c'est Sir Edward Grey. Celui-là ne se perd pas en discours, n'écrit point d'articles, ne fait pas étalage de ses connaissances philosophiques et historiques... Il n'a pas de vanité ; il ne sollicite jamais les applaudissements de la galerie. Cet automne, il a en silence accompli une besogne sérieuse, intelligente et presque invisible... Et... « l'inaccessible s'est fait réalité » aussi bien en Orient qu'en Occident.

Le comte Berchtold, lui, comme son collègue Sazonow, se trouve pris dans le tourbillon de deux courants contraires et incompatibles. Il gémit sous le fardeau des fautes de d'Aehrenthal (cession gratuite et inopportune du Sandjak, essai trop tardif de réconciliation avec la Russie), il souffre de la balourdise capricieuse de ses camarades de Berlin (qui, pendant la guerre de Tripolitaine, auraient pu obtenir pour lui que l'Italie renonçât à l'Albanie, et consolider pour le moment la Triplice qui craque par toutes les coutures). Mais il a aussi à déplorer ses propres fautes.

Il n'aurait pas dû... accorder à ses cousins et amis magyars la dictature en Croatie : fait si propre à exciter

contre l'Autriche-Hongrie les têtes chaudes des Slaves du sud. Il devait encore moins, — à côté d'un Empire ture malade, atteint jusque dans ses racines endommagées, — répéter les paroles de Beust — toutes inspirées par le hasard — relativement à « l'autonomie désirable » des provinces turques. Il eût dû, au préalable, en peser les conséquences les plus lointaines. Bien que suggérées très bas et entourées de timides réserves, ces paroles furent l'étincelle qui fit jaillir bien haut une flamme couvant depuis longtemps dans l'amadou.

L'Italie veut étreindre l'Adriatique et s'assurer tout d'abord de solides points d'appui dans les îles de la mer Egée. La Russie s'efforce de sortir de sa geôle de la mer Noire... et de se rendre maîtresse de toute l'Europe orientale par la formation d'une fédération d'Etats slaves qui la reconnaîtrait pour suzeraine. C'est bien là que la toute-puissance des Habsbourg est menacée (comme l'est d'ailleurs toute expansion commerciale austro-allemande, qu'une Ligue balkanique, protégée par la Russie, réduirait presque à néant). C'est pourquoi l'enjeu actuel est, pour l'Autriche, infiniment plus important que ne l'était le changement d'enseigne en Bosnie.

Ne comprenez-vous pas encore où est le pivot de la dispute ? Il s'agit, pour l'avenir germanique et pour l'avenir slave, de questions de vie et de mort.

Aussi, tout ce que l'on fera de mieux actuellement pour notre armée sera-t-il tout juste assez bon. Une fois encore une heureuse conjoncture sourit aux Allemands. Ils peuvent vaincre sur le champ de bataille et dans le Palais du Congrès. Mais non pas sous Bethmann-Hollweg!...

...Sir Edward Grey... a remporté l'une des victoires les plus utiles que connaisse l'histoire de l'Angleterre ; et certainement le succès qui fut acquis à meilleur compte. *Pax britannica*... « L'Allemagne ne compte pas », (disait Bismarck en 1854, et il conseillait à son roi de s'ériger en

arbitre de la situation européenne en mettant sur pied une armée de 200.000 hommes)... Aujourd'hui nous dépensons annuellement un milliard et demi pour les besoins de l'armée : et nous sommes au point où nous en étions l'année d'Olmütz. Ceci, parce que nous avons à la tête de nos affaires les gérants les plus incapables qui soient, les plus dépourvus de volonté et d'idées géniales. Parce que ce qu'ils possèdent de cervelle est employé à persuader à la nation que tout est pour le mieux et le ciel sans nuages. A Londres et à Paris, on vante l'humour douce des Berlinoïses.

La Prusse, l'Etat actuellement responsable des destinées de l'Allemagne, retombe dans les errements de Frédéric-Guillaume II et de Frédéric-Guillaume III. Et déjà nous pouvons craindre d'avoir laissé passer une heure qui ne reviendra plus. L'atout ture, pour lequel nous avons fait tant de sacrifices pendant vingt ans, a échappé de nos mains auxquelles commandent des cerveaux trop peu réfléchis. « Seul, un Empire ture maintenu en Asie, mais qui ne serait plus réduit à briguer les faveurs britanniques et pourrait affirmer son autorité sur le golfe Persique, sur les bords du Nil et sur les bords du Gange, peut désormais nous être de quelque utilité. Quant aux nations qui seront ses héritières en Europe, il faut que nous les aidions à conquérir la force qui les libérerait du joug russe. » Voilà ce que j'écrivais déjà ici, durant l'automne de l'année dernière.

Il est trop tard. « Les pauvres Allemands sont déçus et prennent maintenant conscience de la facilité enfantine avec laquelle on parvient à écarter leurs prétentions. » Cette phrase de la *Fortnightly Review* nous est une amère vérité. Il est, en effet, d'une facilité enfantine de passer par-dessus les desiderata d'une nation résolue à ne pas faire usage de sa force...

Même en Asie, la Turquie n'est plus un facteur sur

lequel les esprits prévoyants puissent compter. Les gens renseignés rapportent que l'état de choses y est semblable à celui des provinces européennes il y a un an. Et cela est très vraisemblable. 15 Octobre 1912 : Préliminaires de paix à Ouchy. 30 Mai 1913 : Préliminaires de paix à Londres. Sept mois et deux semaines se sont écoulés dans l'intervalle. Et dans cet intervalle, se place la perte de la Tripolitaine, de la Cyrenaïque, de la Thrace, de la Macédoine, de l'Albanie, de la Crète, du Sandjak de Novibazar, du reste de la Thessalie, de la plupart des îles de l'Archipel. Jamais un homme de notre génération n'a vu disparaître en si peu de temps un aussi vaste Empire. Ce grand corps, estropié par deux amputations successives et au-dessus duquel on voit déjà planer les vautours, est sous la dépendance de l'Angleterre. Celle-ci aura dès demain, s'il ne lui plaît plus d'attendre, l'Arabie et la Mésopotamie. Et tenant dans le monde islamique un rang qu'aucune nation n'avait tenu avant elle, elle peut en toute tranquillité concéder à ses associées la Russie (en Arménie) et la France (en Syrie), une partie de son butin.

C'en serait fait du rêve qui voyait en Konia, Adanai, Alexandrette, Alep des possessions allemandes. Et déjà des voix annoncent *officiosissime*, que pour notre Empire (qui ne « peut s'engager ni politiquement, ni militairement ») il n'y a rien de bon à prendre en Asie-Mineure, et que seule l'Afrique centrale peut être le but assigné à nos légitimes désirs. L'accord anglo-allemand relatif aux colonies portugaises n'aurait pas, dit-on, à être mis en pratique actuellement. Il suffirait que le Portugal permit aux capitalistes allemands de travailler à côté des Anglais et des Français dans l'Angola, l'Ovambo et le Mozambique. L'assentiment de l'Angleterre nous serait acquis. D'ailleurs il l'était déjà, il y a deux ans, comme Grey l'a déclaré ouvertement. Et même les

Belges ne fermeront pas le Congo aux capitaux allemands.

Une grande puissance, dont le budget militaire dépasse deux milliards, peut-elle être plus modeste ? Pas de dépôts de charbon, donc aucune certitude de relier l'Empire à ses zones d'intérêts les plus lointaines, rien que l'autorisation de faire travailler les capitaux allemands dans les territoires africains du Portugal et de la Belgique.

Mais cette autorisation-là, de fortes organisations industrielles eussent pu l'obtenir sans qu'il fût besoin pour cela de l'intervention de l'Empire. Pour arriver à cela, il était bien inutile de dépenser tant de milliards pour la flotte et six cents millions pour le chemin de fer de Bagdad. Une « entente » de cette sorte avec l'Angleterre pouvait être facilement conclue à n'importe quel moment. Le sceptique Balfour y aurait souscrit avec un joyeux sourire ; il y aurait même sacrifié une partie de golf.

« Que le Reichstag veuille bien prendre la décision d'inviter M. le Chancelier d'Empire — puisqu'on affirme journellement, d'après lui, que les rapports de l'Empire allemand avec l'Angleterre et la Russie sont meilleurs qu'ils ne l'ont jamais été depuis des dizaines d'années — à retirer le projet de loi militaire concernant nos effectifs en temps de paix, projet susceptible de troubler ces bonnes relations, et qu'on le remplace par un autre projet de loi conforme au nouvel et satisfaisant état de choses. »

Il y a longtemps qu'une telle proposition eût été faite, si l'on pouvait encore donner quelque crédit à des rancœurs de domestiques !

Zukunft, 7 juin 1913.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
PRÉFACE, par CHARLES ANDLER	V.
LES PLANS EUROPÉENS DU PANGERMANISME ENTRE 1888 ET 1914	
I. — Les causes du mécontentement pangermaniste.	VII
II. — L'idée d'une Union douanière de l'Europe cen- trale	XXIX
III. — Les projets d'Union politique austro-allemande.	XL
IV. — Les grandes Associations pangermanistes. . .	XLIV
V. — Les principaux publicistes du pangermanisme actuel.	LXV
VI. — L'action du pangermanisme	LXXX

TEXTES

I. — JULIUS VON ECKARDT (1873-1908). — Notice . .	85
I. — La situation de l'Allemagne en Europe depuis 1870	88
I. — Le nouveau système européen	91
II. — GUILLAUME II. — Notice.	95
I. — Discours pour le 25 ^e anniversaire de l'Empire. .	96
II. — Discours de Damas (1898).	97
III. — Discours de Brandebourg (1899).	99
IV. — Discours à bord du <i>Fürst-Bismarck</i> (1899). . . .	102
V. — Discours de Hambourg (1899).	103
VI. — Discours pour le lancement du <i>Wittelsbach</i> (1900).	106

	Pages.
III. — LE PRINCE DE BULOW. — Notice	109
I. — Discours au Reichstag sur la flotte (11 dec. 1899)	110
II. — Discours de Stettin pour le baptême du paquebot <i>Deutschland</i> (1900).	114
III. — Discours à la Diète de Prusse sur les provinces polonaises (1902).	116
IV. — PAUL DEHN. — Notice.	123
I. — L'Union douanière de l'Europe centrale.	124
II. — La conquête économique des Balkans	127
III. — Le commerce allemand et les Balkans	128
IV. — La politique balkanique de l'Autriche.	131
V. — Solidarité austro-allemande en Orient	132
VI. — Nécessité de vastes unions douanières.	134
VII. — L'Allemagne dans la Méditerranée.	134
VIII. — La protection des sujets allemands à l'étranger	135
IX. — Protection des capitaux allemands à l'étranger.	136
X. — Importance de la flotte.	137
XI. — La suprématie navale de l'Angleterre	139
XII. — La germanophobie anglaise	141
XIII. — Solidarité anglo-allemande.	145
XIV. — La flotte allemande.	145
XV. — La tyrannie anglaise	147
XVI. — Les Etats-Unis contre l'Angleterre.	150
XVII. — La coalition contre l'Angleterre	152
XVIII. — L'Allemagne et la politique mondiale	154
V. — FRIEDRICH LANGE. — Notice	157
I. — L'émigration vers l'Est	158
II. — L'assimilation par l'expropriation des terres	160
III. — Les tribulations du germanisme en Autriche	163
IV. — Que doit être une politique allemande? L'Allemagne doit-elle intervenir en Autriche?	167
V. — Les progrès du nationalisme allemand	170
VI. — Les races de maîtres. — La sélection par la guerre	171
VI. — LA GRANDE ALLEMAGNE ET L'EUROPE CENTRALE VERS 1950. — Notice	173
I. — Ce que doit être l'Empire allemand	174
II. — Accroissement du peuple allemand	174
III. — Limites naturelles de l'Allemagne	175

IV. — L'adhésion des peuples à la Grande-Allemagne	177
V. — La Hollande	177
VI. — La Belgique	179
VII. — Le Luxembourg	180
VIII. — La France	180
IX. — La Suisse	181
X. — L'Italie	182
XI. — L'Autriche-Hongrie et les Balkans	182
XII. — La Hongrie	184
XIII. — Les Dardanelles	186
XIV. — La Roumanie	187
XV. — La Russie	188
XVI. — Royaume de Pologne et de Ruthénie	190
XVII. — La Grande-Allemagne	190
XVIII. — La Confédération Grande-Allemande	191
XIX. — La nouvelle Union douanière Grande-Allemande	194
XX. — La Pangermanie de l'avenir	195
VII. — L'EFFONDREMENT ET LA RECONSTRUCTION DE	
L'AUTRICHE (1899). — Notice	197
I. — Déchéance de l'Autriche	198
II. — Partage de l'Autriche-Hongrie	199
III. — Condamnation des Habsbourg	200
IV. — Organisation de la Grande-Allemagne	200
V. — La Hongrie	202
VI. — L'avenir du Germanisme uni	203
VIII. — L'ALLEMAGNE AU DÉBUT DU XX ^e SIÈCLE. —	
Notice	205
I. — Le peuple allemand est un peuple jeune	206
II. — Le pangermanisme et l'émigration	207
III. — Le pangermanisme et l'agriculture	208
IV. — Le pangermanisme et les réformes sociales	210
V. — Le pangermanisme et l'unité allemande	213
VI. — La guerre utile et efficace	213
VII. — Programme d'expansion pangermanique par la guerre	214
IX. — L'ÉCRIVAIN ANONYME DES « GRENZBOTEN ». —	
Notice	221
I. — Impuissance de la Hollande, vanité des traités de neutralité	222

	Pages.
II. — Importance du port d'Emden	223
III. — Le Rhin allemand	225
IV. — La médiatisation de la Hollande	
 X. — FRITZ BLEY. — Notice	 229
I. — Pourquoi l'Allemagne a besoin des Pays-Bas	230
II. — Projet d'Union germano-hollandaise	232
III. — Le Luxembourg	233
IV. — La Belgique	235
V. — La Flandre française	236
VI. — Le devoir pangermaniste	239
VII. — L'idéalisme allemand	240
VIII. — Les grands empires de l'avenir : Nécessité de l'Union douanière sur l'Europe centrale.	243
IX. — La perfidie anglaise	245
X. — L'antagonisme anglo-allemand	246
XI. — Pangermanisme économique et linguistique	248
XII. — Le siècle allemand	249
 XI. — ERNST HASSE. — Notice	 253
I. — Germaniser, c'est un droit	255
II. — Pangermanisme religieux	258
III. — L'Allemagne aux Allemands	258
IV. — L'Empire allemand, empire colonial	259
V. — L'organisation des Marches allemandes	261
VI. — La germanisation de la Pologne	261
VII. — Germanisation du Slesvig	264
VIII. — Germanisation de la Lorraine	266
IX. — Les sous-officiers, pionniers de la germani- sation	267
X. — Les margraviats militaires	270
XI. — Projet de zone-frontière militaire	271
XII. — Le mouvement pangermaniste	273
XIII. — Quels sont les peuples qui ont le droit de vivre ?	274
XIV. — L'expansion de l'Allemagne doit être conti- nentale	277
XV. — Les Pays-Bas	278
XVI. — Insuffisance du traité de Francfort	279
XVII. — Un mariage de raison franco-allemand	280
XVIII. — L'Alsace-Lorraine intangible	281
XIX. — Politique polonaise	282
XX. — Les provinces baltiques	284
XXI. — Encore l'expansion allemande	285

	Pages.
XXII. — Il faut des terres.	288
XXIII. — L'expansion allemande par la guerre	289
 XII. — LE COMTE ERNST ZU REVENTLOW. — Notice . .	293
I. — La flotte allemande et l'Angleterre.	294
II. — L'hostilité anglaise	295
III. — Politique d'intimidation.	297
IV. — La prochaine guerre.	297
V. — Rôle de la flotte. Ambitions d'avenir.	298
VI. — La politique de Guillaume II.	300
 XIII. — ALBRECHT WIRTH. — Notice'.	303
I. — Libéralité folle de l'Allemagne.	304
II. — Il faut des terres	305
III. — L'expansion allemande au sud-est	307
IV. — Le pangermanisme agressif. Nécessité d'un accord entre les gouvernants et le peuple .	309
V. — L'Allemagne dupe de sa générosité	312
VI. — La rivalité anglo-allemande.	314
VII. — Il n'y a pas de droit historique.	316
VIII. — Les erreurs de la politique allemande	317
IX. — Dangers d'une politique industrielle.	319
X. — Les ambitions de l'Allemagne	324
XI. — Le pacifisme de la grande banque et de la grande industrie.	326
XII. — L'activité diplomatique et le peuple allemand.	329
XIII. — De l'utilité des alliances	330
XIV. — Décadence de l'Angleterre.	332
XV. — Le coût d'une guerre.	333
XVI. — L'aviation.	335
XVII. — L'Allemagne encerclée	336
XVIII. — Les partis allemands et la guerre	337
XIX. — La politique allemande en Turquie	341
XX. — L'inimitié anglaise	344
XXI. — Comment vaincre l'Angleterre ?	346
 XIV. — PAUL ROHRBACH. — Notice.	349
I. — L'essence du germanisme	350
II. — Nécessité de l'expansion allemande.	351
III. — Une politique : être forts	353
IV. — L'excellence du travail allemand.	354
V. — Rôle de l'école allemande.	359
VI. — L'Allemagne et l'Angleterre.	365
VII. — La politique d'encerclement anglaise.	366

	Pages.
VIII. — La flotte allemande.	368
IX. — La flotte allemande et l'Angleterre.	371
X. — La rivalité anglo-allemande.	377
XI. — L'ambition mondiale allemande.	379
XII. — L'Allemagne et l'Autriche dans les Balkans.	379
XIII. — La question d'Orient.	386
XIV. — Politique germano-turque.	381
 XV. — MAXIMILIEN HARDEN. — Notice	 391
I. — L'Allemagne et la France	363
II. — La France, l'Allemagne et le Maroc	397
III. — La réconciliation franco-allemande.	399
IV. — Sur le discours du général Pau au Sénat fran- çais et la loi de trois ans.	404
V. — Guillaume le Pacifique.	407
VI. — L'Allemagne, la France, l'Angleterre et le Maroc.	411
VII. — L'Allemagne, l'Italie et les Balkans	412
VIII. — L'Allemagne et l'Angleterre; l'Autriche, l'Ita- lie et les Balkans	414
IX. — Germanisme et slavisme dans les Balkans.	418
X. — La Bosnie-Herzégovine, clef de l'Orient. Com- plicité de l'Allemagne	419
XI. — La guerre nécessaire.	430
XII. — Voile de carême	433
XIII. — Scutari	443
XIV. — Mémorial sur la question balkanique	445
XV. — Suite du mémorial balkanique.	461
XVI. — Suite et fin du mémorial balkanique.	463
XVII. — Tableau synoptique.	464
XVIII. — A propos du traité de Londres.	470





EN VENTE A LA MÊME LIBRAIRIE :

MÉMOIRES DU PRINCE CLOVIS DE HOHENLOHE

Ancien Chancelier de l'Empire allemand

TOME I

La jeunesse du Prince, 1819-1848. — Le Prince ambassadeur d'Autriche. — Séjours à Paris, en Russie, à Rome, en Angleterre, en Prusse. — Vienne, 1860-1861.

Activité du Prince à la Chambre haute de Bavière. — Émancipation des Juifs. — La Constitution de la Hesse électorale, 1861. — Question du Schleswig-Holstein, 1866.

Le Prince au Ministère de Bavière, 1867-1870.

1 vol. in-8°. — Prix. 7 fr. 50

TOME II

Au Reichstag, 1870-1874. — Le Traité de Paix. — Hohenlohe et Bismarck. — La loi contre les Jésuites. — Kulturkampf.

Le Prince ambassadeur à Paris, 1874-1885. — La Politique Française, 1874-1885. — Mac-Mahon. — Dcazes. — Thiers. — Grévy. — Gambetta. — L'Empereur et l'Impératrice. — L'Empereur et Bismarck. — Politique Bismarckienne. — L'Affaire Arnim, etc. — Le Congrès de Berlin. — Crises ministérielles en France.

1 vol. in-8°. — Prix. 7 fr. 50

TOME III

Gambetta. — La Question Égyptienne. — Le Ministère Ferry. — Ministère Freycinet. — Menaces de Guerre entre l'Allemagne et l'Angleterre. — Le Prince gouverneur d'Alsace-Lorraine. — L'Alsace en France. — Démission de Bismarck. — Le Prince à l'étranger. — L'Empire.

1 vol. in-8°. — Prix.

LES AMBITIONS ALLEMANDES ET LA

NOTRE AVENIR

PAR LE GÉNÉRAL

F. VON BERNHARDI

TRADUIT DE L'ALLEMAND PAR ÉMILE SIMONNOT

Professeur d'allemand au Collège Chaptal

PRÉFACE DE GEORGES CLEMENCEAU

1 vol. in-8°. — Prix. 3 fr. 50

Paris. — Imp. PAUL DEPONT (Cl.). — 545 bis, 8, 15.